

BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004

VOLUME III

Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes

pour l'année financière
se terminant le 31 mars 2004

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément à l'article 46
de la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01)
par monsieur Joseph Facal,
ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique,
ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique
et président du Conseil du trésor

Conseil du trésor

Québec 

ISSN 0706-0319
ISBN 2-551-21726-1
Dépôt légal, 1^{er} trimestre 2003
Bibliothèque nationale du Québec

AVANT-PROPOS

Les informations touchant le Budget de dépenses 2003-2004 se retrouvent dans quatre volumes :

- Volume I : Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*
- Volume II : Crédits des ministères et organismes*
- Volume III : Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*
- Volume IV : Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires*

Le Volume I regroupe les informations se rapportant à l'Assemblée nationale et aux personnes désignées par cette dernière, c'est-à-dire le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbyisme. La section portant sur l'Assemblée nationale comprend le message de sa présidente, suivi des crédits 2003-2004 et du plan annuel de gestion des dépenses pour la prochaine année financière. L'autre section présente les crédits et les plans annuels de gestion des dépenses de chacune des personnes désignées.

Le Volume II présente les crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2003-2004 en distinguant le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuille et programme. Il est à noter que les tableaux apparaissant au début de ce volume englobent non seulement les crédits et les dépenses des ministères et organismes du gouvernement mais aussi les crédits et les dépenses du Volume I concernant l'Assemblée nationale et les personnes désignées par cette dernière. Ces tableaux sont présentés ainsi afin de faciliter l'accès à l'information portant sur les crédits et le budget de dépenses.

Le Volume III regroupe les Plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres en vertu de la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01); ces plans présentent les choix effectués dans l'allocation des ressources et les actions envisagées pour atteindre les objectifs fixés dans les plans stratégiques déposés à l'Assemblée nationale. On retrouve au début de ce volume un sommaire du budget de dépenses par portefeuille.

Le Volume IV débute par un message du Président du Conseil du trésor qui donne les faits saillants du prochain budget de dépenses. Les chapitres qui suivent fournissent des informations complémentaires sur le budget de dépenses ainsi que d'autres renseignements portant sur des sujets qui y sont rattachés.

PRÉFACE

La *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01) instaure un cadre de gestion axée sur l'atteinte des résultats. Cette approche repose notamment sur des principes de transparence et d'imputabilité de l'Administration publique devant l'Assemblée nationale. La loi prévoit également un ensemble intégré de documents à rendre publics soit : la déclaration de services aux citoyens, le plan stratégique, le plan annuel de gestion des dépenses et le rapport annuel de gestion, le tout dans une perspective de reddition de comptes auprès des parlementaires.

Le Volume III du Budget de dépenses regroupe les plans annuels de gestion des dépenses de chaque portefeuille dévolu à un ministre, c'est-à-dire le ministère et les organismes budgétaires sous sa responsabilité. Ces plans présentent les choix effectués dans l'allocation des ressources pour atteindre les objectifs fixés dans les plans stratégiques déposés à l'Assemblée nationale. Bien que le dépôt du Volume III du Budget de dépenses à l'Assemblée nationale incombe au Président du Conseil du trésor, la responsabilité de la préparation et de la mise en oeuvre des plans relève de chacun des ministres responsables d'un portefeuille.

Au début du Volume III, un tableau sommaire présente les dépenses de l'ensemble des portefeuilles pour les années financières 2002-2003 et 2003-2004. Ensuite, le plan annuel de chaque portefeuille est présenté comme suit :

- La section « *LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS* » énonce la mission ou la raison d'être du ministère et des organismes composant un portefeuille. Cette section permet de mieux comprendre le contexte et les finalités des interventions découlant du plan stratégique.
- La section « *LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE* » situe les choix budgétaires dans le contexte d'une orientation d'un plan stratégique. Pour chacune des orientations concernées apparaissent les choix budgétaires effectués, les objectifs du plan stratégique, les indicateurs de résultat et les cibles pour l'année financière 2003-2004 ainsi que les actions envisagées pour atteindre ces objectifs et ces cibles compte tenu des ressources allouées.
- La section « *LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES* » énumère les évaluations en cours et celles qu'il est prévu d'entreprendre au cours de l'année financière 2003-2004.
- La section « *LE PLAN BUDGÉTAIRE* » explique l'évolution du budget de dépenses par programmes et les variations significatives :
 - Le budget de dépenses par programmes présente le budget 2003-2004 comparé à celui de 2002-2003, la variation entre ces deux exercices, la dépense probable de 2002-2003 ainsi que l'effectif.
 - Le budget d'investissements 2003-2004 est comparé avec celui de l'exercice 2002-2003 et comprend les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, placements et avances ».
 - Les fonds spéciaux sont présentés distinctement en fournissant pour 2002-2003 et 2003-2004 la prévision de revenus et de dépenses, l'excédent ou le déficit prévu ainsi que le montant d'investissement et, s'il y a lieu, l'effectif du fonds.

Pour l'Assemblée nationale et pour les personnes désignées par celle-ci, ces informations se retrouvent dans le Volume I du Budget de dépenses.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

PRÉFACE

SOMMAIRE DES DÉPENSES

Sommaire des dépenses.....	11
----------------------------	----

LES PLANS ANNUELS DE GESTION DE DÉPENSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES

Portefeuilles ministériels

Affaires municipales et Métropole.....	17
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	33
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique.....	41
Conseil exécutif.....	57
Culture et Communications.....	69
Éducation.....	83
Emploi, Solidarité sociale.....	95
Environnement.....	111
Famille, Enfance et Condition féminine.....	117
Faune et Parcs.....	133
Finances, Économie et Recherche.....	139
Justice.....	157
Régions.....	167
Relations avec les citoyens et Immigration.....	175
Relations internationales.....	187
Ressources naturelles.....	193
Revenu.....	205
Santé et Services sociaux.....	217
Sécurité publique.....	227
Tourisme, Loisir et Sport.....	241
Transports.....	253
Travail.....	265

Sommaire des dépenses

SOMMAIRE DES DÉPENSES

Le sommaire des dépenses résume les informations budgétaires présentées dans les plans annuels de gestion des dépenses 2003-2004. Les plans annuels de l'Assemblée nationale et de l'ensemble des portefeuilles ministériels du gouvernement se retrouvent respectivement dans les Volumes I et III du Budget de dépenses.

Le tableau suivant compare, pour les années financières 2003-2004 et 2002-2003, les budgets de dépenses de chaque portefeuille et montre leur variation. Ce tableau indique en outre la dépense probable de l'exercice 2002-2003 et le pourcentage de variation entre la dépense probable et le budget 2003-2004.

Sommaire des dépenses¹

	2003-2004		2002-2003		Dépenses 2003-2004
	Budget de dépenses	Variation	Budget de dépenses	Dépense probable ²	Dépense probable 2002-2003
	(1)	(2) = (1) - (3)	(3)	(4)	(5)
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(%)
Assemblée nationale ³	91 634,0	2 296,2	89 337,8	89 337,8	2,6
Personnes désignées par l'Assemblée nationale ³	103 070,8	42 134,7	60 936,1	59 593,4	73,0 ⁴
Affaires municipales et Métropole	1 587 107,6	66 961,0	1 520 146,6	1 571 826,0	1,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	659 141,6	15 137,0	644 004,6	643 407,9	2,4
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	887 781,1	395 397,3	492 383,8	472 115,7	5,0 ⁵
Conseil exécutif	248 422,4	54 742,0	193 680,4	161 789,3	23,0 ⁶
Culture et Communications	531 532,1	27 163,6	504 368,5	500 967,4	6,1
Éducation	11 685 490,4	490 227,8	11 195 262,6	11 028 403,7	6,0
Emploi, Solidarité sociale	4 016 800,2	(93 438,8)	4 110 239,0	4 107 883,0	(2,2)
Environnement	193 149,4	12 255,3	180 894,1	179 238,7	7,8
Famille, Enfance et Condition féminine	2 025 725,7	165 437,3	1 860 288,4	1 822 608,9	11,1
Faune et Parcs	111 151,9	2 150,9	109 001,0	119 842,7	(7,3) ⁷
Finances, Économie et Recherche	1 092 398,7	66 909,6	1 025 489,1	1 031 924,9	1,9 ⁸
Justice	557 095,1	40 585,5	516 509,6	542 007,6	2,8
Régions	218 345,4	20 896,3	197 449,1	163 454,6	6,8 ⁹
Relations avec les citoyens et Immigration	208 706,9	1 243,1	207 463,8	235 326,0	(11,3) ¹⁰
Relations internationales	112 389,8	4 841,3	107 548,5	107 376,7	4,7
Ressources naturelles	277 917,9	148,4	277 769,5	297 848,3	(6,7) ¹¹
Revenu	693 194,9	(52 691,5)	745 886,4	744 978,0	(7,0)
Santé et Services sociaux	19 103 078,5	1 388 463,7	17 714 614,8	17 736 049,4	7,7
Sécurité publique	831 785,5	36 814,5	794 971,0	832 808,0	(0,1)
Tourisme, Loisir et Sport	132 803,8	3 868,2	128 935,6	158 134,4	(16,0) ¹²
Transports	1 559 963,6	195 775,6	1 364 188,0	1 431 744,8	9,0
Travail	64 312,7	1 681,0	62 631,7	65 332,8	(1,6)
Économies à réaliser	(400 000,0)	(400 000,0)	-	-	
DÉPENSES DE PROGRAMMES	46 593 000,0	2 489 000,0	44 104 000,0	44 104 000,0	5,6
SERVICE DE LA DETTE	6 968 000,0	335 000,0	6 633 000,0	6 633 000,0	5,1
DÉPENSES TOTALES	53 561 000,0	2 824 000,0	50 737 000,0	50 737 000,0	5,6

Sommaire des dépenses - Références

- ¹ Les données portent uniquement sur le budget de dépenses et ne comprennent pas, par conséquent, les organismes et fonds spéciaux consolidés. Elles excluent en outre les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, placements et avances » comprises dans le budget d'investissements apparaissant au volume II du Budget de dépenses 2003-2004.
- ² La dépense probable 2002-2003 a été redressée afin de la présenter sur la même base que le Budget de dépenses 2003-2004.
- ³ Les informations portant sur les crédits, les dépenses et les plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouvent dans le volume I.
- ⁴ Au portefeuille « Personnes désignées par l'Assemblée nationale », la croissance par rapport à la dépense probable résulte principalement du fait que le budget de dépenses 2003-2004 du programme « Administration du système électoral » inclut une somme de 50,0 M\$ pour la tenue d'élections générales.
- ⁵ Au portefeuille « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique », le pourcentage de variation a été calculé en excluant du budget de dépenses 2003-2004 le programme « Fonds de suppléance » car ce programme est constitué de crédits pouvant être affectés, en cours d'exercice financier, à d'autres portefeuilles.
- ⁶ Au portefeuille « Conseil exécutif », le pourcentage de variation a été calculé en ajoutant à la dépense probable 2002-2003 les virements faits vers d'autres ministères à partir de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales. La variation de 23 % se retrouve essentiellement au programme « Affaires autochtones ».
- ⁷ Au portefeuille « Faune et Parcs », la baisse par rapport à la dépense probable résulte principalement du fait que la dépense probable 2002-2003 comprend des sommes qui ont été transférées à partir de la provision pour le développement régional du portefeuille « Régions ».
- ⁸ Pour les fins de ce tableau, le service de la dette gouvernementale est exclu des dépenses du portefeuille « Finances, Économie et Recherche ». Au volume II du Budget de dépenses 2003-2004 et dans les plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes, les dépenses du portefeuille « Finances, Économie et Recherche » incorporent le service de la dette. Par ailleurs, le pourcentage de variation a été calculé en ajoutant à la dépense probable 2002-2003 les virements faits vers d'autres ministères, à partir des provisions qui se retrouvent dans les programmes du portefeuille.
- ⁹ Au portefeuille « Régions », le pourcentage de variation a été calculé en ajoutant à la dépense probable 2002-2003 les virements faits vers d'autres ministères à partir des provisions qui se retrouvent dans ce portefeuille.
- ¹⁰ Au portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration », la baisse par rapport à la dépense probable résulte principalement de la fin du « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ».
- ¹¹ Au portefeuille « Ressources naturelles », la baisse par rapport à la dépense probable résulte principalement du fait que la dépense probable 2002-2003 comprend des sommes qui ont été transférées à partir de la provision pour le développement régional du portefeuille « Régions ».
- ¹² Au portefeuille « Tourisme, Loisir et Sport », la baisse par rapport à la dépense probable résulte principalement du fait que la dépense probable 2002-2003 comprend des montants transférés à la promotion touristique à partir de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales du portefeuille « Conseil exécutif ».

Portefeuilles ministériels

AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le ministère des Affaires municipales et de la Métropole voit à la bonne administration du système municipal dans l'intérêt des municipalités et de leurs citoyens, et contribue au développement de la Métropole. La mission première du ministère des Affaires municipales et de la Métropole consiste à s'assurer que les différentes institutions municipales exercent avec efficacité les rôles qui leur sont confiés par la loi. À cette fin, le Ministère définit l'encadrement législatif des institutions municipales, assure leur organisation et leur maintien sur le territoire, exerce certains contrôles et définit un encadrement administratif et technique pour assurer la gestion adéquate du système municipal. Il fournit également aux institutions municipales un soutien technique et financier. Il assume en outre un rôle d'intermédiaire entre les milieux gouvernemental et municipal, tant en fournissant des conseils au gouvernement sur toute question pouvant toucher le milieu municipal en général et la Métropole en particulier, qu'en faisant valoir ou en appliquant des lois ou des politiques gouvernementales auprès des municipalités, notamment en matière d'aménagement du territoire, d'infrastructures et d'inforoute. Le Ministère a également pour mission de susciter et de soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole ainsi que d'assurer la coordination interministérielle des activités gouvernementales relatives à ce territoire.

Le portefeuille du ministre des Affaires municipales et de la Métropole englobe, en plus du Ministère, la Commission municipale du Québec (CMQ), la Société d'habitation du Québec (SHQ), la Régie du logement, la Régie des installations olympiques (RIO) et la Société du Palais des congrès de Montréal (SPCM). La mission de la Commission municipale est d'agir comme conseiller, expert ou décideur en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle et d'adjudication. À titre de conciliateur, la Commission est appelée à statuer sur les droits des municipalités, des organismes et des citoyens en tranchant des litiges et des différends.

Pour sa part, la Société d'habitation du Québec a comme mission de faciliter aux citoyens l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, de promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et de favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en matière d'habitation. En ce qui concerne la Régie du logement, elle a pour mission de décider des litiges qui lui sont soumis par une partie quant au bail d'un local d'habitation, d'informer les citoyens des droits et des obligations découlant d'un bail et de favoriser la conciliation entre locataires et locateurs. La Régie est également chargée de veiller, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et d'assurer dans ce cas la protection des droits des locataires.

La mission de la Régie des installations olympiques est de préserver dans le meilleur intérêt public le Parc olympique, de le développer en complémentarité avec les grands équipements collectifs et de l'exploiter en visant sa rentabilité et son accessibilité. Enfin, la Société du Palais des congrès de Montréal a pour mission de gérer le Palais des congrès afin de contribuer à l'essor touristique de la région de Montréal et de l'ensemble du Québec.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

L'allocation des ressources financières dans l'ensemble du portefeuille Affaires municipales et Métropole a été réalisée en tenant compte des orientations retenues aux divers plans stratégiques du Ministère et des organismes relevant du ministre. Ces orientations, qui découlent directement des enjeux identifiés et du contexte actuel où le Ministère et les organismes sont amenés à évoluer, guideront les interventions et les actions au cours de la prochaine année pour atteindre les différents objectifs stratégiques retenus.

Aussi, pour faire suite à la réorganisation municipale et afin d'accroître l'autonomie des municipalités dans l'exercice de leurs responsabilités, des ressources seront investies pour miser davantage sur le partenariat et poursuivre notamment l'élaboration de nouveaux contrats de ville qui s'inscrivent comme des moyens d'intervention pour faciliter la gestion municipale.

De même, le Ministère travaillera à simplifier l'encadrement législatif des compétences municipales et à favoriser l'exercice de la démocratie locale. Dans le souci d'harmoniser les orientations gouvernementales avec les réalités changeantes des municipalités, des efforts seront consacrés pour adapter les orientations gouvernementales à la nouvelle réalité des agglomérations urbaines et aux particularités régionales. Tenant compte de l'étendue du territoire québécois, de la faible densité de la population des petites municipalités, des transformations démographiques et des défis à relever, le Ministère poursuivra également l'application de la Politique de consolidation des communautés locales et le renforcement des municipalités régionales de comté (MRC).

Le Ministère continuera d'accompagner les municipalités afin d'assurer une cohérence des interventions en milieu municipal et de leur rendre accessibles les outils nécessaires à la réalisation de leur mission, principalement par l'établissement d'indicateurs de performance et l'accès à des applications électroniques du Bureau municipal. Pour ce faire, des ressources seront mises en œuvre pour intensifier les échanges avec le milieu associatif, notamment par l'entremise des directions régionales qui occupent une position stratégique dans leur milieu.

Par ailleurs, le Ministère continuera de soutenir l'ensemble des municipalités du Québec par le versement des sommes importantes prévues à l'Entente financière et fiscale, notamment pour les programmes Diversification des revenus municipaux et Hausse des compensations tenant lieu de taxes, dont les budgets sont en croissance en 2003-2004, et par la mise en place d'une nouvelle mesure pour une telle compensation à l'égard des terres publiques. Outre ces sommes, l'aide financière aux municipalités se poursuivra dans le cadre des programmes réguliers de compensations, d'aide financière aux villages nordiques et aux municipalités régionales de comté, de même que par un soutien aux regroupements municipaux.

Les divers programmes d'infrastructures, d'assainissement des eaux et de réseaux d'aqueduc et d'égout bénéficieront encore de budgets importants pour que la population du Québec jouisse d'une eau potable de qualité et que les municipalités soient dotées d'infrastructures durables. Ainsi, des sommes additionnelles ont été injectées pour le programme Infrastructures Québec-Municipalités, qui s'inscrit dans le plan d'accélération des investissements publics visant notamment à moderniser les infrastructures municipales ainsi que pour le programme Renouveau urbain et villageois annoncé lors du discours du budget 2002-2003. Le Ministère s'assurera également de soutenir les municipalités dans la gestion de l'eau et ce, dans le contexte de la mise en œuvre de la Politique nationale de l'eau annoncée par le gouvernement.

En outre, le développement de la Métropole revêt toujours une importance significative. Des interventions auprès des partenaires et le financement de projets structurants viendront assurer le développement économique, social et culturel de la région métropolitaine ainsi que son positionnement à l'échelle internationale. Le Ministère assurera également le développement d'activités locales et régionales à Montréal et à Laval.

Orientation 1 : Réviser le cadre législatif et financier du milieu municipal

Objectif :	Simplifier la législation en tenant compte de la nouvelle réalité municipale.
Indicateur de résultat :	Modifications législatives proposées.
Actions envisagées :	Déposer un avant-projet de loi sur les compétences municipales (Livre 5). Réviser le contenu des outils de planification prévus par la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> (L.R.Q., c. A-19.1).

Orientation 2 : Faire des municipalités de véritables partenaires

Objectif :	Accentuer la concertation avec les institutions municipales et le milieu associatif.
Indicateur de résultat :	Mécanismes de concertation établis.
Actions envisagées :	Élaborer un cadre de consultation. Élaborer une politique de soutien au fonctionnement de ces associations. Conclure des partenariats d'affaires avec les associations de fonctionnaires municipaux.
Objectif :	Conclure des contrats de ville.
Indicateur de résultat :	Contrats de ville conclus.
Actions envisagées :	Élaborer et négocier des contrats de ville, et mettre en place des mécanismes de gestion, de suivi et d'évaluation de ces contrats.

Orientation 3 : Soutenir le développement des grandes agglomérations urbaines et l'occupation dynamique du territoire

Objectif :	Adapter les orientations gouvernementales en aménagement et en développement du territoire ainsi que les plans d'action en découlant à la réalité des grandes agglomérations urbaines et des particularités régionales.
Indicateur de résultat :	Orientations gouvernementales et plans d'action adaptés.
Actions envisagées :	Assurer la mise en œuvre du cadre gouvernemental d'aménagement et de développement des communautés métropolitaines. Élaborer et suivre les plans d'action pour les communautés métropolitaines de Montréal et de Québec qui en découlent.

Objectif :	Poursuivre la consolidation des communautés locales.
Indicateur de résultat :	Nombre de regroupements réalisés.
Action envisagée :	Réaliser des regroupements dans les agglomérations de recensement ou les municipalités ciblées par la Politique de consolidation des communautés locales.
Objectif :	Fournir aux grandes agglomérations urbaines et aux municipalités régionales de comté (MRC) les instruments leur permettant d'exercer leurs nouvelles responsabilités.
Indicateur de résultat :	Instruments fournis.
Actions envisagées :	Réaliser l'inventaire des facteurs de succès et des expériences concluantes de développement économique dans les grandes villes. Définir un modèle optimal de partage des responsabilités en matière de développement économique.
Objectif :	Adapter les programmes d'aide et le soutien aux institutions municipales.
Indicateur de résultat :	Programmes adaptés ou créés.
Actions envisagées :	Mettre au point une stratégie d'évaluation et de révision des programmes. Proposer des ajustements et/ou la mise en place de nouveaux programmes.
Objectif :	Soutenir les municipalités dans la gestion de l'eau, conformément à la Politique nationale de l'eau (PNE).
Indicateur de résultat :	Degré d'avancement du plan de mise en œuvre de la PNE.
Actions envisagées :	Élaborer et diffuser une stratégie d'incitation à l'économie de l'eau et une méthode de calcul du coût de l'eau. Préparer un plan d'intervention en vue d'assurer la pérennité des infrastructures municipales relatives à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées municipales.

Orientation 4 : Favoriser le renforcement d'une démocratie municipale représentative

Objectif :	Favoriser l'exercice de la démocratie municipale et les pratiques éthiques.
Indicateurs de résultat :	Mesures et modifications législatives proposées.

Actions envisagées :	Proposer des modifications législatives afin de favoriser le contrôle du financement politique et des dépenses électorales.
	Réviser les mécanismes de consultation publique prévus par la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> (L.R.Q., c. A-19.1) et les chartes municipales.

Orientation 5 : Soutenir les municipalités dans leur approche de gestion

Objectif :	S'assurer que les municipalités se dotent d'indicateurs de performance.
Indicateur de résultat :	Nombre de municipalités s'étant dotées d'indicateurs de performance.
Actions envisagées :	Produire et diffuser le guide technique et le logiciel de calcul des indicateurs de performance.
	Rendre accessibles les indicateurs de performance à l'ensemble des municipalités.
Objectif :	Rendre accessibles aux institutions municipales des outils de gestion adaptés à leurs besoins.
Indicateur de résultat :	Outils de gestion et d'accompagnement accessibles.
Actions envisagées :	Déposer un rapport sur l'opportunité d'un régime de retraite unifié pour les employés municipaux.
	Produire un fichier sur les effectifs par municipalité, la durée et le contenu des conventions collectives de même que sur la rémunération.
	Mettre en place des mécanismes de liaison entre le Ministère et les municipalités en matière de relations de travail.
Objectif :	Moderniser les processus d'échange d'information et les relations d'affaires entre le gouvernement et le milieu municipal.
Indicateur de résultat :	Prestation électronique de service (PES) accessible aux institutions municipales par l'intermédiaire du Bureau municipal.
Actions envisagées :	Évaluer les besoins d'utilisation de l'Infrastructure à clés publiques gouvernementale (ICPG), par l'entremise du Bureau municipal, et ses coûts d'implantation.
	Compléter l'intégration des applications actuelles de la PES au Bureau municipal.
Objectif :	Régionaliser certaines activités du Ministère.
Indicateur de résultat :	Nombre d'activités réalisées par les directions régionales par rapport à l'ensemble des activités opérationnelles du Ministère.
Action envisagée :	Élaborer une stratégie de régionalisation.

Orientation 6 : Soutenir et favoriser le développement économique, technologique, social et culturel de la région métropolitaine de Montréal

Objectif :	Soutenir des projets dans des secteurs ciblés.
Indicateur de résultat :	Nombre de projets soutenus dans des secteurs ciblés.
Actions envisagées :	Cibler les partenaires stratégiques et mettre au point un instrument de suivi et d'évaluation des projets soutenus.

Orientation 7 : Appuyer la mise en œuvre des actions découlant de la Politique de soutien au développement local et régional

Objectif :	Accroître, notamment par l'intermédiaire de la Conférence administrative régionale (CAR), la concertation gouvernementale de l'île de Montréal et de Laval.
Indicateur de résultat :	Nombre de rencontres de la CAR.
Action envisagée :	S'assurer de la concrétisation des engagements du Rendez-vous national des régions en matière de régionalisation des services et d'outils de développement.

Objectif :	Réviser le rôle des conseils régionaux de développement (CRD) de l'île de Montréal et de Laval, et compléter le réseau des centres locaux de développement (CLD) sur le territoire de Montréal.
Indicateurs de résultat :	Rôle des CRD révisé. Réseau des CLD en place.
Actions envisagées :	Clarifier le rôle du Conseil régional de développement de l'Île de Montréal (CRDIM) en fonction des mandats dévolus aux grandes villes, à la Communauté métropolitaine de Montréal et aux autres organismes du territoire. Compléter l'implantation des CLD sur l'ensemble du territoire de Montréal.

Orientation 8 : Moderniser la gestion ministérielle

Objectif :	Assurer un meilleur partage des données, de l'information et de la connaissance.
Indicateur de résultat :	Mécanismes de partage des données, de l'information et de la connaissance mis en place.
Actions envisagées :	Rendre accessibles une banque de données centralisée et des statistiques de base sur le monde municipal.

	Assurer une intégration des réseaux de veille stratégique dans le secteur des affaires municipales.
	Déployer la phase visualisation du Système d'information et de gestion en aménagement du territoire (SIGAT-visualisation).
Objectif :	Moderniser la gestion administrative.
Indicateur de résultat :	Pratiques de gestion modernisées.
Actions envisagées :	Élaborer un plan stratégique de gestion des ressources humaines et un plan stratégique des ressources informationnelles.
	Réaliser les étapes préalables à l'implantation dans l'organisation de la gestion intégrée des ressources (GIREs).
Objectif :	Assurer le suivi et l'évaluation de la réorganisation municipale et de l'Entente financière et fiscale.
Indicateurs de résultat :	Mesures de suivi et études d'évaluation réalisées.
Actions envisagées :	Compléter la mise en œuvre de l'Entente financière et fiscale (terres publiques) et assurer un suivi administratif formel.
	Effectuer un bilan de l'Entente financière et fiscale.
	Enclencher l'évaluation des effets de récents regroupements municipaux sur la fiscalité et les finances municipales ainsi que sur les coûts de main-d'œuvre.
Objectif :	Assurer le maintien et l'amélioration des services à la clientèle.
Indicateur de résultat :	Stratégie de services à la clientèle mise en place.
Actions envisagées :	Rendre accessibles sur la vitrine ministérielle en 2003, les données requises pour la préparation des budgets municipaux.
	Élaborer une approche intégrée en matière de gestion des infrastructures urbaines.

LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

Orientation 1 : Inculquer une culture de médiation pour le règlement des différends

Objectif :	Faire connaître la compétence de la Commission municipale en matière de médiation.
Indicateur de résultat :	Nombre de rencontres et de communications avec les acteurs municipaux.
Actions envisagées :	Diffuser de l'information aux acteurs municipaux. Participer à des rencontres avec les acteurs municipaux.

Orientation 2 : Renforcer la capacité organisationnelle de la Commission

Objectif :	Uniformiser les procédures et les méthodes administratives.
Indicateur de résultat :	Mise en place des procédures et des méthodes.
Actions envisagées :	Répertorier les procédures et les méthodes administratives. Uniformiser les procédures et les méthodes. En informer les membres.
Objectif :	Accroître l'utilisation des outils informatiques et des nouvelles technologies.
Indicateur de résultat :	Formation des membres et du personnel.
Actions envisagées :	Assurer la mise à jour des connaissances du personnel. Poursuivre la formation permettant aux membres de posséder des connaissances minimales en informatique. Acquérir de nouveaux équipements.
Objectif :	Faciliter l'intégration des nouveaux membres.
Indicateur de résultat :	Guide d'accueil révisé.
Actions envisagées :	Améliorer le guide d'accueil et d'intégration des nouveaux membres. Former les nouveaux membres.
Objectif :	Contrôler les délais de traitement des dossiers.
Indicateur de résultat :	Délai moyen de traitement des dossiers.
Action envisagée :	Implanter un nouveau système informatique permettant de mieux suivre le processus et de mieux contrôler les délais de traitement des dossiers.

Orientation 3 : Assurer la qualité et la cohérence dans les rapports et les décisions de la Commission

Objectif :	Maintenir la crédibilité de la Commission.
Indicateur de résultat :	Identification des éléments de cohérence.
Actions envisagées :	Réviser les moyens mis en place pour assurer la cohérence.
	Dégager les éléments de cohérence.
	Parfaire les mécanismes internes d'échange d'information.

LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

Tout comme en 2002-2003, la Société d'habitation du Québec mettra principalement l'accent sur les activités visant à permettre aux ménages d'avoir accès à un logement adéquat à loyer abordable. Elle affectera des sommes importantes à la réalisation et à la rénovation de logements, particulièrement pour les ménages à revenu faible ou modeste.

Orientation 1 : Permettre à un plus grand nombre de ménages d'avoir un logement correspondant à leurs besoins

Engager 50,0 M\$ dans le programme AccèsLogis Québec et 78,5 M\$ dans le programme Logement abordable Québec pour la création de logements sociaux et communautaires.

La Société d'habitation du Québec affectera les sommes requises dans le cadre de ces deux programmes afin d'accroître l'offre de logements sociaux, communautaires et privés à loyer abordable.

Objectif :	Augmenter l'offre de logements à loyer abordable.
Indicateur de résultat :	Nombre de nouveaux logements à loyer abordable dont la réalisation est soutenue financièrement par la SHQ (en dehors du Nunavik).
	Cible en 2003 : 1 550 Cible en 2004 : 700

Objectif :	Augmenter l'offre de logements sociaux destinés exclusivement aux ménages à faible revenu.
Indicateur de résultat :	Nombre de nouveaux logements sociaux destinés exclusivement aux ménages à faible revenu.
	Cible en 2003 : 3 275 Cible en 2004 : 280

Objectif :	Permettre aux personnes âgées en perte d'autonomie et aux personnes handicapées de vivre le plus longtemps possible dans leur logement de façon fonctionnelle et sécuritaire.
------------	---

Indicateur de résultat : Nombre de logements privés et communautaires nouvellement adaptés pour les personnes âgées.

Cible en 2003 : 2 260

Cible en 2004 : 2 300

Objectif : Accroître l'offre de logements destinés aux ménages vivant des situations particulières (santé mentale, alcoolisme, personnes à problèmes multiples, jeunes en difficulté, etc.) et requérant une aide spéciale.

Indicateur de résultat : Nombre de nouveaux logements sociaux destinés aux personnes vivant des situations particulières liées au logement.

Cible en 2003 : 425

Cible en 2004 : 300

Affecter 356,0 M\$ au maintien du parc de logements sociaux.

La Société d'habitation du Québec continuera d'affecter une part importante de son budget au maintien en bon état du parc de logements sociaux.

Objectif : Maintenir le nombre et la qualité des logements sociaux destinés exclusivement aux ménages à faible revenu.

Indicateur de résultat : Nombre de logements sociaux destinés exclusivement aux ménages à faible revenu, qui étaient en exploitation le 31 décembre 2002 et qui le sont encore au 31 décembre de chaque année.

Cible en 2003 : 85 000

Cible en 2004 : 85 000

Orientation 2 : Assurer aux citoyens un habitat de qualité

Engager 57,5 M\$ dans le programme Rénovation Québec et 8,0 M\$ dans le programme RénoVillage.

La Société d'habitation du Québec procédera aux engagements requis pour permettre la réalisation de travaux de rénovation résidentielle, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Objectif : Améliorer la qualité des logements, notamment en milieu rural.

Indicateur de résultat : Nombre de logements ruraux rénovés grâce à une aide financière.

Cible en 2003 : 3 000

Cible en 2004 : 750

Objectif : Améliorer la qualité du cadre bâti résidentiel dans les quartiers défavorisés.

Indicateurs de résultat : Valeur des travaux de revitalisation réalisés.

Cible en 2003 : 367,0 M\$

Cible en 2004 : 101,0 M\$

Nombre de logements ayant fait l'objet de travaux de revitalisation urbaine.

Cible en 2003 : 11 700

Cible en 2004 : 3 200

LA RÉGIE DU LOGEMENT

La Régie du logement accordera, pour sa part, la priorité aux délais en matière d'adjudication en ce qui concerne l'allocation de ses ressources.

Orientation 1 : Favoriser une meilleure compréhension chez les citoyens des règles de louage résidentiel

Objectif :	Augmenter les activités de communication de masse.
Indicateur de résultat :	Nombre d'activités réalisées.
Actions envisagées :	Produire et réaliser un plan de communication.
Objectif :	Accentuer le partenariat et la consultation avec des organismes nationaux et les associations de locataires et de propriétaires.
Indicateurs de résultat :	Nombre d'organismes nationaux avec lesquels la Régie a établi des partenariats. Nombre de réunions tenues par la table de consultation.
Actions envisagées :	Établir des partenariats avec au moins quatre organismes nationaux pour favoriser le relais de l'information adaptée aux besoins des groupes cibles. Tenir au moins deux réunions de la table de consultation avec les associations de locataires et de propriétaires.
Objectif :	Simplifier les formulaires et la documentation à l'usage de la clientèle.
Indicateur de résultat :	Proportion des formulaires et autres documents révisés.
Action envisagée :	Réviser au moins 35 % des formulaires et des autres documents à l'usage de la clientèle.

Orientation 2 : Accroître la performance de la Régie du logement dans la prestation des services aux citoyens

Objectif :	Améliorer les délais de traitement.
Indicateurs de résultat :	Nombre de causes en attente d'audience. Nombre de mois entre l'introduction de la demande et la première audience. Proportion de dossiers qui se concluent par une entente. Proportion de clients ayant obtenu une entrevue dans un délai inférieur à 20 minutes.

Actions envisagées :	Identifier des mesures efficaces et optimiser le temps d'audition.
	Intensifier l'utilisation des technologies de l'information et des communications.
	Poursuivre l'implantation de la politique de conciliation.

Orientation 3 : Poursuivre la modernisation de la gestion

Objectif :	Entreprendre la refonte du système informatique qui supporte la gestion des demandes introduites auprès de la Régie du logement.
Indicateur de résultat :	Date du dépôt du rapport d'analyse.
Action envisagée :	Effectuer l'analyse préliminaire pour la refonte du système de mission.
Objectif :	Évaluer l'opportunité de modifier la méthode de fixation des loyers afin de l'adapter, le cas échéant, aux nouvelles réalités socio-économiques.
Indicateur de résultat :	Date du dépôt d'un rapport.
Actions envisagées :	Consulter les acteurs concernés sur le régime actuel et obtenir des recommandations.
	Obtenir des avis d'experts sur le régime actuel de même que des recommandations.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Le ministère des Affaires municipales et de la Métropole entreprendra, en 2003-2004, l'évaluation des effets des regroupements effectués en vertu de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (2000, c. 56), sur la fiscalité et les finances ainsi que sur les coûts de main-d'œuvre. Un plan triennal d'évaluation de programmes sera en outre proposé au cours de l'exercice.

La Société d'habitation du Québec a entrepris l'évaluation de son intervention consistant à offrir des subventions de supplément au loyer d'urgence aux ménages à faible revenu qui n'ont pu se trouver un logement à loyer abordable pour le 1^{er} juillet 2001 et le 1^{er} juillet 2002. Les résultats seront disponibles en 2003 et permettront d'améliorer l'efficacité des interventions si des situations semblables se présentaient de nouveau. Par ailleurs, la Société d'habitation du Québec se dotera, en 2003, d'un plan pluriannuel d'évaluation qui couvrira l'ensemble de ses programmes.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le plan budgétaire pour l'exercice financier 2003-2004 traduit les choix effectués notamment au regard des actions envisagées pour la prochaine année financière, et ce, dans le but de favoriser l'atteinte des différents objectifs présentés aux plans stratégiques dans l'ensemble du portefeuille.

Le budget de dépenses 2003-2004 fait état d'une croissance nette de 67,0 M\$. Cette croissance s'explique principalement par le redressement de la base budgétaire effectué pour la Société d'habitation du Québec et les ajustements pour respecter les engagements de l'Entente financière et fiscale conclue avec le monde municipal.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Promotion et développement de la Métropole	114 633,9	(1 540,5)	116 174,4	126 300,1
2. Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	602 943,8	(5 382,5)	608 326,3	570 535,8
3. Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	504 962,9	26 797,2	478 165,7	557 702,1
4. Administration générale	46 223,8	264,7	45 959,1	45 835,7
5. Commission municipale du Québec	3 489,5	357,0	3 132,5	3 127,3
6. Habitation	299 952,8	45 497,0	254 455,8	254 389,4
7. Régie du logement	14 900,9	968,1	13 932,8	13 935,6
Total	1 587 107,6	66 961,0	1 520 146,6	1 571 826,0
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	780	—	780	—

Programme 1 : Promotion et développement de la Métropole

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale de soutien au développement local et régional pour les régions administratives de Montréal et de Laval.

L'enveloppe budgétaire de ce programme subit une réduction de 1,5 M\$ attribuable notamment à la révision des besoins budgétaires de la Société de gestion Marie-Victorin.

Programme 2 : Mise à niveau des infrastructures et renouvellement urbain

Ce programme assure une participation financière du gouvernement pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par les programmes d'Infrastructures et de Renouvellement urbain et villageois.

Le budget de dépenses de ce programme connaît une réduction nette de 5,4 M\$ à la suite de la révision des services de dette du Ministère. La répartition effectuée prend toutefois en considération les réaffectations rendues nécessaires pour les besoins rattachés aux programmes d'Infrastructures Québec-Municipalités et Renouvellement urbain et villageois, permettant de réaliser notamment les travaux d'infrastructures pour l'approvisionnement en eau potable et de contribuer au renouvellement des municipalités québécoises. Les principaux réaménagements budgétaires se présentent comme suit :

	M\$
— Renouvellement urbain et villageois	6,0
— Infrastructures Québec-Municipalités	3,0
— Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000	1,8
— Les eaux vives du Québec	1,0
— Ajustement dans les autres programmes d'assainissement des eaux, de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que d'infrastructures	0,2
— Programme d'assainissement des eaux du Québec	(17,4)

Programme 3 : Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités

Ce programme vise à fournir aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il a aussi pour but d'inciter au regroupement de municipalités, et ce, à travers toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'accorder une aide financière au milieu municipal, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik. Il couvre le soutien aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Il englobe également les mesures financières du pacte fiscal incluses dans l'entente conclue avec le monde municipal.

Ce programme présente une augmentation nette de 26,8 M\$ essentiellement rattachée à l'injection des sommes prévues dans l'Entente financière et fiscale conclue avec le milieu municipal. Les principales variations se détaillent comme suit :

	M\$
— Ajustement net rattaché aux mesures financières du pacte fiscal	30,6
— Aide financière additionnelle au fonctionnement des villages nordiques	1,0
— Réduction des budgets réguliers du Programme d'aide financière au regroupement municipal afférents à la Politique de consolidation des communautés locales	(3,7)
— Non-récurrence de subventions ponctuelles accordées au milieu municipal	(1,1)

Programme 4 : Administration générale

Ce programme comprend la direction du Ministère et les unités responsables de la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en œuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales touchant le milieu municipal.

Le budget de dépenses pour l'année 2003-2004 fait état d'une hausse de 0,3 M\$ pour tenir compte de l'autofinancement des sommes additionnelles nécessaires pour supporter l'amortissement des immobilisations.

Programme 5 : Commission municipale du Québec

Ce programme permet d'agir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe. L'augmentation du budget de la Commission de plus de 0,3 M\$ se réfère essentiellement à la croissance des coûts de main-d'œuvre.

Programme 6 : Habitation

Ce programme vise à faciliter aux citoyens du Québec l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation. Le programme inclut les subventions à accorder à la Société d'habitation du Québec et à l'Immobilière SHQ. Ces organismes bénéficient, en sus, d'autres fonds dont ils disposent pour le financement de leurs activités.

Le budget de dépenses de ce programme totalise 300,0 M\$ en hausse de 45,5 M\$ par rapport à l'exercice 2002-2003. Cette variation est essentiellement le résultat d'un ajustement de l'enveloppe budgétaire accordée à la Société d'habitation du Québec. Au cours des exercices précédents, cette enveloppe avait été réduite à la suite de la prise en compte de contributions reportées du gouvernement du Québec dont disposait la Société pour le financement de ses activités.

Programme 7 : Régie du logement

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

Le budget attribué à la Régie du logement est augmenté de 1,0 M\$ pour tenir compte des ajustements apportés aux différentes échelles salariales et aux dépenses de loyer.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	7 703,3	7 075,9
Prêts, placements et avances	4 811,3	4 763,2

Les crédits alloués aux investissements ont trait à l'infrastructure municipale et à la géomatique ainsi qu'aux projets informatiques découlant des mesures financières du pacte fiscal et de la mise à niveau des systèmes rattachés aux programmes d'infrastructures. Les prêts, placements et avances concernent les sommes qui seraient prêtées aux centres locaux de développement.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a pour mission d'influencer et de soutenir la croissance de l'industrie bioalimentaire québécoise dans une perspective de développement durable.

Le Ministère assure la conception et l'application des politiques et programmes nécessaires au développement du secteur agricole et agroalimentaire ainsi que celui des pêches et de l'aquaculture commerciales. Ses attributions touchent les domaines de la production, de la transformation, de la distribution, de la commercialisation et de la consommation des produits bioalimentaires. Pour réaliser l'ensemble de ses mandats, le Ministère s'appuie sur sept directions générales, soit celles des Affaires régionales; de l'Agroenvironnement; de l'Alimentation (incluant une nouvelle agence : le Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale); des Affaires économiques, scientifiques et technologiques; des Politiques agroalimentaires; des Pêches et de l'Aquaculture commerciales et des Services à la gestion.

Par ailleurs, trois organismes relèvent directement du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Ils ont chacun des rôles bien précis dans l'application des divers instruments de la politique agricole et agroalimentaire québécoise ainsi que celle touchant le secteur des pêches et de l'aquaculture. Ces organismes sont la Financière agricole du Québec (FADQ), la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) et la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ).

Les interventions du Ministère et des organismes s'inscrivent en appui à trois grandes missions gouvernementales à savoir la mission économique via les services offerts aux divers agents économiques du secteur bioalimentaire (services conseils en agriculture et en pêches, appui à la transformation, recherche et services technologiques, etc.) et les missions sociale et éducative via les services offerts à l'ensemble de la population du Québec (qualité des aliments et formation). Ces interventions peuvent être regroupées sous l'angle de l'appui financier, de l'appui professionnel et de l'appui réglementaire.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Dans le cadre de son plan d'action « Horizon 2005 », le gouvernement du Québec a lancé en décembre 2002 une stratégie vers le plein emploi. Le dynamisme et l'importance du secteur bioalimentaire en font un joueur de premier plan pour la réussite de cette stratégie. Les choix budgétaires effectués par le Ministère s'inscrivent dans cette stratégie et visent à mettre en valeur le potentiel de création d'emplois du secteur bioalimentaire.

Ces choix budgétaires s'inscrivent également en continuité des actions entreprises sous l'égide du plan stratégique 2001-2004 et respectent le cadre financier gouvernemental. Ils tiennent compte notamment des consensus et engagements pris lors du Rendez-vous de mi-parcours du Forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois et de la mise en œuvre de la Politique québécoise des pêches et de l'aquaculture. Enfin, ces choix budgétaires prennent en compte l'appui aux grandes missions gouvernementales auxquelles le Ministère et les organismes contribuent par leurs activités.

Le plan stratégique du Ministère et des organismes pour la période 2001-2004 est constitué de neuf orientations spécifiques. Les choix budgétaires pour l'année 2003-2004 mettent plus particulièrement

l'accent sur quatre des orientations du secteur agricole et agroalimentaire et sur une des orientations du secteur des pêches et de l'aquaculture commerciales. Plus spécifiquement, ces choix se rapportent à :

- L'agroenvironnement;
- La transformation alimentaire;
- La traçabilité des produits;
- L'industrie serricole;
- Le développement de l'aquaculture et la valorisation des espèces sous-exploitées.

Il importe de mentionner que la conclusion des négociations en cours pour la signature d'un accord-cadre fédéral-provincial sur un Cadre stratégique pour l'agriculture pourrait exercer une influence sur certains choix budgétaires. Ces négociations impliquent des enjeux majeurs dont notamment l'obtention d'une part équitable des transferts fédéraux et le respect des grands paramètres de la politique agricole québécoise convenus avec les intervenants du milieu dans le cadre des grands forums de concertation.

Le texte qui suit présente les orientations visées par les choix budgétaires 2003-2004 accompagnées d'une brève mise en contexte ainsi que des objectifs, des indicateurs de résultat et des actions envisagées dans le cours de l'année. Ces orientations s'inscrivent dans les enjeux et objectifs d'ensemble présentés de façon détaillée dans le plan stratégique du Ministère et de ses organismes.

Orientation 1 : Favoriser le développement harmonieux et la promotion des activités et des entreprises agricoles sur le territoire

APPUYER L'ACCÉLÉRATION DU VIRAGE AGROENVIRONNEMENTAL DES FERMES

La conciliation des impératifs sociaux et environnementaux avec les impératifs économiques est un enjeu majeur pour le développement du secteur bioalimentaire. C'est pourquoi tant le gouvernement que les entreprises agricoles ont entrepris depuis quelques années un virage agroenvironnemental majeur.

L'adoption par le gouvernement, en juin 2002, du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) et du plan d'accompagnement qui en découle s'inscrivent dans la foulée des travaux menés par le gouvernement du Québec en concertation avec les représentants des milieux agricoles, municipaux et de l'environnement.

Objectif :	Rendre conformes les entreprises visées par le REA dans les délais réglementaires prescrits, selon une approche proactive auprès des producteurs agricoles.
Indicateurs de résultat :	Nombre de structures d'entreposage de fumier construites dans l'année. Cible : 1 000. Nombre de membres des clubs-conseils en agroenvironnement. Cible : 6 500.

Actions envisagées :	<p>Mise en application d'un plan d'accompagnement agroenvironnemental ferme par ferme visant à identifier les mesures à prendre pour rendre l'entreprise conforme à la norme phosphore du règlement.</p> <p>Redéploiement d'une partie du personnel du Ministère et ajout de nouvelles ressources en région selon les besoins identifiés. Des équipes de conseillers et conseillères spécialisés seront disponibles dans chaque direction régionale afin d'assister les entreprises.</p>
----------------------	--

Orientation 2 : Améliorer la performance de l'industrie bioalimentaire sur les marchés

METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AFIN DE FAVORISER L'AUGMENTATION DE LA VALEUR AJOUTÉE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

L'industrie de la transformation alimentaire constitue l'un des secteurs québécois stratégiques pour le développement économique. L'amélioration de la performance des entreprises agroalimentaires sur les marchés est grandement tributaire de leur capacité à innover en vue d'offrir des produits diversifiés et de qualité élevée répondant aux besoins des consommateurs et cela, à un coût compétitif permettant de faire face à un environnement toujours plus concurrentiel.

Par la mise en place de la Politique gouvernementale de la transformation alimentaire (juin 2002) misant sur l'accès aux marchés, l'innovation et la productivité des entreprises et l'accroissement des investissements, le gouvernement a réaffirmé l'importance qu'il accorde à cette industrie et a clairement exprimé sa volonté d'appuyer son développement.

Objectif :	Mettre en œuvre la Politique gouvernementale de la transformation alimentaire qui définit les orientations traçant le plan d'action du Ministère et influençant les actions des autres ministères et organismes concernés par le développement de la transformation alimentaire au Québec.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre d'emplois créés.</p> <p>Cible 2001-2005 : 10 000.</p> <p>Niveau de réalisation des mesures prévues au plan d'action.</p>
Actions envisagées :	<p>Support aux nouvelles initiatives de développement des marchés intérieurs et extérieurs.</p> <p>Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action visant le développement des produits de niche et du terroir.</p> <p>Mise en place de mesures d'appui stratégique à l'investissement et à l'innovation des entreprises de transformation alimentaire.</p>

Orientation 3 : Contribuer à la protection de la santé publique et à l'amélioration de la santé animale en exerçant une surveillance de toute la chaîne bioalimentaire

APPUYER L'IMPLANTATION DE MÉCANISMES VISANT À AMÉLIORER LA QUALITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET LA SANTÉ ANIMALE

La gestion du risque à l'égard de la santé passe par l'efficacité et la rapidité des interventions mais également par la responsabilisation des intervenants de tous les maillons de la chaîne bioalimentaire incluant les consommateurs. Le Ministère travaille à affiner différents moyens d'intervention afin d'être en mesure d'agir le plus rapidement possible. Parmi ces derniers, la traçabilité des aliments fait partie des priorités.

Objectif :	Mettre en place, d'ici 2005, la traçabilité des produits de la ferme jusqu'à la table pour la filière bovine.
Indicateur de résultat :	Échéancier de mise en œuvre.
Action envisagée :	Élaborer les règlements sur la traçabilité de la filière bovine de la ferme à la table.

Orientation 4 : Stimuler la mise en valeur des potentiels régionaux de l'agriculture et de l'agro-alimentaire

MISE EN PLACE D'UN PLAN DE SOUTIEN ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SERRICOLE

L'industrie serricole renferme un potentiel de développement important compte tenu des perspectives d'expansion florissantes qui s'offrent à elle sur les marchés, aussi bien auprès des consommateurs québécois que nord-américains. La mise en valeur du potentiel de cette industrie se traduira par la création de plusieurs centaines d'emplois au cours des prochaines années. En outre, la répartition de cette industrie sur le territoire québécois fera en sorte que cette création d'emplois et la richesse qui l'accompagne sera profitable et structurante pour toutes les régions du Québec.

Objectif :	Relancer l'industrie serricole au Québec et lui permettre de saisir les occasions de croissance sur les marchés en améliorant la productivité des entreprises existantes et la construction de nouvelles serres.
Indicateurs de résultat :	Évolution des superficies de culture en serre ayant recours aux nouvelles technologies. Cible 2003-2006 : 21 hectares (nouvelles constructions). Évolution de l'emploi dans le secteur. Cible 2003-2006 : 700 emplois.
Actions envisagées :	Mise en place d'un plan de soutien et de développement de l'industrie serricole visant l'amélioration de la productivité des serres existantes ainsi que le développement des infrastructures, de l'expertise et du savoir.

Orientation 5 : Accroître la biomasse aquatique disponible

CONSOLIDER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AQUACULTURE ET VALORISER LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS TIRANT PROFIT DES ESPÈCES SOUS-EXPLOITÉES

L'accroissement de la disponibilité de la ressource est la clé de voûte de tout le développement du secteur. Le Ministère travaille activement à la croissance des productions aquacoles et ce dans une perspective de développement durable. Le Ministère favorise également l'amélioration de l'accès à la ressource halieutique, notamment par le développement d'activités et de productions tirant profit des espèces sous-exploitées.

Objectif : Accroître la production maricole, la production piscicole en provenance d'entreprises adhérant à la stratégie aquaenvironnementale ainsi que la valeur des débarquements des espèces sous-exploitées.

Indicateurs de résultat : Niveau de production maricole.

Cible 2002-2007 : 2 500 tonnes, soit un accroissement de 300 % par rapport à 2001.

Pourcentage d'entreprises piscicoles adhérant à la stratégie aquaenvironnementale.

Cible 2002-2007 : 75 %.

Valeur des débarquements des espèces sous-exploitées.

Cible 2002-2007 : Hausse de 15 %, soit 3,6 M\$ à terme.

Actions envisagées : Soumettre à l'approbation du gouvernement :

- Un cadre législatif et réglementaire propre à l'aquaculture.
- Des améliorations au soutien financier aux activités de développement maricole.
- Une stratégie aquaenvironnementale dans un contexte de développement durable.
- Un programme de normalisation des rejets piscicoles.

Soutien financier aux activités visant les espèces sous-exploitées.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Les mandats d'évaluation prévus ou réalisés sont conformes au plan pluriannuel adopté par le Ministère.

Prime-Vert

L'évaluation commencée dans l'exercice financier précédent est terminée. Elle a permis d'apprécier l'impact des clubs agroenvironnementaux et l'atteinte des objectifs de l'ensemble du programme.

Programme-cadre d'appui au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région

Suite aux évaluations des Centres régionaux d'établissement en agriculture (CRÉA) et des Syndicats de gestion agricole (SGA) en 2001-2002, les Clubs d'encadrement technique (CET) ont fait l'objet de travaux de recherche en 2002-2003. Ces travaux sont maintenant terminés et ont permis de mieux connaître la problématique, le fonctionnement et la clientèle des CET.

D'autres programmes ont aussi fait l'objet d'évaluation au cours de l'année, à savoir :

- Le programme ConcertAction;
- Le programme Accès aux services-conseils agricoles du Bas-Saint-Laurent;
- L'entente avec Cintech Agroalimentaire (prévue au printemps 2003);
- Le programme de Garantie de prêt aux coopératives de producteurs de bovins de boucherie;
- Le programme de Soutien financier aux associations de producteurs désignés.

Par ailleurs, en 2002-2003, un projet pilote de cadre de gestion et de reddition de comptes des partenaires a été développé et fera l'objet d'une application graduelle auprès de plusieurs partenaires associés au Ministère au cours de l'année 2003-2004.

Pour la période 2003-2004, le Ministère prévoit procéder à l'évaluation des programmes suivants :

- Soutien à la stratégie phytosanitaire;
- Conseil d'accréditation du Québec;
- Stations d'évaluation des taureaux de boucherie, des béliers et des agneaux commerciaux.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	342 090,3	15 404,6	326 685,7	326 433,5
2. Organismes d'État	317 051,3	(267,6)	317 318,9	316 974,4
Total	659 141,6	15 137,0	644 004,6	643 407,9
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	2 183	—	2 183	—

En 2003-2004, le budget de dépenses du Ministère sera de 659,1 M\$, en hausse de 15,1 M\$ par rapport à l'exercice financier 2002-2003.

Programme 1 : Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments

Ce programme vise à développer le potentiel et améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

L'augmentation de 15,4 M\$ du budget de dépenses s'explique principalement :

- Par une augmentation des crédits affectés à l'aide à l'investissement en agroenvironnement. Cette enveloppe permettra d'engager une contribution de 93,4 M\$ du Ministère pour supporter les investissements des entreprises, comparativement à 78,5 M\$ en 2002-2003. Ces montants sont prévus dans l'enveloppe de 257,0 M\$ autorisée par le gouvernement pour trois ans;
- Par une augmentation des dépenses d'amortissement découlant de la hausse du budget d'investissements, du Plan d'accélération des investissements publics et des projets approuvés dans le cadre de la Stratégie de développement des régions ressources.

Programme 2 : Organismes d'État

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

Les crédits de ce programme se composent principalement d'une subvention de 305,0 M\$ à La Financière agricole du Québec. Cette aide résulte d'une convention conclue avec cet organisme et par laquelle le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation s'engage à verser, pour et à l'acquis de La Financière agricole du Québec, une somme totale de 2 135,0 M\$ sur une période de sept ans débutant en 2001-2002. Ces sommes constituent « l'enveloppe budgétaire prédéterminée » consentie par le gouvernement du Québec à cet organisme.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	26 730,8	29 118,7
Prêts, placements et avances	500,0	—

En 2003-2004, le Ministère poursuivra la modernisation de ses immeubles et de ses équipements de recherche grâce aux budgets additionnels obtenus dans le cadre du Plan d'accélération des investissements publics et de la Stratégie de développement des régions ressources. Ainsi, le budget d'investissements du Ministère sera de 26,7 M\$, soit 16,1 M\$ de plus que le budget de base du Ministère.

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

LE CONSEIL DU TRÉSOR ET SON SECRÉTARIAT

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du Secrétariat consiste à conseiller le Conseil du trésor ainsi que son président en matière de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles de même que le secrétaire d'État au Renouveau de la fonction publique dans son domaine de compétence, à offrir des services aux citoyens ainsi qu'à la communauté gouvernementale ainsi qu'à veiller, en concertation avec tous les intervenants concernés, à l'implantation du cadre de gestion découlant de la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01) et au suivi de sa mise en œuvre.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le Secrétariat du Conseil du trésor a entrepris l'élaboration d'un nouveau plan stratégique 2003-2006 qui doit être déposé à l'Assemblée nationale au cours de la présente année. Les cinq orientations retenues sont :

- Assurer le respect de la politique budgétaire du gouvernement;
- Soutenir le renouvellement des ressources humaines de la fonction publique;
- Moderniser l'Administration publique et favoriser une gestion rigoureuse et intégrée des ressources;
- Offrir des services de qualité;
- Valoriser la contribution des ressources humaines du Secrétariat.

Elles constituent une actualisation des actions déjà entreprises pour la réalisation du plan stratégique 2001-2004.

Le Secrétariat considère que le respect de la politique budgétaire du gouvernement demeure une priorité pour assurer le maintien de l'équilibre budgétaire. En ce qui concerne la deuxième et la troisième orientation, les choix effectués en 2002-2003 sont maintenus et actualisés. Le Secrétariat accentue les efforts entrepris au cours des dernières années dans le but de dispenser des services de qualité aux citoyens, aux entreprises et à la communauté gouvernementale. De plus, il poursuit intensément ses activités visant la valorisation de ses ressources humaines.

Orientation 1 : Assurer le respect de la politique budgétaire du gouvernement

GESTION DU BUDGET DE DÉPENSES

L'ensemble des activités nécessaires à assurer le respect de la politique budgétaire du gouvernement requiert un budget de 5,4 M\$. Ces activités comprennent notamment la préparation du budget de dépenses, la réalisation systématique du suivi de l'exécution du budget de dépenses en collaboration avec les ministères et organismes et la présentation aux autorités d'avis sur l'impact budgétaire des projets des ministères.

Objectif :	Fournir au gouvernement une information précise, fiable et pertinente dans le but de respecter l'objectif de dépenses de programmes et d'éclairer les choix qui se posent quant à l'allocation des ressources.
------------	--

Indicateur de résultat :	Appréciation par les intervenants réguliers à la séance du Conseil du trésor de la qualité des analyses, des avis fournis ainsi que des options soumises quant aux choix à faire au cours de la préparation du budget de dépenses et de son suivi.
--------------------------	--

Action envisagée :	Examen approfondi de certains programmes ciblés en fonction de la progression de leurs coûts.
--------------------	---

Objectif :	Susciter l'adhésion des ministères et organismes aux objectifs budgétaires du gouvernement dans la poursuite des objectifs de leur plan stratégique.
------------	--

Indicateur de résultat :	Proportion des ministères qui respectent l'enveloppe de dépenses qui leur est attribuée.
--------------------------	--

Actions envisagées :	Attention donnée à la participation active des ministères et organismes lors de la détermination du processus de préparation du budget de dépenses et à son suivi.
----------------------	--

Soutien accru aux ministères et organismes pour l'amélioration de leur plan annuel de gestion des dépenses et de leur reddition de comptes, notamment sur l'utilisation des ressources budgétaires dans leur rapport annuel de gestion.

Orientation 2 : Soutenir le renouvellement des ressources humaines de la fonction publique

RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Des sommes de 6,4 M\$ ont été affectées pour soutenir le renouvellement des ressources humaines de la fonction publique. Ces argents serviront notamment à la réalisation du plan d'action sur le rajeunissement de la fonction publique québécoise dont la tenue de concours à l'intention des finissants de niveaux secondaire, collégial et universitaire (0,9 M\$), la tenue de stages pour étudiants (2,0 M\$) ainsi que le programme de relève de gestion (0,3 M\$). De plus, ces montants permettront la poursuite des programmes de mentorat (2,4 M\$) et d'accueil aux nouveaux employés (0,4 M\$). Finalement, 0,4 M\$ seront affectés à la réalisation des plans d'action sur la diversité dans la fonction publique québécoise à l'intention des membres de communautés culturelles, autochtones et anglophones ainsi que des personnes handicapées.

Objectif :	Recruter 70 % de jeunes de moins de 35 ans.
Indicateur de résultat :	Taux d'embauche des jeunes de moins de 35 ans.
Actions envisagées :	<p>Tenue d'activités de recrutement dans les universités, les cégeps et les établissements secondaires.</p> <p>Offre de stages pour étudiants.</p> <p>Utilisation du mentorat comme outil de développement.</p> <p>Programme de relève de gestion.</p> <p>Programme d'accueil.</p> <p>Tenue d'activités de promotion : journées-carrière, conférences, stages d'un jour dans la fonction publique.</p>

Objectif :	<p>Recruter annuellement 25 % de membres de communautés culturelles, d'autochtones et d'anglophones selon la modulation suivante introduite pour tenir compte de la concentration et de la disponibilité de personnes qualifiées selon les régions, soit 25 % pour la grande région de Québec, 33 % pour la grande région de Montréal et 8 % pour les autres régions.</p> <p>Une cible annuelle minimale est fixée pour chaque ministère et organisme.</p>
Indicateur de résultat :	Taux annuel d'embauche pour chacun des groupes visés par la diversité.
Actions envisagées :	<p>Séance d'information sur les moyens d'évaluation et sur le processus d'embauche.</p> <p>Établissement des profils d'emploi des membres des groupes cibles.</p> <p>Programme de sensibilisation à l'intention des gestionnaires.</p> <p>Programme de parrainage.</p>

Objectif : Augmenter le taux de présence des personnes handicapées en fixant des cibles annuelles d'embauche de façon à ce que ces personnes représentent 2 % de l'effectif de la fonction publique en 2007.

Les cibles annuelles d'embauche, en fonction du nombre d'employés des ministères et organismes, sont les suivantes :

Nombre d'employés	Cible annuelle
Entre 100 et 149	1
Entre 150 et 499	2
Entre 500 et 999	3
Entre 1000 et 2000	4
Plus de 2001	5

Indicateurs de résultat : Nombre de personnes handicapées embauchées.

Taux de présence des personnes handicapées.

Actions envisagées : Tenue de concours réservés aux personnes handicapées.

Programme de sensibilisation à l'intention du personnel et des gestionnaires.

Accompagnement des candidats lors du processus d'embauche.

Orientation 3 : Moderniser l'administration publique et favoriser une gestion rigoureuse et intégrée des ressources

ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE ET RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Afin de répondre aux attentes du plan d'action gouvernemental « Horizon 2005 » et, de surcroît, soutenir l'évolution rapide de la mise en place de l'Administration électronique, 2,6 M\$ ont été attribués à cette activité. Cette somme permettra notamment d'assurer la mise en place du cadre de référence de « l'architecture d'entreprise gouvernementale », de favoriser l'interopérabilité des différents processus d'affaires et d'assurer le développement d'infrastructures communes gouvernementales en soutien à l'Administration électronique.

De plus, 10,0 M\$ sont affectés au Fonds de partenariat interministériel. Ce fonds est orienté vers l'action et vise principalement à soutenir la réalisation de projets de partenariat entre les ministères et les organismes gouvernementaux en matière d'Administration électronique. L'affectation de ces sommes est conforme au plan de développement des projets pour lesquels elles sont octroyées, c'est-à-dire 9,5 M\$ pour l'investissement et 0,5 M\$ pour les dépenses de fonctionnement.

Objectif : Au cours de la période 2003-2006, assurer une gestion gouvernementale efficiente et sécuritaire des ressources informationnelles en appui aux objectifs stratégiques du gouvernement, des ministères et des organismes.

Indicateurs de résultat :	<p>État d'avancement de l'architecture d'entreprise gouvernementale.</p> <p>État d'avancement du cadre commun d'interopérabilité des processus d'affaires.</p>
Actions envisagées :	<p>Réalisation de l'intégration des volets « information », « télécommunication », « traitement de l'information » et « architecture technologique » à l'architecture d'entreprise gouvernementale.</p> <p>Élaboration du cadre commun favorisant l'interopérabilité entre les processus d'affaires, les informations, les applications et les technologies de l'information utilisées par les ministères et organismes.</p>
Objectif :	Au cours de la période 2003-2006, rendre disponible des services et des infrastructures en ressources informationnelles en complémentarité à ceux des ministères et des organismes et assurant des économies d'échelle.
Indicateurs de résultat :	<p>État d'avancement du cadre gouvernemental en gestion intégrée des documents.</p> <p>État d'avancement du développement des répertoires gouvernementaux.</p> <p>État d'avancement du registre référentiel des documents.</p>
Actions envisagées :	<p>Réalisation du cadre gouvernemental en gestion intégrée des documents.</p> <p>Réalisation de l'architecture détaillée des répertoires gouvernementaux.</p> <p>Réalisation d'une première version du registre référentiel des documents.</p>
Objectif :	Orienter et soutenir l'implantation de l'Administration électronique.
Indicateurs de résultat :	<p>État d'avancement de la mise en œuvre de l'Administration électronique.</p> <p>Dépôt du plan d'action mettant en œuvre la vision d'ensemble des services gouvernementaux en ligne.</p>
Actions envisagées :	<p>Élaboration d'un plan d'action mettant en œuvre la vision d'ensemble des services gouvernementaux en ligne.</p> <p>Réalisation du plan gouvernemental de gestion des ressources informationnelles de l'Administration électronique.</p> <p>Élaboration du plan d'architecture des portails gouvernementaux.</p> <p>Élaboration du portail sur l'Administration électronique.</p> <p>Élaboration du plan de mise en œuvre de l'architecture de l'Administration électronique.</p> <p>Réalisation du bilan sur la mise en œuvre de l'infrastructure gouvernementale.</p>

Mise en place d'une cellule de veille stratégique concernant l'Administration électronique.

Utilisation du Fonds de partenariat interministériel comme levier de développement en lien avec les orientations gouvernementales.

LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La Commission de la fonction publique est un organisme qui contribue, au nom de l'État, à assurer le respect des principes et objectifs de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1) et de la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01) relatifs à la gestion des ressources humaines de la fonction publique en intervenant au regard des litiges entre l'Administration et ses fonctionnaires, en assurant la surveillance de la sélection et de la gestion des ressources humaines et en fournissant un éclairage adéquat à l'Assemblée nationale et aux autorités gouvernementales.

Les activités de la Commission peuvent se résumer de la façon suivante :

- Entendre et décider des recours exercés principalement en vertu des articles 33, 35, 123 et 127 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1). Fournir dans ce cadre un service de médiation;
- S'assurer du respect de la Loi et des autres normes pertinentes au regard du système de recrutement et de promotion des fonctionnaires ainsi que de l'équité et de l'impartialité des décisions prises à l'égard des fonctionnaires en procédant à des vérifications et à des enquêtes dans les ministères et organismes. Fournir également dans ce cadre un service de sensibilisation et de renseignement à la clientèle;
- Décider des demandes de certification de moyens d'évaluation utilisés dans les concours tenus en vertu de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1) ou lors de la constitution de réserves de candidatures;
- Donner des avis en vertu de l'article 83 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1) quant à l'exclusion de certains emplois de l'application totale ou partielle de la cette loi, effectuer des études à caractère horizontal, donner des avis et faire des recommandations sur divers aspects du cadre législatif et normatif en gestion des ressources humaines;
- Exercer un pouvoir réglementaire relativement aux objets prévus à la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1);
- Faire rapport à l'Assemblée nationale.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

La Commission ne dispose pas encore d'outils lui permettant d'établir ses choix budgétaires en fonction de statistiques détaillées sur chacune de ses activités. Elle devrait cependant disposer au cours de l'année 2003-2004 d'un système de gestion qui lui permettra d'effectuer, sur la base de données fiables, les choix pertinents pour les années ultérieures. Pour l'année 2003-2004, les choix de la Commission sont traduits dans sa répartition des emplois, catégories et nombre consacrés aux activités de la Commission en lien avec les responsabilités assumées par les différentes directions et la Commission. Sur la base du coût de la rémunération de l'effectif et sa répartition au début de l'année 2003-2004, près de 20 % du budget de la Commission pour cette même année est consacré aux activités de la Commission au regard des appels, 40 % aux activités liées à la surveillance et au contrôle, 25 % aux activités liées au développement, à la planification, aux études et aux avis et 15 % aux activités de soutien administratif.

Orientation 1 : Centrer la gestion sur les résultats et sur la qualité des services à la clientèle

Objectif :	Améliorer la gestion de toutes les ressources de la Commission.
Indicateur de résultat :	Degré de réalisation au 31 mars 2004.
Actions envisagées :	Poursuite de l'implantation du plan directeur des technologies de l'information. Accentuation des interventions et des actions portant sur la sensibilisation, l'information, la formation et la mobilisation du personnel dans un contexte de gestion du changement.
Objectif :	Développer et implanter des outils et des systèmes de gestion et d'intervention.
Indicateur de résultat :	Degré de réalisation au 31 mars 2004.
Actions envisagées :	Poursuite du développement et de l'implantation du système d'assignation et de suivi des mandats, des dossiers et des outils requis. Préparation d'un plan d'intervention auprès de la clientèle. Implantation du système de contrôle de qualité des enquêtes, vérifications et études, amélioration du système de traitement des plaintes et du tableau de bord.
Objectif :	Poursuivre le développement et la mise en place du système de veille stratégique et de prospective.
Indicateur de résultat :	Degré d'implantation, au 31 mars 2004, du système de veille stratégique et de prospective.
Action envisagée :	Poursuite des travaux relatifs à l'élaboration d'un document d'orientation en support à l'implantation du système de veille stratégique.

Orientation 2 : Suivre de près l'implantation du nouveau cadre de gestion

Objectif :	Évaluer les impacts du nouveau cadre de gestion sur les valeurs, principes et objectifs privilégiés par la loi.
Indicateur de résultat :	Disponibilité au 31 mars 2004 d'une étude sur les impacts.
Actions envisagées :	Identification des changements introduits et des tendances qui se dessinent à cet égard en matière de gestion des ressources humaines. Appréciation des transformations en cours.
Objectif :	Déterminer tous les nouveaux lieux d'intervention de la Commission.
Indicateur de résultat :	Mise en place d'ajustements requis aux lieux d'intervention de la Commission avant le 31 mars 2004.
Action envisagée :	Poursuite des travaux en cours au regard de la nature et de la cible des interventions de la Commission.

Orientation 3 : Scruter la gestion des ressources humaines et fournir un éclairage adéquat aux autorités concernées

Objectif :	Compléter le réexamen des rôles et interventions de la Commission auprès du Conseil du trésor, de l'Assemblée nationale, du Conseil exécutif, des ministères et organismes et la façon de les dynamiser.
Indicateur de résultat :	Degré de réalisation au 31 mars 2004.
Actions envisagées :	Poursuite du questionnement. Réalisation de certaines actions relatives à la façon d'exercer son rôle et d'intervenir auprès des ministères, des organismes et de l'Assemblée nationale dans le cadre de sa mission
Objectif :	Compléter le développement et l'implantation d'une démarche générale proactive quant à l'exercice du rôle de la Commission.
Indicateur de résultat :	Degré de réalisation au 31 mars 2004.
Action envisagée :	Réflexion sur un nécessaire repositionnement conduisant à des décisions portant notamment sur une opération d'information et de sensibilisation auprès des différents acteurs.

Orientation 4 : Intensifier les interventions visant la prévention et le règlement rapide et harmonieux des litiges

Objectif :	Augmenter l'offre de service quant aux moyens de prévention et de règlement harmonieux des litiges.
Indicateur de résultat :	Degré de réalisation au 31 mars 2004.
Action envisagée :	Détermination d'un mode de fonctionnement applicable aux conférences préparatoires, aux séances d'échanges et d'information garantissant la confidentialité dans le cas des concours de promotion, aux offres de médiation et à la certification d'examens.
Objectif :	Réduire la moyenne des délais de traitement des dossiers d'appels.
Indicateur de résultat :	Réduction des délais moyens de traitement des dossiers d'appels au 31 mars 2004 par rapport aux délais moyens de l'année antérieure.
Action envisagée :	Poursuite des efforts de réduction des délais de traitement des dossiers d'appels.
Objectif :	Accentuer, auprès des autorités gouvernementales et des autres clientèles, la promotion de l'utilisation de moyens favorisant la prévention et le règlement rapide et harmonieux des litiges.
Indicateur de résultat :	Degré de réalisation au 31 mars 2004.
Actions envisagées :	Systématisation accrue de l'offre de service de la Commission à cet égard. Mise en œuvre d'une stratégie visant à mieux informer et sensibiliser les parties quant à son offre de service.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

LE CONSEIL DU TRÉSOR ET SON SECRÉTARIAT

Pour l'année 2003-2004, le Secrétariat entreprendra les évaluations suivantes :

- Programme d'accueil gouvernemental;
- Fonds de partenariat interministériel.

La portée et le cadre d'évaluation de ces programmes seront précisés en cours d'année.

Par ailleurs, le plan d'action sur le rajeunissement de la fonction publique québécoise fera l'objet d'une attention particulière afin de déterminer la période la plus appropriée pour réaliser l'évaluation des différentes mesures qui y sont présentées.

LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Aucune évaluation n'est prévue.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Secrétariat du Conseil du trésor	69 448,9	418,8	69 030,1	62 796,7
2. Fonctions gouvernementales	93 526,0	(12 490,0)	106 016,0	92 197,4
3. Commission de la fonction publique	2 794,0	15,3	2 778,7	2 662,6
4. Régimes de retraite et d'assurances	329 762,0	15 303,0	314 459,0	314 459,0
5. Fonds de suppléance	392 250,2	392 150,2	100,0	—
Total	887 781,1	395 397,3	492 383,8	472 115,7
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	841	—	841	—

Note : Les programmes « Fonctions gouvernementales » et « Fonds de suppléance » comportent des provisions qui permettent des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. Au programme « Fonctions gouvernementales » la dépense probable est diminuée de 0,2 M\$ et au programme « Fonds de suppléance », elle est diminuée de 104,0 M\$ en raison de tels virements.

Programme 1 : Secrétariat du Conseil du trésor

Ce programme regroupe les dépenses visant à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire concernant les contrats gouvernementaux, à réaliser les activités d'acquisition et d'aliénation découlant de la *Loi sur le Service des achats du gouvernement* (L.R.Q., c. S-4), à assurer la mise en œuvre de l'inforoute gouvernementale, à déterminer l'allocation des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. On y retrouve également les dépenses visant à fournir divers services aux ministères et organismes.

De 2002-2003 à 2003-2004, le budget de dépenses de ce programme augmente de 0,4 M\$ pour s'établir à 69,4 M\$. Cette augmentation est attribuable, d'une part à la hausse de 0,2 M\$ du report de crédits par rapport à celui de l'année précédente et d'autre part, à un accroissement de 0,2 M\$ des coûts relatifs au financement des investissements en technologies de l'information.

Programme 2 : Fonctions gouvernementales

Ce programme regroupe les dépenses reliées aux fonctions centrales se rapportant au renouvellement de l'employabilité, de même qu'au recrutement, à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et

des pluies diluviennes survenues en juillet 1996. On y retrouve aussi la provision permettant d'appuyer la réalisation de projets visant la mise en œuvre des projets reliés à la prestation électronique de services ainsi que le budget se rapportant à des contributions du gouvernement à titre d'employeur. Finalement, ce programme inclut une provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes.

Le budget de dépenses de ce programme totalise 93,5 M\$ en 2003-2004, soit une diminution de 12,5 M\$ par rapport à celui de 2002-2003. Cette baisse provient de la réduction de 6,7 M\$ des dépenses à effectuer pour le Fonds relatif à la tempête du verglas et le Fonds d'assistance financière aux régions sinistrées, ainsi que 5,8 M\$ dégagés suite à diverses mesures d'économies.

Programme 3 : Commission de la fonction publique

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emploi aux dispositions de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1).

Programme 4 : Régimes de retraite et d'assurance

Ce programme regroupe des dépenses de 325,4 M\$ pour les régimes de retraite et de 4,4 M\$ pour les assurances collectives des employés de la fonction publique. Les dépenses du Régime de retraite des enseignants (RRE), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) pour les employés des réseaux de l'éducation et ceux de la santé et des services sociaux se retrouvent dans les budgets des ministères concernés. Quant aux dépenses du Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN), elles se retrouvent au portefeuille « Assemblée nationale ».

La hausse de 15,3 M\$ se situe exclusivement au niveau des régimes de retraite et découle principalement de l'augmentation salariale accordée lors de la prolongation des conventions collectives.

Programme 5 : Fonds de suppléance

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses additionnelles encourues dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux. Le total des dépenses affectées à ce programme en 2003-2004 s'élève à 392,3 M\$.

Il importe de noter que les divers virements de crédits qui ont été effectués au cours du dernier exercice financier ont été soustraits du montant prévu au début de 2002-2003.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	13 618,0	5 118,0
Prêts, placements et avances	100 100,0	255 552,3

Le budget d'investissements du Secrétariat du Conseil du trésor se compose principalement d'une provision de 100,0 M\$ au titre de la supercatégorie « Prêts, placements et avances » se situant au programme 5 – Fonds de suppléance. Cette provision a pour but de pourvoir aux besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes, à la condition que les sommes ajoutées soient remboursées à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice. Cette provision n'a pas pour effet de modifier la prévision de dépenses. De 2002-2003 à 2003-2004, les immobilisations se sont accrues de 8,5 M\$, soit 4,5 M\$ à la Provision pour la réalisation de projets reliés à l'Administration électronique de services et 4,0 M\$ pour divers travaux de réaménagement des édifices H et J.

LES FONDS SPÉCIAUX**Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor**

	PRÉVISIONS 2003-2004 (000 \$)	PROBABLES 2002-2003 (000 \$)
Revenus	2 451,1	1 822,4
Dépenses	2 451,1	1 822,4
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	6 117,9	4 096,2
Effectif (ETC)	—	—

Les investissements prévus visent le maintien des infrastructures du réseau et celles du développement des systèmes d'information. Le parc bureautique du Secrétariat du Conseil du trésor sera modernisé, les outils de gestion des infrastructures seront améliorés et de nouveaux outils seront développés. Des investissements seront effectués afin de permettre l'implantation de GIRES au Secrétariat du Conseil du trésor. Les revenus du Fonds sont prévus au programme 1 (Affectation à un fonds spécial) du portefeuille du Conseil du trésor, Administration et Fonction publique.

Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	7 960,0	38 740,0
Dépenses	7 960,0	38 740,0
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	26 000,0	—
Effectif (ETC)	—	—

Ce Fonds est affecté au financement des dépenses exceptionnelles d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement à la suite du sinistre causé par les pluies diluviennes survenues en juillet 1996, principalement dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Le Fonds est également affecté au financement du programme de reconstruction et de relance économique des régions concernées.

Un des objectifs visés par la mise en place du Fonds consiste à rassembler l'ensemble des coûts reliés au sinistre afin de faciliter la production, par le ministère de la Sécurité publique, des demandes d'avances et des réclamations au gouvernement du Canada pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

En regard des dépenses prévues pour 2003-2004, la contribution du gouvernement du Canada est estimée à 2,7 M\$ alors que les autres dépenses, soit 5,3 M\$, sont assumées à même les crédits inscrits au programme 2 du portefeuille Conseil du trésor, Administration et Fonction publique. Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds et ceux reliés à la reconstruction des zones sinistrées. Par ailleurs, le montant indiqué pour l'investissement, soit 26,0 M\$, concerne la réalisation de l'avant-projet d'aménagement d'infrastructures visant à régulariser les crues du bassin versant du Lac Kénogami ainsi que les études technico-économiques et environnementales afférentes.

Depuis l'exercice 1996-1997, les dépenses comptabilisées au Fonds totalisent 434,6 M\$. De ce total, un montant de 127,4 M\$ représente la part assumée par le gouvernement du Québec et la différence, soit 307,2 M\$, est assumée par le gouvernement du Canada.

Fonds relatif à la tempête de verglas

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	58 400,0	34 020,0
Dépenses	58 400,0	34 020,0
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds relatif à la tempête de verglas permet de rassembler les informations reliées à ce sinistre survenu du 5 au 9 janvier 1998, touchant plus spécifiquement les régions de la Montérégie et de Montréal. Il facilite également la production des demandes d'avances et des réclamations de remboursements présentées par le ministère de la Sécurité publique au gouvernement fédéral pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

Les dépenses remboursables par le gouvernement fédéral sont comptabilisées distinctement dans un compte à fin déterminée. Ce compte permet le dépôt des sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Canada au regard du sinistre.

Pour le gouvernement du Québec, l'affectation budgétaire provient en partie du ministère des Ressources naturelles, soit 53,4 M\$ en 2003-2004 et 28,1 M\$ en 2002-2003, laquelle représente l'engagement du gouvernement du Québec à verser annuellement à Hydro-Québec, sur une période de dix ans, une compensation pour le rétablissement du réseau. Les sommes se rapportant aux autres dépenses imputées au Fonds, soit 5,0 M\$ pour 2003-2004 et 5,9 M\$ pour 2002-2003, sont prévues au programme 2 du portefeuille Conseil du trésor, Administration et Fonction publique. Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds et l'aide apportée aux sinistrés.

Depuis l'exercice 1997-1998, les dépenses comptabilisées au Fonds totalisent 1 087,0 M\$. De ce total, un montant de 500,6 M\$ représente la part assumée par le gouvernement du Québec et la différence, soit 586,4 M\$, est assumée par le gouvernement du Canada.

Fonds des services gouvernementaux

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	280 571,6	274 110,5
Dépenses	269 257,9	264 983,3
Excédent (déficit)	11 313,7	9 127,2
Investissements	143 850,0	97 959,8
Effectif (ETC)	1 012	1 012

Le Fonds des services gouvernementaux a pour objet le financement de certains biens et services offerts aux ministères et organismes gouvernementaux. Ces biens et services comprennent le développement et l'exploitation informatiques, les télécommunications, la collecte et l'expédition du courrier, la reprographie, la vente et la distribution de fournitures et d'ameublement de bureau, l'entretien de l'équipement bureautique, le transport aérien nécessaire aux fonctions gouvernementales et finalement le soutien à la gestion des ressources.

Les prévisions de revenus et dépenses du Fonds s'élèvent à 280,6 M\$ et 269,3 M\$ en 2003-2004, en hausse respectivement de 6,5 M\$ (2,4 %) et 4,3 M\$ (1,6 %) par rapport aux revenus et dépenses probables de l'exercice précédent.

Les montants indiqués pour l'investissement concernent principalement le projet GIREs, le Service aérien gouvernemental et les secteurs des services informatiques et des télécommunications. L'ensemble des investissements reliés au projet GIREs atteint 94,3 M\$ en 2003-2004 et 69,0 M\$ en 2002-2003. De plus, pour l'exercice 2003-2004, une part importante des investissements est constituée de la mise en place du réseau national intégré de radiocommunication pour un montant de 30,5 M\$ (2,4 M\$ en 2002-2003), de divers projets de développement reliés à l'infrastructure technologique gouvernementale et aux fonctions communes pour 5,0 M\$ (5,6 M\$ en 2002-2003) ainsi que l'achat d'équipements informatiques pour un montant de 7,9 M\$. Pour l'exercice 2002-2003, un montant de 10,6 M\$ est prévu pour de l'équipement relié au transport aérien.

CONSEIL EXÉCUTIF

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du ministère du Conseil exécutif est de conseiller et d'assister le premier ministre et le Conseil des ministres dans leur rôle de direction de l'État québécois.

Pour accomplir sa mission, le Ministère a le mandat de conseiller et d'assister les comités ministériels, les ministères et les organismes afin d'assurer la cohérence de la planification, de la coordination et de l'action gouvernementale.

Le Ministère veille au respect des compétences constitutionnelles du Québec ainsi qu'à la défense et à la promotion de ses intérêts dans ses relations avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des autres provinces et territoires du Canada notamment en participant aux rencontres intergouvernementales ainsi que par la négociation d'ententes.

Le Ministère assure le développement et le maintien de relations harmonieuses avec les nations et les communautés autochtones par la conclusion d'ententes de portée politique, qui appuient le développement socioéconomique et culturel des Amérindiens et des Inuits.

Le Ministère est également chargé de la mise en œuvre de la Politique relative à la capitale nationale et de la Politique de soutien au développement local et régional pour la région de la Capitale-Nationale, ainsi que de la Politique québécoise de la jeunesse par l'élaboration et le suivi de plans d'action à cet égard.

Enfin, le Ministère assiste le ministre responsable des Affaires autochtones ainsi que les ministres délégués aux Affaires autochtones et aux Affaires intergouvernementales canadiennes, le ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport et le ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale dans l'accomplissement de leur mission respective et en ce qui concerne leurs activités de coordination interministérielle.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le Ministère entame la dernière année de son plan stratégique 2001-2004. Les ressources financières sont réparties de façon à assurer l'accomplissement des grandes orientations stratégiques ainsi que des objectifs qui y sont rattachés. Les choix budgétaires, pour l'exercice 2003-2004, seront ainsi placés sous le signe de la continuité et s'aligneront sur les priorités suivantes :

- Les suites à donner aux travaux portant sur la réforme des institutions démocratiques;
- La poursuite des échanges avec les communautés francophones et acadiennes du Canada;
- Le respect des engagements financiers issus des ententes avec les Autochtones et l'accroissement de leur autonomie financière ainsi que de leur développement économique;
- La mise en œuvre du Plan d'action jeunesse 2002-2005 ainsi que le développement de projets locaux et régionaux par l'intermédiaire du Fonds régional d'investissement jeunesse;
- Le développement, la consolidation et la diversification de l'économie de la région de la Capitale-Nationale ainsi que la mise en œuvre de la Politique de soutien au développement local et régional et de la Politique relative à la capitale nationale.

Orientation 1 : Assurer un soutien de qualité à la prise de décision du gouvernement

ATTEINTE DE CERTAINES PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES

Le ministère du Conseil exécutif assure un soutien de qualité à la prise de décision du gouvernement en favorisant, notamment, la cohérence des politiques et des actions gouvernementales par des mécanismes appropriés de concertation interministérielle.

Réforme des institutions démocratiques

Des ressources additionnelles, de l'ordre de 0,8 M\$, seront allouées au Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques afin de donner suite aux États généraux sur la réforme des institutions démocratiques (États généraux), tenus en février 2003.

Objectif :	Soutenir les priorités gouvernementales en matière de réforme des institutions démocratiques en donnant suite aux recommandations du Comité directeur des États généraux.
Indicateur de résultat :	Nombre de scénarios et de devis émis selon les priorités gouvernementales. Livraison d'un plan d'action dans la suite des États généraux. Préparation de mesures et, s'il y a lieu, de projets de loi.
Actions envisagées :	Dresser des devis et scénarios donnant suite aux recommandations du Comité directeur des États généraux ainsi qu'aux orientations gouvernementales. Préparer et réaliser un plan d'action. Soutenir la mise en œuvre du plan d'action et des décisions gouvernementales.

Orientation 3 : Contribuer à l'établissement et au maintien de relations harmonieuses avec les nations et les communautés autochtones, et favoriser leur développement économique

RESPECT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS ISSUS DES ENTENTES

L'établissement de relations harmonieuses avec les Autochtones commande la conclusion d'ententes en premier lieu d'ordre politique, mais qui englobent également l'ensemble des conditions de développement de ces populations. Dans le but de respecter les engagements issus de telles ententes, des crédits, de l'ordre de 91,7 M\$, y seront alloués.

Objectif :	Favoriser la signature d'ententes de responsabilisation, de développement et de partenariat avec les communautés autochtones dans divers domaines en prenant en considération les préoccupations de la population concernée.
------------	--

Indicateurs de résultat :	<p>Nombre d'activités de concertation engagées avec l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador (APNQL).</p> <p>Nombre d'ententes cadres et de déclarations de compréhension et de respect mutuel.</p> <p>Nombre d'ententes liées à la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.</p> <p>Nombre d'ententes de concertation régionale conclues avec les conseils régionaux de développement et les communautés autochtones.</p>
Actions envisagées :	<p>Consolider les liens de partenariat avec l'APNQL en vue de mettre sur pied un forum politique.</p> <p>Parachever la négociation d'ententes avec les communautés autochtones demeurées jusqu'ici en marge de tels engagements.</p> <p>Assurer la mise en œuvre de la paix des braves et des autres ententes de développement conclues avec la nation crie, de même que de l'entente Sanarrutik conclue avec les Inuits.</p>
Objectif :	Terminer les négociations concernant la revendication territoriale globale des Innus et des Attikameks, ainsi que la négociation d'une entente d'autonomie gouvernementale avec les Inuits.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de négociations conclues.</p> <p>Niveau d'engagements budgétaires touchant le Secrétariat aux Affaires autochtones et les ministères.</p>
Actions envisagées :	<p>Conclure des ententes finales avec les nations innues et attikamek concernant leurs revendications territoriales globales.</p> <p>Mettre sur pied un gouvernement autonome au Nunavik et prévoir un financement concerté des programmes.</p>

FONDS DE DÉVELOPPEMENT POUR LES AUTOCHTONES

Des ressources, de l'ordre de 14,5 M\$ seront allouées à l'accroissement de l'autonomie financière et au développement économique des Autochtones, ce qui suppose l'accès à des programmes de soutien et à des sources de revenu propres.

Objectif :	À l'aide du Fonds de développement pour les Autochtones (FDA), soutenir des projets de développement économique et d'infrastructure communautaire qui favorisent la création d'emplois et d'entreprises autochtones.
Indicateurs de résultat :	Évaluation du nombre d'emplois créés ou maintenus, ainsi que des investissements générés par les projets approuvés par le FDA.
Action envisagée :	Procéder à une évaluation de la mise en œuvre du FDA afin de cerner son impact.

Orientation 4 : Promouvoir et défendre les intérêts du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des autres provinces

FORUMS SECTORIELS FRANCOPHONES SUR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE

Un montant de 150 000 \$ sera affecté à la tenue de deux forums sectoriels en lieu et place du Forum triennal prévu dans la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada, soit les forums sectoriels francophones sur l'éducation et la culture.

Objectif :	Faciliter les occasions d'échanges entre les organismes du Québec et ceux des communautés francophones et acadiennes afin d'établir des partenariats au sein de la communauté des gens d'affaires, du milieu de la coopération et du milieu associatif ou syndical francophone.
Indicateur de résultat :	Nombre d'activités réalisées afin d'accroître les échanges et les projets de partenariat entre des organismes québécois et des organismes issus des communautés acadiennes et francophones.
Action envisagée :	Réunir à Québec, dans le cadre de forums sur l'éducation et la culture, l'ensemble des partenaires tant du Québec que des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Orientation 5 : Assurer la participation pleine et entière des jeunes à la société québécoise

Les choix budgétaires, effectués par le Secrétariat à la jeunesse, viseront le financement de mesures afin de mettre en œuvre le Plan d'action jeunesse 2002-2005. Ainsi, des ressources seront allouées pour la continuité des services, la création d'un fonds régional d'investissement jeunesse, de Contact jeunesse ainsi que des forums jeunesse régionaux.

CONTINUITÉ DES SERVICES

La continuité des services consiste à offrir aux jeunes l'accès continu à des services de manière à prévenir le décrochage scolaire ou social. Une somme de 3,0 M\$ y sera consacrée en 2003-2004.

Objectif :	Mettre en œuvre le Plan d'action jeunesse 2002-2005.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de « relayeurs locaux » de la continuité des services à l'œuvre sur le territoire.</p> <p>On entend par « relayeurs locaux » les porteurs locaux du dossier qui devront voir à l'établissement des relais devant assurer la continuité des services, de manière à prévenir le décrochage scolaire ou social.</p>
Action envisagée :	Mise en place, à l'échelle locale, de relayeurs afin d'assurer la concertation et la collaboration entre les intervenants concernés.

FONDS RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT JEUNESSE

Pour appuyer le développement de projets locaux et régionaux, un fonds régional d'investissement jeunesse a été créé, géré par les forums jeunesse régionaux, en collaboration avec les conseils régionaux de développement. En 2003-2004, le Secrétariat à la jeunesse prévoit affecter, à ce fonds, une partie de l'enveloppe de 15,0 M\$ qui y est prévue jusqu'en 2004-2005.

Objectif :	Mettre en œuvre le Plan d'action jeunesse 2002-2005.
Indicateurs de résultat :	Nombre de projets financés dans chaque région. Montants des subventions accordées dans chaque région.
Actions envisagées :	Affecter, en 2003-2004, une partie de l'enveloppe de 15,0 M\$ prévue afin de financer le Fonds régional d'investissement jeunesse. Procéder à la signature des conventions de subventions avec les forums jeunesse régionaux.

CONTACT JEUNESSE

Une enveloppe de 1,1 M\$ est réservée en 2003-2004 par le Secrétariat à la jeunesse afin de soutenir la mise sur pied d'un service d'information et de référence destiné aux jeunes. Le service d'information et de référence fournira de l'information sur les programmes et les services offerts aux jeunes par le gouvernement et par divers organismes jeunesse tant à l'échelle nationale, régionale que locale.

Objectif :	Mettre en œuvre le Plan d'action jeunesse 2002-2005.
Indicateur de résultat :	Mise en service de Contact jeunesse.
Action envisagée :	Développer une banque de données et un portail jeunesse, en collaboration avec les ministères touchés et les principaux réseaux d'organismes jeunesse du Québec.

FORUMS JEUNESSE RÉGIONAUX

Une enveloppe de 1,9 M\$ sera consacrée en 2003-2004 aux forums jeunesse régionaux par l'entremise du Secrétariat à la jeunesse afin qu'ils puissent prendre en charge les nouvelles responsabilités qui leur ont été attribuées dans le Plan d'action jeunesse 2002-2005. Les forums assumeront la gestion du Fonds régional d'investissement jeunesse et renforceront leurs mécanismes de concertation nationale, tout en continuant d'assumer leurs mandats réguliers de concertation et de représentation des jeunes de leur région respective.

Objectif :	Mettre en œuvre le Plan d'action jeunesse 2002-2005.
Indicateurs de résultat :	Mise sur pied du Fonds régional d'investissement jeunesse dans les régions. Nombre de dossiers traités par les forums jeunesse régionaux. Nombre de rencontres de concertation nationale.

Actions envisagées : Soutenir financièrement, à hauteur de 1,9 M\$ les forums jeunesse régionaux. Procéder à la signature des conventions de subventions avec les forums jeunesse régionaux.

DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITALE-NATIONALE¹

En 2003-2004, les choix budgétaires viseront à renforcer l'action gouvernementale et à appuyer le développement économique à l'égard de la région de la Capitale-Nationale en s'assurant de l'application de la Politique relative à la capitale nationale et de la Politique de soutien au développement local et régional.

Orientation 1 : Favoriser la diversification de l'économie de la région de la Capitale-Nationale

Afin d'assurer le développement, la consolidation et la diversification de l'économie de la capitale et de promouvoir la région, une aide financière, de l'ordre de 7,8 M\$, sera accordée spécifiquement à la capitale nationale par l'intermédiaire du Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale (FDE) et du Fonds régional de développement touristique (FRDT).

Objectif :	Appuyer les projets moteurs et de diversification économique (FDE) et promouvoir la région de la Capitale-Nationale sur les marchés canadiens et internationaux (FRDT).
Indicateurs de résultat :	Nombre de projets acceptés, hauteur du financement accordé, nombre de projets d'investissement réalisés et d'emplois créés et maintenus. Évaluation des retombées économiques dans la région de la Capitale-Nationale.
Action envisagée :	Revoir les orientations des programmes et en assurer la complémentarité avec les autres outils financiers.

Orientation 2 : Assurer l'interface entre le gouvernement et les organismes voués au développement local et régional

Des crédits, de l'ordre de 7,5 M\$, seront affectés de nouveau à la mise en œuvre de la Politique de soutien au développement local et régional par le soutien de l'action des partenaires en cause : le conseil régional de développement (CRD), les centres locaux de développement (CLD) et les municipalités régionales de comté (MRC).

Objectif :	Soutenir l'action du CRD dans son rôle de concertation et de planification du développement du territoire et celle des CLD et des MRC dans leur rôle de soutien de l'entrepreneuriat.
------------	---

¹ On consultera le Plan stratégique du Bureau de la Capitale Nationale de 2001-2004, à l'annexe 3 du Plan stratégique du ministère de la Justice, aux pages 61 à 69.

Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de projets régionaux financés découlant du plan d'action, de l'entente cadre de développement et d'ententes spécifiques signées.</p> <p>Nombre de prestations de service et d'emplois créés par l'intermédiaire des projets présentés aux CLD et aux MRC.</p>
Actions envisagées :	<p>Harmoniser l'action gouvernementale et l'action du CRD dans le but de concrétiser les engagements pris dans le cadre du Rendez-vous national des régions, en novembre 2002.</p> <p>Mettre sur pied une stratégie de communication commune et développer des mécanismes d'échanges d'information au regard des projets ayant fait l'objet d'une aide financière du CLD et du bureau de la Capitale-Nationale.</p> <p>Participer à l'élaboration de projets structurants pour le territoire (soutien conseil, technique et courroie de transmission entre le CLD et les ministères sectoriels).</p> <p>Assurer le suivi de l'élaboration du plan d'action pour chacune des MRC touchées par la Politique nationale de la ruralité.</p>

Orientation 4 : S'assurer de la prise en considération par le gouvernement du statut de Québec comme capitale nationale

Les ressources financières, de l'ordre de 0,7 M\$, seront reconduites dans le cadre du Programme de soutien aux activités de rayonnement de la capitale nationale, programme qui s'inscrit dans le cadre de la Politique relative à la capitale nationale.

Objectif :	Soutenir les organismes dans l'organisation et la promotion d'activités et de manifestations historiques, culturelles et sociales destinées à mettre en valeur la capitale nationale.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de projets acceptés. Hauteur du financement accordé.</p> <p>Retombées économiques dans la capitale nationale.</p>
Action envisagée :	Revoir les orientations du programme et en assurer la complémentarité avec les autres outils financiers.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Au cours de l'exercice 2002-2003, le Secrétariat aux Affaires autochtones a débuté un processus d'évaluation du programme de financement, en matière de développement socioéconomique, soit le Fonds de développement pour les Autochtones (FDA). Cette démarche vise à cerner l'impact de ce programme en terme de création d'entreprises et d'emplois dans les communautés autochtones ainsi qu'à mesurer ses retombées pour l'économie québécoise. Les résultats de cette évaluation serviront à fixer des balises en terme d'orientations futures pour ce programme.

Le Secrétariat à la jeunesse procédera à une évaluation de programme dès que les mesures du Plan d'action jeunesse auront été implantées.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses 2003-2004 du ministère du Conseil exécutif s'élève à 248,4 M\$, en hausse de 54,7 M\$ par rapport à l'exercice 2002-2003.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	926,4	(294,4)	1 220,8	1 220,8
2. Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	76 060,9	1 925,1	74 135,8	44 597,2
3. Affaires intergouvernementales canadiennes	11 095,0	(291,1)	11 386,1	13 116,7
4. Affaires autochtones	110 677,6	52 147,8	58 529,8	56 293,3
5. Jeunesse	13 545,2	4 607,2	8 938,0	9 012,4
6. Développement de la Capitale-Nationale	36 117,3	(3 352,6)	39 469,9	37 548,9
Total	248 422,4	54 742,0	193 680,4	161 789,3
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	458	(4)	462	—

Note : Le programme « Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif » comporte une provision qui permet des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ce programme, la dépense probable est diminuée en raison de tels virements.

Programme 1 : Cabinet du lieutenant-gouverneur

Ce programme permet au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions administratives et représentatives qui lui sont dévolues. Il se compose d'une seule activité :

— Cabinet du lieutenant-gouverneur.

La diminution de 0,3 M\$ du budget de dépenses 2003-2004, comparativement à celui de 2002-2003, est attribuable à un ajustement à la baisse du coût du loyer.

Programme 2 : Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

L'objectif de ce programme est de fournir au premier ministre, au Conseil des ministres, au secrétaire général du Conseil exécutif, ainsi qu'au Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques et aux secrétariats des comités ministériels permanents, des services conseils et le soutien administratif et logistique nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions.

Ce programme se compose des activités suivantes :

- Cabinet du Premier ministre;
- Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif;
- Direction générale de l'administration;
- Indemnités de l'exécutif;
- Secrétariat à la communication gouvernementale;
- Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communication gouvernementale;
- Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques.

La hausse de 1,9 M\$, du budget de dépenses 2003-2004, par rapport à celui de 2002-2003, est attribuable notamment à un ajustement de l'enveloppe allouée pour les loyers.

Programme 3 : Affaires intergouvernementales canadiennes

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral, les gouvernements des autres provinces et les territoires du Canada.

Ce programme se compose des activités suivantes :

- Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;
- Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;
- Représentation du Québec au Canada;
- Coopération intergouvernementale et francophonie.

Programme 4 : Affaires autochtones

Ce programme favorise la mise sur pied des conditions qui permettent le développement de relations harmonieuses avec les Autochtones et la mise en œuvre des orientations gouvernementales concernant les Autochtones. Il se compose d'une seule activité :

Secrétariat aux affaires autochtones.

La hausse de 52,1 M\$ du budget de dépenses 2003-2004, par rapport à celui de 2002-2003, est attribuable principalement aux nouvelles ententes avec la nation crie.

Programme 5 : Jeunesse

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques gouvernementales touchant à la jeunesse et à coordonner les activités gouvernementales qui s'y rattachent. Il se compose des activités suivantes :

- Secrétariat à la jeunesse;
- Conseil permanent de la jeunesse.

La hausse de 4,6 M\$ du budget de dépenses 2003-2004, comparativement à celui de 2002-2003, est attribuable à la mise en œuvre du Plan d'action jeunesse 2002-2005.

Programme 6 : Développement de la Capitale-Nationale

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale par le renforcement du rôle de Québec comme capitale nationale et la mise en valeur de ses sites, de ses monuments et de ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques. Ce programme se compose des activités suivantes :

- Commission de la capitale nationale du Québec;
- Soutien au développement de la région de la Capitale-Nationale;
- Cabinet du ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale.

La diminution de 3,3 M\$ du budget de dépenses 2003-2004, comparativement à celui de 2002-2003, résulte principalement d'une baisse de l'enveloppe allouée au Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale, associée à la non-réurrence d'une mesure du Discours sur le budget 2000-2001.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	865,6	872,8
Prêts, placements et avances	2 263,0	2 311,1

Le budget d'investissements du ministère du Conseil exécutif s'élève à 3,1 M\$. Il comprend le budget projeté pour permettre l'acquisition des équipements informatiques nécessaires aux opérations courantes et à l'atteinte des objectifs recherchés et des mandats fixés. En ce qui a trait aux prêts, placements et avances, ils font référence principalement aux montants accordés aux centres locaux de développement (CLD).

LES FONDS SPÉCIAUX

Fonds Jeunesse Québec

	PRÉVISIONS	PROBABLES
	2003-2004	2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	14 900,0	41 600,0
Dépenses	14 900,0	27 700,0
Excédent (déficit)	0,0	13 900,0
Investissements	-	-
Effectif (ETC)	-	-

Le Fonds Jeunesse Québec est dédié au soutien d'initiatives visant l'insertion sociale, communautaire, culturelle et professionnelle des jeunes québécoises et québécois.

La baisse de revenus de 26,7 M\$ comparativement à ceux de 2002-2003, s'explique par le solde des contributions à percevoir des sociétés en 2003-2004.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le ministère de la Culture et des Communications, soutenu par les organismes et les sociétés d'État relevant de la Ministre, a pour mission de favoriser au Québec l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture ainsi que le développement des communications et de contribuer à leur rayonnement à l'étranger.

Les champs de compétence

En matière de culture, le Ministère, les organismes et les sociétés d'État agissent dans les domaines suivants : la muséologie, l'archivistique et le patrimoine, les arts (musique, chanson, danse, théâtre, arts visuels, arts du cirque, arts multidisciplinaires et arts médiatiques), les lettres, les bibliothèques, les industries culturelles (cinéma, production télévisuelle, disque, spectacle de variétés, métiers d'art, édition), l'architecture, ainsi que le loisir culturel et scientifique. En matière de communications, le Ministère, les organismes et les sociétés d'État exercent leurs fonctions dans les secteurs des médias (presse écrite, radio, télévision, publicité), de l'audiovisuel, des télécommunications, de la télédistribution, de l'autoroute de l'information, du multimédia et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Les activités

Les principales activités du Ministère incluent l'élaboration, la coordination et le suivi de politiques, l'élaboration, la gestion et l'évaluation de programmes, la mise en œuvre d'ententes de partenariat, la conception de projets et la gestion d'institutions nationales. Par ailleurs, la Ministre a la responsabilité de donner annuellement des orientations aux organismes et aux sociétés d'État. Le Ministère assure également l'harmonisation de l'ensemble des activités du gouvernement, des ministères et des organismes publics en matière de culture ainsi que la coordination gouvernementale des politiques en matière de communications et de gestion des documents.

Les organismes qui relèvent de la Ministre

La responsabilité de la mise en œuvre de la mission liée à la culture et aux communications est partagée entre différents organismes et sociétés d'État, chacun ayant un rôle bien précis :

- Des organismes de conservation, de production et de diffusion de biens ou de services culturels : la Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec), la Société de la Place des arts de Montréal, la Société du Grand Théâtre de Québec, la Bibliothèque nationale du Québec (BNQ), le Musée de la civilisation, le Musée national des beaux-arts du Québec et le Musée d'art contemporain de Montréal;
- Des organismes-conseils et de soutien financier dans les secteurs des arts et lettres et des industries culturelles : le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC);
- Un organisme de régulation : la Régie du cinéma, qui a un mandat de surveillance et de contrôle en matière de diffusion des œuvres cinématographiques;
- Un tribunal administratif : la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs, qui est responsable de l'application de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma* (L.R.Q., c. S-32.1)

de même que de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs* (L.R.Q., c. S-32.01);

- Un organisme consultatif : la Commission des biens culturels, qui agit comme conseillère en matière de patrimoine en vertu de la *Loi sur les biens culturels* (L.R.Q., c. B-4) et de la *Loi sur les archives* (L.R.Q., c. A-21.1).

Par ailleurs, le gouvernement, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications, nomme certains membres du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal et de la Cinémathèque québécoise. Ces deux institutions, bien qu'elles ne relèvent pas directement de l'autorité de la Ministre, participent ainsi à l'atteinte des objectifs du Ministère.

Charte de la langue française

La Ministre est responsable de la *Charte de la langue française*. Elle est assistée, à cet effet, par le Secrétariat à la politique linguistique qui a un mandat de coordination, de concertation et de promotion de la politique linguistique. De plus, la Ministre a la responsabilité des trois organismes institués par la Charte de la langue française pour mettre en œuvre la politique linguistique québécoise. L'Office québécois de la langue française définit et conduit la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique, de terminologie ainsi que de francisation de l'administration et des entreprises; il assure également le respect de la Charte et le suivi de l'évolution linguistique au Québec. Le Conseil supérieur de la langue française conseille la ministre responsable de la Charte sur toute question relative à la langue française au Québec. Enfin, la Commission de toponymie officialise les noms de lieux au Québec et diffuse la nomenclature géographique officielle du Québec.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Les ressources financières sont réparties de façon à assurer l'accomplissement des grandes orientations stratégiques ainsi que des objectifs qui y sont rattachés. Les choix budgétaires, pour l'exercice 2003-2004, sont placés sous le signe de la continuité.

Orientations : Culture et Communications

Les orientations stratégiques qui structurent l'action du Ministère portent sur quatre éléments essentiels soit : la démocratisation de la culture et des services de communication, la stimulation de la création, de la production et de la diffusion, l'adaptation du système culturel et des communications ainsi que le renouvellement de l'action ministérielle. Les ressources affectées aux nombreuses activités qui soutiennent ces quatre orientations sont globalement évaluées à 470,0 M\$.

Ministère de la Culture et des Communications	M\$
Orientation 1 : La démocratisation de la culture et des services de communication	311,0
Orientation 2 : La stimulation de la création, de la production et de la diffusion	128,5
Orientation 3 : L'adaptation du système culturel et des communications	28,0
Orientation 4 : Le renouvellement de l'action ministérielle	2,5
TOTAL	470,0

Orientation 1 : La démocratisation de la culture et des services de communication

Le Ministère élabore et met en œuvre des politiques spécifiques (arts de la scène, musées, lecture et livre, etc.) et conclut des ententes avec ses partenaires sectoriels et intersectoriels.

Les actions découlant de cette orientation stratégique visant la démocratisation de la culture et des services de communication nécessitent des investissements estimés, en 2003-2004, à 311,0 M\$.

Objectif :	Promouvoir et valoriser la pratique d'activités culturelles par les citoyens et citoyennes.
Actions envisagées	<p>Proposer l'adoption d'une politique du patrimoine et en assurer la mise en œuvre.</p> <p>Réaliser, en collaboration avec la Fondation du patrimoine religieux, une première phase d'inventaire des lieux de culte, maintenir un programme de restauration des biens mobiliers et immobiliers à caractère patrimonial et réaliser une étude sur les communautés fondatrices, qui ont joué un rôle historique au Québec.</p> <p>Promouvoir et soutenir la pratique de la lecture en déployant un programme de soutien aux activités d'animation de la lecture auprès des jeunes.</p> <p>Élaborer un plan d'action visant à mieux soutenir le loisir culturel et le loisir scientifique.</p> <p>Soutenir un ensemble d'initiatives en matière de construction ou de rénovation d'équipements culturels.</p>
Objectif :	Responsabiliser les organismes, les instances locales et régionales ainsi que les communautés autochtones à l'égard du développement culturel, notamment en matière de patrimoine et d'information locale.
Actions envisagées :	<p>Mettre en œuvre le volet culturel du premier contrat de ville entre le gouvernement et la Ville de Montréal en réévaluant et en poursuivant jusqu'en 2008, dans un cadre nouveau de gestion allégée, les programmes de patrimoine et d'accès à la culture; en réalisant des études, diagnostics et inventaires dans différents domaines – bibliothèques, patrimoine municipal et religieux, équipements culturels et pôles culturels – et en élaborant les plans d'action en conséquence; en protégeant la valeur patrimoniale du Mont-Royal et en déléguant à la Ville de Montréal la gestion de la protection de ce territoire.</p> <p>Mettre en œuvre un contrat de ville avec la Ville de Québec.</p> <p>Conclure de nouvelles ententes avec des municipalités, des communautés autochtones et des conseils régionaux de développement, en y associant, selon le cas, le CALQ et la SODEC et en priorisant les ententes qui favorisent la création et la consolidation de l'emploi, ainsi que le développement culturel notamment avec les villes centres qui ont fait l'objet d'un regroupement et avec les municipalités régionales de comté (MRC) à caractère rural.</p>

Proposer des mesures visant l'éducation aux médias ainsi que la création ou la consolidation d'entreprises de presse dans le contexte du phénomène de la concentration de la presse et du droit du public à l'information.

Orientation 2 : La stimulation de la création, de la production et de la diffusion

Une des missions fondamentales du Ministère vise la stimulation de l'expression culturelle.

Au total, le Ministère affectera 128,5 M\$ en 2003-2004 pour la stimulation de la création, de la production et de la diffusion.

Objectif :	Favoriser le renouvellement de la création, l'émergence de produits et de services novateurs et la production de contenus de langue française dans les secteurs de la culture et des communications ainsi que dans l'ensemble des secteurs de la société visés par la Politique de l'autoroute de l'information.
Actions envisagées :	<p>Implanter la nouvelle politique québécoise du cinéma et de la production audiovisuelle qui vise à améliorer les conditions de création; à soutenir la production de langue française; à favoriser l'accès à la culture cinématographique ainsi qu'à soutenir la consolidation de l'industrie.</p> <p>Poursuivre la consolidation du soutien aux arts et aux lettres.</p>
Objectif :	Accroître la diffusion des œuvres et des produits culturels québécois et contribuer au développement des marchés.
Actions envisagées :	<p>Mettre en œuvre le programme révisé Soutien à la diffusion des arts de la scène et reconduire les ententes triennales avec les organismes en vue de favoriser l'accessibilité de la population aux différentes formes d'art, d'établir l'équité dans le mode de calcul des subventions et de reconnaître le rôle des diffuseurs à l'intérieur du projet culturel québécois.</p> <p>Mettre en œuvre un plan de développement en tourisme culturel visant à appuyer le développement et la structuration du secteur sur les acquis d'importance que sont le patrimoine, les institutions muséales et les grands événements; développer la concertation entre les secteurs du tourisme et de la culture et contribuer au développement des marchés en collaboration avec les partenaires du milieu.</p> <p>Poursuivre le travail de promotion internationale en misant sur les services culturels dans les bureaux du Québec à l'étranger, sur les diverses ententes de coopération et sur le soutien à des initiatives nouvelles de développement de marché. Favoriser une meilleure synergie dans la gestion des programmes de soutien en concertation avec le CALQ et la SODEC.</p>

Orientation 3 : L'adaptation du système culturel et des communications

Le contexte actuel de la nouvelle économie et de la mondialisation des échanges influence l'organisation des systèmes culturels et de communications et commande, par conséquent, une constante adaptation. À cet égard, la stabilisation et la création d'emplois, le développement des compétences des travailleurs ainsi que la création de conditions favorables au développement des organismes oeuvrant dans ce domaine sont des objectifs que poursuit le Ministère.

En 2003-2004, ce sont plus de 28,0 M\$ qui seront consacrés à ces préoccupations.

Objectif : Contribuer à la stabilisation et à la création d'emplois ainsi qu'au développement des compétences dans les secteurs de la culture et des communications.

Actions envisagées : Poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de développement des ressources humaines en culture, déployée conjointement par Emploi-Québec et le Ministère.

Envisager, dans une perspective plus large, les questions relatives au statut de l'artiste, notamment en examinant la fiscalité et les mesures de sécurité sociale, de protection de la santé et de la sécurité au travail et en évaluant l'opportunité de réviser les lois sur le statut de l'artiste.

Appuyer des associations professionnelles dans la réalisation de leur projet de formation de la main-d'œuvre.

Établir un état de situation sur le financement des écoles régionales de formation en danse et en musique, incluant les camps musicaux.

Renforcer les mécanismes de concertation entre les partenaires en matière de formation artistique, dont le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec.

Compléter l'évaluation institutionnelle du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec menée en conformité avec la grille proposée par la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et poser un diagnostic sur chacune des composantes du réseau du Conservatoire; concevoir des indicateurs de performance mieux adaptés à la situation particulière de l'institution et élaborer un plan d'action pour l'amélioration continue de la formation.

Objectif : Créer des conditions favorables au développement des organismes et des entreprises de la culture et des communications dans le contexte de la mondialisation et de la nouvelle économie.

Actions envisagées : Élaborer une stratégie nationale d'intervention en matière de contenus numériques interactifs en vue de dresser un bilan et un diagnostic des interventions publiques dans ce secteur, de planifier les interventions gouvernementales en faveur de cette industrie et d'assurer un lieu de concertation entre les acteurs publics et privés concernés.

Élaborer, en concertation avec les sociétés d'État et les institutions nationales, une stratégie d'action à l'égard de la numérisation des contenus culturels.

Continuer d'intervenir sur la scène internationale en matière de diversité culturelle, en participant aux travaux du Réseau international des politiques culturelles et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en concertation avec le ministère des Relations internationales et le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche; poursuivre la production et la diffusion régulière d'analyses et d'informations de diverses natures sur la diversité culturelle.

Confier à la Table de concertation des bibliothèques publiques le mandat de proposer une vision du développement des services de lecture publique et de faire le point sur le développement technologique, le traitement documentaire et l'organisation des services en réseau.

Accorder une attention particulière au développement d'entreprises de l'économie sociale dans le secteur de la culture et des communications.

Orientation 4 : Le renouvellement de l'action ministérielle

Le Ministère, appuyé par les organismes et les sociétés d'État, joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre de la mission gouvernementale en matière de culture et de communications. Ses positions doivent être claires et témoigner d'une vision des enjeux et des orientations, partagée avec ses mandataires et ses partenaires. Pour ce faire, il conçoit ou actualise des politiques dans le but d'assurer la cohérence de l'action gouvernementale en matière de culture et de communications. Le Ministère multiplie les collaborations interministérielles et il modernise sa gestion dans le sens voulu par la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01) en mettant l'accent sur l'amélioration des services aux citoyens.

En 2003-2004, on prévoit consacrer environ 2,5 M\$ aux actions découlant de cette orientation.

Objectif :	Moderniser les façons de faire pour répondre à une gestion axée sur les résultats visant la qualité des services.
------------	---

Actions envisagées :	Poursuivre la modernisation et la restructuration des programmes d'aide, ainsi que la simplification de la gestion de l'octroi de l'aide financière en complétant la phase de conception du modèle de prestation de services, en consultant les clientèles et en amorçant le développement technologique en vue d'offrir une prestation électronique de services; miser à cet effet sur la stratégie de gestion du changement.
----------------------	--

Transformer les Archives nationales du Québec en une agence gouvernementale.

Objectif :	Actualiser les politiques et les stratégies du Ministère en tenant compte notamment des orientations gouvernementales ainsi que des politiques des autres ministères.
Action envisagée :	Proposer une nouvelle planification stratégique ministérielle qui couvrira la période 2004 à 2009 et qui traduira une mise à jour des orientations et des objectifs privilégiés par le Ministère.

Orientations : Charte de la langue française

En octobre 2002, l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la *Charte de la langue française* (L.Q. 2002, c. 28) a eu pour effet de moderniser les mandats et les structures de certains des organismes de la Charte de la langue française. Les fonctions dévolues à l'Office de la langue française et à la Commission de protection de la langue française ont été regroupées au sein d'un nouvel organisme appelé Office québécois de la langue française. Le Conseil de la langue française est devenu le Conseil supérieur de la langue française et l'un de ses mandats, celui du suivi de la situation linguistique, relève maintenant de l'Office.

Plus des deux tiers des budgets alloués aux organismes linguistiques servent à couvrir la masse salariale requise pour assurer le traitement des effectifs autorisés.

L'essentiel des activités réalisées en 2002-2003 dans le cadre du programme Charte de la langue française découlait des mandats spécifiques dévolus aux divers organismes linguistiques. Le réaménagement de certains mandats et de la structure des organismes ayant peu altéré les grandes orientations identifiées dans le Plan stratégique en matière de politique linguistique, celles-ci demeurent : la cohérence des interventions gouvernementales et la promotion de la politique linguistique; la francisation des milieux de travail; le respect de la Charte de la langue française; l'étude et l'analyse de questions linguistiques et le suivi de l'évolution de la situation linguistique; la qualité du français et l'instrumentation terminologique ainsi que l'officialisation des noms de lieux.

En 2003-2004, les crédits de 23,3 M\$ alloués au programme Charte de la langue française seront répartis entre ces grandes orientations de la façon suivante:

Charte de la langue française	M\$
Orientation 1 : Francisation des milieux de travail	11,1
Orientation 2 : Qualité du français et instrumentation terminologique	5,6
Orientation 3 : Étude et analyse de questions linguistiques et suivi de l'évolution de la situation linguistique au Québec	1,9
Orientation 4 : Respect de la <i>Charte de la langue française</i>	1,8
Orientation 5 : Cohérence des interventions gouvernementales et diffusion de la politique linguistique	1,5
Orientation 6 : Officialisation des noms de lieux	1,4
TOTAL	23,3

Orientation 1 : Francisation des milieux de travail

Une somme de 11,1 M\$ sera consacrée à cette orientation.

Objectif :	Assurer la francisation et le maintien de l'usage du français dans les entreprises et dans l'Administration, en mettant l'accent sur la disponibilité des technologies de l'information en français et sur leur utilisation dans les milieux de travail et de la formation professionnelle et technique.
Actions envisagées :	<p>Augmenter le nombre d'entreprises certifiées de 5 % et revoir 10 % des ententes particulières existantes relatives aux centres de recherches et aux sièges sociaux des entreprises.</p> <p>Régulariser la situation de 35 % des entreprises dont le programme de francisation est en cours depuis plus de 10 ans.</p> <p>Régulariser la situation de 25 % des organismes qui ne détiennent pas de certificat de conformité, notamment les nouvelles municipalités.</p>

Orientation 2 : Qualité du français et instrumentation terminologique

Une somme de 5,6 M\$ sera consacrée à cette orientation.

Objectif :	Contribuer au développement du français et à la généralisation d'un français de qualité au Québec en mettant à la disposition des usagers la terminologie ainsi que l'expertise terminologique et linguistique en fonction des besoins observés et exprimés prioritairement dans les milieux de travail.
Actions envisagées :	<p>Continuer la mise à jour du Grand dictionnaire terminologique (GDT) et l'enrichir de 5 000 fiches.</p> <p>Répondre de façon satisfaisante à environ 5 000 questions linguistiques et terminologiques, par l'entremise du service de consultations téléphoniques tarifées de l'Office québécois de la langue française.</p> <p>Ajouter au contenu de la Banque de dépannage linguistique (BDL) 300 nouveaux articles portant principalement sur des questions grammaticales et orthographiques.</p> <p>Entreprendre la refonte du système de production du GDT de façon à en faire une banque multilingue et en diffuser gratuitement le contenu dans le site Internet.</p> <p>Poursuivre le soutien financier pour l'instrumentation linguistique et la mise en valeur des principales banques de données linguistiques et textuelles produites par les universités québécoises.</p>

Orientation 3 : Étude et analyse de questions linguistiques et suivi de l'évolution de la situation linguistique au Québec

Une somme de 1,9 M\$ sera consacrée à cette orientation.

Objectif :	Assurer le suivi de l'évolution de la situation linguistique au Québec.
Actions envisagées :	<p>Développer davantage les dossiers de recherche sur la langue du travail, l'intégration linguistique des immigrants et la place du français dans une société de l'information.</p> <p>Poursuivre les travaux déjà amorcés sur la maîtrise et la qualité de la langue, particulièrement chez les jeunes Québécois.</p> <p>Analyser les données du Recensement canadien de 2001.</p> <p>Entreprendre le développement de nouveaux indicateurs traitant de l'usage et du statut de la langue française ainsi que des comportements et attitudes des différents groupes linguistiques au Québec.</p> <p>Compléter les recherches sur les pratiques linguistiques des entreprises, plus particulièrement celles à vocation internationale et en partager les résultats avec divers partenaires internationaux.</p>

Orientation 4 : Respect de la Charte de la langue française

Une somme de 1,8 M\$ est dévolue à cette orientation.

Objectif :	Assurer la présence du français dans la présentation des produits de consommation, dans les sites Web, dans les dépliants et les catalogues ainsi que dans l'affichage. C'est désormais l'Office québécois de la langue française qui est l'organisme responsable d'assurer le respect de la Charte de la langue française.
Actions envisagées :	<p>Poursuivre les efforts pour informer et encourager les entreprises, notamment celles qui font l'objet de plaintes, à franciser l'ensemble de leurs produits et à s'assurer que leurs documents publicitaires, leurs factures et leurs contrats d'adhésion soient conformes à la loi.</p> <p>Organiser des rencontres en vue d'accroître la concertation des organismes représentant les fabricants, les distributeurs et les détaillants.</p> <p>Traiter plus de 60 % des plaintes dans un délai n'excédant pas 6 mois.</p> <p>Maintenir à plus de 90 % le pourcentage de corrections obtenu auprès des personnes et entreprises contrevenantes avant l'intervention du procureur général.</p>

Orientation 5 : Cohérence des interventions gouvernementales et diffusion de la politique linguistique

Une somme de 1,5 M\$ est dévolue à cette orientation.

Objectif : Assurer la cohérence des interventions gouvernementales dans le dossier linguistique et améliorer la connaissance de la politique linguistique tant au Québec qu'à l'extérieur.

Actions envisagées : Poursuivre les séances d'information auprès des visiteurs étrangers, du personnel du réseau de la Culture et des Communications ainsi que des délégations du Québec à l'étranger.

Cible : 25 rencontres.

Collaborer avec les collègues et les universités dans l'élaboration de leur politique linguistique

Cible : 3 universités.

Maintenir le rôle de soutien du Secrétariat à la politique linguistique auprès de la ministre responsable de la *Charte de la langue française* et assurer la promotion de la politique linguistique.

Mettre à jour les divers documents d'information pour tenir compte des dernières modifications apportées à la Charte (mise à jour de 4 publications diffusées à 9 000 exemplaires en plusieurs langues).

Donner suite à divers mandats spéciaux confiés par la Ministre, notamment pour ce qui est de la politique linguistique de la Ville de Montréal et de la dynamique des langues dans le quartier chinois.

Orientation 6 : Officialisation des noms de lieux

Une somme de 1,4 M\$ sera consacrée à cette orientation.

Objectif : Assurer l'officialisation des noms de lieux du Québec, leur utilisation et leur conservation à titre d'éléments du patrimoine national.

Actions envisagées : Poursuivre le traitement de l'odonymie municipale et la normalisation de ce corpus fortement touché par les regroupements municipaux.

Cible : 1 000 toponymes à officialiser.

Assurer le traitement des ouvrages d'art (ponts, barrages, digues, etc.) en vue de l'officialisation des noms d'entités majeures.

Cibles : 350 noms officialisés.

Diffuser dans le site Internet de la Commission de toponymie les données pertinentes concernant l'origine et la signification de toponymes importants

Cible : 10 000 dossiers à traiter.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Culture et Communications

Le Ministère a conduit un important exercice de diagnostic sur le secteur du cinéma et de l'audiovisuel qui a servi de base aux travaux d'élaboration de la nouvelle politique.

Il a également finalisé l'évaluation du cadre des ententes de développement culturel avec les municipalités. De plus, de concert avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le Fonds de stabilisation et de consolidation des arts et de la culture du Québec, il a conduit une première partie de l'évaluation de la *Stratégie québécoise de développement des ressources humaines en culture*.

Le Ministère a aussi amorcé un bilan de la *Politique de diffusion des arts de la scène* en collaboration avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), la Société de la Place des Arts de Montréal (SPDAM) et la Société du Grand Théâtre de Québec (SGTQ).

Par ailleurs, le Ministère a entrepris l'analyse des actions réalisées avec le soutien du Fonds de l'autoroute de l'information; il complètera, en 2003-2004, l'évaluation de la *Politique québécoise de l'autoroute de l'information*.

Le Ministère a également révisé son programme de soutien aux bibliothèques publiques dans le but d'assurer une meilleure équité fondée notamment sur la richesse foncière des villes. Il a aussi procédé, de concert avec la Société des musées québécois, à un état de situation du financement des musées qui pourra conduire à la révision du programme Soutien aux institutions muséales.

Le Ministère produira les indicateurs de la Politique de la diffusion des arts de la scène, de la Politique muséale et des conventions de soutien aux conseils régionaux de la culture en collaboration avec les sociétés d'État, les ministères et organismes concernés. Il mettra en œuvre, en collaboration avec ses partenaires, l'évaluation de l'axe de la formation continue de la stratégie québécoise de développement des ressources humaines en culture. Une évaluation nationale des organismes bénéficiaires du programme Soutien à la formation des jeunes sera réalisée. Enfin, le Ministère amorcera une nouvelle évaluation des institutions muséales.

Charte de la langue française

L'application de la politique linguistique québécoise fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation constante. En effet, peu d'États se sont donné autant de mécanismes d'évaluation et de suivi de leur politique linguistique que le Québec. Au fil des ans, les organismes linguistiques, en collaboration avec divers ministères, ont produit plusieurs études et travaux pour évaluer l'atteinte des objectifs de la politique linguistique québécoise. Les instruments et indicateurs produits au cours des ans ont servi à alimenter la réflexion de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec dont le rapport a été rendu public en août 2001. À la suite de ce rapport et de l'évaluation qu'il a faite de la politique linguistique québécoise, la Loi modifiant la Charte de la langue française (L.Q. 2002, c. 28) a été adoptée en juin 2002 et est entrée en vigueur en octobre 2002. Cette loi confie spécifiquement à l'Office québécois de la langue française le mandat de surveiller l'évolution de la situation linguistique et de faire rapport, au moins tous les cinq ans, au ministre responsable de la Charte

de la langue française en ce qui a trait à l'usage et au statut de la langue française ainsi qu'aux comportements et attitudes des différents groupes linguistiques.

En 2003-2004, le Secrétariat à la politique linguistique évaluera ses actions en matière de promotion de la politique linguistique québécoise ainsi que son programme de rencontres des écrivains avec les étudiants de niveau collégial. Pour sa part, l'Office québécois de la langue française, comme par les exercices passés, continuera à procéder à tour de rôle à l'évaluation de ses programmes, produits et services. Il continuera aussi à se baser sur les conclusions de ses études pour réorienter, au besoin, ses actions ou ses produits. Durant le prochain exercice, au moins deux évaluations sont prévues : celle de la campagne «J'achète en français» et celle du taux de satisfaction des usagers du Grand dictionnaire terminologique.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	78 076,4	1 580,3	76 496,1	74 741,1
2. Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	430 190,9	26 194,8	403 996,1	402 162,7
3. Charte de la langue française	23 264,8	(611,5)	23 876,3	24 063,6
Total	531 532,1	27 163,6	504 368,5	500 967,4
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	1 049	—	1 049	—

Note : Le programme « Charte de la langue française » comporte une provision qui permet des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmenté d'autant. À ce programme, la dépense probable est diminuée de 0,5 M\$ en raison de tels virements.

Les dépenses 2003-2004 du Ministère s'établissent à 531,5 M\$, ce qui représente une augmentation de 27,2 M\$ par rapport au budget de l'année précédente. Cette augmentation s'explique principalement par les crédits additionnels accordés pour le Conseil des arts et des lettres du Québec et la Société de télédiffusion du Québec ainsi que le financement des programmes découlant du Sommet du Québec et de la jeunesse. De plus, des crédits ont également été octroyés pour financer la variation du service de la dette, notamment les projets découlant du Plan d'accélération des investissements publics.

Les grandes composantes des dépenses du Ministère pour l'exercice 2003-2004 et leur part respective sont : 249,6 M\$ pour les programmes d'aide; 200,6 M\$ pour les institutions culturelles en patrimoine et muséologie, en arts de la scène et en audiovisuel dont 170,3 M\$ en subventions à des institutions ayant le statut de sociétés d'État; 45,0 M\$ pour le fonctionnement du Ministère et 13,0 M\$ pour le fonctionnement des autres organismes et finalement, 23,3 M\$ pour la Charte de la langue française.

Programme 1 : Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels

Les objectifs du programme et les priorités : développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec; élaborer et gérer les politiques, orientations et programmes en matière de culture et de communications; favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; assurer la restauration de biens culturels ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière; favoriser l'enseignement des arts d'interprétation; assurer les services de soutien à la gestion. De plus, par l'action de la Commission des biens culturels, fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

L'augmentation de 1,6 M\$ découle principalement de la variation du coût de la rémunération et de la diminution des dépenses de fonctionnement.

Programme 2 : Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

Les objectifs et les priorités de ce programme sont : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions municipales ou entreprises; appuyer la réalisation de projets visant la mise en œuvre de la Politique de l'autoroute de l'information; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.

La variation de 26,2 M\$ s'explique en majeure partie par les crédits alloués pour les programmes d'aide du Conseil des arts et des lettres du Québec, pour le développement de la programmation de la Société de télédiffusion du Québec, pour les programmes découlant du Sommet du Québec et de la jeunesse ainsi que pour la variation du service de la dette dont notamment les projets découlant du Plan d'accélération des investissements publics.

Programme 3 : Charte de la langue française

L'affectation des ressources allouées au programme Charte de la langue française est fonction des objectifs et des priorités du programme soit, notamment, d'assurer la promotion et la diffusion d'un français de qualité dans tous les secteurs d'activités ainsi que la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

La diminution de 0,6 M\$ s'explique notamment par la non-récurrence de certaines activités ponctuelles de promotion de la langue française réalisées en 2002-2003.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	4 604,3	4 609,5
Prêts, placements et avances	1 500,0	1 500,0

Le budget d'investissements permet de poursuivre la modernisation des équipements et des systèmes technologiques de soutien à la gestion, ainsi que l'acquisition d'équipements spécialisés pour les Archives nationales du Québec, le Centre de conservation du Québec et le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec. Il comprend également un montant de 1,5 M\$ en Prêts, placements et avances pour le financement des activités du Centre de documents semi-actifs des Archives nationales du Québec.

ÉDUCATION

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le ministère de l'Éducation est l'instance gouvernementale chargée de voir à ce que les citoyennes et les citoyens bénéficient des services éducatifs dont ils ont besoin pour assurer leur développement personnel et jouer un rôle actif dans la société.

À l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire, la mission de l'école est triple. Elle consiste à **instruire**, c'est-à-dire assurer le développement des habiletés intellectuelles ainsi que l'acquisition et la maîtrise des connaissances, à **socialiser** les élèves, c'est-à-dire les préparer à être des citoyennes et des citoyens responsables et enfin, à les **qualifier**, en leur assurant la maîtrise plus immédiate des compétences professionnelles ou en leur procurant les bases nécessaires à une formation plus poussée. À l'enseignement collégial, cette mission se traduit plus précisément par une formation préparant à des études universitaires ou par une formation technique conduisant au marché du travail. Pour les universités, s'ajoute à l'enseignement une importante mission qui est celle de la recherche.

Le ministère de l'Éducation assume le rôle et les responsabilités que sa loi constitutive lui confie en exerçant les cinq fonctions horizontales suivantes, lesquelles définissent en même temps ses créneaux d'activités :

- Orienter et planifier les services éducatifs offerts sur le territoire, en fonction des besoins de la population québécoise;
- Planifier les ressources et leur répartition dans les réseaux d'établissements;
- Évaluer le système d'éducation et l'atteinte des objectifs fixés;
- Informer la population sur le rendement du système et son évolution;
- Conseiller le législateur et les responsables politiques.

Ainsi, la première responsabilité du ministère de l'Éducation est de définir la nature des services éducatifs à offrir de même que le cadre général de leur organisation. Le Ministère veille également à ce que ces services éducatifs soient implantés de façon cohérente, en fonction des besoins de formation de la population et de l'évolution socioéconomique du Québec. À l'enseignement universitaire, cette responsabilité est exercée conjointement avec les établissements.

De plus, comme le stipule la *Loi sur le ministère de l'Éducation* (L.R.Q., c. M-15), le ministre contribue à l'harmonisation des orientations et des activités du secteur de l'éducation avec l'ensemble des politiques gouvernementales, et ce, en prenant en considération les besoins économiques, sociaux et culturels du Québec. Le ministre dirige et coordonne l'application de ces politiques dans sa sphère d'attribution.

Pour accomplir sa mission, le Ministère dispose de différents outils d'intervention : les lois et les règlements sous sa responsabilité, incluant les règlements portant sur les régimes pédagogiques des différents ordres d'enseignement, à l'exception de l'enseignement universitaire; les orientations données au système d'éducation; les programmes d'études de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, secondaire et collégial et de la formation professionnelle et technique ainsi que les épreuves uniques administrées dans le cadre de la sanction des études secondaires et collégiales; la délivrance

des permis d'enseignement aux établissements du réseau d'enseignement privé et l'autorisation des agréments à des fins de subventions; la négociation et l'agrément, de concert avec les commissions scolaires et les cégeps, des conditions de travail du personnel syndiqué et l'établissement, par règlement, des conditions de travail du personnel d'encadrement; les règles annuelles d'attribution des ressources financières affectées à l'éducation; l'autorisation des projets d'immobilisations des commissions scolaires et des cégeps et l'attribution des subventions aux universités pour leurs plans d'investissements; les plans de réussite et les contrats de performance; et finalement, la collecte des données utiles à la gestion du système d'éducation.

Dans l'exercice de ses responsabilités, le Ministère fait notamment appel aux travaux et avis de divers organismes, tels la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, la Commission consultative de l'enseignement privé et le Conseil supérieur de l'éducation.

Le mandat de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial est principalement d'évaluer la qualité de la mise en œuvre des programmes d'études offerts dans les établissements d'enseignement collégial du Québec, ainsi que leurs politiques d'établissement relatives à l'évaluation des apprentissages et à l'évaluation des programmes.

Pour sa part, la Commission consultative de l'enseignement privé a le mandat de conseiller le ministre de l'Éducation sur toute question relevant de sa compétence dans le domaine de l'enseignement privé. Elle donne notamment son avis sur la délivrance, la modification, le renouvellement ou la révocation d'un permis ou d'un agrément.

Le Conseil supérieur de l'éducation a pour mission d'informer le ministre de l'Éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, de le conseiller sur les changements à opérer dans le système d'éducation et d'inspirer des plans de développement à long terme. Ce faisant, il assure à la population un droit de regard et un pouvoir d'influence sur la mission éducative.

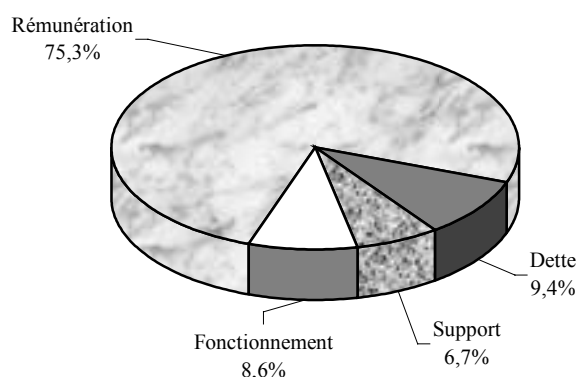
Enfin, il est important d'insister sur le fait que le Ministère remplit sa mission sur la base d'un partage de responsabilités avec les réseaux de l'enseignement, lesquels sont chargés d'offrir les programmes d'études et les autres services éducatifs. Toutefois, dans le cas de l'aide financière aux études et de la sanction des études, le Ministère est en relation directe avec les étudiantes, les étudiants et les élèves.

Il n'en demeure pas moins qu'au cœur de toutes les actions du Ministère se trouvent les quelque 1 750 000 élèves, étudiants et étudiantes qui fréquentent un établissement d'enseignement reconnu, auxquels s'ajoutent les personnes inscrites à des activités de formation continue dans le réseau de l'éducation.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le ministère de l'Éducation a un budget de 11 685,5 M\$ et l'essentiel de ce budget, soit 98,5 %, est affecté à des dépenses de transfert, principalement aux réseaux. En résumé, il y a 75,3 % des dépenses de transfert, consacrées à la rémunération, 8,6 % aux dépenses de fonctionnement, 9,4 % au service de la dette et finalement 6,7 % pour d'autres bénéficiaires et partenaires de l'éducation. Comme on peut le constater, la presque totalité du budget est consacrée à des dépenses récurrentes.

Dépenses de transfert ventilées par catégorie



Les ressources financières du Ministère sont réparties de façon à assurer la continuité et l'amélioration constante de la qualité de l'offre des services éducatifs dans chacun des réseaux.

À l'Éducation préscolaire et l'enseignement primaire et secondaire, le budget est de 6 996,7 M\$ et permet d'assurer la continuité du fonctionnement du réseau et la mise en place des mesures visant une meilleure réussite de tous les élèves.

Afin de prévenir le décrochage scolaire au secondaire et de façon à aider les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, le Ministère continue d'investir dans la politique en matière d'adaptation scolaire (Agir tôt pour réussir). Cette politique, dont l'application se répartit graduellement sur 4 ans, bénéficie d'un ajout de 39,6 M\$ en 2003-2004 pour atteindre en 2004-2005 un investissement total de 180 M\$ sur une base récurrente.

Le Ministère continuera d'investir une somme de 25,0 M\$ pour la deuxième année du plan d'investissement de 125,0 M\$ pour la stratégie d'intervention « Agir autrement ». Cette stratégie vise à mettre en place des interventions pour la réussite des élèves dans les écoles secondaires en milieux défavorisés.

Dans un souci de renforcer la dimension communautaire de l'école et d'en faire un milieu de vie plus attrayant, le Ministère investira une somme de 9,6 M\$ pour améliorer les activités parascolaires dans le cadre du programme Ça bouge après l'école. Dans la foulée du Rendez-vous national des régions, le Ministère apportera un soutien spécifique à la formation générale des jeunes dans les écoles de village ainsi qu'à la formation professionnelle.

Le Ministère entend également maintenir les efforts entrepris l'an dernier pour améliorer les services d'enseignement aux élèves jeunes ou adultes. Une politique de formation continue a été mise en place pour assurer une formation de base, maintenir et rehausser les compétences des adultes ainsi que pour valoriser la reconnaissance des acquis et des compétences. De même, pour les plus jeunes, des sommes importantes seront consenties afin d'accueillir dans les services de garde en milieu scolaire les enfants qui auront recours à ces services.

À l'Enseignement supérieur, le budget de 3 545,8 M\$ se répartit de la façon suivante : 2 033,7 M\$ soit 57,4 % pour l'enseignement et la recherche universitaire, 1 512,1 M\$, soit 42,6 % pour l'enseignement collégial incluant le soutien à des partenaires en éducation. Ces budgets incluent le service de la dette de chacun des deux réseaux.

L'allocation budgétaire prend en compte les investissements relatifs aux éléments contenus dans les orientations stratégiques et les engagements pris lors du Sommet du Québec et de la jeunesse et lors du Rendez-vous national des régions, notamment :

- La récurrence du réinvestissement dans les collèges et les universités. Cette récurrence s'élève à 72,0 M\$ dans les collèges et 323,0 M\$ dans les universités;
- Une allocation de 15 M\$ pour assurer la poursuite des mesures proposées dans le rapport du comité mixte sur la baisse de l'effectif scolaire dans le réseau collégial public;
- La poursuite des investissements dans l'opération de révision des programmes d'études de formation professionnelle et technique.

À l'Aide financière aux études, un budget de 355,0 M\$ est consacré au programme des prêts et bourses ainsi qu'aux programmes complémentaires. Une somme de 2,0 M\$ est consacrée au programme études-travail pour accroître l'accessibilité aux étudiantes et étudiants de l'enseignement supérieur en leur accordant une source de financement supplémentaire. Le Ministère poursuit la mise en œuvre du Programme de prêts pour les études à temps partiel pour lequel une dépense de 2,0 M\$ est prévue. Le reste de l'enveloppe est consacré au maintien des activités courantes, soit l'attribution de bourses et la gestion des prêts.

Ces choix budgétaires soutiennent les orientations et les objectifs que s'est donné le ministère de l'Éducation au regard de son Plan stratégique 2000-2003 mis à jour en 2001 et pour chacun de ces choix budgétaires nous présentons, dans le tableau qui suit, les objectifs, les cibles, les indicateurs de résultat et les actions envisagées pour y répondre.

Orientation 1 : Accroître la réussite scolaire des élèves, des étudiants et des étudiantes, en favorisant un maximum d'apprentissages et la persévérance jusqu'au diplôme

RÉCURRENCE DU RÉINVESTISSEMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE ET DANS LES COLLÈGES

Objectif :	Augmenter substantiellement le taux de diplomation à tous les ordres d'enseignement.
Indicateurs de résultat :	Proportion d'une génération d'élèves qui obtiennent un diplôme du secondaire avant l'âge de 20 ans.
	Cible : 85 % en 2010
	Proportion d'une génération d'élèves qui obtiennent un diplôme de formation professionnelle avant l'âge de 20 ans.
	Cible : 15 % en 2010
	Proportion d'une génération d'étudiants qui obtiennent un diplôme d'études collégiales.
	Cible : 60 % en 2010

Rang et moyenne des élèves âgés de 15 ans aux épreuves de lecture, de mathématique et de sciences du programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA 2000).

- Actions envisagées :
- Parmi l'ensemble des actions du Ministère contribuant à l'amélioration de la réussite des élèves, il faut souligner :
- La poursuite de l'implantation de la réforme au primaire et au secondaire, notamment la révision des curriculums, la transformation de l'école secondaire et le soutien à la formation initiale et à la formation continue du personnel enseignant;
 - La stratégie d'intervention « Agir autrement »;
 - Le programme de soutien à l'école Montréalaise;
 - La mise en œuvre du plan d'action de la politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle.

POURSUITE DE L'INVESTISSEMENT DANS LE PLAN D'ACTION AGIR TÔT POUR RÉUSSIR

- Objectif : Mettre en œuvre une approche de prévention et d'intégration à l'égard des élèves aux prises avec un handicap ou éprouvant des difficultés d'apprentissage ou d'adaptation (EHDAA).
- Indicateur de résultat : Taux d'intégration des EHDAA en classe ordinaire.
- Action envisagée : Mettre en œuvre les mesures prévues au plan d'action en matière d'adaptation scolaire.

PROGRAMME DE PRÊTS POUR LES ÉTUDES À TEMPS PARTIEL ET PROGRAMME ÉTUDES-TRAVAIL

- Objectif : Assurer l'accessibilité financière aux études.
- Indicateur de résultat : Volume d'étudiantes et d'étudiants touchés par les modifications apportées au régime d'aide financière aux études.
- Actions envisagées : Poursuivre l'implantation du Programme de prêts pour les études à temps partiel, poursuivre l'implantation du programme études-travail auprès des étudiantes et des étudiants du collégial.

Orientation 2 : Qualifier les personnes selon leurs aptitudes, en vue de leur intégration durable au marché du travail et de leur insertion sociale

MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DES ADULTES ET DE FORMATION CONTINUE

- Objectif : Mettre en œuvre les mesures prévues au plan d'action concernant la formation de base à l'intention des personnes insuffisamment scolarisées et concernant la reconnaissance des acquis et des compétences.

Indicateurs de résultat :	Nombre d'inscriptions en alphabétisation et en formation de base dans les commissions scolaires et dans les groupes communautaires. Nombre de personnes ayant bénéficié des services de reconnaissance des acquis.
Actions envisagées :	Réaliser une campagne de sensibilisation, offrir aux jeunes décrocheurs des services personnalisés, assurer des services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement, adapter le curriculum de la formation de base aux besoins et caractéristiques de la population adulte, faciliter la reconnaissance des compétences acquises par les personnes à l'intérieur et à l'extérieur du système scolaire.

Orientation 3 : Assurer la pertinence des programmes d'études en fonction des réalités du monde actuel et de l'évolution du marché du travail

POURSUITE DES INVESTISSEMENTS DANS L'OPÉRATION DE RÉVISION ET D'IMPLANTATION DES PROGRAMMES D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES ET TECHNIQUES

Objectif :	Compléter le cycle de révision par compétences des programmes de la formation professionnelle et de la formation technique, élaborer les nouveaux programmes pertinents et implanter ces formations en fonction des ressources budgétaires disponibles.
Indicateur de résultat :	Nombre de programmes de la formation professionnelle et technique révisés selon l'approche par compétences.
Actions envisagées :	Réviser, selon l'approche par compétences, les programmes de la formation professionnelle et technique, élaborer des programmes répondant à des besoins identifiés, modifier la carte des enseignements en fonction des caractéristiques socioéconomiques régionales, des secteurs en pénurie de main-d'œuvre et des ressources disponibles.

Orientation 4 : Accroître l'efficacité et l'efficience du système d'éducation en mettant l'accent sur les résultats, sur l'imputabilité et sur la transparence de la gestion publique

MISE EN ŒUVRE DES PLANS STRATÉGIQUES DANS LES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DANS LES CÉGEPS

Objectif :	Généraliser l'approche d'une gestion axée sur les résultats.
Indicateur de résultat :	Nombre de commissions scolaires et de cégeps ayant adopté des plans stratégiques.
Action envisagée	Soutien aux commissions scolaires et aux cégeps dans l'élaboration de leurs plans stratégiques.

POURSUITE DES MESURES PROPOSÉES DANS LE RAPPORT DU COMITÉ MIXTE SUR LA BAISSÉ DE L'EFFECTIF SCOLAIRE DANS LE RÉSEAU COLLÉGIAL PUBLIC

Objectif :	Veiller à la cohérence et à la complémentarité des interventions dans la recherche d'une plus grande efficacité du système d'éducation.
Indicateur de résultat :	Effectif scolaire, à temps plein et à temps partiel, dans les cégeps aux prises avec une baisse de l'effectif.
Actions envisagées :	Aider financièrement les cégeps concernés à augmenter leur capacité de développement, contribuer à l'émergence ou au renforcement de réseaux d'excellence par la création de nouveaux centres collégiaux de transfert technologique (CCTT).

Orientation 5 : Engager les universités à poursuivre l'amélioration de leur performance

RÉCURRENCE DU RÉINVESTISSEMENT DANS LES UNIVERSITÉS

Objectif :	Favoriser la réussite des études et accroître le taux de diplomation.
Indicateurs de résultat :	Proportion d'une génération d'étudiants qui obtiennent un baccalauréat.
	Cible : 30 % en 2010
	Proportion d'une génération d'étudiantes et d'étudiants qui obtiennent une maîtrise.
	Proportion d'une génération d'étudiantes et d'étudiants qui obtiennent un doctorat.
	Proportion des sortants et des sortantes des programmes conduisant au baccalauréat ayant obtenu leur diplôme.
	Proportion des sortants et des sortantes des programmes conduisant à la maîtrise ayant obtenu leur diplôme.
	Proportion des sortants et des sortantes des programmes conduisant au doctorat ayant obtenu leur diplôme.
Action envisagée :	Poursuivre la mise en œuvre de la nouvelle formule de financement des établissements universitaires.
Objectif :	Accroître l'efficacité du système universitaire et de la gestion des établissements.
Indicateurs de résultat :	Dépense par équivalent étudiant à temps plein (EETP).
	Équilibre budgétaire des établissements.

Action envisagée : Donner les suites appropriées au suivi des contrats de performance 2002-2003 au regard des cibles convenues.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Pour l'exercice 2003-2004, le ministère de l'Éducation se propose de poursuivre l'évaluation des programmes suivants :

- Programme d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans;
- Programme de soutien à l'école montréalaise;
- Programme de soutien à l'intégration des élèves handicapés;
- Cadres d'organisation en déficience auditive et visuelle;
- Vitrine application par ordinateur;
- Programme de remise de dette à l'Aide financière aux études;
- Programme de remboursement différé à l'Aide financière aux études;
- Programme études-travail de l'Aide financière aux études.

Pour l'exercice 2003-2004, le ministère de l'Éducation se propose d'initier l'évaluation des programmes suivants :

- Plan d'action en matière d'adaptation scolaire;
- Stratégie d'intervention « Agir autrement » pour la réussite des élèves du secondaire en milieu défavorisé;
- Plan d'action de la politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle;
- Programme d'évaluation de l'impact de la réforme sur les apprentissages des élèves du 1er cycle du primaire;
- Programme Ça bouge après l'école;
- Programme de services d'intégration socioprofessionnelle;
- Financement des services offerts aux personnes handicapées au collégial et dans les universités;
- Programme de bourses universitaires pour de courts séjours d'études ou de stages à l'étranger;
- Programme de prêts pour les études à temps partiel.

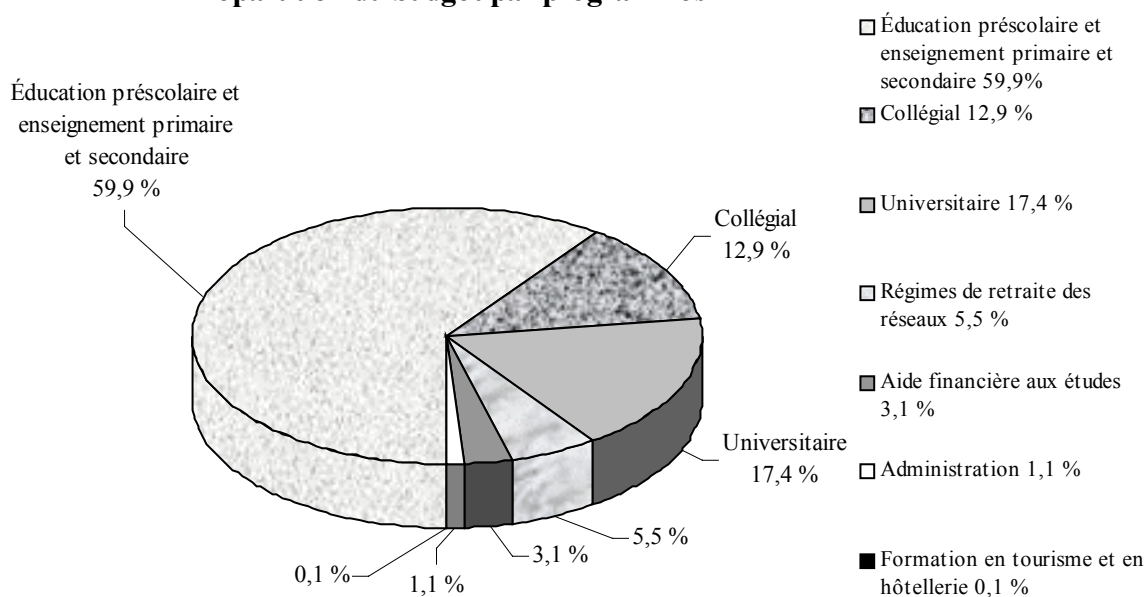
4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses 2003-2004 du ministère de l'Éducation augmente de 490,2 M\$ soit 4,4 % par rapport au budget de l'année précédente et de 657,1 M\$ (6,0 %) par rapport à la dépense probable 2002-2003. Cette augmentation du budget s'explique notamment par l'impact des coûts de convention collective, le service de la dette et d'autres facteurs de croissance.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Administration et consultation	123 367,7	4 789,2	118 578,5	115 952,8
2. Formation en tourisme et hôtellerie	17 057,4	(368,8)	17 426,2	15 407,8
3. Aide financière aux études	355 033,3	(379,1)	355 412,4	300 189,6
4. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	6 996 700,0	288 916,8	6 707 783,2	6 656 621,2
5. Enseignement supérieur	3 545 837,0	175 148,7	3 370 688,3	3 314 858,3
6. Régimes de retraite	647 495,0	22 121,0	625 374,0	625 374,0
Total	11 685 490,4	490 227,8	11 195 262,6	11 028 403,7
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	1 445	—	1 445	—

Répartition du budget par programmes



Programme 1 : Administration et consultation

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

Le budget de dépenses 2003-2004 augmente de 4,8 M\$ par rapport à celui de 2002-2003 principalement pour couvrir les coûts pour la rémunération du personnel, un accroissement de dépenses imputable à l'utilisation de services informatiques gouvernementaux et certains autres ajustements afin d'assurer la réalisation des différents mandats du Ministère.

Programme 2 : Formation en tourisme et hôtellerie

Ce programme vise à offrir des activités en formation professionnelle et technique dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il vise également à faire de la recherche, à produire de l'information et à fournir de l'aide technique et des services dans ces domaines.

La baisse de 0,4 M\$ du budget de dépenses 2003-2004 par rapport à celui de 2002-2003 est une combinaison de l'augmentation des coûts pour la rémunération du personnel et certains ajustements concernant les dépenses non-récurrentes.

Programme 3 : Aide financière aux études

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études post secondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

L'enveloppe budgétaire 2003-2004 est inférieure à celle de l'année précédente d'un montant de 0,4 M\$. Toutefois, des variations importantes sont à signaler, soit une augmentation de 17,8 M\$ des dépenses pour les bourses et de 14,6 M\$ pour les intérêts versés aux banques jumelées à un ajustement ponctuel à la baisse du niveau des provisions.

Programme 4 : Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes ou adultes, de ces niveaux, les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes, les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

L'augmentation des dépenses à ce programme est de 288,9 M\$. Cet ajout permettra de financer notamment la croissance des coûts découlant des conventions collectives, de l'augmentation du service de la dette et d'autres facteurs de croissance.

Programme 5 : Enseignement supérieur

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiantes et étudiants des secteurs collégiaux et universitaires les services d'enseignement en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

L'augmentation du budget de dépenses à ce programme est de 175,1 M\$. Cet ajout permettra ainsi de financer notamment les coûts découlant des conventions collectives, des services de la dette et d'autres facteurs de croissance.

Programme 6 : Régimes de retraite

Ce programme est composé du régime de retraite des enseignants (RRE) et du régime des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) applicables au personnel des réseaux.

La hausse du budget des dépenses de 22,1 M\$ résulte principalement des augmentations salariales accordées lors du prolongement des conventions collectives.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	34 701,8	32 997,8
Prêts, placements et avances	163 000,0	163 000,0

L'augmentation de 1,7 M\$ en immobilisations est principalement attribuable à la continuité et la mise en œuvre de développements informatiques entrepris au Ministère.

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale s'inscrit à l'intérieur des orientations stratégiques et des priorités du gouvernement du Québec en matière de lutte contre le chômage et l'exclusion sociale.

En matière d'emploi, le ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, en collaboration avec la ministre déléguée à l'Emploi, a la responsabilité de coordonner les actions du gouvernement en matière de main-d'œuvre et d'emploi de concert avec la Commission des partenaires du marché du travail. Ses principales responsabilités en matière d'emploi consistent à :

- Contribuer à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, au maintien ainsi qu'à la création des emplois;
- Développer la main-d'œuvre disponible;
- Assurer un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre;
- Contribuer à réduire le chômage et la dépendance aux programmes publics de soutien du revenu.

En matière de solidarité sociale, la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance assume les responsabilités de l'assistance-emploi, de l'action communautaire autonome et du Fonds québécois d'initiatives sociales, en collaboration avec la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Ces responsabilités consistent à :

- Attribuer une aide financière aux ménages dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins;
- Aider les personnes menacées d'exclusion à résoudre les problématiques sociales qui constituent un frein à leur insertion sociale et économique;
- Soutenir financièrement les organismes communautaires dans l'action qu'ils mènent auprès de la population québécoise et réaliser des activités visant la reconnaissance de cette action.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le plan stratégique 2001-2004 du portefeuille Emploi et Solidarité sociale comporte les quatre orientations suivantes :

1. Contribuer à la croissance de l'emploi et à réduire la dépendance aux régimes d'assurance-emploi et d'assistance-emploi;
2. Contribuer à réduire la pauvreté et l'exclusion sociale;
3. Mobiliser les différents acteurs sociaux et économiques en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des personnes;
4. Moderniser la gestion et la prestation des services aux citoyennes et aux citoyens ainsi qu'aux entreprises.

Le Ministère poursuivra en 2003-2004 ses activités régulières visant à permettre à des personnes d'intégrer le marché du travail et à soutenir les employeurs dans leurs besoins de main-d'œuvre. Parallèlement, le soutien financier aux personnes ainsi que les efforts pour augmenter la participation aux mesures d'intégration au travail et l'accompagnement s'inscrivent dans la continuité des services offerts. Par ailleurs, les changements importants impliquant les choix budgétaires 2003-2004 touchent chacune des quatre orientations ainsi que les objectifs du plan stratégique 2001-2004.

Orientation 1 : Contribuer à la croissance de l'emploi et à réduire la dépendance aux régimes d'assurance-emploi et d'assistance-emploi

UN EMPLOI POUR VOUS

L'opération « Un emploi pour vous » consiste à mettre l'emphase sur les activités d'appariement de l'offre et de la demande d'emploi en intervenant rapidement auprès des prestataires de l'assistance-emploi qui sont prêts à occuper un emploi et en recensant les entreprises en recrutement de main-d'œuvre pour les mettre en contact avec les personnes prêtes à occuper un emploi. Cette opération se traduit par une volonté de mieux encadrer les prestataires de l'assistance-emploi dans leur démarche d'intégration à l'emploi.

Objectif :	Accroître l'accès aux mesures d'insertion sociale et professionnelle aux membres des groupes défavorisés sur le plan de l'emploi.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de prestataires de l'assistance-emploi en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec.</p> <p>Cible : Contribution à la cible générale de 40 786 prestataires.</p> <p>Taux d'emploi des prestataires de l'assistance-emploi ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec.</p> <p>Cible : Contribution à la cible générale de 31,7 % par rapport à 30,8 % en 2002-2003 (cible révisée en cours d'année).</p>
Actions envisagées :	<p>L'opération « Un emploi pour vous » nécessite des changements importants au plan de l'organisation des services d'Emploi-Québec (EQ) et de la Sécurité du revenu (SR) particulièrement en ce qui a trait à la prise en charge rapide des nouveaux demandeurs de l'assistance-emploi et à l'activité d'appariement de l'offre et de la demande.</p> <p>La mise en œuvre de cette opération s'effectue prioritairement dans les régions où le taux de chômage est peu élevé. Une intervention concertée, faisant appel aux deux modules (EQ et SR) de chacun des Centres locaux d'emploi (CLE), est mise en place graduellement pour les nouveaux prestataires et les prestataires présents à l'aide depuis moins de deux ans qui peuvent occuper à court terme les emplois disponibles. Le degré d'employabilité ainsi que la motivation à intégrer le marché du travail feront l'objet d'une évaluation, à la lumière notamment des raisons ayant amené l'individu à déposer une demande d'aide financière.</p>

SOLIDARITÉ JEUNESSE

Par la recherche-action Solidarité jeunesse, le Ministère propose une solution alternative aux jeunes de 18 à 21 ans, sans contrainte à l'emploi ou avec contraintes temporaires en raison d'enfants à charge, qui présentent une demande à l'assistance-emploi et qui y sont admissibles. Solidarité jeunesse offre à chaque jeune l'occasion d'établir un plan d'action réfléchi lui permettant de se mettre en mouvement de façon à prévenir le recours à l'assistance-emploi et la dépendance à long terme à l'endroit du régime de soutien du revenu. Les sommes impliquées pour 2003-2004 sont de 24 M\$.

Objectif :	Réduire la dépendance des jeunes à l'égard du régime d'assistance-emploi et soutenir leur entrée sur le marché du travail.
Indicateurs de résultat :	Taux de dépendance à l'assistance-emploi des jeunes de 18 à 29 ans par rapport au total des jeunes de 18 à 29 ans. Cible : Contribution à la cible générale de 6,1 % par rapport à 6,4 % en 2002-2003. Taux d'emploi des personnes de moins de 30 ans ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec. Cible : Contribution à la cible générale de 50 %.
Actions envisagées :	Une révision de Solidarité jeunesse est actuellement en cours à la lumière des constats dégagés lors du Forum tenu à l'automne 2002. Des impacts sont à prévoir sur la stratégie de financement de Solidarité jeunesse, l'organisation du travail et le partenariat avec les acteurs. La nouvelle offre de service « Solidarité jeunesse » tiendra compte du nouvel engagement de solidarité et de coopération pour une continuité de services aux jeunes de 16 à 24 ans signé entre les différents ministères, des récentes politiques ciblant la même clientèle et du plan d'action « Horizon 2005 » annoncé récemment par le gouvernement québécois. Consolidation des projets satellites de Solidarité jeunesse, dont « Ma place au soleil » dans l'ensemble des régions du Québec.

POLITIQUE DE FORMATION CONTINUE

L'adoption de la politique d'éducation des adultes et de formation continue et de son plan d'action marque le début d'un effort collectif pour permettre aux adultes sans qualification professionnelle d'obtenir une formation de base et pour sensibiliser les adultes en emploi, de même que les employeurs, à l'importance d'investir dans le maintien et le rehaussement de leurs compétences.

Objectif :	Accroître l'accès aux mesures d'insertion sociale et professionnelle aux membres des groupes défavorisés sur le plan de l'emploi.
Indicateur de résultat :	Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base. Cible : 33 956 nouveaux participants.
Objectif :	Contribuer à la hausse du nombre d'entreprises assujetties à la <i>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre</i> (L.R.Q., c. D-7.1) qui investissent 1 % et plus de leur masse salariale en formation de leur main-d'œuvre.

Indicateur de résultat :	Nombre d'employeurs touchés par des activités visant à promouvoir la loi et les orientations du Fonds national de formation de la main-d'œuvre. Cible : Contribution à la cible générale de 10 000 employeurs.
Actions envisagées :	<p>Renforcer les interventions de sensibilisation auprès des employeurs et des personnes en emploi de façon à susciter la demande de formation continue en milieu de travail.</p> <p>Mettre au point des outils de veille stratégique et d'écoute des milieux de travail afin de mieux connaître les besoins de formation continue de la main-d'œuvre.</p> <p>Convier les partenaires du marché du travail à renforcer la mise en œuvre de la <i>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre</i> (L.R.Q., c. D-7.1), afin d'accroître les effets de la Loi sur le plan plus précis de la qualification de la main-d'œuvre et de la mise en place des instruments nécessaires pour faciliter la gestion des responsabilités qui échoient aux milieux de travail.</p> <p>Adoption de mécanismes de collaboration par les principaux acteurs gouvernementaux de la formation continue de la main-d'œuvre.</p> <p>Ajustement de l'offre et des modalités de la formation continue liée à l'emploi.</p> <p>Précisions apportées quant au caractère qualifiant et à la transférabilité des formations en milieu de travail.</p>

OBJECTIF PLEIN EMPLOI

Le gouvernement du Québec a annoncé son objectif d'accroître l'emploi de 360 000 et de réduire le taux de chômage à son niveau de plein emploi, d'ici 2005. Les orientations ministérielles guidant l'action d'Emploi-Québec sont en droite ligne avec l'objectif du plein emploi.

Objectif :	Augmenter le nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec.
Indicateur de résultat :	Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec. Cible : 128 035 personnes comparativement à 125 758 en 2002-2003 (cible révisée en 2002-2003).
Actions envisagées :	<p>À cet égard, Emploi-Québec compte quatre orientations présentes dans son plan d'action, soit :</p> <ul style="list-style-type: none">– Assurer une insertion maximale en emploi des personnes en situation de chômage;– Soutenir les personnes à risque de sous-emploi, de chômage de longue durée et d'exclusion dans leurs efforts pour intégrer ou réintégrer le marché du travail;

- Renforcer la capacité des entreprises de maintenir et de créer des emplois par des actions en matière de développement de main-d'œuvre;
- Améliorer la gestion par résultats et les services aux citoyennes et aux citoyens.

Ces orientations visent dans leur essence à s'attaquer aux causes du chômage en mettant en œuvre les stratégies appropriées pour le réduire.

STRATÉGIE D'INTERVENTION À L'INTENTION DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS DE 45 ANS ET PLUS

Les enjeux qui se posent aujourd'hui au marché du travail sont énormes : disponibilité de la main-d'œuvre, relève et transfert d'expertise, rétention de la main-d'œuvre, développement des compétences. Ce sont autant de défis lancés à la collectivité du Québec qui se traduisent par la nécessité de rehausser les compétences des Québécoises et des Québécois et de s'engager résolument dans une culture de relève. La stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus, nécessitera un engagement authentique de tous les employeurs et les partenaires du marché du travail.

Cette stratégie s'appuie sur quatre principes directeurs et prévoit des engagements répartis selon quatre axes. Ces axes ont trait à :

- l'amélioration de la connaissance de la situation et à la sensibilisation de la population et des partenaires du marché du travail;
- l'action en matière de gestion prévisionnelle des ressources humaines;
- l'adaptation des services et des mesures d'emploi;
- l'augmentation de l'investissement dans l'amélioration et la reconnaissance des compétences.

Ces engagements seront appliqués de manière adaptée aux réalités régionales ou locales et réalisés en interaction avec les autres ministères ou organismes concernés lorsque les situations s'y prêteront, le tout de manière à maximiser la cohérence et les retombées des interventions.

Objectif :	Accroître l'accès aux mesures d'insertion sociale et professionnelle aux membres des groupes défavorisés sur le plan de l'emploi.
Indicateur de résultat :	Pourcentage de nouveaux participants au moins équivalent à la proportion des personnes de 45 ans et plus au sein de la population active.
	Cible : Atteindre un pourcentage de nouveaux participants au moins équivalent à la proportion des personnes de 45 ans et plus au sein de la population active.
Action envisagée :	Faisant suite à l'annonce publique de la Stratégie en janvier 2003, le Ministère s'est engagé à déposer un plan d'action précisant une série d'actions qui seront mises en œuvre dès 2003-2004. D'autres actions suivront et feront l'objet d'un étalement sur un horizon de cinq (5) ans.

Orientation 2 : Contribuer à réduire la pauvreté et l'exclusion sociale

STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

À la suite d'une vaste consultation publique tenue à partir de l'automne 2001 et de la tenue d'une commission parlementaire à l'automne 2002, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité, en décembre 2002, un projet de loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. De plus, cette stratégie nationale prendra appui sur un plan d'action gouvernemental qui sera rendu public dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de la Loi.

Objectif :	Contribuer à réduire et à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en proposant des interventions ciblées à l'intention des clientèles fragilisées et des territoires à forte concentration de pauvreté.
Indicateur de résultat :	Adoption du plan d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cible : Dans les 60 jours suivant l'entrée en vigueur de la <i>Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i> (2002, c. 61).
Actions envisagées :	<p>Le plan d'action de la Stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'articulera autour des grandes orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– Permettre à l'ensemble des Québécoises et des Québécois de développer leur potentiel;– Privilégier le travail chaque fois que c'est possible;– Responsabiliser l'ensemble de la société;– Assurer la constance et la cohérence de l'action de l'État québécois à tous les niveaux. <p>Implantation en 2003-2004 des premières mesures du plan d'action.</p> <p>Procéder à l'indexation des prestations d'assistance-emploi pour tous les prestataires conformément à l'énoncé budgétaire du 19 mars 2002 et dont le coût est estimé à 57 M\$. L'abolition du test et du partage du logement, dont le coût est estimé à 50 M\$ et la mise en place des autres mesures du plan d'action seront aussi réalisées.</p>

ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL (CONTRAT DE VILLE)

Devant la volonté commune du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal de soutenir les initiatives locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Ministère met à la disposition de la Ville un budget spécial pour contribuer au développement social et à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce budget est constitué d'une enveloppe de 5 M\$ pour 2003 et 5 M\$ pour 2004. Des discussions sur la contribution financière totale des parties pour les cinq années du contrat auront lieu à la suite de l'adoption du plan d'action gouvernemental prévu dans la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (2002, c. 61).

Objectif :	Contribuer à réduire et à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en proposant des interventions ciblées à l'intention des clientèles fragilisées et des territoires à forte concentration de pauvreté.
------------	---

Indicateurs de résultat :	Indicateurs à développer au cours de la première année du présent contrat en lien avec les indicateurs qui seront élaborés à la suite de l'adoption de la <i>Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i> (2002, c. 61).
Actions envisagées :	<p>Aider les personnes les plus démunies à mieux s'insérer dans leur milieu.</p> <p>Diminuer l'impact des problématiques sociales propres à une grande ville.</p> <p>Offrir aux jeunes des solutions de rechange à la sécurité du revenu.</p> <p>Agir sur la base de zones d'interventions prioritaires selon une approche locale et concertée.</p>

Orientation 3 : Mobiliser les différents acteurs sociaux et économiques en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des personnes

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D'ACTION COMMUNAUTAIRE

Contribuer à consolider l'action communautaire et à favoriser sa contribution au développement social du Québec.

Objectif :	Mettre en œuvre la politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.
Indicateur de résultat :	<p>Nombre d'organismes communautaires rattachés à un seul bailleur de fonds gouvernemental pour le soutien financier en appui à la mission globale.</p> <p>Cible : 3 831 organismes.</p>
Actions envisagées :	<p>Soutenir l'élaboration des plans d'action ministériels et réaliser la consolidation en un plan d'action gouvernemental.</p> <p>Identifier les mécanismes d'accueil des nouveaux organismes visés par le rattachement administratif.</p> <p>Modifier les programmes existants en fonction des modes de financement prévus par la politique gouvernementale.</p> <p>Produire un cadre de référence sur les balises nationales pour l'action communautaire.</p>

Orientation 4 : Moderniser la gestion et la prestation des services aux citoyens et aux entreprises

INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL (IMT)

L'Information sur le marché du travail (IMT) est un service universel offert par Emploi-Québec. Ce service comprend l'ensemble des études, des analyses et des données aux niveaux national, régional et local nécessaires pour favoriser un meilleur appariement entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. Afin de rendre ce service plus efficace et plus accessible aux clientèles, le Ministère entend accentuer le développement de produits de l'IMT en 2003-2004.

Objectif :	Accroître l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer l'accès aux services et la rapidité de réponse et pour simplifier les transactions avec les clientèles.
Indicateur de résultat :	Taux de satisfaction des usagers de l'utilisation de l'IMT dans les salles multiservices. Cible : 90 %.
Actions envisagées :	Implantation de l'IMT en ligne dès avril 2003; plus grande intégration de l'IMT dans la prestation de service; formation de l'ensemble du personnel d'Emploi-Québec sur l'utilisation de l'IMT comme service universel; développement de produits d'IMT adaptés aux clientèles (prestataires de l'assistance-emploi, jeunes, femmes, etc.).

LA SOLUTION GIRES

Dans la foulée de la réforme gouvernementale visant à moderniser l'administration publique, le Conseil du trésor autorisait, en février 2000, l'acquisition d'un progiciel de gestion intégrée des ressources (GIRES). Ce nouveau progiciel, plus souple et plus efficace, permet notamment la gestion intégrée des ressources humaines, financières et matérielles et remplace le Système automatisé de gestion des informations sur le personnel (SAGIP) et le Système de gestion budgétaire et comptable (SYGBEC).

Objectif :	Améliorer la disponibilité et l'utilisation de l'information de gestion et des technologies pour la gestion des ressources, la mesure et le suivi de la performance ainsi que pour la prise de décisions.
Indicateur de résultat :	Date d'implantation de la première livraison de GIRES. Cible : 1 ^{er} avril 2004
Actions envisagées :	Assurer la coordination des travaux de révision des processus d'affaires de la Solution GIRES. Assurer la gestion du changement et l'arrimage des divers systèmes informatiques au Ministère. Réaliser des travaux permettant le déploiement harmonieux et intégré du nouveau progiciel GIRES.

SERVICE DE PLACEMENT EN LIGNE

La Stratégie des services de placement à Emploi-Québec, adoptée par la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) en avril 2000 a donné lieu à un certain nombre de réalisations, dont le développement en septembre 2001 d'un service de placement en ligne permettant aux chercheurs d'emploi et aux employeurs d'inscrire et de rechercher gratuitement des candidatures et des offres d'emploi en libre-service, via Internet.

Depuis juin 2002, le Centre d'assistance au placement (CAP), permet d'offrir des services gratuits d'information, d'assistance technique et de gestion des offres en service assisté. Le Placement en ligne a également été rendu disponible au personnel des Centres locaux d'emploi (CLE) pour la gestion, le suivi et la recherche des offres d'emploi ou des candidatures.

Le développement des services en ligne se poursuivra en 2003-2004 afin de consolider les outils actuels de placement offerts sur Internet pour une autonomie grandissante des utilisateurs tant employeurs que chercheurs d'emploi et pour une performance accrue de la rencontre de l'offre et de la demande.

Objectif :	Accroître l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer l'accès aux services et la rapidité de réponse et pour simplifier les transactions avec les clientèles.
Indicateur de résultat :	Nombre de vacances signalées. Cible : 320 000 vacances.
Actions envisagées :	Assurer l'entretien régulier du système de placement en ligne et développer d'autres fonctionnalités jugées importantes notamment l'intégration des offres d'emploi provenant des services publics québécois.

IMPLANTATION DES CENTRES DE COMMUNICATION AVEC LA CLIENTÈLE (CCC) (TROIS-RIVIÈRES ET GASPÉ)

Afin de mieux répondre aux besoins de sa clientèle, la Sécurité du revenu a renouvelé son offre de service. Cette nouvelle offre est supportée par plusieurs projets novateurs dont celui des deux centres de communication avec la clientèle (CCC), situés respectivement à Gaspé et à Trois-Rivières. À terme, ces deux CCC permettront de traiter l'ensemble des appels destinés au réseau de la Sécurité du revenu. La Sécurité du revenu pourra ainsi offrir des services encore plus accessibles et se concentrer plus facilement sur l'accomplissement de sa double mission, soit l'attribution de l'aide financière et l'accompagnement des personnes.

Objectif :	Accroître l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer l'accès aux services et la rapidité de réponse et pour simplifier les transactions avec les clientèles.
Indicateur de résultat :	Proportion des prestataires ayant accès aux services des CCC. Cible : 40 % de la clientèle de la Sécurité du revenu.
Actions envisagées :	Assurer l'ouverture officielle du CCC de Trois-Rivières pour le 1 ^{er} avril 2003. Compléter l'embauche de l'ensemble des ressources en cours d'année.

RECouvreMENT DES SOMMES DUES AU MINISTÈRE

Au cours de l'exercice 2003-2004, le Centre de recouvrement entend investir 0,5 M\$ à la poursuite des développements informatiques de son centre d'appels téléphoniques et 0,2 M\$ dans le développement de la prestation électronique de services pour permettre aux débiteurs d'effectuer des paiements par débit pré-autorisé et de consulter leur dossier de recouvrement.

Objectif :	Intensifier le recouvrement des sommes versées en trop dans le cadre des programmes administrés par le Ministère.
Indicateur de résultat :	Montants recouvrés par l'action des agents de recouvrement sur les comptes à recevoir d'assistance-emploi, de garants défaillants et d'Emploi-Québec. Cible : 64,7 M\$ comparativement à 58,8 M\$ en 2002-2003 (cible révisée en 2002-2003).
Actions envisagées :	Les développements du centre d'appels téléphoniques permettront de réaliser les premières démarches de recouvrement de toutes les nouvelles réclamations via le générateur d'appels et permettront d'offrir un service téléphonique plus rapide et plus direct, à sa clientèle.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Le Ministère réalise de nombreuses évaluations qui s'inscrivent dans ses orientations stratégiques. Le cadre d'évaluation, élaboré pour chacun des nouveaux programmes ou pour des programmes existants, présente la stratégie d'évaluation qui comprend généralement plusieurs études prévues sur un horizon pluriannuel.

Les principales mesures actives d'emploi offertes aux individus ont fait l'objet, en 2002-2003, d'une évaluation des effets nets sur l'intégration en emploi et sur la réduction de la dépendance à l'égard de l'assistance-emploi et de l'assurance-emploi. Une évaluation spécifique de la mesure « Soutien au travail autonome » a été amorcée en 2002-2003 et se poursuivra en 2003-2004. Il en est de même pour des mesures offertes par des ressources externes (Jeunes volontaires, Entreprises d'insertion, etc.). Au cours de l'année 2003-2004, l'évaluation du rendement sur l'investissement associé à la mise en place des mesures sera amorcée. Ces travaux serviront à la révision des mesures par Emploi-Québec et par la Commission des partenaires du marché du travail, tout en permettant la reddition de compte prévue dans l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail.

L'évaluation formative de l'intervention sectorielle a été finalisée en 2002-2003. Le rapport final contient plusieurs recommandations d'amélioration qui viennent appuyer l'application de la politique et favoriser l'obtention de ses effets et répercussions. La *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c D-7.1) fait l'objet d'une évaluation sur cinq ans. En 2002-2003, l'évaluation a porté sur les employés. En 2003-2004, une deuxième étude auprès des employeurs permettra de rendre compte de l'évolution des pratiques en termes de formation depuis l'implantation de la loi.

Le Ministère évalue ses programmes visant à contribuer à réduire la pauvreté et l'exclusion sociale. En 2002-2003, une évaluation du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail a été réalisée. Elle permet, notamment, de mesurer les effets des ajustements réalisés à la suite de l'évaluation du Fonds 1997-2000 et elle alimentera la conception du nouveau Fonds prévu dans le cadre de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (2002, c. 61), adoptée en 2002-2003. Une grande partie des travaux d'évaluation de la recherche-action, Solidarité jeunesse et des projets satellites auprès des clientèles spécifiques ont été complétés en 2002-2003. Les principaux résultats permettent d'alimenter la réflexion sur la poursuite de Solidarité jeunesse et sur la révision de l'offre de service auprès des jeunes. L'évaluation de la stratégie d'obligation de Parcours auprès des jeunes de moins de 25 ans réalisée en 2002-2003 servira aussi à cette révision. Un cadre d'évaluation et une première étude ont également été produits en 2002-2003 concernant la mesure Action emploi. Les travaux prévus jusqu'à l'automne 2005 viseront notamment à dégager les enseignements concernant le caractère incitatif au travail de ce programme.

Un cadre d'évaluation de la politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire a été élaboré en 2002-2003. Une évaluation réalisée sur deux ans rendra compte de la mise en œuvre de la politique et de ses premières répercussions.

Au regard de la modernisation de la gestion, en 2002-2003, les clientèles des entités de prestation de services ont été sondées sur les engagements de la Déclaration de services aux citoyens. Les résultats ont été largement utilisés à des fins d'amélioration de services. L'évaluation se poursuivra en 2003-2004, par des approches locale et régionale.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

L'enveloppe budgétaire 2003-2004 du portefeuille Emploi, Solidarité sociale est établie à 4 016,8 M\$ en baisse de 93,4 M\$ comparativement au budget de dépenses 2002-2003.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Mesures d'aide à l'emploi	963 111,3	775,0	962 336,3	940 074,3
2. Mesures d'aide financière	2 840 033,8	(97 187,3)	2 937 221,1	2 961 626,2
3. Soutien à la gestion	213 655,1	2 973,5	210 681,6	206 182,5
Total	4 016 800,2	(93 438,8)	4 110 239,0	4 107 883,0
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	3 783	—	3 783	—

Note : Les programmes « Mesures d'aide à l'emploi » et « Mesures d'aide financière » comportent des provisions qui permettent des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. Au programme « Mesures d'aide à l'emploi », la dépense probable est diminuée de 1,8 M\$ et au programme « Mesures d'aide financière », elle est diminuée de 9,6 M\$ en raison de tels virements.

Programme 1 : Mesures d'aide à l'emploi

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Il vise également le développement des politiques de main-d'œuvre et d'emploi.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 962,3 M\$ à 963,1 M\$ en 2003-2004, soit une augmentation de 0,8 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail.

Programme 2 : Mesures d'aide financière

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la Ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse à des personnes à faible revenu, ayant des enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail.

Par ailleurs, la mesure Action emploi, instaurée en 2001-2002, vise à favoriser l'intégration durable en emploi des prestataires de longue durée de l'assistance-emploi en leur offrant des suppléments temporaires au revenu de travail.

Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales.

De plus, ce programme accorde à l'Office de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Enfin, il vise le développement des politiques de sécurité du revenu.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 2 937,2 M\$ à 2 840,0 M\$ en 2003-2004, soit une diminution de 97,2 M\$. Cette diminution résulte principalement de la réduction prévue de la clientèle d'assistance-emploi de 29 000 ménages par rapport à l'année précédente. Toutefois, cette diminution est partiellement compensée par des bonifications découlant de la Stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de l'abolition du test et du partage du logement et de l'indexation des barèmes d'assistance-emploi. De plus, l'augmentation des crédits à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris résulte de modifications législatives au programme.

Programme 3 : Soutien à la gestion

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles essentielles à la gestion des programmes.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 210,7 M\$ à 213,7 M\$ en 2003-2004, soit une augmentation de 3,0 M\$. Cette augmentation s'explique par la hausse des coûts de loyers découlant de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail, de la nouvelle tarification de la Société immobilière du Québec en regard des loyers et de la variation des reports de crédits 2002-2003 à 2003-2004.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	1 211,5	1 365,4
Prêts, placements et avances	950,0	824,0

Le budget d'investissements de 2,2 M\$ est comparable à celui de 2002-2003.

LES FONDS SPÉCIAUX

En 2003-2004, quatre fonds spéciaux disposant d'un effectif de 2 697 ETC seront utilisés. Ce nombre inclut 78 ETC du Fonds national de formation de la main-d'œuvre (Fonds fiduciaire).

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	41 035,2	43 500,0
Dépenses	48 580,6	34 846,5
Excédent (déficit)	(7 545,4)	8 653,5
Investissements	15,0	10,0
Effectif (ETC)	25	25

Ce fonds, mis en place le 1^{er} avril 1995, a permis au gouvernement du Québec d'injecter depuis huit ans 108,8 M\$ d'argent neuf dans l'action communautaire autonome et 17,8 M\$ pour l'aide humanitaire internationale, pour un total de 126,6 M\$. Ces sommes ont bénéficié à environ 770 organismes dans les actions qu'ils mènent auprès de milliers de Québécoises et de Québécois de toutes les régions. Les revenus prévus comprennent un montant de 20 M\$ alloué pour le financement de la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire annoncé à l'Énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement. De plus, les revenus tiennent compte des effets d'un réaménagement entre ministères et organismes gouvernementaux en regard de cette politique relativement au financement des organismes pour le soutien financier en appui à la mission globale.

Fonds de développement du marché du travail (FDMT)

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	961 838,3	940 056,2
Dépenses	953 472,7	958 086,2
Excédent (déficit)	8 365,6	(18 030,0)
Investissements	52,5	5,0
Effectif (ETC)	2 584 ⁽¹⁾	2 584 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Ne comprend pas les 268 personnes prêtées par la Ville de Montréal.

Ce Fonds, mis en place le 1^{er} janvier 1998, vise à financer la mise en œuvre et la gestion des mesures et des programmes relatifs à la prestation des services publics d'emploi. Les variations des revenus et des dépenses tiennent compte de l'utilisation des surplus accumulés et des virements effectués en cours d'année en provenance du programme 2 « Mesures d'aide financière » relativement aux Contrats d'intégration au travail (CIT).

Fonds québécois d'initiatives sociales ⁽¹⁾

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	45 654,1	-
Dépenses	45 654,1	-
Excédent (déficit)	0,0	-
Investissements	-	-
Effectif (ETC)	10	-

⁽¹⁾ Ce Fonds est institué en vertu de la *Loi 112* visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sanctionné le 13 décembre 2002. Il acquiert les droits et assume les obligations du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (FLCP).

Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale (FTI)

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	45 200,0	39 285,7
Dépenses	45 200,0	39 285,7
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	40 000,0	40 000,0

Ce fonds, qui a débuté ses activités le 1^{er} avril 1996, vise à financer les technologies de l'information du Ministère. Les investissements prévus totalisent 40,0 M\$ en 2003-2004, soit le même niveau qu'en 2002-2003. Les investissements 2003-2004 portent notamment sur les développements de systèmes nécessaires à Emploi-Québec pour les mesures et services aux individus et aux entreprises et les services de placement en ligne. Des investissements sont également prévus pour la Sécurité du revenu et pour l'implantation au Ministère du progiciel de gestion intégrée des ressources humaines, financières et matérielles GIREs.

Le coût des investissements est généralement amorti sur une période de trois à cinq ans, selon qu'il s'agisse d'achat d'équipements ou de développement de systèmes. Les charges d'amortissement et les frais financiers, financés à même les budgets du Ministère, sont estimés à 45,2 M\$ en 2003-2004 comparativement à 39,3 M\$ en 2002-2003.

ENVIRONNEMENT

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du ministère de l'Environnement est d'assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement. Ainsi, le Ministère contribue à la qualité de vie des Québécoises et des Québécois par la conservation des écosystèmes, de manière à répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire à leurs propres besoins.

Le Ministère exerce son activité dans les domaines suivants :

- La protection des écosystèmes et de la biodiversité du territoire québécois;
- La prévention, la réduction et la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air;
- La gestion du domaine hydrique de l'État et des barrages publics;
- La sécurité des barrages publics et privés;
- La promotion au sein de la société québécoise du développement durable;
- L'observation et la connaissance des écosystèmes et leurs composantes;
- Les relations intergouvernementales et internationales en matière de protection de l'environnement.

Le Ministère intervient dans ces domaines d'activités en utilisant les moyens suivants :

- Il propose au gouvernement des stratégies, des lois et des règlements;
- Il conclut des ententes en matière de protection de l'environnement avec un gouvernement autre que celui du Québec, un ministère, un organisme, une organisation internationale ou avec toute personne, municipalité ou groupe concerné;
- Il procède à des enquêtes et à des inspections pour vérifier l'application des normes environnementales;
- Il effectue des activités de contrôle et de surveillance pour prévenir toute pollution de l'environnement;
- Il mène ou fait effectuer des recherches pour favoriser le développement du savoir environnemental;
- Il soutient financièrement des projets environnementaux ou des projets de recherche et de développement qui contribuent à une meilleure protection de l'environnement.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour sa part, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a pour mission d'informer et de consulter la population sur des questions relatives à la qualité de l'environnement que lui soumet le ministre de l'Environnement afin d'éclairer la prise de décision gouvernementale dans une perspective de développement durable.

À cette fin, il réalise des périodes d'information et de consultations publiques, des audiences publiques, des médiations en environnement ainsi que des enquêtes. Pour chaque période d'information et de consultation, un compte rendu factuel est remis au ministre. Dans les autres cas, au terme de chaque mandat, un rapport faisant état des constatations et de l'analyse de la commission formée par le BAPE est remis au ministre.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

D'entrée de jeu, il est important de noter que le présent plan de gestion des dépenses s'appuie sur le Plan stratégique 2000-2003 du Ministère, le nouveau plan triennal couvrant la période 2003-2006 étant en processus d'élaboration. Ainsi, dans le Plan stratégique 2000-2003, le Ministère reconnaît cinq enjeux prioritaires : la prestation de services aux citoyens, la gestion de l'eau, les changements climatiques et les autres problématiques atmosphériques, la conservation de la diversité biologique ainsi que la promotion du développement durable.

Pour ce qui est du BAPE, il identifie trois enjeux majeurs pour les prochaines années, soit la réalisation efficace et efficiente du nombre croissant de ses mandats, l'intégration des principes de développement durable et l'amélioration continue de la prestation de services à la clientèle.

Voici les orientations retenues visant à rencontrer les enjeux précités :

Les orientations du ministère de l'Environnement

- Améliorer les services aux citoyens;
- Doter le Québec d'un cadre de gestion durable de l'eau (gouvernance);
- Donner suite aux engagements du Québec relatifs à la problématique des changements climatiques;
- Donner suite aux engagements du Québec concernant les substances appauvrissant la couche d'ozone, les pluies acides, le smog et les toxiques aéroportés;
- Conserver la diversité biologique;
- Favoriser l'application du développement durable au sein de la société québécoise;
- Moderniser le régime québécois de protection de l'environnement.

Les orientations du BAPE

- Accroître la performance du BAPE pour répondre à la demande croissante et diversifiée des mandats;
- Contribuer au développement durable du Québec;
- Maintenir la qualité des services aux citoyens.

Au plan des choix budgétaires, le Ministère a accru significativement ses budgets de dépenses à l'égard des trois orientations suivantes :

Orientations	Augmentation du budget M\$
– Doter le Québec d'un cadre de gestion durable de l'eau (gouvernance)	6,1
– Conserver la diversité biologique	2,0
– Donner suite aux engagements du Québec relatifs à la problématique des changements climatiques	1,0

Les tableaux suivants précisent les objectifs et actions envisagées au regard des choix budgétaires effectués pour 2003-2004.

Orientation 1 : Doter le Québec d'un cadre de gestion durable de l'eau (gouvernance)

Augmentation budgétaire de 6,1 M\$, en 2003-2004, pour assurer l'application du Règlement sur les exploitations agricoles (REA).

Objectif :	Avoir visité, d'ici la fin de l'exercice 2003-2004, 35 % des exploitations agricoles soumises au Règlement sur les exploitations agricoles.
Indicateur de résultat :	Pourcentage des exploitations agricoles visitées.
Actions envisagées :	<p>Informar les producteurs agricoles de leurs obligations et des échéances à respecter.</p> <p>Traiter les bilans de phosphore transmis par les entreprises.</p> <p>Développer des indicateurs de performance environnementale.</p>

Orientation 2 : Conserver la diversité biologique

Augmentation budgétaire de 2,0 M\$, en 2003-2004, afin de poursuivre l'établissement d'un réseau national d'aires protégées.

Objectif :	Développer d'ici la fin de l'exercice 2003-2004, un réseau d'aires protégées représentatives de la biodiversité correspondant à au moins 6 % de la superficie du Québec.
Indicateur de résultat :	Pourcentage de la superficie protégée comparativement à la surface du territoire.
Action envisagée :	Subventionner à part égale des organismes non gouvernementaux de conservation pour l'acquisition de sites naturels à des fins d'aires protégées sur les terres publiques.

Orientation 3 : Donner suite aux engagements du Québec relatifs à la problématique des changements climatiques

Augmentation budgétaire de 1,0 M\$, en 2003-2004, pour le fonctionnement du Bureau sur les changements climatiques.

Objectif :	Adopter d'ici décembre 2003 une stratégie québécoise sur les changements climatiques comportant des éléments d'amélioration des connaissances sur les effets des changements climatiques et des mesures de réduction des émissions québécoises de gaz à effet de serre (GES).
Indicateurs de résultat :	Date d'adoption de la stratégie. Niveau d'émissions annuelles de GES par secteur et pourcentage de réduction.
Actions envisagées :	Négocier une entente Québec-Canada, dans le respect des compétences respectives, afin que le Québec assume sur son territoire les interventions nécessaires à l'atteinte des objectifs relatifs au protocole de Kyoto.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

En 2002-2003, le Ministère a poursuivi le développement d'outils nécessaires à la fonction d'évaluation de programmes en rendant disponible aux gestionnaires un cadre d'évaluation type. Aussi, les travaux relatifs à l'élaboration du cadre d'évaluation du Programme de réduction des rejets industriels (PRRI) pour le secteur des pâtes et papiers ont été entrepris.

Le Ministère a également élaboré le cadre d'évaluation du Programme d'aide aux entreprises d'économie sociale oeuvrant dans le secteur de la gestion des matières résiduelles (PES). Ce programme prend appui sur la Politique québécoise sur la gestion des matières résiduelles et vise à favoriser l'application du développement durable au sein de la société québécoise. En fin d'exercice, le Ministère a procédé au

suivi du cadre d'évaluation de façon à s'assurer de la disponibilité de l'information requise au moment opportun.

De plus, les services de soutien et de conseil auprès des gestionnaires ont représenté en 2002-2003 un volet important de la fonction d'évaluation de programmes.

Pour 2003-2004, le Ministère poursuivra l'élaboration du cadre d'évaluation du PRRI. Il entend aussi réaliser une évaluation du PES. Aussi, le Ministère continuera d'offrir des services de soutien et de conseil en matière d'évaluation de programmes.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Protection de l'environnement	188 012,8	11 657,5	176 355,3	173 099,9
2. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 136,6	597,8	4 538,8	6 138,8
Total	193 149,4	12 255,3	180 894,1	179 238,7
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	1 938	55	1 883	—

Le Budget de dépenses 2003-2004 du ministère de l'Environnement s'établit à 193,1 M\$ répartis en deux programmes : Protection de l'environnement et Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. La variation de 12,3 M\$ du budget de dépenses 2003-2004 par rapport au budget de dépenses 2002-2003 s'explique par :

- Le financement de l'application du Règlement sur les exploitations agricoles 6,1 M\$, la mise en œuvre du Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées 2,0 M\$ et la mise en place du Bureau sur les changements climatiques 1,0 M\$;
- L'allocation au Ministère de crédits supplémentaires à verser à la Société des parcs et des sciences naturelles du Québec (SPSNQ) représentant la quote-part du gouvernement au financement des coûts relatifs au projet du Parc aquarium du Québec et du Jardin zoologique du Québec 6,3 M\$;
- La récurrence en 2003-2004 de la cible de réduction des dépenses demandée au Ministère en 2002-2003 (2,9 M\$);

- L'étalement et la prolongation du Programme de réhabilitation des terrains contaminés de 2002-2003 jusqu'en 2004-2005 (4,1 M\$);
- La variation du report de crédits votés en budget de dépenses 3,7 M\$;
- Autres variations 0,2 M\$.

Par ailleurs, l'enveloppe d'effectifs réguliers du Ministère a été majorée de 55 ETC aux fins de l'application du Règlement sur les exploitations agricoles.

Programme 1 : Protection de l'environnement

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources.

L'augmentation du budget de dépenses de 11,7 M\$ de ce programme s'explique par les facteurs mentionnés précédemment 12,3 M\$ et par le financement des crédits additionnels requis au budget de fonctionnement du programme 2 (0,6 M\$).

Programme 2 : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à la qualité de l'environnement. Le budget de dépenses de ce programme augmente de 0,6 M\$ afin de permettre principalement le financement des coûts inhérents à la tenue des audiences publiques sur le développement durable de la production porcine au Québec.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	16 865,7	14 204,8
Prêts, placements et avances	—	—

En 2003-2004, le budget d'investissements du Ministère s'établit à 16,9 M\$, soit une augmentation de 2,7 M\$ par rapport au budget d'investissements 2002-2003. Cette augmentation est principalement attribuable à des crédits additionnels de 2,8 M\$ nécessaires aux travaux de réfection des barrages publics conformément à la *Loi sur la sécurité des barrages* (L.R.Q., c. S-3.1.01) et par l'ajout de 1,2 M\$ nécessaire à l'acquisition de nouveaux véhicules ainsi que par une variation des crédits reportés en budget d'investissements de (1,8 M\$).

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le Ministère

La mission du ministère de la Famille et de l'Enfance consiste à valoriser la famille et l'enfance et à favoriser leur plein épanouissement. Par ses interventions, il doit faire en sorte que la société accorde une meilleure place aux familles et aux enfants.

Pour accomplir sa mission, le Ministère assume deux grandes responsabilités :

- La coordination interministérielle de la Politique familiale québécoise;
- Le développement et la mise en oeuvre de programmes pour les familles et les enfants.

Le Ministère intervient dans des créneaux d'activités qui concernent le développement de la petite enfance, la conciliation des responsabilités parentales et professionnelles, l'adaptation des milieux de vie aux besoins des familles, le soutien à la responsabilité parentale et le soutien financier aux familles. Il intervient également pour favoriser le plein épanouissement et le mieux-être des aînés.

Actuellement, il est responsable du programme des services de garde éducatifs à contribution réduite pour les enfants de moins de cinq ans et du programme des prestations familiales, c'est-à-dire les allocations familiales pour les enfants de moins de 18 ans et les allocations pour enfant handicapé. Il est également responsable de l'application de la *Loi sur l'assurance parentale* (L.Q. 2001, c. 9). À l'égard des aînés, il doit principalement susciter une concertation des actions gouvernementales.

Les organismes

Le Conseil de la famille et de l'enfance a pour mission de conseiller la Ministre et l'ensemble du gouvernement au regard de la famille et de l'enfance et de les accompagner dans le développement de la Politique familiale québécoise. Cette mission se déploie en quatre volets : éclairer la Ministre de façon privilégiée sur la situation et les besoins des familles et des enfants, développer une vision d'avenir de la famille, influencer la prise de décision gouvernementale et infléchir l'action des milieux concernés en faveur des familles et des enfants du Québec.

Le Conseil des aînés a pour mission de promouvoir les droits des aînés, leurs intérêts et leur participation à la vie collective, tout en conseillant le gouvernement sur les questions qui concernent ces citoyens et citoyennes, notamment quant à la solidarité entre les générations, l'ouverture au pluralisme et le rapprochement interculturel.

Le Conseil du statut de la femme est un organisme gouvernemental de consultation et d'étude qui veille, depuis 1973, à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des Québécoises. Il conseille le gouvernement sur toute question ayant trait à l'égalité et au respect des droits et du statut des femmes et fournit de l'information pertinente aux femmes et au public.

La mission du Secrétariat à la condition féminine consiste à soutenir le développement et la cohérence des actions gouvernementales en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. La fonction conseil auprès de la Ministre et de partenaires gouvernementaux conjuguée au développement d'expertise, à la coordination des engagements des ministères et organismes de même qu'à la représentation du Québec sur les scènes intergouvernementale canadienne et internationale en ces matières sont les principaux champs d'action du Secrétariat.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

L'allocation des ressources dans l'ensemble du portefeuille a été faite en fonction des orientations stratégiques et des enjeux qui se dégagent du contexte particulier dans lequel évoluent le ministère de la Famille et de l'Enfance, le Conseil de la famille et de l'enfance, le Conseil des aînés, le Conseil du statut de la femme ainsi que le Secrétariat à la condition féminine. Au cours de la prochaine année, les principales activités s'inscriront dans le cadre des orientations définies à leurs planifications stratégiques pluriannuelles et des objectifs qui y sont précisés.

LE MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

Le Ministère a retenu cinq orientations dans sa *Planification stratégique 2001-2004*. Quelques objectifs de certaines d'entre elles ont un plus grand impact sur les choix budgétaires¹. En 2003-2004, un montant de 1 373,8 M\$ soit 67,8 % du budget sera associé à l'orientation 1 : Favoriser le développement de mesures de conciliation des responsabilités parentales et professionnelles qui contribuent au développement des enfants. Pour sa part un montant de 15,8 M\$ est consacré à l'orientation 2 : Soutenir, en concertation avec les partenaires, les parents et les enfants en favorisant l'offre de services intégrés, adaptés et axés sur la prévention. De plus, un budget s'élevant à 1,5 M\$ est alloué à l'orientation 5 : Voir à la prise en compte des besoins des personnes âgées.

Le programme des Prestations familiales est également un élément important du budget avec les 576,6 M\$ qui y sont affectés, soit 28,5 % du budget. Les dépenses de fonctionnement ainsi que les efforts associés aux autres objectifs de la *Planification stratégique 2001-2004* se partagent le reste du budget.

Orientation 1 : Favoriser le développement de mesures de conciliation des responsabilités parentales et professionnelles qui contribuent au développement des enfants

Objectif :	D'ici avril 2004, faire en sorte que 179 000 places soient disponibles dans les services de garde éducatifs à contribution réduite.
Indicateurs de résultat :	Nombre de places développées. Cible : 16 876 places.
Actions envisagées :	Poursuivre le développement tel que planifié et en assurer un suivi trimestriel. Pour ce faire : <ul style="list-style-type: none"> – Soutenir et assurer le développement d'environ 16 900 places en 2003-2004; – Consolider le partenariat établi avec les conseils régionaux de développement (CRD) en signant une deuxième entente spécifique de collaboration avec chacun d'entre eux.
Objectif :	D'ici 2004, encourager les milieux de travail, notamment les entreprises, à poursuivre le développement de mesures de conciliation des responsabilités parentales et professionnelles.

¹ Seuls ces objectifs sont présentés de façon explicite dans le document.

Indicateurs de résultat :	<p>Nombre d'entreprises et de travailleurs rejoints.</p> <p>Nature des mesures implantées et nombre de travailleurs qui s'y inscrivent.</p> <p>Satisfaction des employeurs et des employés.</p>
Actions envisagées :	<p>Offrir un soutien professionnel et financier aux petites et moyennes entreprises (PME).</p> <p>Procéder à une cueillette d'information auprès de PME québécoises dans le but de mieux connaître les réalités et les besoins de ces milieux en matière de conciliation famille-travail.</p>

Orientation 2 : Soutenir, en concertation avec les partenaires, les parents et les enfants en favorisant l'offre de services intégrés, adaptés et axés sur la prévention

Objectif :	D'ici 2004, accroître l'offre de services de garde éducatifs à l'intention des enfants ayant des besoins spécifiques ou vivant des situations particulières de manière à augmenter de 1 500 annuellement le nombre d'enfants accueillis.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de nouveaux enfants accueillis.</p> <p>Cible : 1 500 nouveaux enfants.</p>
Actions envisagées :	<p>Diffuser dans les divers milieux régionaux la stratégie de collaboration contenue dans le <i>Guide d'intégration des enfants handicapés en service de garde</i>.</p> <p>Redéfinir et mettre à jour la politique d'intégration des enfants handicapés en service de garde.</p> <p>Redéfinir l'allocation pour l'intervention précoce en milieu défavorisé de façon à mieux soutenir les services de garde éducatifs.</p>
Objectif :	Augmenter annuellement l'offre de services préventifs, intégrés et adaptés aux enfants ayant des besoins spécifiques ou vivant des situations particulières en favorisant l'adoption d'ententes entre les centres de la petite enfance (CPE) et les organismes du milieu.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre d'ententes entre les centres de la petite enfance et les centres locaux de services communautaires (CLSC).</p> <p>Nombre d'ententes entre les CPE et les organismes du milieu.</p>

Actions envisagées :	<p>Diffuser l'entente CLSC-CPE.</p> <p>Offrir un soutien financier (places réservées non occupées) aux CPE ayant conclu une entente.</p> <p>Participer au comité de suivi afin de réviser, au besoin, les conditions de soutien aux ententes CLSC-CPE.</p> <p>Faciliter les ententes de collaboration entre les services de garde et les centres de réadaptation en vue de soutenir davantage l'intégration d'enfants handicapés.</p> <p>Poursuivre la <i>Recension des écrits sur l'intégration des enfants d'origine immigrante dans les services de garde</i>.</p>
Objectif :	<p>Mettre en œuvre progressivement des mesures qui visent à susciter l'implication de partenaires œuvrant auprès des familles et des enfants dans le soutien au rôle parental.</p>
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de projets financés par programme d'aide, de politiques familiales municipales adoptées et d'ententes signées.</p> <p>Montant total accordé par programme d'aide.</p> <p>Nombre de partenaires impliqués dans le programme de soutien financier aux organismes communautaires.</p> <p>Nombre de familles rejointes par les projets du programme de soutien financier aux organismes communautaires.</p>
Actions envisagées :	<p>En partenariat avec la Société d'habitation du Québec (SHQ), poursuivre le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en habitations à loyers modiques (HLM).</p> <p>Offrir un soutien technique et financier aux municipalités et aux municipalités régionales de comté (MRC) afin de les inciter à développer ou à mettre à jour leur politique familiale municipale.</p> <p>Offrir un soutien financier aux organismes communautaires intervenant auprès des familles.</p> <p>Procéder à la négociation et à la signature d'ententes spécifiques de régionalisation avec chacun des 17 CRD en vue de soutenir le développement de l'ensemble de la politique familiale québécoise.</p>

Orientation 5 : Voir à la prise en compte des besoins des personnes âgées

Objectif :	D'ici 2004, assurer la cohérence et la coordination des interventions de l'État envers les personnes âgées en réalisant le plan d'action présenté dans les <i>Engagements et perspectives 2001-2004 – Le Québec et ses aînés : engagés dans l'action</i> .
Indicateurs de résultat :	Nombre de mesures sectorielles implantées, d'organismes rejoints, de projets déposés et de projets financés.
Actions envisagées :	<p>Faire le suivi des mesures sectorielles inscrites aux <i>Engagements et perspectives 2001-2004</i>.</p> <p>Poursuivre les trois projets mobilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Projet mobilisateur sur les résidences privées avec services; – Projet mobilisateur sur la lutte contre les abus dont sont victimes les aînés; – Projet mobilisateur sur l'harmonisation et la simplification des modes de soutien financier aux aînés. <p>Procéder à un dernier appel de projets dans le cadre du programme triennal de subventions.</p>

LE CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

Le Conseil de la famille et de l'enfance affectera 0,7 M\$, soit 72 % de son budget global aux travaux et aux activités nécessaires à la réalisation de l'orientation 1 : Développer et proposer une vision prospective de la famille et du soutien à accorder à la famille et aux enfants. La mise en œuvre de l'orientation 2 : Poursuivre et intensifier la pratique de la consultation et du partenariat requerra 0,1 M\$ soit 10 % du budget global. Il est prévu d'utiliser 0,2 M\$, soit 18 % du budget global, pour la mise en œuvre de l'orientation 3 : Maximiser le rayonnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

Orientation 1 : Développer et proposer une vision prospective de la famille et du soutien à accorder à la famille et aux enfants

Objectif :	Informier annuellement la Ministre sur la situation et les besoins des familles et des enfants.
Indicateur de résultat :	Production du Rapport annuel sur la situation et les besoins des familles et des enfants.
Objectif :	Développer des activités de vigilance dans cinq domaines : la politique familiale d'ensemble, l'organisation du monde du travail, le soutien économique et la fiscalité des familles, le droit et la famille, les services aux familles et aux parents.
Indicateurs de résultat :	Nature et nombre de documents produits et d'interventions effectuées.

Objectif : Produire les avis demandés par la Ministre et des avis sur l'initiative du Conseil ainsi que des mémoires et des commentaires reliés à l'actualité.

Indicateurs de résultat : Nombre et qualité des avis produits.

Nombre, pertinence et qualité des mémoires et commentaires produits.

Degré de satisfaction des destinataires des analyses et recommandations.

Objectif : Intervenir dans les grands débats de société et sur la place publique notamment quant à la démographie, la conciliation famille-travail, le soutien économique aux familles.

Indicateurs de résultat : Nature et nombre d'interventions du Conseil.

Actions envisagées : Produire le Rapport annuel, des avis, des mémoires et des recommandations.

Orientation 2 : Poursuivre et intensifier la pratique de la consultation et du partenariat

Objectif : Procéder à des consultations lors de la préparation de chaque rapport, avis, mémoire et assurer des liens avec les différents organismes gouvernementaux et socio-économiques concernés.

Indicateurs de résultat : Nombre et type de consultations.

Nature et nombre de rencontres avec les organismes concernés.

Objectif : Assurer des liens avec les milieux de recherche et de diffusion des connaissances sur la famille.

Indicateurs de résultat : Nature et nombre de partenariats avec les milieux de recherche et de diffusion concernés.

Actions envisagées : Tenir des consultations, établir et maintenir des partenariats.

Orientation 3 : Maximiser le rayonnement du Conseil de la famille et de l'enfance

Objectif : Assurer par les publications et la représentation publique la présence du Conseil dans tous les milieux.

Indicateurs de résultat : Taux de mise en œuvre du plan de communication selon cinq critères : alimentation des médias, prise de parole dans les événements publics, qualité des publications, qualité du site Internet, diversité des outils de communication.

Nombre d'interventions ventilées par régions.

Nature et nombre de recommandations ayant entraîné des décisions ou actions gouvernementales.

Nature et nombre des présences du Conseil aux activités du domaine familial.

Actions envisagées : Alimenter les médias, diffuser les publications, procéder à des rencontres régionales, représenter publiquement le Conseil.

LE CONSEIL DES AÎNÉS

Orientation 1 : Accentuer les moyens de sensibilisation des ministères et organismes gouvernementaux concernant l'amélioration de la qualité de vie des aînés par la diffusion des travaux du Conseil des aînés

Objectif : Accroître ses interventions par des comités de travail, des avis, des recommandations, des prises de position, etc., eu égard aux aînés.

Indicateurs de résultat : Élaboration, transmission et vente des documents produits.

Cibles :

- Élaborer un document d'information destiné aux aînés concernant la santé des aînés en collaboration avec *Les Publications du Québec*.
- Élaborer un document de réflexion touchant la consommation et les aînés (étudier la consommation des principaux biens et services par les aînés en fonction de leurs revenus et de différentes autres variables pertinentes).

Actions envisagées : Mettre sur pied un comité provincial d'éthique sur le vieillissement individuel et collectif et participer à la mise sur pied du Plan d'action national sur la maladie d'Alzheimer.

Participer à la mise sur pied de mesures d'implantation du cadre de référence *Philosophie et pratiques pour un milieu de vie de qualité* dans le réseau d'hébergement et de soins de longue durée en CHSLD.

Orientation 2 : Intensifier la concertation avec les partenaires

Objectif : Augmenter son implication auprès des organismes d'aînés et des autres partenaires.

Indicateurs de résultat : Nombre de rencontres tenues avec les représentants d'organismes d'aînés et de divers autres partenaires.

Identification des collaborateurs.

Actions envisagées :	Assurer le suivi du rapport final <i>R.S.V.P. Le Québec vieillissant, un enjeu de société</i> et celui des réalisations des mesures identifiées dans <i>Le Québec et ses aînés : engagés dans l'action. Engagements et perspectives 2001-2004</i> .
	Mettre sur pied le Forum des 50 ans et + qui se tiendra les 11, 12 et 13 mai 2004.
	Animer les Tables régionales de concertation des aînés, participer à la création de la Conférence provinciale des Tables régionales de concertation des aînés du Québec et collaborer à leurs travaux.

Orientation 3 : Maximiser le rayonnement du Conseil des aînés

Objectif :	Faire connaître les travaux du Conseil et faire la promotion d'une image valorisante du vieillissement.
Indicateurs de résultat :	Nombre de mentions du Conseil des aînés et de ses diverses actions dans les médias. Suivi de satisfaction et d'utilisation des diverses publications du Conseil.
Actions envisagées :	Assurer une mise à jour continue du site Internet du Conseil et en faire la promotion. Publier des bulletins d'information et des articles dans les journaux et revues spécialisées et participer à diverses actions médiatiques. Promouvoir la <i>Journée internationale des personnes âgées</i> , le 1 ^{er} octobre. Promouvoir, auprès de l'Organisation des nations unies (ONU) et auprès des aînés québécois, l'épinglette commémorative élaborée par le Conseil.

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Le Conseil dispose d'une enveloppe de dépenses 2003-2004 de 4,5 M\$, dont une proportion de plus de 74,1 % est allouée à la rémunération de son personnel. Il affectera les dépenses suivantes à certaines actions significatives : plus de 0,2 M\$ à la réalisation des études identifiées à l'orientation 1 et à l'orientation 3 ainsi qu'à la production de l'avis requis à l'orientation 4. La production de la *Gazette des femmes* totalisant 0,3 M\$, est autofinancée à 50 %. Par ailleurs, les événements marquant les 30 ans du féminisme au Québec disposent d'une enveloppe budgétaire de l'ordre de 0,2 M\$.

Suite au Rendez-vous national des régions, le Conseil entend augmenter sa présence régionale par l'ouverture de deux nouveaux bureaux régionaux et l'ajout de deux effectifs au coût de 0,15 M\$. Un tiers de son enveloppe de dépenses, soit environ 1,5 M\$ est ainsi associé à la couverture régionale du Conseil qui sera de 14 bureaux.

Orientation 1 : Examiner les impacts des changements démographiques sur les conditions de vie des femmes

Objectif :	Influencer le gouvernement pour qu'il tienne compte des conditions de vie des femmes dans ses lois, politiques, programmes et plans d'action afin d'éclairer sa prise de décision et le choix de ses actions.
Indicateurs de résultat :	Degré d'appropriation des recommandations du CSF par le gouvernement. Diffusion et retombées médiatiques.
Actions envisagées :	Analyser divers projets de loi en fonction de l'agenda gouvernemental, notamment le projet de loi sur la révision des pensions alimentaires, et produire un avis s'il y a lieu.
Objectif :	Documenter et faire connaître les diverses réalités des femmes.
Indicateurs de résultat :	Partenariat dans la réalisation des études. Diffusion et retombées médiatiques. Nombre de présentations.
Action envisagée :	Produire deux études statistiques dans la collection <i>Des nouvelles d'Elles</i> sur les femmes immigrantes et les femmes autochtones.

Orientation 2 : Favoriser l'amélioration de la situation économique des femmes

Objectif :	Commenter le contenu des projets gouvernementaux à caractère économique.
Indicateurs de résultat :	Degré d'appropriation des recommandations du CSF par le gouvernement. Partenariat dans la réalisation des études. Diffusion et retombées médiatiques. Nombre de présentations ou d'interventions. Qualité du contenu.
Actions envisagées :	Produire des avis sur des projets gouvernementaux à caractère économique, entre autres sur les hypothèses de réforme des rentes des survivants, et participer à la consultation de la Régie des rentes. Réaliser une recherche sur l'impact des accords internationaux, sur la préservation des acquis sociaux et sur le marché du travail pour les femmes.

Objectif :	Produire des documents d'information pour aider les femmes à mieux faire face aux changements du marché du travail.
Indicateurs de résultat :	Nombre d'entreprises participantes aux Prix ISO familles. Intérêt manifesté. Retombées médiatiques.
Action envisagée :	Collaborer à la troisième édition des Prix ISO familles (dépenses uniquement liées à l'investissement en ressources humaines).

Orientation 3 : Participer à l'amélioration de la santé et du bien-être des femmes

Objectif :	Réagir aux projets gouvernementaux ayant un impact sur la santé et le bien-être des femmes.
Indicateurs de résultat :	Partenariat dans la réalisation des études. Diffusion et retombées médiatiques. Nombre de présentations ou d'interventions.
Action envisagée :	Réaliser une étude sur la détresse psychologique des jeunes filles.

Orientation 4 : Favoriser la place des femmes dans les lieux de pouvoir et leur participation citoyenne

Objectif :	Influencer les décideurs pour une meilleure prise en compte des besoins des femmes dans le développement local, régional et national.
Indicateur de résultat	Ouverture des bureaux. Cible : 2 nouveaux bureaux.
Action envisagée :	Instaurer deux nouveaux bureaux régionaux du CSF : Centre-du-Québec et Laurentides.
Objectif :	Alimenter la réflexion des instances locales, régionales et nationales.
Indicateurs de résultat :	Degré d'appropriation des recommandations du CSF par le gouvernement. Diffusion et retombées médiatiques. Nombre de présentations ou d'interventions.
Action envisagée :	Produire un avis sur le développement local et régional.

Objectif :	Favoriser des échanges d'expertises.
Indicateurs de résultat :	Qualité du contenu. Nombre de participations. Retombées dans le milieu. Nombre d'abonnements. Nombre d'organismes rejoints. Nombre de documents distribués. Retombées médiatiques.
Actions envisagées :	Effectuer une analyse comparée de l'utilisation et de l'application de l'analyse de genre dans différents pays. Participer, comme conférencières ou expertes, à divers colloques ou activités publiques d'importance sur des sujets d'intérêts pour les femmes. Participer aux travaux des différentes instances régionales. Produire six numéros de la <i>Gazette des femmes</i> et les outils d'information pour le 8 mars; publier quatre numéros de l' <i>Info-CSF</i> et de l' <i>Info-région</i> .

Activité majeure : Commémorer le 30^e anniversaire du Conseil du statut de la femme

Objectif :	Soutenir la réflexion et les débats sur les enjeux du féminisme et ses perspectives d'avenir.
Indicateurs de résultat :	Nombre de personnes rejointes. Retombées médiatiques. Qualité des activités et du contenu.
Actions envisagées :	Publier des dossiers spéciaux dans la <i>Gazette des femmes</i> . Tenir une série d'événements publics pour souligner le 30 ^e anniversaire du CSF : un colloque, une agora ouverte au grand public, trois grands débats, un spectacle axé sur l'apport des femmes à la culture, un programme spécial à la Cinémathèque québécoise.

LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Outre un montant de 1,0 M\$ en budget de transfert pour le programme À égalité pour décider, le Secrétariat à la condition féminine dispose d'un budget de 1,9 M\$ dont 30 %, soit un montant de 0,6 M\$, sera utilisé pour réaliser son orientation stratégique : consolider l'intervention du gouvernement du Québec visant l'égalité entre les femmes et les hommes.

Orientation 1 : Consolider l'intervention du gouvernement du Québec visant l'égalité entre les femmes et les hommes

Objectif : Proposer des orientations gouvernementales au soutien de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Indicateurs de résultat : Dépôt au Conseil des ministres pour adoption du :

- Bilan de l'évolution de la situation des Québécoises par rapport à celle des Québécois pour la décennie 1993-2003;
- Document d'orientations gouvernementales retenues à la suite de la consultation effectuée auprès de groupes de la société civile.

Cible :

- Produire un document d'orientations gouvernementales afin de permettre au gouvernement du Québec d'adapter au contexte des années 2000 ses engagements au regard du principe d'égalité entre les Québécoises et les Québécois.

Actions envisagées : Finaliser le bilan par la mise au point d'indicateurs pour mesurer la progression de l'égalité au Québec.

Produire le rapport de consultation sur les enjeux retenus comme étant prioritaires.

Rédiger le document d'orientations gouvernementales en concertation avec les partenaires gouvernementaux.

Objectif : Poursuivre l'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans des domaines de l'activité gouvernementale où elle est le plus nécessaire.

Indicateur de résultat : Rapport sur les résultats des projets pilotes; offre de sessions de formation au personnel concerné de la fonction publique; diffusion de l'instrumentation pertinente (outils d'application, sites ADS pour l'Intranet gouvernemental et Internet).

Cible :

- Réaliser les projets pilotes menés dans sept ministères; parachever la formation en ADS adaptée au contexte de la fonction publique; concevoir l'instrumentation pertinente.

Actions envisagées : En concertation avec le comité directeur, le comité interministériel et les équipes des Ministères concernés, recueillir et systématiser les résultats de la démarche d'analyse différenciée selon les sexes au gouvernement du Québec en fonction des aspects suivants : la sensibilisation des autorités gouvernementales; les projets pilotes; l'instrumentation; la formation; le partage d'expertise.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Au cours de l'année financière 2003-2004, différents travaux d'évaluation seront réalisés.

Les travaux liés à l'évaluation de la qualité des services de garde régis se poursuivront en 2003-2004. La cueillette des données auprès d'un échantillon de 900 milieux de garde doit se faire de mars à mai 2003. Cette étude permettra de produire un portrait de la qualité des services de garde régis et de déterminer les forces et les défis à relever en la matière.

Des projets pilotes serviront à identifier les stratégies adoptées par les responsables de services de garde en milieu familial qui gardent leurs enfants de six à neuf ans. Ces projets pilotes feront l'objet d'une évaluation afin de revoir les normes, s'il y a lieu.

Le Secrétariat à la condition féminine administre le programme quinquennal « À égalité pour décider » depuis 1999. Un bilan annuel est produit.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses du portefeuille Famille, Enfance et Condition féminine atteint, en 2003-2004, 2 025,7 M\$, en hausse de 165,4 M\$ ou 8,9 % par rapport à l'exercice financier 2002-2003. L'allocation de ressources pour le portefeuille Famille, Enfance et Condition féminine reflète les priorités gouvernementales définies à la politique familiale et vise le mieux-être des enfants et des familles.

La variation des dépenses prévues s'explique principalement par la poursuite du développement de places à contribution réduite pour les services de garde éducatifs à la petite enfance et l'impact des ajustements au programme des prestations familiales.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Planification, recherche et administration	45 346,9	2 974,2	42 372,7	42 734,0
2. Services à la famille et à l'enfance	1 394 733,2	181 628,1	1 213 105,1	1 180 034,4
3. Prestations familiales	576 567,5	(19 377,5)	595 945,0	588 870,0
4. Organismes-conseils	1 630,1	27,5	1 602,6	3 692,5
5. Condition féminine	7 448,0	185,0	7 263,0	7 278,0
Total	2 025 725,7	165 437,3	1 860 288,4	1 822 608,9
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	566	—	566	—

Programme 1 : Planification, recherche et administration

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles, des enfants et des aînés en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et d'autre part, l'administration du développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

Le financement de l'ajout de personnel et des dépenses de fonctionnement expliquent la variation budgétaire entre les deux années financières.

Programme 2 : Services à la famille et à l'enfance

Ce programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et d'autre part, à soutenir financièrement les associations et les regroupements de services de garde ainsi que les organismes communautaires oeuvrant auprès des familles et des aînés.

La hausse de 181,6 M\$ dans ce programme est principalement due à l'augmentation de la capacité d'accueil du réseau des services de garde éducatifs par le développement de nouvelles places dans les centres de la petite enfance et les garderies, l'annualisation du développement des places ainsi que la poursuite du redressement de la rémunération du personnel, de la rétribution des personnes responsables de services de garde en milieu familial, et de la mise en place d'un régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Cette augmentation prend également en compte les crédits nécessaires à l'accélération du développement des places pour le Plan accéléré des investissements publics (PAIP) annoncé dans le Discours sur le budget de novembre 2001.

Programme 3 : Prestations familiales

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

La baisse de 19,4 M\$ dans ce programme reflète les ajustements apportés aux montants versés à la suite notamment, de l'amélioration des revenus familiaux considérés dans le calcul de l'allocation familiale.

Programme 4 : Organismes-conseils

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la Ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la Ministre ou de sa propre initiative. Il permet également d'assurer le fonctionnement du Conseil des aînés qui conseille la Ministre sur les sujets concernant ces derniers.

Programme 5 : Condition féminine

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. Il regroupe le Secrétariat à la condition féminine de même que le Conseil du statut de la femme.

L'augmentation du budget de dépenses dans ce programme est principalement due à l'ouverture de deux nouveaux bureaux régionaux par le Conseil du statut de la femme, recommandation découlant du récent Rendez-vous national des régions.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	7 039,4	4 837,4
Prêts, placements et avances	2,0	2,0

L'investissement en immobilisations en 2003-2004 servira principalement au développement et à la mise à niveau des systèmes informatiques pour supporter les éléments de la politique familiale ainsi qu'au développement d'un système de gestion documentaire.

FAUNE ET PARCS

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La Société de la faune et des parcs du Québec a pour mission, dans une perspective de développement durable et harmonieux sur les plans culturel, social, économique et régional, de s'assurer de la conservation et de la mise en valeur de la faune et de son habitat; elle doit s'assurer également, dans la même perspective, du développement et de la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques d'activités récréatives.

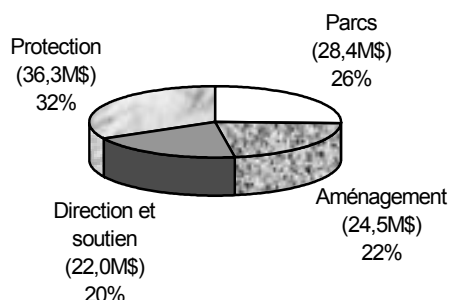
Pour l'accomplissement de sa mission, la Société exerce différentes fonctions dont la nature même induit les champs et les créneaux d'activités suivants :

- En matière de faune, d'habitats et de parcs, proposer au Ministre des politiques, en assurer la mise en œuvre et en coordonner l'exécution;
- Dans le domaine de la faune, assurer la gestion des activités d'exploitation, notamment en ce qui a trait à l'élaboration et à l'application des normes s'y rattachant et à l'émission d'autorisations, de permis et de baux de droits exclusifs;
- Concernant les parcs, administrer les territoires délimités, notamment en ce qui a trait aux autorisations et permis;
- Quant au patrimoine faunique et naturel, assurer une surveillance adéquate et le contrôle de l'utilisation;
- Pour ce qui concerne la gestion et le développement de la faune et des habitats, de même qu'en matière de développement et de gestion des parcs, assurer un rôle de concertation et de coordination avec les partenaires et les intervenants des milieux intéressés;
- Relativement à la gestion des ressources du milieu forestier, participer à des activités de concertation.

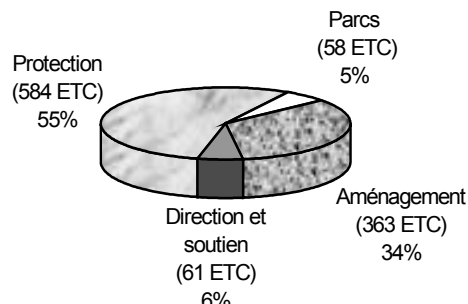
2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le budget de dépenses 2003-2004 de la Société totalise 111,2 M\$. Les deux graphiques qui suivent illustrent la répartition du budget des dépenses et des effectifs en 2003-2004 selon les quatre grandes fonctions de la Société : le développement et l'aménagement de la faune, la planification et le développement des parcs, la protection de la faune et les activités de gestion et de soutien regroupées sous le vocable Direction et soutien.

**Répartition du budget de dépenses 2003-2004
par fonctions**



**Répartition des effectifs (ETC) 2003-2004
par fonctions**



L'exercice financier 2003-2004 correspond à la troisième et dernière année du cycle de planification 2001-2004 de la Société. Le plan stratégique 2001-2004 identifie cinq orientations. Toutefois, les choix budgétaires de la Société concernent plus directement les quatre premières orientations et s'inscrivent dans les priorités de son plan stratégique. Seuls les objectifs, les cibles et indicateurs de résultat concernés par les choix budgétaires sont mentionnés dans cette section. Pour plus d'information, nous vous invitons à consulter le Plan stratégique 2001-2004 de la Société qui fait état du contexte et des grands enjeux auxquels se rattachent les orientations retenues.

Orientation 1 : Prioriser la conservation des milieux de vie de la faune principalement dans les secteurs forestiers et aussi agricoles

ATTEINTE DES OBJECTIFS DU PLAN STRATÉGIQUE 2001-2004

La restauration d'habitats en milieu agricole et le déploiement de programmes pour contrer la dégradation d'habitats fauniques constituent les priorités pour 2003-2004.

Objectif : Susciter et soutenir scientifiquement et techniquement la réalisation d'ici mars 2004 de six projets pilotes de restauration d'habitats en milieu agricole.

Indicateur de résultat : Nombre de projets pilotes de restauration d'habitats en milieu agricole suscités et soutenus.

Cible 2003-2004 : 6 projets pilotes.

Action envisagée : Identification de projets agroenvironnementaux existants pour y greffer des projets de restauration d'habitats.

Objectif : Accroître l'efficacité opérationnelle et concertée de la Société dans les causes de dégradation d'habitats fauniques.

Indicateur de résultat : Nombre de causes de dégradation d'habitats fauniques produites et gagnées.

Action envisagée : Mise en œuvre de la stratégie d'intervention en matière de conservation des habitats fauniques adaptée pour contrer la dégradation.

Orientation 2 : Intensifier les efforts sur les espèces à statut précaire et sur le contrôle du prélèvement des ressources fauniques

ATTEINTE DES OBJECTIFS DU PLAN STRATÉGIQUE 2001-2004

Les efforts de la Société porteront sur la poursuite de la lutte au braconnage lourd et sur la protection d'espèces fauniques menacées ou vulnérables.

Objectif :	À partir de la liste existante de 76 espèces susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables, déterminer d'ici mars 2004 le statut des 8 espèces jugées les plus prioritaires.
Indicateur de résultat :	Nombre d'espèces menacées ou vulnérables proposées pour désignation par règlement. Cible 2003-2004 : 4 espèces proposées.
Action envisagée :	Accélération du processus de désignation par la prise en compte des rapports de situation produits à l'échelle canadienne qui couvrent bien une espèce au Québec.

Objectif :	D'ici mars 2004, augmenter l'efficacité des activités reliées aux démantèlements de réseaux ou de groupes pratiquant le braconnage organisé.
Indicateur de résultat :	Nombre de groupes organisés pratiquant le braconnage démantelé. Cible 2003-2004 : 4 groupes démantelés.
Action envisagée :	Mise en application des nouvelles façons de faire énoncées au « Guide de traitement d'une demande d'enquête ou de renseignements pour les opérations de démantèlement ».

Objectif :	Entre avril 2001 et mars 2004, pour les pratiques de braconnage les plus dommageables pour la faune, augmenter de 10 % les efforts de détection des délits par les agents de protection et augmenter de 10 % les efforts de prévention et d'éducation.
Indicateur de résultat :	Pourcentage d'augmentation des efforts de détection des délits par les agents de protection (temps investi). Cible 2003-2004 : 3,0 %.
Action envisagée :	Ajustement des plans d'opération et développement de plans d'actions.

Orientation 3 : Optimiser la mise en valeur de la faune dans une perspective de développement durable de façon à prioriser le développement économique régional

ATTEINTE DES OBJECTIFS DU PLAN STRATÉGIQUE 2001-2004

La révision des plans de gestion de la faune ainsi que la mise en œuvre d'un plan de relance des activités de chasse et de pêche comptent parmi les priorités de la Société pour 2003-2004.

Objectif : D'ici mars 2004, réviser tous les plans de gestion de la grande faune (5 plans) et compléter celui du petit gibier.

Indicateurs de résultat : Nombre de plans de gestion de la grande faune révisés.

Cible 2003-2004 : 4 plans révisés.

Plan de gestion du petit gibier complété.

Action envisagée : Accélération du processus de consultation.

Objectif : Au 31 mars 2004, maintenir la clientèle pour les activités de chasse et de pêche au niveau constaté en avril 2001.

Indicateurs de résultat : Nombre de permis de chasse émis aux résidents du Québec.

Cible 2003-2004 : niveau d'avril 2001 – 472 000 permis.

Nombre de permis de pêche émis aux résidents du Québec.

Cible 2003-2004 : niveau d'avril 2001 – 685 000 permis.

Action envisagée : Mise en œuvre de la stratégie d'intervention pour la relance de la chasse et de la pêche.

Orientation 4 : Centrer le développement des parcs et la gestion du réseau des parcs et d'autres milieux naturels sur la conservation des milieux représentatifs des régions naturelles du Québec ou de milieux exceptionnels, de même que privilégier, parmi les activités compatibles avec la notion de conservation, celles qui sont axées sur la découverte du patrimoine naturel et culturel de ces régions ainsi que leurs paysages

ATTEINTE DES OBJECTIFS DU PLAN STRATÉGIQUE 2001-2004

La Société poursuit les démarches de développement du réseau de parcs et d'aires protégées ainsi que la modernisation de la gestion des parcs.

Objectif : D'ici mars 2004, compléter le processus en vue de créer quatre parcs au nord du Québec et réaliser les études établissant l'état des connaissances pour six autres projets de parcs au nord du Québec en concertation avec les communautés autochtones concernées par les projets de parc.

Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de parcs au nord du Québec pour lesquels le processus de création est complété.</p> <p>Cible 2003-2004 : 4 parcs proposés.</p> <p>Nombre de projets de parcs au nord du Québec dont les études sur l'état des connaissances sont réalisées.</p> <p>Cible 2003-2004 : 6 études réalisées.</p>
Action envisagée :	Mise en œuvre de l'entente de partenariat (2002-2007) avec l'Administration régionale Kativik (ARK) pour la création et la gestion des parcs au nord du 55 ^e parallèle.
Objectif :	D'ici mars 2004, finaliser les études en vue de créer 2 parcs représentatifs de la forêt boréale à même les territoires mis en réserve actuellement en concertation avec les communautés autochtones concernées par les projets de parcs.
Indicateur de résultat :	<p>Nombre de projets de parcs représentatifs de la forêt boréale dont les études sur l'état des connaissances sont réalisées.</p> <p>Cible 2003-2004 : 2 études complétées.</p>
Action envisagée :	Concertation avec les communautés autochtones en vue d'accélérer la création des parcs.
Objectif :	D'ici mars 2004, revoir le cadre de gestion des parcs, à savoir : la politique et la <i>Loi sur les parcs</i> (L.R.Q., c. P-9); les procédures de consultation et de concertation; les cahiers d'accompagnement; les indicateurs pour mesurer les impacts de l'utilisation et le respect des normes et directives.
Indicateurs de résultat :	<p>Degré d'avancement de la révision du cadre de gestion général et de la gestion déléguée des parcs.</p> <p>Nombre de plans directeurs de parcs actualisés.</p>
Action envisagée :	Poursuite de la révision du cadre de gestion incluant la délégation d'activités et de la mise à jour du plan directeur des parcs existants.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

La Société a comme prévu poursuivi les démarches de révision de plusieurs de ses processus et façons de faire en 2002-2003 et entend poursuivre dans cette voie qui lui permet d'assurer l'amélioration de la performance de ses programmes et de ses activités. Plusieurs démarches amorcées en 2002-2003 se poursuivront en 2003-2004 :

- Le développement d'un tableau de bord en vue d'améliorer le processus de suivi de la situation des espèces en difficulté a été réalisé en 2002-2003;

- L'évaluation des activités en éducation, information et sensibilisation envers la faune, son habitat et les parcs réalisée en 2001-2002 a permis de proposer et de mettre en œuvre en 2002-2003 un plan d'action et des outils pour amélioration des processus d'éducation, d'information et de sensibilisation;
- Les efforts entrepris par la Société depuis 2001-2002 pour réviser l'encadrement de la gestion des parcs, et ce pour mieux diriger l'offre et la délégation d'activités dans les parcs, se poursuivront en 2003-2004.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Société de la faune et des parcs du Québec	111 151,9	2 150,9	109 001,0	119 842,7
Total	111 151,9	2 150,9	109 001,0	119 842,7
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	1 066	—	1 066	—

Fixé à 111,2 M\$ pour l'exercice 2003-2004, le budget de dépenses de la Société de la faune et des parcs du Québec augmente de 2,2 M\$ comparativement à celui alloué en 2002-2003. Plusieurs éléments expliquent cette progression notamment la mise en œuvre de l'entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik ratifiée avec les Inuits le 9 avril 2002 ainsi que la mise en œuvre de l'entente concernant la Paix des braves conclue avec la nation crie le 7 février 2002. Ces deux ententes prévoient notamment le déploiement de vingt-six (26) agents de protection de la faune additionnels. L'entente avec les Inuits prévoit également l'accélération du développement et de l'aménagement de quatre (4) parcs nationaux.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	13 831,3	9 251,3
Prêts, placements et avances	—	—

L'augmentation de 4,5 M\$ du niveau d'investissements s'explique principalement par la mise en œuvre de l'entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik intervenue avec les Inuits. Ainsi, la Société de la faune et des parcs du Québec prévoit procéder à l'aménagement du parc national des Pingualuit.

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE

Le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche (MFER) est issu de l'intégration du ministère des Finances, du ministère de l'Industrie et du Commerce et du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Les autorités du nouveau ministère ont décidé de maintenir l'intégralité des trois missions d'origine. De plus, les plans stratégiques de ces trois ministères demeurent en force jusqu'au dépôt d'un plan stratégique intégré pour le MFER, prévu pour avril 2004. Le portefeuille du MFER regroupe également trois organismes budgétaires qui ont chacun leur propre plan stratégique. Ce sont : l'Inspecteur général des institutions financières (IGIF) qui relève de la mission Finances ainsi que le Conseil de la science et de la technologie (CST) et l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé (AÉTMIS) qui relèvent tous deux de la mission Recherche, Science et Technologie. Les premières sections du présent document distinguent les plans stratégiques de chacune des missions et des organismes. Le plan budgétaire intègre les trois missions, conformément à la structure budgétaire approuvée par le Conseil du trésor pour 2003-2004.

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche a pour mission de diriger les activités financières du gouvernement, de déterminer les orientations en matière fiscale et budgétaire et de favoriser le développement économique du Québec. Il propose au gouvernement les politiques à ces fins.

Pour favoriser et soutenir la croissance de l'économie, de l'investissement et de l'emploi, il propose au gouvernement des mesures d'aide financière et des mesures fiscales.

Il propose de plus au gouvernement des politiques visant à favoriser le développement de l'industrie et du commerce, voit à la mise en œuvre de ces politiques, en surveille l'application et en coordonne l'exécution.

Il a également pour mission de promouvoir la recherche, la science, la technologie et l'innovation par l'élaboration et la mise en œuvre des politiques appropriées et d'assurer la cohérence de l'action gouvernementale et le rayonnement du Québec au Canada et à l'étranger dans ces domaines.

— Finances : mission et créneaux d'activités.

La mission Finances assure la direction des activités financières du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et le soutien à la croissance de l'économie, de l'investissement et de l'emploi.

Les principaux créneaux d'activités sont les suivants :

- préparer et présenter à l'Assemblée nationale le discours sur le budget qui énonce les orientations en matière économique, fiscale, budgétaire et financière du gouvernement;
- établir et proposer au gouvernement le niveau global des dépenses;
- proposer au gouvernement des orientations en matière de revenus et le conseiller sur ses investissements;
- de concert avec le président du Conseil du trésor, élaborer des politiques et des orientations en matière d'investissements en immobilisations et établir le niveau des engagements financiers inhérents au renouvellement des conventions collectives;

- surveiller, contrôler et gérer tout ce qui se rattache aux finances de l'État et qui n'est pas attribué à une autre autorité;
- élaborer et proposer au Conseil du trésor les conventions comptables qui doivent être suivies par les ministères et les organismes, les règles relatives aux paiements faits sur le fonds consolidé du revenu ainsi que celles relatives à la perception et à l'administration des revenus de l'État;
- gérer le fonds consolidé du revenu et la dette publique;
- veiller à la préparation des comptes publics et des autres rapports financiers du gouvernement.

— Industrie et Commerce : mission et créneaux d'activités.

La mission Industrie et Commerce vise à contribuer au développement économique du Québec en intensifiant la compétitivité des entreprises et le développement des marchés, aux fins d'appuyer la création d'emplois.

Ses grandes priorités sont donc de favoriser le développement des entreprises, de soutenir l'entrepreneuriat, de favoriser le renforcement de la structure industrielle du Québec, d'assurer le développement des marchés extérieurs ainsi que la défense des intérêts commerciaux du Québec et d'agir au niveau de la rétention et de l'expansion des entreprises.

Les principaux créneaux d'activités sont les suivants :

- élaborer, en collaboration avec les ministères et organismes concernés, en vue de les proposer au gouvernement, des politiques et des stratégies visant le développement des entreprises ainsi que le développement industriel et commercial;
- élaborer et mettre en œuvre des programmes d'aide en vue de contribuer au développement de l'industrie et du commerce au Québec, et de promouvoir l'exportation de produits et services québécois;
- fournir aux entreprises et aux investisseurs les services nécessaires au développement de l'industrie et du commerce au Québec;
- favoriser le développement des coopératives au Québec;
- favoriser la concertation des intervenants économiques;
- soumettre au gouvernement ses recommandations sur les orientations et les activités de celui-ci et des organismes publics, chaque fois qu'elles peuvent avoir une incidence sur l'industrie et le commerce;
- participer à l'expansion des marchés hors Québec et à la concrétisation des activités qui en découlent;
- recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements relatifs à l'industrie et au commerce.

— Recherche, Science et Technologie : mission et créneaux d'activités.

La mission Recherche, Science et Technologie vise à promouvoir la recherche, la science, la technologie et l'innovation en favorisant la synergie des différents acteurs intervenant dans ces domaines, par l'établissement de mécanismes facilitant leur concertation et l'intégration de leurs actions. Elle a aussi pour objet de projeter une vision globale et intégrée du développement scientifique et technologique au Québec, et d'en établir les grandes orientations stratégiques. À cette fin, la mission assume la représentation en ces matières et contribue au rayonnement du Québec à l'étranger.

La Loi favorisant le développement de la recherche, de la science et de la technologie confie au ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche la responsabilité d'élaborer et de mettre en oeuvre la politique scientifique du Québec. La Politique québécoise de la science et de l'innovation est donc un élément central des activités de la mission Recherche, Science et Technologie.

Les principaux créneaux d'activités sont les suivants :

- mettre en œuvre, évaluer et mettre à jour la Politique québécoise de la science et de l'innovation;
- suivre l'évolution du système québécois de recherche et d'innovation;
- mobiliser les partenaires, notamment par leur intégration aux réseaux existants et l'établissement de nouveaux réseaux;
- concevoir et réaliser des actions transversales en recherche, science, technologie et innovation (RSTI) pour compléter ou améliorer les interventions en cours.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Cette section présente la répartition de l'enveloppe budgétaire consentie aux différentes missions du MFER par orientation. Les orientations stratégiques visées par les principaux choix budgétaires y sont détaillées par l'établissement des objectifs, indicateurs et cibles devant permettre de mesurer la performance.

MISSION FINANCES – RÉPARTITION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES PAR ORIENTATION

ORIENTATIONS	BUDGET DE DÉPENSES
	(000 \$)
Finances	
Orientation 1 : Assurer une saine gestion des finances publiques	42 718,1
Orientation 2 : Accroître la compétitivité de l'économie du Québec et sa capacité de créer des emplois	492 403,0
Orientation 3 : Favoriser une fiscalité équitable et compétitive	71 600,4
Orientation 4 : Être à l'écoute des préoccupations et des besoins de la population	1 534,0
Orientation 5 : Stimuler l'engagement, la responsabilisation et le développement des personnes œuvrant au ministère des Finances	1 840,8
Activités courantes	8 513,7
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	6 968 000,0
Total mission Finances	7 586 610,0

L'orientation 2 « Accroître la compétitivité de l'économie du Québec et sa capacité de créer des emplois » est celle à laquelle la mission Finances consacre, en 2003-2004, le plus de ressources budgétaires, le service de la dette mis à part. Trois objectifs y sont associés, le plus important, en valeur, étant celui qui vise à « Encourager l'investissement des entreprises, de manière à augmenter la productivité et le taux d'emploi ». Les ressources budgétaires consacrées à cette orientation se répartissent principalement entre trois groupes de mesures :

- 374,8 M\$ pour le programme FAIRE;
- 82,9 M\$ pour Investissement Québec;
- 30,5 M\$ pour le soutien au développement économique.

Finances – Orientation 2 : Accroître la compétitivité de l'économie du Québec et sa capacité de créer des emplois

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le principal choix budgétaire correspond aux ressources consacrées à Investissement Québec et ses filiales, ainsi qu'au programme FAIRE.

Objectif : Encourager l'investissement des entreprises, de manière à augmenter la productivité et le taux d'emploi.

Indicateurs de résultat : Investissements privés soutenus par les programmes.

Nombre d'emplois créés ou maintenus.

Action envisagée : Contribuer aux objectifs de la stratégie gouvernementale Horizon 2005 – Vers le plein emploi.

MISSION INDUSTRIE ET COMMERCE – RÉPARTITION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES PAR ORIENTATION

ORIENTATIONS	BUDGET DE DÉPENSES
	(000 \$)
Orientation 1 : Favoriser le développement des facteurs internes de compétitivité des entreprises (supporter l'appropriation de l'innovation par les entreprises; appuyer le développement des marchés intérieur et extérieurs)	49 634,7
Orientation 2 : Favoriser le développement des facteurs externes de compétitivité des entreprises (contribuer au renouvellement de la structure industrielle québécoise par l'investissement et l'entrepreneurship; améliorer l'environnement d'affaires des entreprises)	41 911,1
Mandats spéciaux (Ex. : Portail de démarrage d'entreprises, administration de lois...)	15 631,5
Renforcement de l'organisation et activités courantes	8 200,3
Total mission Industrie et Commerce	115 377,6

La mission Industrie et Commerce consacrera en 2003-2004 des ressources budgétaires importantes à ces deux orientations. Ces orientations sont au cœur du mandat de la mission Industrie et Commerce. Elles supportent ses interventions directes auprès des entreprises afin de les encourager à innover de même qu'à les appuyer dans le développement de leurs marchés, et reflètent ses actions visant à renforcer la structure industrielle du Québec et améliorer l'environnement d'affaires des entreprises.

Industrie et Commerce – Orientation 1 : Favoriser le développement des facteurs internes de compétitivité des entreprises

SUPPORT À L'APPROPRIATION DE L'INNOVATION PAR LES ENTREPRISES

Dans le but de supporter l'appropriation de l'innovation par les entreprises, la mission Industrie et Commerce concentrera ses actions afin d'accroître la productivité des entreprises par la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie québécoise pour améliorer la compétitivité des entreprises. Cette stratégie requiert une part importante de ses crédits, notamment 8,3 M\$ alloués au volet Innovation du programme Impact PME. Par ailleurs, un montant financé par le ministère des Régions sera également alloué au programme Impact PME pour la mise en œuvre de la stratégie.

Objectif :	Accélérer la mutation des entreprises vers les meilleures pratiques d'affaires (MPA) : <ul style="list-style-type: none">— Enregistrer 5 000 participations aux sessions de formation sur les MPA afin de former les dirigeants d'entreprises et les travailleurs stratégiques à ces pratiques.— Réaliser 209 diagnostics sur les MPA dans les entreprises.— Soutenir 215 nouveaux projets d'implantation de MPA dans les entreprises.— Intégrer 123 spécialistes des MPA et de gestion dans les entreprises.
Indicateurs de résultat :	Nombre de participations de dirigeants d'entreprises et de travailleurs stratégiques aux sessions de formation sur les MPA. Nombre de diagnostics sur les MPA réalisés dans les entreprises. Nombre de nouveaux projets d'implantation de MPA dans les entreprises. Nombre de spécialistes des MPA et de gestion intégrés dans les entreprises.
Action envisagée :	Continuer à mettre en œuvre la Stratégie québécoise pour améliorer la compétitivité des entreprises.

APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS INTÉRIEUR ET EXTÉRIEURS

Afin d'appuyer le développement des marchés, la mission Industrie et Commerce compte mettre en œuvre la Stratégie de développement et de diversification des exportations. Elle nécessitera des sommes importantes de l'ordre de 8,0 M\$ pour le volet Développement des marchés d'exportation du programme Impact PME ainsi qu'un montant de 2,1 M\$ pour le programme Décennie québécoise des Amériques. De plus, 0,6 M\$ seront alloués au Fonds de partenariat. Les cibles présentées ne tiennent pas compte des budgets supplémentaires annoncés dans le cadre de la stratégie Vers le plein emploi du gouvernement.

Objectif :	Aider les entreprises exportatrices potentielles à réaliser une première vente sur un marché hors Québec. <ul style="list-style-type: none">— Aider 150 entreprises exportatrices potentielles à réaliser une première vente sur un marché donné dans les pays prioritaires. Aider les entreprises exportatrices à consolider leur présence sur un marché donné. <ul style="list-style-type: none">— Aider 285 entreprises à consolider leur présence sur un marché donné dans les pays prioritaires des territoires suivants :<ul style="list-style-type: none">– 220 entreprises en Amérique du Nord;– 25 entreprises en Europe;
------------	--

- 25 entreprises en Amérique Latine;
- 15 entreprises en Asie-Océanie.

Aider les entreprises exportatrices à diversifier leurs marchés.

- Aider 110 entreprises à diversifier leurs marchés dans les pays prioritaires des territoires suivants :
 - 50 entreprises en Europe;
 - 40 entreprises en Amérique Latine;
 - 20 entreprises en Asie-Océanie.

Indicateurs de résultat : Nombre d'entreprises exportatrices potentielles ayant réalisé une première vente sur un marché donné dans les pays prioritaires grâce à l'aide de la mission Industrie et Commerce.

Nombre d'entreprises exportatrices ayant consolidé leur présence sur un marché donné dans les pays prioritaires grâce à l'aide de la mission Industrie et Commerce.

Nombre d'entreprises exportatrices ayant diversifié leurs marchés dans les pays prioritaires grâce à l'aide de la mission Industrie et Commerce.

Actions envisagées : Soumettre à l'approbation du gouvernement la Stratégie de développement et de diversification des exportations et assurer, par la suite, sa mise en œuvre.

Organiser des missions commerciales et ministérielles dans les pays prioritaires.

Industrie et commerce – Orientation 2 : Favoriser le développement des facteurs externes de compétitivité des entreprises

CONTRIBUTION AU RENOUVELLEMENT DE LA STRUCTURE INDUSTRIELLE QUÉBÉCOISE

Afin de contribuer au renouvellement de la structure industrielle québécoise par l'investissement et l'entrepreneurs, la mission Industrie et Commerce concentrera ses actions sur l'entrepreneurs, notamment l'entrepreneurs féminin et l'entrepreneurs coopératif, sur la concrétisation des projets d'investissements et sur la rétention des entreprises. Afin d'appuyer son action, la mission Industrie et Commerce devra allouer 3,6 M\$ au programme de soutien au développement des coopératives, 10,5 M\$ aux programmes d'aide à la concrétisation de projets d'investissements et 1,0 M\$ au volet Soutien au mécanisme de rétention et d'expansion d'entreprises du programme Impact PME.

Objectif :	Consolider et renouveler la structure industrielle : <ul style="list-style-type: none">— Contribuer à la création de 200 nouvelles coopératives.— Soutenir la concrétisation de projets d'investissements au Québec.— Intervenir auprès des entreprises à risque.
Indicateurs de résultat :	Nombre de nouvelles coopératives créées. Nombre et valeur des projets d'investissements concrétisés à la suite de l'aide de la mission Industrie et Commerce. Nombre et valeur des projets d'investissements identifiés ou soutenus par la mission Industrie et Commerce. Nombre d'entreprises à risque auprès desquelles la mission Industrie et Commerce et ses partenaires sont intervenus.
Actions envisagées :	Mettre en œuvre la Stratégie de développement des coopératives. Mettre en œuvre les orientations stratégiques retenues pour le développement de la filière québécoise de l'automobile. Présenter des pistes stratégiques et des moyens d'action pour le développement de la deuxième et de la troisième transformation de l'aluminium, de la filière du textile, de la filière de l'habillement et de la filière des technologies de l'information et des communications au Québec. Poursuivre l'implantation dans les régions ressources de fonds d'investissements destinés aux femmes entrepreneures.

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES DES ENTREPRISES

Pour améliorer l'environnement d'affaires des entreprises, la mission Industrie et Commerce continuera d'agir directement et indirectement sur les principaux facteurs fondamentaux de croissance des entreprises. Elle portera une attention particulière à la :

- simplification des procédures administratives pour le démarrage des entreprises au Québec par le développement d'un portail gouvernemental pour le démarrage d'entreprises;
- présence d'une relève dynamique et compétente dans le bassin de main-d'œuvre grâce aux interventions du Placement étudiant du Québec. À cet effet, 5,2 M\$ seront alloués au Placement étudiant du Québec.

Objectif :	Contribuer à la présence d'une relève dynamique dans le bassin de main-d'œuvre compétente : <ul style="list-style-type: none">— Placer 20 900 étudiants.
------------	--

Indicateur de résultat :	Nombre d'étudiants placés.
Action envisagée :	Poursuite des efforts promotionnels et renouvellement de certains contrats d'exclusivité de dotation des emplois étudiants auprès des partenaires.

MISSION RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE – RÉPARTITION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES PAR ORIENTATION

ORIENTATIONS	BUDGET DE DÉPENSES (000 \$)
Recherche, Science et Technologie	
Orientation 1 : Assurer la mise en œuvre concertée de la Politique québécoise de la science et de l'innovation	6 263,6
Orientation 2 : Favoriser la diffusion et l'appropriation du savoir	5 219,2
Orientation 3 : Contribuer à développer une base de recherche scientifique de calibre international	191 679,5
Orientation 4 : Stimuler l'innovation dans toutes les organisations	32 883,2
Activités courantes	13 584,1
Conseil de la science et de la technologie ¹	1 934,5
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé ¹	1 587,3
Total mission Recherche, Science et Technologie	253 151,4

1) Des crédits de transfert pourvus à l'élément 06 du programme 05 s'ajoutent aux crédits de cet organisme.

Au cours de l'année 2003-2004, l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, le Conseil de la science et de la technologie et la mission Recherche, Science et Technologie du Ministère poursuivront intégralement tous les objectifs exprimés dans leurs planifications stratégiques respectives. L'orientation à laquelle la mission Recherche, Science et Technologie consacrera le plus de ressources budgétaires est celle de « Contribuer à développer une base de recherche scientifique de calibre international ». Cette année, la mission Recherche, Science et Technologie mettra l'accent sur les objectifs se rattachant à cette orientation : « Contribuer au développement de la relève des chercheurs et au soutien de leurs travaux de recherche » et « Contribuer à l'amélioration de l'environnement physique de la recherche ».

Le choix budgétaire intitulé Le soutien accordé par les organismes subventionnaires, aux chercheurs de l'enseignement supérieur et des établissements de recherche du Réseau de la santé et des services sociaux représente 156,5 M\$, soit près de 62 % du budget de dépenses consenti à la mission Recherche, Science et Technologie.

Recherche, Science et Technologie – Orientation 3 : Contribuer à développer une base de recherche scientifique de calibre international

Partout dans le monde, l'environnement de la recherche et les modes de production des connaissances sont l'objet de changements majeurs. Dans ce contexte, la mission Recherche, Science et Technologie doit s'assurer que les milieux québécois de la recherche universitaire pourront consolider et accroître leur position concurrentielle sur l'échiquier international de la recherche.

Pour la période 2003-2004, la mission Recherche, Science et Technologie aidera ces milieux à devenir plus compétitifs en intervenant sur deux facettes capitales de l'activité de recherche, soit la carrière des chercheurs et l'environnement physique de la recherche.

SOUTIEN ACCORDÉ, PAR LES ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES, AUX CHERCHEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DES ÉTABLISSEMENTS DE RECHERCHE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

La nécessité de participer au développement accéléré des connaissances suscite une demande croissante de chercheurs de calibre international. Les conditions actuelles de réalisation de la recherche sont de plus en plus caractérisées par la multiplication de projets majeurs et requérant des expertises poussées, et exigent d'offrir des perspectives de carrière attrayantes à ceux qui s'y consacrent : chercheurs, professionnels et personnel de soutien. Cette année, la mission Recherche, Science et Technologie souhaite consolider son action d'appui aux activités des Fonds et à la mise en œuvre de leurs plans triennaux.

Objectif :	Contribuer au développement de la relève des chercheurs et au soutien de leurs travaux de recherche.
Indicateurs de résultat :	Montant des subventions de recherche accordées (par les organismes subventionnaires).
Action envisagée :	Soutien aux activités des Fonds subventionnaires. Consolidation des actions des Fonds à l'égard de l'organisation de la recherche, notamment par le développement de réseaux stratégiques.

AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES FINANCÉES PAR LES GOUVERNEMENTS

La qualité de l'environnement de recherche favorise l'excellence, et constitue un élément capital pour retenir les chercheurs de calibre international. En 2003-2004, la mission Recherche, Science et Technologie poursuivra ses efforts en vue d'améliorer les infrastructures utilisées par les milieux de la recherche afin qu'elles puissent être à la hauteur de la complexité technologique requise par des projets majeurs, et de créer des espaces de recherche adaptés aux nouvelles formes d'organisation de la recherche (notamment, les regroupements stratégiques de chercheurs ou d'unités de recherche et le partage d'équipements onéreux).

Objectif :	Contribuer à l'amélioration de l'environnement physique de la recherche.
Indicateur de résultat :	Montant d'investissement consenti pour les infrastructures.
Action envisagée :	Analyse et gestion des projets soumis pour financement dans le cadre du Plan triennal d'immobilisations.

Coordination, pour le Québec, du traitement en vue de recommandations, des projets de recherche soumis dans le cadre du quatrième concours de la Fondation canadienne de l'innovation (FCI).

Coordination interministérielle de la priorisation et du suivi des projets d'infrastructures.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

— Finances

Dans le cadre des travaux d'évaluation de programmes du nouveau ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, la mission Finances élaborera, au cours de l'exercice 2003-2004, un premier plan d'évaluation de ses programmes.

— Industrie et Commerce

Au cours de l'exercice 2002-2003, différents travaux ont été réalisés dans le contexte de l'évaluation de programme, dont : les évaluations du programme Brancher les familles sur Internet et du Programme d'amélioration des compétences en science et en technologie – Forma Stage, de même que la réalisation de l'Enquête clientèle 2002 auprès des entreprises clientes et non clientes de la mission Industrie et Commerce.

Les travaux entrepris en 2002-2003 relativement aux évaluations du programme Décennie québécoise des Amériques, du Programme de soutien aux regroupements sectoriels en économie sociale et du Programme du service régional ou sectoriel de promotion des exportations se poursuivront en 2003-2004. À ceci s'ajoutera l'élaboration de cadres d'évaluation des stratégies d'aide aux entreprises annoncées lors du dépôt de la stratégie Vers le plein emploi. La mise en œuvre de travaux d'évaluation concernant certains programmes d'aide aux entreprises, échéant en 2003-2004, est également prévue.

— Recherche, Science et Technologie

Tel que prévu au plan triennal d'évaluation des programmes reliés à la mission Recherche, Science et Technologie, les programmes suivants font actuellement l'objet d'une évaluation :

- Centre de Recherche en Informatique de Montréal (CRIM) : il s'agit d'un centre de liaison et de transfert dont la convention de subvention vient à échéance en mai 2003;
- programme Aide à la relève en science et en technologie;
- programme Mise en valeur des applications technologiques;
- programme de soutien aux initiatives internationales de recherche et d'innovation;
- congé fiscal pour chercheurs étrangers;
- visa pour les consortiums de recherche précompétitive.

Les évaluations prévues en 2003-2004, selon le plan triennal, concernent les programmes suivants :

- centres collégiaux de transfert technologique, en collaboration avec le ministère de l'Éducation;
- soutien aux intervenants majeurs en diffusion de la science et de la technologie;
- soutien à la valorisation de l'invention technique et technologique;
- congé fiscal pour experts étrangers;
- visa pour le crédit d'impôt remboursable pour les projets de recherche précompétitive.

De plus, il a été convenu avec les Fonds subventionnaires québécois d'entreprendre, en 2003-2004, une démarche conjointe de mesure des impacts de la recherche.

Les évaluations des centres de liaison et de transfert réalisées en 2002-2003, ont permis de préciser les exigences du Ministère lors du renouvellement des conventions de subvention, contribuant ainsi à la réalisation d'un objectif du plan stratégique : adapter le dispositif de liaison et de transfert. L'évaluation du programme Soutien à la tenue de congrès scientifiques a permis de constater la bonne performance de ce dernier, et ce, tant au niveau de sa pertinence que de son efficacité. En outre, elle a permis de présenter des opportunités d'amélioration dans le cadre d'une gestion axée sur les résultats.

Enfin, le suivi de la mise en œuvre de la Politique québécoise de la science et de l'innovation se poursuit avec la production de rapports trimestriels.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Direction du ministère	105 259,7	6 304,7	98 955,0	98 209,1
2. Finances	618 610,0	56 832,5	561 777,5	522 398,8
3. Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	6 968 000,0	335 000,0	6 633 000,0	6 633 000,0
4. Industrie et Commerce	115 377,6	(10 606,2)	125 983,8	169 402,7
5. Recherche, Science et Technologie	253 151,4	14 378,6	238 772,8	241 914,3
Total	8 060 398,7	401 909,6	7 658 489,1	7 664 924,9
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	2 151	(16)	2 167	—

Note : Les programmes « Finances » et « Industrie et Commerce » comportent des provisions qui permettent des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. Au programme « Finances » la dépense probable est diminuée de 75,3 M\$ et au programme « Industrie et Commerce » elle est diminuée de 4,4 M\$ en raison de tels virements.

L'augmentation nette de 401,9 M\$ du budget total de dépenses 2003-2004 par rapport à 2002-2003 s'explique principalement par une augmentation des dépenses au service de la dette et au programme FAIRE.

Programme 1 : Direction du ministère

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il a aussi pour but la surveillance et le contrôle des institutions financières et l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Il vise enfin à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

La dépense de ce programme augmente de 6,3 M\$ en raison notamment d'une hausse de la subvention versée à l'Institut de la statistique du Québec, d'un report de crédits et de l'indexation des dépenses.

Programme 2 : Finances

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et le soutien à la croissance de l'économie, de l'investissement et de l'emploi.

L'accroissement des dépenses de 56,8 M\$ de ce programme s'explique principalement par l'accroissement de l'effort en matière de développement économique qui se traduit par une hausse des montants consentis au programme FAIRE.

Programme 3 : Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

Les dépenses de ce programme qui totalisent 6 968,0 M\$ se divisent en deux éléments :	M\$
– Service de la dette directe : à cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour assumer le coût des emprunts du gouvernement	4 245,0
– Intérêts sur le compte des régimes de retraite : à cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour assumer le coût des intérêts applicables au compte des régimes de retraite du gouvernement	2 723,0

Par rapport aux dépenses 2002-2003, les dépenses 2003-2004 affectées à ce programme augmentent de 335,0 M\$.

Cette augmentation s'explique principalement par :	M\$
– Service de la dette directe : hausse des taux d'intérêts	318,0
– Intérêts sur le compte des régimes de retraite : hausse de l'obligation actuarielle moyenne	17,0

Programme 4 : Industrie et Commerce

Ce programme regroupe les budgets de toutes les unités administratives ainsi que les programmes d'assistance financière de la mission Industrie et Commerce. Il vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés visant la création d'emplois. Ce programme est aussi constitué d'une provision de crédits visant à favoriser l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec.

Ce programme se subdivise selon les éléments suivants :	M\$
– Assistance financière aux entreprises et aux partenariats	58,8
– Coordination, politiques et programmes	17,5
– Services aux entreprises	14,9
– Développement des secteurs industriels	10,2
– Développement des marchés	8,8
– Provision pour la création d'emplois étudiants	5,2

Le budget de dépenses 2003-2004 de la Mission s'établit à 115,4 M\$, ce qui représente une diminution de 10,6 M\$ par rapport au budget de dépenses 2002-2003. Cette dernière découle essentiellement de mesures qui se terminent au niveau des programmes d'aide financière.

Les crédits obtenus en cours d'exercice du ministère des Régions pour la Stratégie de développement économique des régions ressources ainsi que de la mission Finances pour le programme Brancher les familles sur Internet expliquent l'écart important constaté entre le budget de dépenses et la dépense probable de 2002-2003.

Programme 5 : Recherche, Science et Technologie

Ce programme vise à assurer la mise en œuvre et le suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation et à soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques et la diffusion des connaissances, ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Coordination et mise en œuvre	13,5
– Conseil de la science et de la technologie	1,4
– Fonds de la recherche en santé du Québec	73,8
– Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	45,4
– Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	37,3
– Soutien à la recherche et à l'innovation	68,6
– Centre de recherche industrielle du Québec	12,0
– Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	1,1

La croissance de 14,4 M\$ du budget de dépenses 2003-2004 par rapport au budget 2002-2003 est due en majeure partie à une augmentation du financement alloué au soutien à la génomique et au Centre de recherche industrielle du Québec, ainsi qu'à un ajout de crédits pour le soutien aux centres collégiaux de transfert de technologie.

Afin d'appuyer les orientations issues de la Politique québécoise de la science et de l'innovation, une nouvelle enveloppe d'engagements de 70, M\$, qui s'ajoutera aux enveloppes d'engagements de 464,3 M\$ déjà consenties, permettra de poursuivre la mise en œuvre de divers projets dans le cadre du Programme d'appui au financement d'infrastructures – Recherche Québec.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	20 702,5	14 908,7
Prêts, placements et avances	5,0	5,0

L'augmentation de 5,8 M\$ du budget d'investissements s'explique principalement par le projet Portail de démarrage d'entreprises pour un montant de 3,1 M\$ et par le projet GIRE-MFER pour 1,2 M\$.

LES FONDS SPÉCIAUX

Fonds de financement

	PRÉVISIONS 2003-2004 (000 \$)	PROBABLES 2002-2003 (000 \$)
Revenus	351 292,8	294 607,2
Dépenses	335 289,9	267 787,2
Excédent (déficit)	16 002,9	26 820,0
Investissements	6,0	6,0
Effectif (ETC)	17	17

Le Fonds de financement, constitué par la *Loi sur le ministère des Finances* (1999, c. 77), a pour objet de fournir du financement et d'autres services financiers aux organismes compris dans le périmètre comptable du gouvernement comme les fonds spéciaux et les sociétés d'État.

Fonds de l'industrie des courses de chevaux

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	14 890,0	14 890,0
Dépenses	14 890,0	14 890,0
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds est constitué par la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation* (L.R.Q., c. M-14). Il a pour objet de soutenir l'industrie des courses de chevaux. Il est constitué principalement des sommes versées par le ministère du Revenu représentant le produit de la taxe sur le pari mutuel. Ces montants sont répartis entre la Société du cheval de course et les titulaires d'une licence de courses visées par la *Loi sur les courses* (L.R.Q., c. C-72.1).

Fonds spécial olympique

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	86 500,0	81 600,0
Dépenses	86 500,0	81 633,0
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par la *Loi constituant un fonds spécial olympique* (1976, c. 14). Ce Fonds et les revenus qu'il tire de la taxe spéciale sur le tabac sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

Fonds du Centre financier international de Montréal

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	1 930,9	1 871,0
Dépenses	2 000,0	1 735,0
Excédent (déficit)	(69,1)	136,0
Investissements	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Ce Fonds a été institué par la *Loi sur les centres financiers internationaux* (1999, c. 86). Les revenus du Fonds servent au financement d'activités de promotion et de développement de Montréal comme place financière internationale.

JUSTICE

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le présent document concerne le ministère de la Justice, le Conseil de la justice administrative dont le budget est voté par l'Assemblée nationale ainsi que les organismes extrabudgétaires qui reçoivent une subvention du Ministère.

Le Ministère a pour mission de faire connaître et reconnaître les droits des citoyens, de favoriser l'exercice de ces droits ainsi que de veiller à l'élaboration et au respect des lois.

Il assume les rôles et responsabilités que la *Loi sur le ministère de la Justice* (L.R.Q., c. M-19) lui incombe, en exerçant notamment les fonctions d'administrateur de la justice, procureur général, jurisconsulte, registraire et notaire général du Québec.

En sa qualité d'administrateur de la justice, le Ministère assure l'accès à un système judiciaire de qualité et apporte son soutien à l'ensemble de la magistrature. Il conseille le gouvernement sur la légalité de ses actions et sur tout ce qui se rapporte à la gestion des affaires publiques, l'appuie dans la préparation des lois et des règlements et exerce également en matière civile des représentations devant les tribunaux. De plus, il soutient le ministre de la Justice dans son rôle de Procureur général en matière criminelle et pénale pour les adultes et les jeunes par des représentations devant les tribunaux et dans le cadre de certaines enquêtes publiques. Enfin, le Ministère assure l'enregistrement et la conservation des documents qui lui sont confiés, la publicité des droits personnels et réels mobiliers, la tenue du Registre des lobbyistes ainsi que la gestion des clés et certificats dans le cadre de l'Infrastructure à clés publiques gouvernementale.

La mission du Conseil de la justice administrative est de soutenir la confiance du public dans la justice administrative envers le Tribunal administratif du Québec, la Commission des lésions professionnelles et la Régie du logement.

Le Conseil de la justice administrative exerce des fonctions d'enquête, de réglementation, d'information et de service-conseil auprès du ministre de la Justice et du président du Tribunal administratif du Québec.

Dans la sphère d'attributions qui lui est dévolue, le ministre est aussi responsable d'organismes extrabudgétaires qui sont couverts dans le présent plan annuel de gestion des dépenses. Il s'agit de la Commission des services juridiques, du Fonds d'aide aux recours collectifs et du Tribunal administratif du Québec.

Le mandat de la Commission des services juridiques est de veiller à ce que l'aide juridique soit fournie, dans la mesure établie par la loi et les règlements, aux personnes financièrement admissibles.

Pour sa part, le Fonds d'aide aux recours collectifs a pour objet de contribuer au financement des recours collectifs ainsi que de diffuser des informations relatives à l'exercice de ces recours.

Enfin, le Tribunal administratif a la compétence pour décider des recours exercés à l'encontre des décisions administratives rendues par certaines autorités de l'administration publique, tels des ministères, des régies, des commissions, des municipalités, des établissements de santé, etc.

Par ailleurs, les organismes extrabudgétaires, l'Office des professions et la Société québécoise d'information juridique, qui sont sous la responsabilité du ministre et dont le budget n'apparaît pas au Volume II du Budget de dépenses, ne sont pas couverts dans le présent document.

L'Office des professions a pour fonction de veiller à ce que chaque ordre professionnel assure la protection du public. Il suggère, lorsqu'il le juge opportun, la constitution de nouveaux ordres, la fusion ou la dissolution des ordres existants ainsi que des modifications aux lois qui les régissent.

La Société québécoise d'information juridique a le mandat de promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Dans la foulée des actions prévues pour recentrer l'administration de la justice en fonction des préoccupations et des besoins des citoyens, le Ministère a entrepris de simplifier le système judiciaire et ainsi accroître l'accessibilité des services de justice auprès de la population québécoise. Pour relever ce défi, il a déjà procédé à l'allègement de certains processus notamment en apportant des modifications au Code de procédure civile. Dans cette foulée, différentes actions sont également privilégiées pour favoriser la recherche de règlement de différends par médiation et par conciliation judiciaire.

En parallèle, la constante évolution des technologies de l'information fait en sorte que le Ministère doit poursuivre le développement des systèmes qui favorisent et augmentent l'efficacité globale du système de justice. À ce titre, mentionnons le Système intégré d'information de justice et le Système de gestion des infractions et de perception des amendes.

Au chapitre des projets immobiliers, à part les projets inscrits au plan directeur, des investissements sont nécessaires dans certains palais de justice pour répondre aux besoins de la pratique de la justice qui évolue considérablement : médiation, conciliation, nouvelles technologies et éventuellement le Système intégré d'information de justice.

Les choix budgétaires prennent aussi en compte le développement ainsi que la consolidation de programmes déjà existants au sein du Ministère.

Orientation 1 : Recentrer l'administration de la justice en fonction des préoccupations et des besoins des citoyens et des citoyennes

LA CRÉATION DU BUREAU SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Objectif :	Assurer l'implantation et le suivi de la Politique de prévention et de règlement des différends.
Actions envisagées :	<p>Promouvoir la Politique de prévention et de règlement des différends.</p> <p>Collaborer avec les répondants désignés dans les ministères et organismes afin d'assurer l'implantation et le suivi de la Politique.</p> <p>Offrir de la formation afin d'assurer l'application adéquate de la Politique dans le respect des personnes eu égard aux principes de justice et d'équité.</p> <p>Effectuer de la recherche juridique spécialisée en matière de prévention et de règlement des différends.</p> <p>Dégager les éléments nécessaires à l'étude d'amendements et coordonner les activités de révision de la Politique.</p>

LA SIMPLIFICATION ET L'ALLÈGEMENT DES PROCÉDURES

Objectif :	Privilégier l'utilisation des modes amiables pour résoudre les différends en matière civile.
Indicateurs de résultat :	Pourcentage des dossiers ouverts à la Division des petites créances qui ont fait l'objet d'une médiation. Nombre d'activités de promotion tenues. Réalisation de la campagne de sensibilisation.
Actions envisagées :	Promouvoir le recours à la médiation, à la Division des petites créances par la conception et la diffusion d'un dépliant et d'une vidéo dans l'ensemble des palais de justice. Promouvoir le recours à la médiation civile et commerciale par la tenue ou l'association à diverses activités de promotion. Tenir une nouvelle campagne nationale de sensibilisation à la médiation familiale.

L'AMÉLIORATION DU TRAITEMENT RÉSERVÉ AUX PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE

Objectif :	Accroître les services d'aide aux victimes d'actes criminels.
Actions envisagées :	Procéder à l'ouverture d'un nouveau centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC). Réaliser les études et les consultations pour l'ouverture d'un CAVAC dans le Nord du Québec. Procéder à l'ouverture de trois points de service additionnels, associés à des CAVAC existants, dans autant de palais de justice, pour desservir les victimes d'actes criminels.

L'ÉLARGISSEMENT DU SERVICE D'AIDE ET DE CONSEILS À L'INTENTION DE TOUS LES CORPS POLICIERS OEUVRANT AU QUÉBEC

Objectif :	Assurer une disponibilité 24 heures par jour, 7 jours par semaine, d'un substitut du procureur général pour conseiller les policiers québécois.
Actions envisagées :	Prendre les dispositions pour mieux faire connaître les services du Bureau de service-conseil du substitut du procureur général en ce domaine auprès des corps policiers. Élargir le mandat du Bureau de service-conseil pour guider les policiers dans tout le Québec sur les conditions de mise en liberté applicables dans les circonstances et procéder, le cas échéant, aux comparutions par voie téléphonique de prévenus-détenus concernant les accusations criminelles durant les fins de semaine et jours fériés afin d'éviter que la détention ne soit pas prolongée inutilement.

Orientation 2 : Une organisation moderne misant sur un personnel mobilisé et compétent

LA RÉALISATION DE LA PHASE 2 DES TRAVAUX REQUIS POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME INTÉGRÉ D'INFORMATION DE JUSTICE (SIIJ)

 Budget : 20,6 M\$

Objectif :	Consolider le plan d'affaires du projet SIIJ pour le 1 ^{er} janvier 2004.
Indicateur de résultat :	Date de disponibilité du plan d'affaires consolidé.
Actions envisagées :	Procéder aux analyses détaillées des besoins des systèmes de mission concernés par le projet. Identifier les technologies répondant à ces besoins et élaborer l'architecture intégrée de la solution.

Objectif :	Procéder à la réalisation d'investissements prévus dans le projet SIIJ et immédiatement requis pour l'administration de la justice.
Indicateurs de résultats :	Date d'implantation du registre des mesures et sanctions en matière de délinquance. Nombre de personnes qui bénéficieront de l'infrastructure technologique. Nombre de salles d'audience ayant un système d'enregistrement numérique.
Actions envisagées :	Développer et implanter un registre des mesures, sanctions extrajudiciaires et judiciaires d'un adolescent pour le 30 juin 2003. Mettre en place une infrastructure technologique pour sécuriser les informations et les échanges électroniques de la magistrature et de son personnel de soutien. Remplacer l'enregistrement analogique des salles d'audience par un système d'enregistrement numérique dans 15 % des salles d'audience.

POURSUIVRE LES EFFORTS DE MODERNISATION DU FONCTIONNEMENT DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA)

 Budget : 9,1 M\$

Objectif :	Moderniser les systèmes informatiques nécessaires à une gestion efficace du traitement des infractions et de la perception des amendes.
Indicateurs de résultats :	Date d'implantation de la première livraison du nouveau système informatique. Pourcentage de personnes qui utilisent des moyens d'accès tels le téléphone et Internet pour effectuer un paiement.

Action envisagée :	Implanter la première livraison du nouveau système à compter du printemps 2003. Cette première livraison du nouveau système permettra, entre autres, le paiement des amendes sur Internet et remplacera le Système du contrôle des revenus pour le volet perception des amendes.
--------------------	--

Orientation 3 : Penser de façon prospective la justice au Québec

L'ÉVOLUTION DU PARC IMMOBILIER

Objectif :	Adapter les infrastructures des palais de justice pour suivre l'évolution des pratiques de justice (conciliation judiciaire, utilisation des nouvelles technologies).
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de salles aménagées dans les palais pour la tenue des conciliations judiciaires.</p> <p>Nombre de salles d'audience aménagées pour la présentation électronique de la preuve et la tenue de méga-procès.</p>
Actions envisagées :	<p>Amorcer la modernisation des équipements de prise de son, de câblage et l'adaptation du poste de greffier dans les salles d'audience en prévision du déploiement de l'enregistrement numérique au cours de l'exercice financier 2003-2004.</p> <p>Aménager des salles dans les palais de justice pour faciliter la tenue des conciliations judiciaires pour les personnes et les entreprises.</p> <p>Aménager certaines salles d'audience pour la présentation électronique de la preuve et la tenue notamment de méga-procès.</p> <p>Adapter nos solutions immobilières aux nouvelles exigences en matière de sécurité dans les palais de justice.</p>

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

La réforme du Code de procédure civile

En 1998, le ministre de la Justice formait un comité pour le conseiller sur la révision de la procédure civile. Ce comité lui remettait son rapport en août 2001 comportant 326 recommandations. En juin 2002, une première partie de la réforme était adoptée laquelle concernait la procédure introductive d'instance et le recouvrement des petites créances. Un document de consultation était également déposé à l'Assemblée nationale concernant la proposition des deux premiers livres d'un nouveau Code de procédure civile. Un autre projet est actuellement en préparation pour finaliser une proposition qui complètera l'ensemble de ce code. La révision porte sur des changements de fond, sur la terminologie de la procédure et sur sa compatibilité avec les nouvelles technologies de l'information.

Le ministre de la Justice a également mis sur pied un comité formé de représentants du Ministère et d'intervenants judiciaires, dont la magistrature et le Barreau du Québec, pour lui soumettre des recommandations sur les indicateurs qui lui permettront d'évaluer l'application du délai de rigueur de 180 jours pour l'inscription des demandes en justice pour enquête et audition ainsi que sur l'application des nouvelles règles de présentation de la défense. Cela lui permettra de faire, au plus tard le 1^{er} avril 2006, un rapport au gouvernement sur la mise en œuvre de cette partie de la réforme de la procédure civile en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003.

La Loi sur la justice administrative

En 2002-2003, le Ministère a évalué la mise en œuvre de la *Loi sur la justice administrative* (L.R.Q., c. J-3). Cette étude d'envergure gouvernementale a été effectuée auprès de 77 ministères et organismes, du Conseil de la justice administrative et de six organismes juridictionnels incluant le Tribunal administratif du Québec. Le ministre de la Justice doit déposer son rapport au gouvernement au plus tard le 1^{er} avril 2003, et subséquemment à l'Assemblée nationale. Ce rapport présentera des constatations et des recommandations qui, le cas échéant, pourraient entraîner des modifications à la Loi.

La Maison de justice

Le 30 janvier 2003, les autorités du ministère de la Justice et de la Ville de Québec ont procédé à l'ouverture de la Maison de justice. Celle-ci a comme principal objectif de rapprocher les citoyens de leur système de justice. De l'information sur les services de justice y sera disponible ainsi qu'une assistance pour aider les citoyens à solutionner des problèmes de nature juridique. Ce projet pilote fera l'objet d'une évaluation au terme d'une expérimentation de douze mois. Cette évaluation prendra compte des avis des divers partenaires et intervenants professionnels impliqués et fera état de la performance de la gestion et des services reçus par le citoyen.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Activité judiciaire	69 272,4	1 657,4	67 615,0	67 615,0
2. Administration de la justice	307 027,4	23 302,5	283 724,9	293 782,9
3. Justice administrative	10 471,6	875,8	9 595,8	9 595,8
4. Aide aux justiciables	170 323,7	14 749,8	155 573,9	171 013,9
Total	557 095,1	40 585,5	516 509,6	542 007,6
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	3 375	(17)	3 392	—

Programme 1 : Activité judiciaire

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Il assure le respect des règles déontologiques qui régissent la magistrature, le perfectionnement des juges et leur fournit le soutien administratif nécessaire. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

Le budget de dépenses de ce programme se chiffre à 69,3 M\$ en 2003-2004, en hausse de 1,7 M\$ par rapport à 2002-2003. Cette variation est attribuable à la révision du traitement des juges et au transfert des sommes allouées au Bureau de la juge en chef de la Cour du Québec à cet élément de programme.

Programme 2 : Administration de la justice

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales au Québec.

Le budget de dépenses de ce programme s'établit à 307,0 M\$, en hausse de 23,3 M\$ par rapport à 2002-2003. Cette hausse découle entre autres de l'ajustement aux indemnités et frais versés aux jurés et aux témoins, de l'indexation salariale, des révisions apportées au Code de procédure civile notamment en matière de petites créances, du relèvement de la dépense de loyer, du mobilier et des technologies requis suite aux travaux réalisés dans certains palais de justice, du coût d'opération du Registre des lobbyistes, de la dépense d'amortissement afférente aux projets d'immobilisations et enfin du transfert de postes et crédits pour assurer la fonction de juriconsulte auprès de ministères dont le besoin en services juridiques est en croissance.

L'écart entre le budget de dépenses 2002-2003 et la dépense probable s'explique essentiellement par le financement en cours d'exercice de l'ajustement à la hausse des indemnités versées aux jurés et aux témoins, de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2003 d'une partie de la réforme du Code de procédure civile notamment les révisions relatives au recouvrement des petites créances et également des coûts reliés aux méga-procès dans le cadre de la lutte au crime organisé.

Programme 3 : Justice administrative

Ce programme vise à assurer la part du ministère de la Justice au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la *Loi sur la justice administrative* (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

La contribution du Ministère au financement de ce programme se chiffre à 10,5 M\$ en 2003-2004 en hausse de 0,9 M\$ par rapport à 2002-2003. Cette variation résulte principalement de la hausse de la contribution du Ministère afin de pourvoir à l'augmentation de la rémunération des membres et des autres personnels du Tribunal administratif du Québec.

Programme 4 : Aide aux justiciables

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées, ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Le budget de dépenses de ce programme s'établit à 170,3 M\$ en 2003-2004, représentant une hausse de 14,7 M\$ par rapport à 2002-2003. Cette variation résulte principalement de l'augmentation de la clientèle à l'aide juridique, de l'impact sur les coûts de nouveaux services à facturer prévus pour les avocats de la pratique privée représentant des bénéficiaires de l'aide juridique et enfin de l'augmentation des indemnités versées aux victimes d'actes criminels en raison de la hausse de la clientèle.

L'écart entre le budget de dépenses 2002-2003 et la dépense probable est principalement attribuable au financement en cours d'exercice du versement d'honoraires spéciaux aux avocats dans le cadre de procès reliés au crime organisé, à l'application d'un jugement concernant les honoraires exigibles à l'aide juridique lorsque plusieurs enfants d'une même famille doivent être protégés, à l'impact du nouveau tarif pour les avocats de la pratique privée qui reçoivent des mandats d'aide juridique et à l'effet de croissance du volume d'activités à l'aide juridique et particulièrement à l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	35 921,6	19 492,0
Prêts, placements et avances	39,1	39,1

Le budget d'investissements 2003-2004 s'établit à 36,0 M\$. Ce budget d'investissements sera consacré principalement à la continuation de la mise à niveau technologique du Ministère, à la réalisation de la phase 2 des travaux requis pour le développement d'un système intégré d'information de justice (SIIJ) ainsi qu'au développement et à l'implantation de certaines applications prévues au SIJJ et requises à court terme, et ce, dans le cadre du plan d'accélération des investissements publics et enfin, à la poursuite des projets de développement de systèmes au Bureau des infractions et amendes.

LES FONDS SPÉCIAUX

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	4 817,0	4 280,9
Dépenses	5 870,7	3 680,9
Excédent (déficit)	(1 053,7)	600,0
Investissements	8,0	8,0
Effectif (ETC)	5	5

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels est dédié à subventionner principalement les centres d'aide aux victimes d'actes criminels. Ses revenus proviennent des amendes compensatoires perçues en vertu du Code criminel et des contributions pénales. Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels peut aussi recevoir une part des sommes d'argent résultant de la lutte aux produits de la criminalité ainsi qu'une subvention du Ministère, notamment en provenance de la nouvelle suramende pénale. Par ailleurs, le déficit d'exercice de 1,1 M\$ est compensé par le surplus accumulé du Fonds, ce qui permet de procéder dès 2003-2004 à l'expansion des réseaux des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).

Le Fonds des registres

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	28 709,2	28 355,6
Dépenses	27 484,1	25 658,9
Excédent (déficit)	1 225,1	2 696,7
Investissements	9 370,0	5 552,2
Effectif (ETC)	123	111

Le Fonds des registres assure le financement de l'ensemble des activités reliées à la publicité des droits personnels et réels mobiliers, des enregistrements officiels ainsi que des services de certification de l'Infrastructure à clés publiques gouvernementale (ICPG). Les revenus du Fonds proviennent des frais chargés pour ces services ainsi que de l'affectation de crédits du Ministère pour le Registre des lobbyistes.

En 2003-2004, les investissements sont plus importants qu'au cours de la dernière année en raison d'un projet de « microtisation » de certaines applications du Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM).

La prévision des revenus 2003-2004 considère que les revenus provenant de droits à inscrire au RDPRM ont pratiquement atteint leur vitesse de croisière. La hausse des dépenses est attribuable à une augmentation générale des prix, à l'achèvement de la dotation des postes du RDPRM, à l'amortissement afférent des équipements et des développements informatiques ainsi qu'aux opérations pour une année complète des lignes d'affaires ajoutées au cours de l'exercice 2002-2003, soit l'ICPG et le Registre des lobbyistes.

De même, l'augmentation des effectifs est attribuable à l'ajout de ces deux lignes d'affaires qui sont maintenant intégrées au Fonds des registres.

RÉGIONS

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le ministère des Régions a pour mission de susciter et soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État, ainsi que d'assurer la cohérence et l'harmonisation des actions gouvernementales touchant le développement local et régional.

Le Ministère concentre son action sur sept fonctions de base, autour desquelles gravitent l'ensemble de ses activités :

- Fonction « vigie » : observer, acquérir et diffuser les connaissances concernant les tendances en matière de développement local et régional et les caractéristiques spécifiques à chacune des régions ainsi que leur état de développement;
- Fonction « conception et planification » : élaborer des orientations, politiques, programmes, stratégies et mesures en matière de développement local et régional;
- Fonction « conseil » : fournir au gouvernement des avis et des conseils sur toute question relative au développement local et régional et collaborer à l'élaboration des politiques et stratégies initiées par d'autres ministères et organismes;
- Fonction « concertation et coordination » : accompagner et soutenir les intervenants du milieu dans leur fonction de concertation pour planifier et réaliser les priorités de développement, et coordonner l'action des représentants des ministères et organismes gouvernementaux dans la perspective d'une meilleure harmonisation des interventions gouvernementales en développement local et régional;
- Fonction « gestion de mesures » : mettre en œuvre, directement ou par le biais de délégations auprès des partenaires locaux et régionaux, des mesures adaptées aux particularités régionales ainsi qu'attribuer, payer et effectuer un suivi des mesures, directement ou par le biais de délégations auprès des partenaires locaux et régionaux;
- Fonction « reddition de comptes » : fixer des objectifs et mesurer l'atteinte des résultats de même que rendre compte de l'action du Ministère et de ses partenaires à l'Assemblée nationale;
- Fonction « administration » : gérer les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles du Ministère.

Les principaux partenaires

Pour réaliser sa mission, le Ministère accompagne et soutient l'action des intervenants locaux et régionaux dans la prise en charge du développement de leur milieu. Il délègue, dans le cadre d'ententes de gestion, des responsabilités à ses partenaires en y rattachant les ressources correspondantes. Ces intervenants locaux et régionaux sont regroupés au sein d'organismes autonomes composés de gens du milieu.

Les principaux partenaires mis à contribution pour la réalisation de la mission du Ministère, à l'exception des régions de Montréal et de Laval qui relèvent de la responsabilité du ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole et de la région de la Capitale-Nationale qui relève du ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale, sont les suivants : la municipalité régionale de comté

(MRC) ou son équivalent; le centre local de développement (CLD); le conseil régional de développement (CRD).

Le Ministère est, de plus, en contact étroit avec les associations et groupements nationaux liés au développement des régions, soit principalement : l'Association des centres locaux de développement du Québec; l'Association des régions du Québec (ARQ) inc., la Table Québec-régions et Solidarité rurale. Le ministère des Régions préside également la Conférence administrative régionale (CAR).

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

L'année 2002-2003 a été caractérisée par une vaste opération de mobilisation et de réflexion qui a amené le gouvernement et les milieux régionaux à convenir ensemble des priorités d'action pour les trois prochaines années lors du Rendez-vous national des régions qui s'est tenu à Québec en novembre 2002. Ces priorités ont été consignées dans un Plan d'action Québec-Régions qui a été adopté à l'issue des travaux du Rendez-vous national des régions par l'ensemble des participants. Sur la base de ce plan d'action, le Ministère est à compléter actuellement son plan stratégique 2003-2006.

Sans préjuger du libellé final des orientations et objectifs du plan stratégique en voie d'élaboration, on peut dégager deux grandes orientations qui guideront les choix budgétaires du Ministère pour 2003-2004 :

- Agir sur un développement optimal de chacun des territoires qui tient compte de leurs besoins et de leurs potentialités;
- Renforcer le partenariat avec les milieux locaux et régionaux.

Orientation 1 : Agir sur un développement optimal de chacun des territoires qui tient compte de leurs besoins et de leurs potentialités

POLITIQUES ET STRATÉGIES PARTICULIÈRES DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

La Politique de soutien au développement local et régional met à la disposition des milieux locaux et régionaux des outils de base pour qu'ils prennent en charge le développement de leur territoire. Il est toutefois nécessaire que l'État assure le développement optimal de chacune des régions et qu'il favorise l'équité et l'égalité des chances à l'égard des milieux qui sont aux prises avec des difficultés socio-économiques plus marquées. C'est en ce sens que le Ministère a mis en place certaines politiques et stratégies particulières, dans le cadre desquelles il assume un rôle de leader et de coordination. Ainsi, le Ministère entend allouer en 2003-2004, 45,1 M\$ à la Stratégie de développement économique des régions ressources, 102 900 \$ pour le Plan de relance de la MRC du Bas-Richelieu, 6,6 M\$ pour le Plan de relance de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et 17,1 M\$ pour la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité. De plus, dans la foulée du Plan d'action Québec-Régions découlant du Rendez-vous national des régions, des budgets additionnels totalisant 42,0 M\$ sont alloués à deux nouvelles mesures, soit 17,0 M\$ à un fonds de soutien aux projets Action concertée de coopération régionale de développement (ACCORD) et 25,0 M\$ à un programme d'interventions et de modulations régionales.

Objectif :	Assurer la mise en œuvre et le suivi de la Stratégie de développement économique des régions ressources, du Plan de relance de la MRC du Bas-Richelieu et du Plan de relance de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
------------	---

Indicateur de résultat :	<p>Production de bilans trimestriels qui contiennent des informations sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> — La fréquence et le taux de participation des membres aux rencontres des comités régionaux; — Le nombre de mesures et de projets mis en œuvre / nombre de mesures et projets annoncés dans le budget; — Le nombre d'emplois créés ou maintenus; — Le nombre d'entreprises créées ou consolidées; — Le montant des investissements générés et effet levier.
Actions envisagées :	<p>Présider les travaux des Comités régionaux de coordination et du Comité national de suivi de la Stratégie de développement économique des régions ressources.</p> <p>Effectuer un suivi des politiques et stratégies par la production de rapports périodiques et, au besoin, formuler des recommandations.</p>
Objectif :	Assurer la mise en œuvre et le suivi de la Politique nationale de la ruralité.
Indicateur de résultat :	Production de bilans, sur une base trimestrielle, sur les 91 pactes ruraux et plans d'action qui en découlent.
Actions envisagées :	<p>Présider le Comité des partenaires de la ruralité.</p> <p>Instaurer, en collaboration avec les partenaires, des mécanismes de suivi et de reddition de comptes.</p> <p>Faire la promotion de la nouvelle politique et accompagner les intervenants en région (formation et information).</p> <p>Coordonner les interventions des ministères sectoriels au central et en région.</p> <p>Inviter les ministères à moduler leurs programmes et mesures et s'assurer du respect de leurs engagements.</p>
Objectif :	S'assurer de la mise en œuvre et du suivi de la Politique de développement du Nord-du-Québec.
Indicateur de résultat :	Élaboration d'un plan de mise en œuvre et dépôt, d'ici décembre 2003, du plan d'action.
Actions envisagées :	<p>Favoriser le développement des télécommunications dans les secteurs de la Baie-James et du Nunavik.</p> <p>Impliquer la CAR du Nord-du-Québec dans l'élaboration d'un plan d'action (mesures budgétaires et non budgétaires) visant la mise en œuvre de la Politique et ce, en prenant en compte le contexte établi avec la signature de l'Entente Cris-Québec.</p>

Objectif :	Concevoir et mettre en œuvre des projets ACCORD dans toutes les régions pour assurer leur développement.
Indicateur de résultat :	Sur la base des 14 « ACCORD 1 » signés avant avril 2003, conclure 14 « ACCORD 2 » d'ici avril 2004.
Actions envisagées :	Associer les partenaires du milieu et les ministères et organismes gouvernementaux à la conception et la mise en œuvre des « ACCORD 2 ». Effectuer un suivi de la mise en œuvre des « ACCORD 2 » par la production de rapports périodiques et, au besoin, formuler des recommandations (nombre de projets, d'ententes, montant des investissements consentis, etc.).

Orientation 2 : Renforcer le partenariat avec les milieux locaux et régionaux

AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES CLD

Le Ministère mise sur l'action des CLD pour soutenir l'entrepreneursip local. Il reconnaît à cet égard la nécessité de leur fournir d'une part un cadre d'intervention adapté à leurs besoins et d'accroître d'autre part leur expertise en entrepreneursip. Le Ministère veut également consentir des efforts pour accroître la notoriété des CLD auprès des différentes communautés d'affaires et des ministères et organismes gouvernementaux. Afin qu'ils réalisent leur mandat, le Ministère leur alloue un budget de 46,5 M\$.

Objectif :	Soutenir le développement dans les CLD, d'expertises, de connaissances, d'outils et de mesures financières en matière d'entrepreneursip local.
Indicateur de résultat :	Nombre de partenariats avec des organismes et centres universitaires : conclusion, d'ici avril 2005, de nouveaux partenariats en entrepreneursip avec six organismes et centres universitaires œuvrant dans le secteur.
Actions envisagées :	Consulter les CLD pour connaître et répondre aux besoins en matière d'expertises, de connaissances, d'outils et de mesures en entrepreneursip local. Établir des relations avec les organismes et les centres universitaires dédiés à l'entrepreneursip local pour développer l'expertise des CLD.

Objectif :	Améliorer les processus de gestion dans une optique de simplification et de stabilisation de leur source de revenus.
Indicateur de résultat :	Signature, en 2003-2004, d'ententes de gestion simplifiées avec tous les CLD.
Action envisagée :	Consulter les CLD pour connaître et répondre aux besoins en matière de simplification des processus de gestion.

Objectif :	Produire un bilan annuel des CLD et réaliser des évaluations de leurs actions.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de CLD évalués conjointement par le Ministère et les MRC : évaluation conjointe de tous les CLD.</p> <p>Nombre de CLD qui ont produit un bilan annuel : 100 % des CLD.</p>
Actions envisagées :	<p>Convenir des paramètres du bilan annuel avec les CLD.</p> <p>Réaliser avec les MRC l'évaluation des CLD, tel que prévu dans l'entente de gestion.</p>

ACCENTUATION DU RÔLE DES CRD COMME INTERLOCUTEURS PRIVILÉGIÉS AUPRÈS DU GOUVERNEMENT

La Politique de soutien au développement local et régional confie aux CRD une responsabilité de concertation des intervenants en région et de planification dans l'élaboration des stratégies régionales de développement. Dans cette perspective, le Ministère veut appuyer les CRD en invitant les divers ministères et organismes gouvernementaux à mieux reconnaître le rôle des CRD comme interlocuteurs privilégiés du gouvernement en région. Afin qu'ils réalisent leur mandat, le Ministère leur alloue un budget de 25,4 M\$.

Objectif :	Soutenir les CRD dans la réalisation et la révision des plans stratégiques dans le respect des échéanciers.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de CRD qui ont reçu les attentes du ministre face au plan stratégique régional : tous les CRD dont les plans seront parvenus à échéance.</p> <p>Renouvellement des deux plans stratégiques venant à échéance d'ici avril 2004, en vue de renouveler l'ensemble des plans stratégiques qui viendront à échéance d'ici avril 2005.</p>
Actions envisagées :	<p>Signifier les attentes du Ministère quant au contenu essentiel que doit contenir chacun des plans stratégiques régionaux.</p> <p>Assurer la collaboration des CAR pour les travaux préparatoires.</p> <p>Obtenir un avis de chacune des CAR sur les planifications stratégiques régionales.</p>

Objectif :	Négocier et conclure avec les CRD les ententes cadres de développement, les plans d'action et les ententes spécifiques, dans le respect des échéanciers.
Indicateurs de résultat :	<p>Renouvellement des deux ententes cadres qui viendront à échéance d'ici avril 2004.</p> <p>Nombre de régions avec des plans d'action en vigueur et intervalle de temps entre l'adoption de l'entente cadre et l'adoption du plan d'action : conclusion ou renouvellement de tous les plans d'action d'ici 2005 dans le respect des échéanciers.</p>

	<p>Nombre d'ententes spécifiques par région : conclusion annuelle d'un minimum de 30 ententes spécifiques.</p>
Actions envisagées :	<p>Coordonner les travaux des CAR pour la négociation et la conclusion des ententes cadres de développement.</p> <p>Coordonner les travaux des CAR pour la négociation et la conclusion des plans d'action.</p> <p>Convenir avec les CRD d'un mécanisme de suivi des plans d'action.</p> <p>Coordonner au sein de l'appareil gouvernemental le processus menant à la signature des ententes spécifiques.</p>
Objectif :	Accroître, dans les unités centrales des ministères et organismes gouvernementaux, la connaissance et l'utilisation des ententes cadres de développement et des ententes spécifiques comme outils privilégiés de régionalisation.
Indicateurs de résultat :	<p>Dépôt du rapport contenant un état de situation du processus de conclusion des ententes spécifiques et des recommandations : dépôt du rapport d'ici avril 2004.</p> <p>Nombre de ministères et organismes gouvernementaux rencontrés et sensibilisés : sensibilisation de trois ministères annuellement sur les outils de régionalisation.</p>
Actions envisagées :	<p>Rencontrer les ministères et organismes gouvernementaux pour leur faire connaître le contenu des ententes cadres de développement et des plans d'action.</p> <p>Améliorer le processus de conclusion des ententes spécifiques.</p> <p>Assurer auprès des ministères et organismes gouvernementaux, la promotion de l'entente spécifique comme outil de régionalisation.</p>
Objectif :	Réaliser un bilan annuel des CRD.
Indicateur de résultat :	Nombre de CRD qui ont produit un bilan annuel, sur la base des paramètres convenus avec les CRD en 2002-2003.
Action envisagée :	Produire en 2003-2004 le premier bilan annuel des CRD sur la base des nouveaux paramètres retenus.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

En 2002-2003, le Ministère a mené des travaux qui s'inscrivent dans l'orientation « Renforcer le partenariat avec les milieux locaux et régionaux ». À cet effet, le Ministère, en collaboration avec le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, le Bureau de la Capitale-Nationale et l'ARQ, a réalisé le bilan des activités du Fonds de développement régional (FDR) pour la période comprise entre le 1er avril 1998 et le 31 octobre 2000.

De plus, une analyse de la gestion des fonds et du portefeuille des CLD, plus spécifiquement le Fonds local d'investissement (FLI), a été réalisée à l'externe.

En 2003-2004, le Ministère amorcera les travaux préparatoires à la réalisation du rapport triennal (2001-2003) des activités portant sur l'atteinte des objectifs poursuivis par les CLD.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Mesures de soutien au développement local et régional	218 345,4	20 896,3	197 449,1	163 454,6
Total	218 345,4	20 896,3	197 449,1	163 454,6
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	177	—	177	—

Note : Le programme « Mesures de soutien au développement local et régional » comporte une provision qui permet des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ce programme, la dépense probable est diminuée de 41,0 M\$ en raison de tels virements.

Programme 1 : Mesures de soutien au développement local et régional

Le budget de dépenses 2003-2004 du Ministère s'établit à 218,3 M\$, ce qui représente une augmentation de 20,9 M\$ par rapport à 2002-2003. L'écart s'explique essentiellement par les variations suivantes :

- Des crédits additionnels totalisant 42,0 M\$ serviront à la mise en œuvre de deux nouvelles mesures, soit : le Fonds de soutien aux projets ACCORD pour un montant de 17,0 M\$ et le programme d'interventions et de modulations régionales pour un montant de 25,0 M\$. Ces nouvelles mesures traduisent concrètement les engagements pris dans le cadre du Plan d'action Québec-Régions à cet effet;
- De plus, des sommes additionnelles de 9,2 M\$ permettent de consolider le budget des dépenses dédiées aux CLD, d'étendre à trois MRC des régions de l'Outaouais et des Laurentides les mesures identifiées dans la Stratégie de développement économique des régions ressources et d'augmenter les crédits dédiés au Plan de relance de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;
- En contrepartie, les crédits du Ministère diminuent d'un montant de 30,3 M\$, dont une somme de 19,9 M\$ est reliée à l'évolution prévue des budgets affectés à la mise en œuvre de la Stratégie de développement économique des régions ressources. Certaines mesures, comme le Fonds régional de solidarité qui s'est terminé en 2002-2003 et le Plan de relance de la MRC du Bas-Richelieu, qui se terminera en 2003-2004, expliquent également cette diminution.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	620,0	620,0
Prêts, placements et avances	31 443,7	32 243,7

La diminution du budget alloué aux Prêts, placements et avances est attribuable à une réduction de 80 000 \$ annoncée dans la Stratégie de développement économique des régions ressources.

LES FONDS SPÉCIAUX**Le Fonds de développement régional**

	PRÉVISIONS	PROBABLES
	2003-2004	2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	42 018,4	17 206,0
Dépenses	42 018,4	17 206,0
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	-	-
Effectif (ETC)	4	4

Le FDR permettait en 2002-2003 uniquement le financement des mesures dans le cadre des ententes spécifiques et des projets structurants ayant un rayonnement régional. À partir de 2003-2004, le FDR constituera une enveloppe intégrée. Cette enveloppe intégrée permettra aux CRD d'intervenir selon les besoins et les priorités établis en région. Ils pourront ainsi financer les interventions prévues dans le cadre d'ententes spécifiques, de projets structurants, d'études ou de travaux de recherche dont notamment ceux préalables à la mise en place des ACCORD, les dépenses de fonctionnement de même que celles liées à leur mandat de concertation régionale et, enfin, les dépenses de regroupement au sein de l'ARQ.

Le montant des versements prévus en 2003-2004 est constitué des sommes résiduelles au FDR initial (1998-2002) qui n'ont pas été versées ou engagées et de la nouvelle enveloppe de 31,1 M\$ annuellement accordée aux CRD lors du Rendez-vous national des régions.

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration recrute et sélectionne des candidats à l'immigration et favorise l'intégration harmonieuse des immigrants au sein de la société québécoise. Il fait la promotion de l'ouverture à la diversité et soutient l'exercice des droits démocratiques. Par l'édition et la diffusion d'une information gouvernementale de qualité et par la gestion de l'état civil, il contribue à la simplification et à la qualité des relations entre les citoyens et l'État et assure l'intégrité de l'identité des citoyens. Le Ministère a un mandat de coordination gouvernementale en matière d'accès à l'information, de protection des renseignements personnels et d'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens.

Le ministre est responsable des organismes suivants :

- La Commission d'accès à l'information : veille à l'application des lois sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels que détiennent l'administration publique et le secteur privé;
- L'Office de la protection du consommateur : favorise la reconnaissance et le respect des droits des consommateurs;
- La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse : assure la protection et la promotion des droits et des libertés de la personne ainsi que l'intérêt de l'enfant et des droits qui lui sont reconnus, veille à l'accès à l'égalité en emploi dans divers organismes publics ou privés;
- Le Conseil des relations interculturelles : conseille le ministre sur des questions relatives aux relations interculturelles et à l'intégration des personnes immigrantes;
- Le Curateur public du Québec :
 - La protection : veille à la protection de citoyens inaptes par des mesures adaptées à leur état et à leur situation, s'assure que toute décision relative à leur personne ou à leurs biens est prise dans leur intérêt, le respect de leurs droits et la sauvegarde de leur autonomie, informe la population et les intervenants et les sensibilise aux besoins de protection découlant de l'incapacité;
 - L'administration provisoire des biens non réclamés : administre provisoirement des biens non réclamés et s'assure, par une recherche active, qu'ils seront remis à leurs propriétaires ou aux ayants droit ou, à défaut, à l'État.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le budget de dépenses 2003-2004 du portefeuille est de 208,7 M\$ dont 143,8 M\$ sont alloués au Ministère et 64,9 M\$ aux organismes qui relèvent du ministre. La somme allouée au Ministère vise à supporter les quatre choix budgétaires suivants :

- La promotion du Québec à l'étranger et la sélection des immigrants;
- L'intégration des immigrants et l'occupation dynamique du territoire;

- Les relations avec les citoyens et la gestion de l'identité;
- La coordination gouvernementale des mandats qui relèvent du Ministère.

Les choix budgétaires du ministère et des organismes relevant du ministre touchent certaines orientations de leurs plans stratégiques, tel qu'indiqué ci-après.

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

(Plan stratégique 2001-2004)

Orientation 1 : Augmenter les volumes d'admissions en fonction des besoins et des objectifs du Québec et hausser l'immigration francophone, tout en maintenant les exigences socio-économiques

PROMOTION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET SÉLECTION DES IMMIGRANTS

Le budget de base des activités liées à cette orientation est de 12,7 M\$. La formule de crédit au net, qui permet de récupérer une part de la tarification associée au traitement des demandes d'immigration, sera utilisée pour financer la mise en œuvre de la planification triennale des niveaux d'immigration.

Objectif :	Atteindre les volumes totaux d'admissions inscrits à la planification triennale de l'immigration 2001-2003 (l'atteinte de cet objectif s'accompagne d'exigences relatives à la connaissance du français et aux compétences professionnelles des candidats).
Indicateur de résultat :	Volume total d'admissions des immigrants.
	Cible 2003-2004 : entre 40 100 et 43 700.
	Résultat : 37 537 en 2001; 37 619 en 2002 (données préliminaires).
Actions envisagées :	Délivrer 40 610 certificats de sélection du Québec en 2003 dans les catégories soumises à la sélection du Québec, dont 38 310 à des candidats sélectionnés en vertu de leur apport économique, soit les travailleurs et les gens d'affaires.
	Diversifier les bassins de sélection des travailleurs par des activités ciblées de promotion et de recrutement, notamment en Europe et en Amérique latine.

Orientation 2 : Intensifier les efforts d'établissement des immigrants en région

Orientation 3 : Soutenir activement l'intégration socio-économique, linguistique et culturelle des nouveaux arrivants

INTÉGRATION DES IMMIGRANTS ET OCCUPATION DYNAMIQUE DU TERRITOIRE

Le Ministère entend consacrer 69,2 M\$ à l'intégration des immigrants et à l'occupation dynamique du territoire. Ces dépenses sont financées par la compensation versée en vertu de l'*Accord Canada-Québec sur l'immigration et l'admission temporaire des aubains*.

Objectif – Orientation 2 : Faire passer de 13 % (12 000 entre 1998 et 2000), à 25 % (28 000 de 2001 à 2003), la proportion et le nombre des immigrants admis annuellement qui s'établissent à l'extérieur de la région métropolitaine de Montréal (RMM).

Indicateur de résultat : Nombre et proportion d'immigrants admis en 2002 et établis hors de la RMM en janvier 2004.

Cible 2003-2004 : entre 10 000 et 11 250 (25 %) immigrants.

Résultats : 4 106 (15 %) admis en 2000 et établis hors RMM en janvier 2002;
4 925 (16,9 %) admis en 2001 et établis hors RMM en janvier 2003 (données provisoires).

Action envisagée : Mettre en œuvre le plan d'action *Horizon 2005 Un Québec fort de ses régions*, annoncé au *Rendez-vous national des régions*, visant à accroître la contribution de l'immigration à l'occupation dynamique du territoire.

Objectif – Orientation 3 : D'ici à 2004, porter à 82 % le taux de présence des immigrants au Québec.

Indicateur de résultat : Taux de présence des immigrants au Québec.

Cible 2003-2004 : 81 % des immigrants admis en 2002 et présents au Québec en janvier 2004.

Résultats : 81 % admis en 2000 et présents au Québec en janvier 2002;
81,2 % admis en 2001 et présents au Québec en janvier 2003 (données provisoires).

Action envisagée : Renforcer les mesures d'accueil et d'aide à l'établissement en assurant un meilleur continuum des interventions, de l'accueil à l'aéroport à la tenue de cérémonies de bienvenue, en passant par les services d'intégration sociale, économique et linguistique.

Orientation 7 : Diffuser une information gouvernementale de qualité, structurée et accessible selon le mode de communication au choix du citoyen

Orientation 8 : Simplifier les démarches du citoyen auprès de l'État, en partenariat avec les ministères et organismes, dans le respect de la sécurité et de la protection des renseignements personnels

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET GESTION DE L'ÉTAT CIVIL

Le Ministère consacrera 91,8 M\$ pour assurer la continuité des opérations de ce secteur dont la promotion de relations civiques et interculturelles harmonieuses, la diffusion d'une information gouvernementale de qualité, la simplification des démarches des citoyens auprès de l'État et la gestion de l'état civil. De cette somme, 69,7 M\$ seront financés par des revenus générés par le Fonds de l'information gouvernementale (53,2 M\$) et le Fonds de l'état civil (16,5 M\$).

Objectif – Orientation 7 : Faire en sorte que l'information gouvernementale soit accessible et adaptée aux particularités régionales.

Indicateurs de résultat : Proportion des appels rejetés faute de lignes libres.

Proportion des appels qui ont obtenu une réponse en moins de 90 secondes.

Cible 2003-2004 : Au fur et à mesure de l'implantation du nouveau système téléphonique : 5 % des appels rejetés faute de lignes libres; 80 % des appels obtiennent une réponse en moins de 90 secondes.

Résultat région métropolitaine de Montréal, de 2000-2001 à 2001-2002 : appels rejetés faute de lignes libres : de 41 % à 12 %; appels ayant obtenu une réponse en moins de 90 secondes : de 83 % à 85 %.

Action envisagée : Achever la refonte du système téléphonique de Communication-Québec de façon à doter tous les bureaux d'un système qui fonctionne en réseau.

Objectif – Orientation 8 : Rendre disponible le Service québécois de changement d'adresse (SQCA) selon le mode d'accès au choix du citoyen.

Indicateur de résultat : SQCA accessible selon le mode d'accès au choix du citoyen.

Cible 2003-2004 : Accès par Internet et dans les 25 bureaux de Communication-Québec.

Actions envisagées : Revoir l'infrastructure technologique et l'organisation du travail, former les préposés aux renseignements, conclure des ententes de partenariat avec trois ministères et trois organismes.

Objectif – Orientation 8 : Améliorer les pratiques sécuritaires liées à la délivrance et à l'utilisation des documents de l'état civil.

Indicateur de résultat : Degré de réalisation de l'action envisagée.

Action envisagée : Améliorer les systèmes informatiques en considérant les besoins des partenaires en vue de renforcer l'accès sécuritaire aux données de l'état civil.

Orientation 6 : Faciliter l'accès aux documents des organismes publics tout en assurant la confidentialité et la protection des renseignements personnels

Orientation 9 : Fournir aux ministères et organismes une expertise quant à la connaissance des besoins des citoyens en matière de prestation des services d'information

COORDINATION GOUVERNEMENTALE

Une somme de 1,9 M\$ sera allouée à la coordination gouvernementale en matière d'accès aux documents des organismes publics, de protection des renseignements personnels et de connaissance des besoins des citoyens en matière de prestation de services.

Objectif – Orientation 6 : Soutenir les ministères et les organismes désignés dans l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1).

Indicateur de résultat : Degré de réalisation des actions envisagées.

Actions envisagées : Préparer la révision législative et soutenir les ministères et les organismes dans l'implantation des modifications législatives.

Objectif – Orientation 9 : D'ici à mars 2004, en partenariat avec les principaux agents de la modernisation de l'État, accroître l'expertise à portée gouvernementale sur les besoins et le degré de satisfaction des citoyens à l'endroit des services d'information sous diverses formes et de la prestation de services.

Indicateur de résultat : Degré de réalisation des actions envisagées.

Actions envisagées : Faire évoluer la vision gouvernementale en matière de prestation de services aux citoyens en tenant compte de leurs attentes, actualiser le *Plan d'action gouvernemental d'amélioration des services aux citoyens* et poursuivre l'élaboration d'outils visant à soutenir les ministères et les organismes dans l'amélioration de la qualité de leurs services.

COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION (*Plan stratégique 2001-2003*)

Orientation 1 : Accroître la performance de la Commission afin de permettre l'exercice des droits d'accès à l'information et de protection des renseignements d'une façon plus efficace, plus efficiente et plus économique

RÉVISION ET EXAMENS DE MÉSENTENTES ET DE PLAINTES RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS

La Commission consacrera une partie de son budget de 4,2 M\$ à améliorer les services relatifs aux demandes de révision et d'examens de mécontentes et de plaintes.

Objectif : Rendre les décisions concernant les demandes de révision et d'examens de mécontentes et de plaintes dans un délai inférieur à un an, à l'exclusion de celles ayant fait l'objet d'une remise à la demande des parties concernées.

Indicateurs de résultat : Proportion des décisions rendues dans un délai inférieur à un an.

Cible 2003-2004 : 75 % des demandes, à l'exclusion de celles ayant fait l'objet d'une remise à la demande des parties concernées.

Action envisagée : Mise en place d'un système de suivi des diverses étapes de traitement.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR (*Plan stratégique 2001-2004*)

Orientation 2 : Appuyer les consommateurs par de l'information et de l'éducation

Orientation 3 : Modernisation de l'Office de la protection du consommateur

SERVICES EFFICACES ET ADAPTÉS AUX BESOINS DES CONSOMMATEURS

L'Office consacrera une partie de son budget de 8,2 M\$ à l'amélioration de l'accessibilité des services.

Objectif – Orientation 2 : Accroître l'accessibilité des services à la clientèle.

Indicateurs de résultat : Nombre d'appels traités.

Cible 2003-2004 : Augmentation de 10 % du nombre d'appels traités (de 256 017 en 2001-2002 à 281 618 en 2003-2004).

Nombre de semaines où la réponse vocale interactive et le site Internet donnent accès à de l'information en tout temps.

Cible 2002-2004 : 52 semaines par année.

Actions envisagées : Implanter une nouvelle centrale téléphonique et réviser l'organisation du travail.

Objectif – Orientation 3 : Réviser l'encadrement législatif, réglementaire et normatif en matière de protection des consommateurs.

Indicateur de résultat : Date de dépôt au ministre responsable d'un document d'orientations générales.

Cible 2003-2004 : 31 mars 2004.

Actions envisagées : Consulter les associations de consommateurs et de commerçants ainsi que les ministères et les organismes concernés et préparer un document d'orientation.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (*Plan stratégique 2001-2004*)

Orientation 1 : Assurer le développement des interventions de la Commission ayant une portée collective ou un effet structurant

RECOURS ACCESSIBLES ET EFFICACES CONTRE LES ATTEINTES AUX DROITS

La Commission consacrera une partie de son budget de 13,3 M\$ à l'amélioration des délais de traitement des enquêtes.

Objectif : Réaliser les mandats d'enquête dans les délais prévus.

Indicateurs de résultat :	Proportion d'enquêtes - Charte : traitées dans un délai de 15 mois;
	Proportion d'enquêtes - Jeunesse : traitées dans un délai de 6 mois.
	Cible 2003-2004 : Enquêtes - Charte : 100 %; Enquêtes - Jeunesse : 100 %
Actions envisagées :	Réviser les processus internes, mettre en place des comités consultatifs chargés d'orienter le déroulement de certaines enquêtes, produire des aide-mémoire à l'usage du personnel et mettre en place un plan de développement des ressources humaines.

CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES (*Plan stratégique 2001-2004*)

Orientation 12 : Faciliter l'intégration, la représentativité et l'avancement des immigrants et des membres des minorités ethnoculturelles ou visibles à la société québécoise

CONSEILS AU MINISTRE TOUCHANT L'IMMIGRATION, L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS ET LA PRISE EN COMPTE DE LA DIVERSITÉ

Le Conseil consacrerait la majorité de son budget, soit 0,7 M\$, à la mise en œuvre de cette orientation.

Objectif :	Conseiller le ministre sur les problématiques touchant l'immigration, l'intégration des nouveaux arrivants et la prise en compte de la diversité dans tous les secteurs de la société québécoise.
Indicateur de résultat :	Proportion de recommandations prises en compte par les pouvoirs publics.
	Cible 2003-2004 : entre 25 % et 30 % des recommandations.
Actions envisagées :	Produire et diffuser des avis, des études et des mémoires sur : les niveaux d'immigration pour 2004-2006, la gestion de la diversité religieuse, les femmes immigrantes issues des minorités (conjointement avec le Conseil du statut de la femme) et les jeunes des minorités; mesurer l'impact de ces travaux.
	Établir des partenariats avec d'autres conseils ou organismes afin d'élargir la portée et l'ampleur des recherches exigées pour ces travaux.

CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC (*Plan stratégique 2001-2004*)

Le Curateur public poursuit l'importante réforme amorcée en 1999. Les choix des premières années ont été faits dans un contexte d'urgence et de gestion de crise. L'organisme doit désormais pouvoir compter sur une organisation stable et performante afin de réaliser pleinement ses missions. Les orientations et les objectifs énoncés ici s'appuient sur le plan stratégique 2001-2004 mais un nouveau plan pourrait être déposé au cours des prochains mois pour mieux tenir compte des réalisations.

Orientation 10 : Adapter les services aux besoins des personnes inaptes

PROTECTION DES PERSONNES INAPTES

Dans ce domaine, le Curateur public prévoit dépenser plus de 24 M\$ dont 23,1 M\$ en crédits votés et 0,8 M\$ en crédits renouvelables.

Dans la première phase de la réforme, la priorité de l'organisme a été le volet de sa mission qui a trait à la protection des personnes. Cela s'est fait notamment par la professionnalisation de l'effectif offrant des services directs aux quelque 11 000 personnes qu'il représente ainsi que par une présence accrue en région. Tout en poursuivant ces efforts, l'ajout de ressources consenti pour 2003-2004 permettra d'accélérer la réalisation du plan d'amélioration de la gestion du patrimoine des personnes représentées.

Objectif : Établir avec rigueur le patrimoine à administrer de toute personne qui commence un régime public 60 jours ou moins après la réception du jugement d'ouverture.

Indicateur de résultat : Délai de production des bilans d'ouverture.

Cible 2003-2004 : 60 jours.

Objectif : Assurer la gestion des dépenses courantes et l'administration du patrimoine de manière à satisfaire les besoins de la personne protégée en tenant compte de sa capacité financière et de ses obligations.

Indicateur de résultat : Degré de réalisation des actions envisagées.

Actions envisagées : Contacter périodiquement les usagers, développer des collaborations, réviser les politiques et les processus en matière de gestion des patrimoines.

Orientation 11 : Assurer une gestion efficiente des biens non réclamés

ADMINISTRATION PROVISOIRE DES BIENS NON RÉCLAMÉS

Le financement de cette mission se fera par le biais des crédits renouvelables, estimés à 5,4 M\$.

Le Curateur public doit administrer provisoirement plusieurs catégories de biens fort disparates tels les produits financiers non réclamés, les successions non réclamées et les biens sans maître. Tout en poursuivant ses travaux d'amélioration, les efforts porteront aussi, en 2003-2004, sur l'implantation de mécanismes administratifs pour faciliter la récupération des biens non réclamés auprès des détenteurs ainsi que sur l'établissement d'un processus de recherche des ayants droit.

Objectifs : S'assurer que tous les produits financiers non réclamés sont transmis au Curateur public, conformément à la loi.

Procéder à une recherche active, efficace et raisonnable des ayants droit.

Indicateur de résultat : Degré de réalisation des actions envisagées.

Actions envisagées : Poursuivre la recension des détenteurs de produits financiers, instaurer le programme d'inspection des détenteurs, récupérer les produits financiers non réclamés identifiés au cours des inspections, mettre en œuvre la nouvelle stratégie de recherche des ayants droit.

Orientation 12 : Moderniser la gestion de l'institution

SOUTIEN AUX MISSIONS

Dans ce domaine, le budget de dépenses du Curateur public sera de près de 13,4 M\$ en plus de 10 M\$ en immobilisations.

Au cours des dernières années, le Curateur public a d'abord déployé les effectifs supplémentaires pour offrir les services directement reliés à ses deux missions que sont la protection des personnes inaptes et l'administration provisoire de biens non réclamés. Les services de soutien aux missions et les services de gestion n'ont pas été ajustés en conséquence. La consolidation de ces services représente maintenant une condition incontournable à la stabilité de l'organisme et à la pérennité de sa réforme. Les ressources humaines, financières et technologiques doivent en effet agir comme levier pour rendre l'organisation plus performante.

Objectif :	Se doter des ressources humaines, financières et technologiques nécessaires à la réalisation des missions de l'organisme.
Indicateur de résultat :	Degré de réalisation des actions envisagées.
Actions envisagées :	Produire un plan stratégique de main-d'œuvre et un plan de gestion du changement, embaucher et former le personnel. Réviser les politiques et les processus en matière de gestion financière. Poursuivre le développement d'un système informatique fiable, sécuritaire, performant, convivial et ouvert.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Pour l'exercice 2003-2004, le Ministère prévoit examiner les programmes ou services suivants :

- Impact des changements apportés au programme des travailleurs autonomes en 2002;
- Poursuite de l'évaluation des programmes d'allocation aux participants en francisation;
- Analyse d'impact de divers scénarios de modification des allocations aux participants en francisation;
- Bilan de l'implantation de la nouvelle offre de service de francisation à temps partiel;
- Analyse du taux de pénétration de la clientèle rejointe en francisation;
- Révision du programme de soutien à l'insertion à l'emploi et des services offerts dans les carrefours d'intégration dans une optique d'harmonisation avec Emploi-Québec;
- Évaluation des projets pilotes de parrainage et de réseautage de jeunes des minorités visibles.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses 2003-2004 est de 208,7 M\$, soit une augmentation de 1,2 M\$ par rapport à 2002-2003.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Relations avec les citoyens et gestion de l'identité	24 222,5	(779,0)	25 001,5	46 671,5
2. Immigration, intégration et régionalisation	119 551,0	94,0	119 457,0	126 066,7
3. Conseil et organismes de protection relevant du ministre	26 336,1	5,4	26 330,7	27 098,2
4. Curateur public	38 597,3	1 922,7	36 674,6	35 489,6
Total	208 706,9	1 243,1	207 463,8	235 326,0
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	2 205	63	2 142	—

Programme 1 : Relations avec les citoyens et gestion de l'identité

L'enveloppe de ce programme diminue de 0,8 M\$ en 2003-2004. Cette variation résulte essentiellement d'une réorganisation administrative. La dépense probable en 2002-2003 tient compte des coûts relatifs au Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis.

Programme 2 : Immigration, intégration et régionalisation

Le budget de dépenses de ce programme augmente de 0,1 M\$ en 2003-2004. La récurrence des crédits relatifs à l'ajustement de l'*Accord Canada-Québec sur l'immigration et l'admission temporaire des aubains* explique la stabilité du budget de dépenses de ce programme.

Programme 3 : Conseil et organismes de protection relevant du ministre

L'enveloppe de ce programme demeure stable en 2003-2004.

Programme 4 : Curateur public

L'augmentation de 1,9 M\$ de ce programme sera consacrée à l'amélioration des services aux personnes inaptes et à intensifier l'amélioration de la gestion des patrimoines des personnes représentées. Elle servira également à moderniser la gestion du Curateur public.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	11 902,0	10 148,0
Prêts, placements et avances	193,0	198,0

Le budget d'investissements est principalement utilisé pour le renouvellement du parc informatique ainsi que pour le développement en ressources informationnelles. Pour l'année financière 2003-2004, le Curateur public a obtenu 1,8 M\$ de plus pour la modernisation de son infrastructure technologique.

LES FONDS SPÉCIAUX

Fonds de l'état civil

	PRÉVISIONS 2003-2004 (000 \$)	PROBABLES 2002-2003 (000 \$)
Revenus	16 500,0	17 500,0
Dépenses	16 366,7	14 521,4
Excédent (déficit)	133,3	2 978,6
Investissements	1 452,5	165,0
Effectif (ETC)	134	135

Le Fonds de l'état civil est affecté au financement des biens et des services reliés à l'inscription et à la délivrance de documents en matière d'état civil ou de changement de nom. Le suivi de la réalisation du mandat du fonds s'effectue par le biais d'objectifs quantitatifs et qualitatifs relativement aux services offerts.

Fonds de l'information gouvernementale

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	53 202,4	50 669,1
Dépenses	54 155,9	51 168,0
Excédent (déficit)	(953,5)	(498,9)
Investissements	629,0	2 037,0
Effectif (ETC)	139	139

Le Fonds de l'information gouvernementale offre aux ministères et aux organismes l'expertise conseil et des services dans les domaines de la publicité et du placement média des expositions, des services techniques en audiovisuel, de la traduction multilingue, de l'édition et de la diffusion des publications gouvernementales. Un examen des activités du fonds devrait permettre d'atteindre l'équilibre financier dès 2003-2004.

RELATIONS INTERNATIONALES

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du ministère des Relations internationales (MRI) est de promouvoir et de défendre les intérêts du Québec sur la scène internationale.

Dans l'exercice de cette mission, le Ministère planifie, organise et dirige l'action du gouvernement à l'étranger et coordonne les activités, au Québec, de ses ministères et organismes en matière de relations internationales.

Il élabore et met en œuvre une politique de relations internationales favorisant le rayonnement du Québec et son développement sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social.

Conseiller du gouvernement, de ses ministères et organismes sur toute question ayant trait aux relations internationales, il établit et maintient, avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales, les relations que le gouvernement juge opportunes. Il est responsable des communications officielles du gouvernement avec ces instances.

Le Ministère s'assure en outre du respect de la compétence constitutionnelle du Québec dans la conduite des relations internationales. C'est lui qui veille aux intérêts du Québec lors de la négociation de tout accord international, notamment ceux négociés entre le gouvernement du Canada et un gouvernement étranger ou une organisation internationale et portant sur une matière ressortissant à la compétence constitutionnelle du Québec.

C'est lui qui est chargé de verser l'aide financière gouvernementale à des fins d'aide humanitaire internationale.

La ministre d'État aux Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de l'Observatoire québécois de la mondialisation est en outre responsable de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), de l'Agence Québec-Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ) et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ).

Les activités du Ministère se structurent autour de quatre fonctions principales :

- La fonction politique : Conduite des relations du gouvernement avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales gouvernementales;
- La fonction affaires publiques : Promotion et défense à l'étranger de l'image globale du Québec et sensibilisation des Québécois à la politique internationale du gouvernement;
- La fonction intégration : Coordination au Québec et direction à l'étranger de l'action internationale de l'ensemble du gouvernement et développement de stratégies relatives aux grands enjeux internationaux;
- La fonction gestion : Planification et gestion des processus et des ressources utilisées au Québec et dans le réseau des représentations à l'étranger.

Les clientèles

Conçu avant tout comme une instance-conseil pour agir auprès du gouvernement en matière de relations internationales, le MRI œuvre pour le Premier ministre, les membres du Conseil des ministres et les instances qui leur sont rattachées. Le Ministère exerce aussi ses fonctions auprès des autres ministères et organismes en mettant notamment à leur disposition l'expertise développée relativement à la connaissance des pays et de leurs gouvernements, celle en matière protocolaire ou encore celle en matière de négociations internationales.

Le Ministère administre en outre un certain nombre de programmes à l'intention d'autres clientèles spécifiques avec qui il est en lien direct : les participants aux missions à l'étranger du Premier ministre, les participants aux divers programmes de coopération et d'aide internationale parrainés par le Ministère et les participants au programme de stages dans les organisations internationales. Ces deux derniers programmes s'adressent en particulier à la jeunesse québécoise qui constitue une clientèle importante pour le MRI.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le plan stratégique 2001-2004 du ministère des Relations internationales compte quatre orientations, soit une orientation pour chacune de ses quatre fonctions principales. Ces orientations sont définies de la façon suivante :

Orientation relative à la fonction politique

Se donner accès aux interlocuteurs étrangers dont l'action a un impact sur le Québec, de manière à ce que ses intérêts soient pris en compte aussi bien sur le plan bilatéral que dans les enceintes multilatérales. Cette orientation se développe suivant quatre axes, soit les Amériques, l'Europe, le Multilatéral et la Solidarité.

Orientation relative à la fonction affaires publiques

Promouvoir une perception juste du Québec à l'étranger et sensibiliser l'opinion publique québécoise aux fondements et aux défis de l'action internationale du Québec. Cette orientation se déploie suivant deux axes, le premier visant l'information à l'étranger et le second, l'information au Québec.

Orientation relative à la fonction intégration

Appuyer les ministères et les organismes afin qu'ils assument la dimension internationale de leur mandat et intégrer leur action sectorielle à l'étranger à la politique mise en œuvre par le MRI. Deux axes sont privilégiés, soit celui de la cohésion et celui de l'efficacité.

Orientation relative à la fonction gestion

Poursuivre l'implantation d'une gestion pleinement adaptée aux exigences d'un ensemble international en mutation. Trois axes d'intervention sont particulièrement visés, soit celui des ressources humaines, des ressources informationnelles et celui de la gestion globale.

Les choix budgétaires

Dès la première année de mise en œuvre de son plan stratégique en 2001-2002, le Ministère a effectué certains choix budgétaires exprimant sa volonté de respecter les objectifs et les priorités énoncés dans ce plan. Il a ainsi renforcé de façon significative le réseau des représentations aux États-Unis, augmenté le niveau d'activités au regard du territoire américain et contribué au développement, au Québec, des chaires d'études sur les États-Unis et à celui des études québécoises aux États-Unis. Par ailleurs, il a conservé sa capacité d'agir sur les autres continents en maintenant des ressources importantes à l'ensemble de son réseau de représentations.

Au cours de cet exercice budgétaire, le Ministère a aussi mis sur pied de nouveaux programmes d'actions et en a renforcé certains autres déjà en place. Ainsi, pour mettre en œuvre son objectif de projeter une image positive du Québec à l'étranger, il a mis sur pied un programme d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères et a instauré, de façon formelle, l'approche développée avec le Printemps du Québec à Paris, en soutenant le Bureau des événements du Québec, organisme spécialisé dans l'organisation à l'étranger, d'événements mettant en valeur le Québec et ses diverses réalités.

Au regard de la clientèle jeunesse et plus particulièrement en lien avec son objectif de sensibiliser la jeunesse québécoise au développement international, le Ministère a aussi intensifié les activités du programme Québec sans frontières et a mis sur pied l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse. Il a en outre développé le Programme de stages internationaux au sein des organisations internationales gouvernementales, couplant ainsi à son objectif d'assurer la prise en compte des intérêts du Québec dans l'ensemble des forums multilatéraux, celui de contribuer à la formation de la jeunesse québécoise au sujet du système multilatéral international.

En 2003-2004, le Ministère maintient l'ensemble de ces choix budgétaires. Ainsi, même si dans certains endroits de son réseau il ajuste son action en fonction d'un contexte géopolitique particulier ou suivant l'évolution de ses intérêts, il maintient toujours sa capacité d'agir à l'étranger en conservant le niveau de ressources affectées dans ses diverses représentations. Il s'assure ainsi de garder le cap sur ses objectifs stratégiques en matière d'actions bilatérales, toutes fonctions confondues, tant celles qui lui sont dévolues que celles devant être assumées par les ministères partenaires œuvrant à l'étranger.

Sur un autre plan, le Ministère augmente de façon significative sa contribution budgétaire à TV5 et soutient l'affectation de deux fonctionnaires québécois auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), confirmant ainsi la priorité qu'il accorde au développement de la Francophonie. Cette implication lui assure en outre l'accès aux autres instances multilatérales où se décident les grands dossiers internationaux interpellant le Québec.

Par ailleurs, le Ministère maintient le même niveau de ressources globales affectées aux différents outils développés au cours des deux dernières années en matière d'affaires publiques et prévoit accorder un soutien particulier à la participation du Québec à la Foire internationale du livre de Guadalajara au Mexique.

Le MRI préserve en outre la plupart des ressources affectées aux différents programmes destinés aux jeunes, que ce soit à l'OFQJ, à l'AQWBJ ou à l'OQAJ, alors qu'il augmente sensiblement les sommes allouées au programme Québec sans Frontières.

Au chapitre de nouveaux développements, le Ministère est interpellé par le gouvernement pour soutenir l'Observatoire québécois de la mondialisation (OQM) et pour la mise sur pied du Centre Québec-Europe. Est-il utile de rappeler que la mission de l'OQM consiste à faire comprendre le phénomène de la mondialisation, à fournir à la nation québécoise des informations fiables qui lui permettent d'en saisir les enjeux, d'en mesurer les conséquences et d'agir de façon éclairée. En favorisant les débats à tous les niveaux de la société, cet organisme permettra d'ailleurs, à la fois au Ministère et au gouvernement,

d'être mieux à même d'établir des positions et des politiques, au regard notamment, des négociations commerciales internationales. Le MRI œuvre ainsi conformément à ses objectifs stratégiques liés non seulement au développement d'une action internationale cohérente et à la défense et à la promotion des intérêts du Québec dans les forums multilatéraux mais aussi pour faciliter l'accès des citoyens québécois aux renseignements sur les activités du Ministère, sur les enjeux internationaux et de façon plus générale, faciliter sa compréhension de la politique internationale du Québec.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

En 2003-2004, le Ministère entend introduire de façon plus formelle la fonction évaluation dans ses préoccupations de gestion, les deux dernières années ayant été davantage consacrées à mettre en place les mécanismes lui permettant de répondre adéquatement aux diverses obligations de la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01).

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Affaires internationales	112 389,8	4 841,3	107 548,5	107 376,7
Total	112 389,8	4 841,3	107 548,5	107 376,7
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	583	—	583	—

Programme 1 : Affaires internationales

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement à l'étranger ainsi que de coordonner les activités, au Québec, de ses ministères et organismes en matière de relations internationales.

Le Ministère disposera, en 2003-2004, d'un budget de dépenses de 112,4 M\$ incluant une provision maximale non récurrente de 2,5 M\$ suite à l'application des dispositions sur le report des crédits 2002-2003 non utilisés. Cette provision constitue un assouplissement qui pourra faciliter la mise en œuvre du plan de dépenses du Ministère qui dispose d'un budget de dépenses récurrent de 109,9 M\$. Tout en répondant aux objectifs de réduction des dépenses fixés par le gouvernement, ce budget tient compte de la croissance des coûts générée, notamment par l'indexation des échelles salariales du personnel de la fonction publique québécoise et du personnel recruté à l'étranger, l'accroissement de la contribution du Ministère découlant de la restructuration et du développement de TV5 et le renforcement

du programme Québec sans frontières. Des mesures touchant notamment la masse salariale du personnel au Québec, les missions à l'étranger, la défense de dossiers ayant un écho aux États-Unis ou ailleurs dans le monde, les stages dans les organisations internationales gouvernementales et l'accueil de personnalités étrangères au Québec seront mises en œuvre afin de respecter l'enveloppe allouée.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	1 035,0	1 035,0
Prêts, placements et avances	600,0	600,0

Dans un monde où l'information s'échange depuis les quatre coins du monde en temps réel, le ministère des Relations internationales se doit de demeurer à la fine pointe des technologies de l'information et des télécommunications afin que ses bureaux, tant au Québec qu'à l'étranger, puissent bénéficier de moyens technologiques leur permettant de travailler en étroite collaboration et de demeurer en communication constante et sécuritaire. Pour assurer l'atteinte de cet objectif fixé au plan stratégique, le budget d'investissements 2003-2004 sera, comme en 2002-2003, presque entièrement affecté aux technologies de l'information. Parmi les priorités retenues, soulignons la mise à niveau d'une partie du parc bureautique ainsi que certains appareils de réseaux et de télécommunications. Des améliorations seront aussi apportées à l'infrastructure technologique afin de rendre l'information plus facilement accessible à ceux qui en ont besoin dans le cadre de leur travail.

LES FONDS SPÉCIAUX

Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FoGIQE)

	PRÉVISIONS 2003-2004 (000 \$)	PROBABLES 2002-2003 (000 \$)
Revenus	12 354,4	9 762,8
Dépenses	12 354,4	9 762,8
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	2 510,0	1 839,3
Effectif (ETC)	4	4

Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FoGIQE) est chargé de gérer les biens et les services à fournir aux représentations du Québec à l'étranger. À ce titre, il voit à l'acquisition et à la location des espaces de bureaux et des résidences officielles, à la mise en œuvre des projets

d'aménagement et d'investissement ainsi qu'à la gestion des œuvres d'art, du mobilier et des équipements.

Afin de couvrir les besoins découlant du mandat qui lui a été confié, le FoGIQE disposera, en 2003-2004, d'un budget de dépenses de 10,2 M\$.

En matière d'investissements, des crédits de 2,5 M\$ sont prévus notamment pour financer les relocalisations des bureaux de la Délégation générale du Québec à Tokyo et du Bureau du Québec à Buenos Aires, les réaménagements de la résidence officielle et des bureaux de la Délégation générale du Québec à Mexico ainsi que ceux de la Délégation générale du Québec à Londres.

RESSOURCES NATURELLES

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

À titre de gestionnaire du territoire et des ressources forestières, minérales et énergétiques, le ministère des Ressources naturelles (MRN) a comme mission de favoriser la connaissance et la mise en valeur du territoire et des ressources naturelles dans une perspective de développement durable au bénéfice de la population.

Les créneaux d'activités et les leviers d'intervention du Ministère se résument comme suit :

- Acquérir, développer et diffuser les connaissances relatives au territoire québécois et aux ressources naturelles;
- Assurer la gestion du territoire public et de ses ressources naturelles;
- Veiller à la protection et à la conservation des ressources naturelles et, le cas échéant, à leur restauration ainsi qu'à la sécurité du public;
- Assurer la gestion et la diffusion de l'information foncière relative au territoire public et privé;
- Octroyer des droits d'usage du territoire public et des ressources naturelles;
- Participer à l'élaboration du cadre législatif et réglementaire balisant son mandat;
- Élaborer et mettre en œuvre des politiques reliées à ses domaines d'intervention;
- Fournir à la clientèle une expertise et un soutien technique spécialisé;
- Mettre à la disposition de la clientèle de l'équipement ou biens matériels, ainsi que des productions biologiques pour renouveler les ressources;
- Fournir un soutien financier au moyen de ses programmes d'aide à l'exploration minière, à l'industrie minérale et forestière, à la forêt privée et au développement des technologies de l'énergie.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

En ce qui a trait à sa stratégie budgétaire, les choix du Ministère sont guidés par l'action gouvernementale et visent prioritairement les interventions suivantes :

- Mettre en œuvre les décisions gouvernementales en matière de gestion des ressources naturelles;
- Améliorer la qualité de ses services aux citoyens;
- Accentuer la gestion rigoureuse de l'ensemble des dépenses du Ministère, notamment au chapitre des coûts administratifs et de fonctionnement.

Pour l'exercice 2003-2004, les choix budgétaires ont été effectués sur cette base et les principaux sont les suivants :

- Mise en oeuvre du Plan d'action sur la gestion des forêts publiques :
 - le 13 février 2003, le Ministère déposait devant la Commission sur l'administration publique un plan d'action au regard des recommandations de la Vérificatrice générale sur la gestion des forêts publiques. En 2003-2004, le Ministère verra à la mise en œuvre de ce plan d'action qui comprend notamment plusieurs mesures en vue d'améliorer la planification forestière de même que de nouvelles mesures législatives qui seront adoptées, le cas échéant, en vue d'accroître les contrôles en forêt. Le Ministère s'assurera également du redéploiement du financement du Fonds forestier.
- Accessibilité de l'information de connaissance :
 - essentiellement, le Ministère acquiert des données de connaissance sur les ressources naturelles et les rend disponibles à tous ceux qui oeuvrent à la mise en valeur et la protection des ressources naturelles au Québec. Le Ministère continuera de miser, en 2003-2004, sur l'utilisation des technologies de l'information pour rendre davantage accessible cette connaissance à ses diverses clientèles.
- Réduction des coûts administratifs et de fonctionnement :
 - le Ministère poursuit ses efforts pour améliorer ses façons de faire et simplifier sa prestation de services. La gestion rigoureuse au chapitre des dépenses administratives et de fonctionnement, le rajeunissement de la main-d'œuvre et l'implantation de façons de faire novatrices seront intensifiés afin de soutenir l'atteinte des objectifs du Ministère.

Orientation 1 : Favoriser le développement de la connaissance du territoire et des ressources

Objectif :	Poursuivre l'acquisition de connaissances relatives au territoire et aux ressources naturelles.
Indicateur de résultat :	Taux d'acquisition de connaissances reliées au territoire et aux ressources naturelles.
	Cibles 2003-2004 :
	— Avoir débuté le 4 ^e programme d'inventaire forestier;
	— Avoir complété à 95 % la reconnaissance géologique du territoire québécois (1/250 000);
	— Avoir accru de 5 % l'information géographique de référence;
	— Avoir rénové 49 % des lots dans le cadre du Programme de réforme du cadastre québécois.

Objectif :	Faciliter l'utilisation des données de connaissance relatives au territoire et aux ressources.
Indicateurs de résultat :	<p>Pourcentage des données de connaissance numérisées.</p> <p>Cibles 2003-2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Avoir numérisé 100 % des feuillets cartographiques dans le système d'information écoforestière; — Avoir numérisé 45 % du Fonds documentaire minier; — Avoir numérisé 80 % des informations géoscientifiques sur l'exploration pétrolière et gazière; — Avoir numérisé 49 % des lots dans le système de gestion des données cadastrales; — Avoir numérisé à 100 % les index des immeubles et les contrats des 30 dernières années pour l'ensemble du territoire privé. <p>Taux de réalisation des activités planifiées en recherche forestière.</p> <p>Cible 2003-2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Avoir réalisé 85 % des activités de recherche, telles que planifiées. <p>Pourcentage de développement du système d'enregistrement des droits d'intervention et de la tenure (EDIT).</p> <p>Cible 2003-2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Avoir complété à 90 % le développement du système d'enregistrement des droits d'intervention et de la tenure.
Actions envisagées :	<p>Le Ministère poursuivra ses activités d'acquisition et de mise à jour de connaissances par la poursuite, entre autres, du Programme de connaissance géographique, du Programme d'inventaire forestier et du Programme de réforme du cadastre québécois. De plus, il intensifiera ses efforts pour la numérisation des informations liées à la connaissance. Il réalisera des levés géologiques dans les régions peu explorées, principalement dans le Grand-Nord, ainsi que des levés géophysiques dans les régions de la Gaspésie et du Bas-St-Laurent afin de mieux évaluer le potentiel pétrolier et gazier et améliorera l'information géographique de référence. Finalement, il réalisera des projets de recherche et des activités de diffusion scientifique et poursuivra le développement du système d'enregistrement des droits d'intervention et de la tenure (EDIT). Il continuera à acquérir des données météorologiques permettant d'évaluer avec précision le potentiel éolien au Québec.</p>

Orientation 2 : Contribuer au développement du potentiel économique du territoire et des ressources

Objectif : Contribuer à la création d'emplois, particulièrement dans les régions ressources du Québec.

Indicateur de résultat : Nombre d'emplois nets créés ou maintenus qui ont nécessité l'intervention du MRN sur le territoire québécois.

Cible 2003-2004 :

— Avoir créé ou maintenu, par les interventions du MRN, 4 220 emplois.

Objectif : Contribuer à l'augmentation des investissements privés.

Indicateur de résultat : Valeur des investissements que le MRN a contribué à générer par ses interventions.

Cible 2003-2004 :

— Avoir contribué à générer 2,2 milliards de dollars d'investissements par les interventions du MRN dans les ressources naturelles.

Objectif : Appuyer l'amélioration de la compétitivité des entreprises du secteur des ressources naturelles.

Indicateur de résultat : Valeur des projets de recherche-développement visant l'amélioration de la compétitivité des entreprises auxquelles le MRN est associé.

Cible 2003-2004 :

— Avoir été associé à des projets de recherche-développement qui représentent une valeur de 17,8 M\$.

Actions envisagées : Le Ministère poursuivra la mise en œuvre de mesures incitatives à l'utilisation, à la protection et à la transformation des ressources naturelles et la révision de ses politiques de tarification relatives à l'utilisation du territoire et des ressources naturelles. Il fournira également l'expertise et le soutien technique visant le développement des entreprises et l'exportation du savoir-faire québécois. Finalement, le Ministère soutiendra la réalisation de projets d'investissement et d'activités de recherche et de développement par des programmes d'aide financière.

Orientation 3 : Faciliter une utilisation polyvalente du territoire et des ressources dans l'intérêt de la collectivité québécoise

Objectif :	Favoriser la diversité des usages sur le territoire public.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de droits consentis par le MRN sur le territoire public.</p> <p>Cibles 2003-2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Forêts : avoir 2 278 droits en vigueur sur le territoire public; — Mines : avoir 92 000 droits en vigueur sur le territoire public et privé pour 4,6 millions d'hectares; — Énergie : avoir 206 droits en vigueur sur le territoire public; — Territoire : avoir 43 800 droits en vigueur sur le territoire public. <p>Nombre de régions administratives pour lesquelles un nouveau plan d'affectation du territoire public a été adopté.</p> <p>Cible 2003-2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Avoir 12 régions administratives dotées d'un nouveau plan d'affectation du territoire public adopté.
Actions envisagées :	Le Ministère favorisera, avec le milieu régional, le développement de partenariats pour la gestion et la mise en valeur du territoire public et la conclusion d'ententes spécifiques sur la mise en valeur des ressources naturelles. Il continuera à émettre les droits consentis dans les secteurs d'activité et encouragera l'élaboration de nouveaux plans d'affectation du territoire public ainsi que la réalisation des plans régionaux de développement du territoire public.

Orientation 4 : Contribuer au respect de l'environnement

Objectif :	Améliorer les mesures de protection et de contrôle relatives à l'utilisation du territoire et des ressources.
Indicateurs de résultat :	<p>Taux de conformité à la réglementation du MRN.</p> <p>Cibles 2003-2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Avoir atteint un taux de conformité de 87 % des interventions forestières des industriels relativement au Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public;

- Avoir atteint un taux de conformité de 80 % pour les équipements pétroliers qui nécessitent un permis selon les modalités de la *Loi sur les produits et les équipements pétroliers* (L.R.Q., c. P-29.1).

Pourcentage des interventions vérifiées.

Cibles 2003-2004 :

- Avoir rencontré 100 % des industriels dont le taux de conformité au Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public est inférieur à 87 %;
- Avoir atteint un taux de 80 % de sites miniers inspectés pour en vérifier la conformité par rapport à la réglementation;
- Avoir atteint un taux de vérification de 90 % des équipements pétroliers dont le site doit être vérifié selon les termes du Règlement sur les produits pétroliers.

Objectif : Contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action québécois sur les changements climatiques.

Indicateur de résultat : Taux de réalisation des engagements du Ministère se rapportant au Plan d'action sur les changements climatiques.

Cible 2003-2004 :

- Avoir réalisé 100 % des engagements se rapportant au Plan d'action sur les changements climatiques.

Actions envisagées : Le Ministère poursuivra le renforcement de la planification et des contrôles des interventions en forêt publique. De plus, il sensibilisera et appuiera les industriels forestiers afin qu'ils améliorent leur performance quant au Règlement sur les normes d'interventions dans les forêts du domaine public (RNI). Par ailleurs, il augmentera le nombre d'inspections des sites miniers et réalisera les travaux requis pour compléter la restauration des sites rétrocedés à l'État. De plus, il mettra en œuvre les mécanismes nécessaires à l'application de la nouvelle réglementation sur la sécurité des équipements pétroliers. Finalement, il poursuivra ses efforts dans le but de réaliser ses engagements se rapportant au Plan d'action québécois sur les changements climatiques.

Orientation 5 : Offrir des services de qualité aux citoyens

Objectif : Améliorer les services à la clientèle.

Indicateurs de résultat : Taux de satisfaction des clients qui ont exprimé leur perception à l'égard de la qualité des services (en lien avec les principes inscrits dans la Déclaration de services aux citoyens).

Cible 2003-2004 :

- Maintenir le taux de satisfaction à plus de 85 % (clientèle très satisfaite et satisfaite).

Taux de respect des délais de service (en lien avec les objectifs de délai inscrits dans la Déclaration de services aux citoyens).

Cible 2003-2004 :

- 85 % pour la téléphonie; l'attente au comptoir; la réponse aux plaintes; l'accusé de réception au courriel; la réponse à une lettre.

Pourcentage des points de service qui offrent à la clientèle des références sur l'ensemble des services du MRN.

Cible 2003-2004 :

- Avoir 100 % des points de service qui offrent à la clientèle des références sur l'ensemble des services du Ministère.

Objectif :	Assurer le maintien de l'expertise du Ministère.
Indicateurs de résultat :	Pourcentage de la masse salariale annuelle consacrée à la formation du personnel.
	Cible 2003-2004 :
	— Avoir consacré 2,5 % de la masse salariale annuelle à la formation du personnel.
	Taux annuel de recrutement de personnes au moyen de concours n'exigeant aucune expérience de travail.
	Cible 2003-2004 :
	— Avoir maintenu un taux annuel de 50 % de personnes recrutées au moyen de concours n'exigeant aucune expérience.
Actions envisagées :	Le Ministère poursuivra la mise en œuvre de son plan d'amélioration des services à la population et aux entreprises et rendra accessibles dans Internet les principaux programmes, services et formulaires destinés à sa clientèle. Il poursuivra également la simplification des normes, des guides et des formulaires utilisés par sa clientèle. De plus, il réalisera son plan de main-d'œuvre en privilégiant le transfert d'expertise.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Au cours de l'année 2002-2003, le ministère des Ressources naturelles a réalisé les évaluations suivantes :

- Programme d'assistance à l'exploration minière du Québec. Volet A : assistance financière aux prospecteurs autonomes et Volet C : assistance financière aux fonds régionaux d'exploration (5 fonds régionaux);
- Programme d'assistance financière relatif aux dommages causés aux boisés privés par le verglas de 1998;
- Programme FORÊT FAIRE.

De plus, un plan d'évaluation a été élaboré pour le Programme gouvernemental d'enfouissement des réseaux câblés de distribution.

Au cours de l'année 2003-2004, le Ministère poursuivra ou amorcera la réalisation des projets d'évaluation inscrits à son plan ministériel d'évaluation de programme 2001-2004. Ces projets concernent :

- Le Programme d'extension du réseau de distribution du gaz naturel;
- La Réforme du cadastre québécois;
- Le Programme d'aide financière à la mise en valeur des forêts privées;
- Certains traitements sylvicoles admissibles en paiement des droits (ex. : l'éclaircie précommerciale);
- La gestion et la mise en valeur des territoires publics intramunicipaux;
- Le Programme d'aide au développement des technologies de l'énergie;
- Le site Internet du Ministère.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Connaissance et gestion du territoire	25 836,2	(628,3)	26 464,5	26 477,5
2. Connaissance et gestion du patrimoine forestier	132 354,5	1 062,1	131 292,4	143 769,6
3. Développement énergétique	45 452,5	106,0	45 346,5	46 606,5
4. Gestion et développement de la ressource minérale	35 725,2	573,9	35 151,3	41 788,4
5. Direction et soutien administratif	38 549,5	(965,3)	39 514,8	39 206,3
Total	277 917,9	148,4	277 769,5	297 848,3
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	1 393	—	1 393	—

Le budget de dépenses 2003-2004 du ministère des Ressources naturelles s'établit à 277,9 M\$, soit une majoration de 0,1 M\$ par rapport au budget de dépenses 2002-2003.

Programme 1 : Connaissance et gestion du territoire

Ce programme vise à assurer la production des données géographiques. Il regroupe aussi les fonctions de planification des usages des terres du domaine de l'État, l'octroi et la gestion des droits fonciers ainsi que le contrôle du territoire public.

La réduction du budget de dépenses de ce programme s'explique par des efforts de réduction des dépenses de fonctionnement.

Programme 2 : Connaissance et gestion du patrimoine forestier

Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances du milieu forestier et de ses ressources, à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation, et à suivre les interventions permettant d'assurer sa mise en valeur. Il vise également à favoriser la protection du milieu contre les fléaux d'origine naturelle ou humaine et à améliorer en quantité et en qualité sa capacité de production afin de répondre aux demandes de matière ligneuse ou à d'autres usages. Il vise enfin à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois et à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

Le budget de dépenses est sensiblement le même que celui de l'exercice 2002-2003.

Programme 3 : Développement énergétique

Ce programme vise à formuler les actions et les interventions du gouvernement dans le secteur énergétique, à administrer les lois et règlements concernant ce secteur, ainsi qu'à gérer les programmes d'aide technique et financière ayant pour objet d'accroître la productivité énergétique du Québec. Il contribue également en partie au Fonds relatif à la tempête de verglas qui apparaît au portefeuille Conseil du trésor, Administration et Fonction publique.

La variation du budget de dépenses est attribuable au redéploiement de certains programmes de l'énergie ainsi que des ajouts pour le service de la dette pour l'extension du réseau gazier.

Programme 4 : Gestion et développement de la ressource minérale

Ce programme vise à établir la connaissance géologique du territoire, à faire la promotion de l'exploration, à promouvoir avec l'industrie des projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière. Il vise également à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.

La variation du budget de dépenses de ce programme s'explique par des efforts de réduction des dépenses de fonctionnement ainsi que des ajouts pour le paiement du service de la dette attribuable à l'exploration minière.

Programme 5 : Direction et soutien administratif

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du Ministère. Il regroupe aussi plusieurs services à caractère corporatif, reliés notamment à l'exploitation et au développement des technologies de l'information et à l'utilisation et à l'entretien des locaux et des équipements de bureau.

La réduction du budget de dépenses de ce programme s'explique par des efforts de réduction des dépenses de fonctionnement.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	28 278,4	20 280,2
Prêts, placements et avances	110,4	110,4

Le budget d'investissements 2003-2004 du ministère des Ressources naturelles s'établit à 28,3 M\$, soit une augmentation de 8,0 M\$ par rapport au budget d'investissements 2002-2003. L'augmentation du budget d'investissements est principalement attribuable à l'implantation du progiciel GIRES.

LES FONDS SPÉCIAUX

Le Ministère gère trois fonds spéciaux.

Le Fonds d'information géographique

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	2 543,5	2 531,8
Dépenses	2 691,8	2 503,8
Excédent (déficit)	(148,3)	28,0
Investissements	1 174,0	391,0
Effectif (ETC)	30,0	30,0

Ce Fonds couvre les opérations de la Photocartothèque québécoise, laquelle est chargée d'assurer la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information géographique, soit les données cartographiques, géodésiques, de télédétection et de prises de vue aériennes. Il représente aussi un outil indispensable pour la gestion des transactions financières générées par les différents mandats de services spécialisés offerts dans ces domaines.

Le Fonds d'information foncière

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	89 671,0	94 207,5
Dépenses	81 488,8	70 274,3
Excédent (déficit)	8 182,2	23 933,2
Investissements	44 670,2	43 517,6
Effectif (ETC)	555,0	555,0

En vertu de l'article 17.12.1 de la *Loi sur le ministère des Ressources naturelles* (L.R.Q., c. M-25.2), le Fonds d'information foncière est dédié au financement des activités d'arpentage, de cadastre et de registre foncier et aux produits et services qui en résultent.

L'excédent de l'exercice 2002-2003 est attribuable principalement au Programme de réforme du cadastre québécois pour lequel une grande partie des dépenses est capitalisée et amortie sur une période de 40 ans ainsi qu'à la performance exceptionnelle du marché immobilier.

En 2003-2004, l'activité immobilière devrait générer des revenus moins élevés de 4,6 M\$. L'accroissement des dépenses est surtout relié à l'amortissement des coûts relatifs à la Réforme de la publicité foncière.

Le Fonds forestier

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	251 561,3	241 736,5
Dépenses	253 417,0	245 928,2
Excédent (déficit)	(1 855,7)	(4 191,7)
Investissements	8 580,0	7 734,8
Effectif (ETC)	1 512,0	1 512,0

Le Ministère, les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier et ceux des contrats d'aménagement forestier, des conventions d'aménagement forestier et de conventions de garantie de suppléance contribuent au financement du Fonds forestier. Le Fonds forestier assure la réalisation des activités liées à la production de semences et des plants de reboisement, à la confection et la mise à jour des inventaires forestiers, à la conduite de travaux de recherche et développement en foresterie et au maintien ou l'amélioration de la protection, la mise en valeur ou la transformation des ressources du milieu forestier.

REVENU

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du Ministère se divise en quatre éléments qui lui ont été confiés, chacun ayant sa raison d'être au plan gouvernemental :

- Assurer la perception des impôts et des taxes ainsi que des fonds pour tout programme qui lui est confié afin que, conformément aux lois adoptées par l'Assemblée nationale pour le bénéfice des citoyens et de la société québécoise, chacun – citoyen et entreprise – paie sa juste part du financement des services publics;
- Administrer le Programme de perception des pensions alimentaires afin d'assurer la régularité du soutien financier prévu par la loi et auquel ont droit les enfants et les parents gardiens;
- Administrer les programmes sociofiscaux et tout autre programme de redistribution de fonds que lui confie le gouvernement afin d'assurer que chaque citoyen ou entreprise qui y a droit bénéficie des programmes sociofiscaux, de redistribution de la richesse ou de soutien au développement économique sous la responsabilité du Ministère;
- Recommander au gouvernement les modifications à apporter à la politique fiscale ou à d'autres programmes afin de contribuer à l'évolution des politiques gouvernementales.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

- Le principal choix budgétaire du Ministère est d'affecter les ressources nécessaires à la réalisation de sa mission première : la perception des sommes et leur redistribution le cas échéant. Pour ce faire, le traitement des déclarations et des demandes d'information, dans le cadre de la gestion de l'autocotisation, constitue la base des activités. S'y ajoutent les efforts consacrés aux activités de contrôle visant la récupération fiscale et la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale. Soulignons que le Ministère s'est engagé dans une démarche fondamentale de révision de son cadre organisationnel et de gestion dont les objectifs sont notamment d'optimiser la perception des revenus, de faciliter le financement de ses activités et d'obtenir plus de souplesse dans la gestion de ses ressources humaines.
- Un second choix budgétaire consiste à affecter des ressources pour l'amélioration des services aux citoyens. Des budgets sont ainsi réservés pour la réalisation du plan ministériel d'amélioration des services axés sur les besoins des diverses clientèles. Ce plan contribuera au respect des engagements pris dans le cadre de la déclaration de services aux citoyens. En plus d'inclure l'évaluation de la satisfaction de la clientèle, il portera également sur la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de formation ainsi que sur la poursuite des améliorations en matière de services téléphoniques et de simplification des communications écrites, tels les formulaires.
- Le Ministère prévoit également une allocation temporaire au Programme de perception des pensions alimentaires de 3,3 M\$ en raison notamment de la croissance du volume de nouveaux jugements, et ce, pour qu'un plus grand nombre de créanciers alimentaires puissent recouvrer dans les meilleurs délais les sommes qui leur sont dues.

- Finalement, un choix budgétaire porte sur les nouvelles technologies de l'information et des communications comme autre vecteur permettant d'améliorer les services à la population. Le Ministère a entamé en 2001-2002 le déploiement des services d'échanges électroniques. Ce plan sera complété en 2003-2004 et aura exigé des investissements totaux de 24,7 M\$ dont 5,5 M\$ en 2003-2004. Également, le Plan d'accélération des investissements publics annoncé lors du Discours sur le budget 2002-2003 du 1^{er} novembre 2001 permet d'investir 57,4 M\$ échelonnés sur cinq ans afin de compléter la refonte des principaux systèmes de mission, soit l'impôt des sociétés et l'impôt des particuliers. En 2003-2004, 16,5 M\$ seront alloués à ces projets.

La répartition des dépenses du Ministère

	2003-2004	2002-2003
	M\$	M\$
– Provision pour créances douteuses	154,6	241,6
– Activités courantes de service à la clientèle, de cotisation et de vérification, de soutien aux opérations	213,0	205,6
– Activités de soutien corporatif (technologies de l'information, administration et support)	150,2	121,7
– Dépenses d'intérêts à payer sur les différents remboursements émis par le Ministère	37,8	37,8
– Fonds des pensions alimentaires (incluant l'allocation temporaire de 3,3 M\$)	44,3	43,2
– Fonds de perception (excluant les activités de recherche et de développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale)	38,7	37,9
– Gestion et location d'équipements et de systèmes informatiques (excluant les activités de recherche et de développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale)	26,5	26,6
– Activités de recherche et de développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	28,1	31,5
TOTAL	693,2	745,9

Orientation 1 : S'assurer que chacun paie sa juste part des impôts, des taxes et des contributions sociales, verse les montants de pensions alimentaires requis et bénéficie des sommes auxquelles il a droit, et ce au meilleur coût

La première orientation porte sur les résultats liés à la mission du Ministère. Outre les importants efforts de continuité des activités opérationnelles, les principales actions à signaler en lien avec cette orientation sont les suivantes :

- Réaliser des interventions de sensibilisation et de prévention pour le secteur fiscal et celui des pensions alimentaires.
- Intensifier les activités de contrôle dans les secteurs les plus à risques.
- Poursuivre les activités de recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir.

Objectif :	Informar les citoyens de leurs droits et responsabilités liés à la fiscalité et aux autres programmes administrés par le Ministère.
------------	---

Indicateurs de résultat :	Taux de satisfaction des citoyens à l'égard de la clarté et de la simplicité des communications et de l'information fournie.
---------------------------	--

	Proportion des dossiers exemptés de l'application du Programme de perception des pensions alimentaires.
--	---

Objectif :	Percevoir les sommes dues au gouvernement ou rembourser les crédits auxquels les citoyens ont droit.
------------	--

Indicateurs de résultat :	Résultats de l'autocotisation.
---------------------------	--------------------------------

	Résultats de la récupération fiscale par rapport à la cible 2003-2004 de 1 210,8 M\$.
--	---

	Âge des comptes débiteurs.
--	----------------------------

	Taux de réalisation des recettes prévues selon les objectifs financiers.
--	--

	Taux de récupération des créances fiscales.
--	---

	Coût par dollar perçu.
--	------------------------

Objectif :	Contrer les fraudes et l'utilisation de stratagèmes d'évasion fiscale et de travail au noir.
------------	--

Indicateurs de résultat :	Nombre et types de clientèles touchées par des interventions visant à contrer l'utilisation de stratagèmes.
---------------------------	---

	Nombre de dossiers d'enquête pour fraude complétés.
--	---

Nombre de constats d'infraction émis dans le cadre des activités d'inspection.

Montant des amendes obtenues à la suite des interventions d'enquête et d'inspection.

Objectif :	Percevoir et verser régulièrement les pensions alimentaires.
Indicateurs de résultat :	Proportion des sommes versées par rapport aux sommes facturées, par type de jugements.
	Coût moyen par dossier traité et réglé.
	Proportion des versements de pensions alimentaires courantes versée à temps et en entier.

Orientation 2 : Offrir des services de qualité prenant en compte l'évolution des besoins et des attentes de la clientèle

La deuxième orientation traite de l'évolution des modes de prestation de services à la clientèle qui se concrétiseront par les actions prévues dans la mise à jour du plan ministériel d'amélioration des services.

Objectif :	Adapter les services selon les caractéristiques et les besoins des clientèles.
Indicateur de résultat :	Taux de satisfaction des clientèles ayant bénéficié de l'adaptation des services du Ministère.
Actions envisagées :	Réviser la déclaration de services aux citoyens et le plan ministériel d'amélioration des services.
	Consolider les améliorations en matière de services de renseignements téléphoniques.
Objectif :	Réduire les exigences réglementaires et administratives faites aux entreprises.
Indicateur de résultat :	Nombre et types de clientèles touchées par des mesures d'allègement.
Action envisagée :	Poursuivre les efforts entrepris en matière d'allègement et débiter la mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail conjoint sur l'administration de la fiscalité.

Objectif :	Accroître l'accessibilité aux programmes et aux services pour les citoyens et les partenaires du Ministère en misant sur les technologies de l'information.
Indicateurs de résultat :	Proportion des services disponibles par voie électronique. Taux d'inscription et d'utilisation des services électroniques. Taux de satisfaction des utilisateurs des services électroniques.
Action envisagée :	Compléter les travaux du Plan de déploiement des services d'échanges électroniques.

Orientation 3 : Favoriser l'engagement du personnel et l'appuyer par une organisation et des systèmes performants

La troisième orientation porte sur le personnel et les outils qui le supportent dans ses tâches.

Objectif :	Développer les compétences du personnel.
Indicateurs de résultat :	Jours moyens de formation par personne selon les catégories de personnel et de formation. Pourcentage de la masse salariale annuelle consacré à la formation du personnel selon les catégories de formation. Perception des clientèles sur la qualité des services fournis.
Action envisagée :	Mettre en œuvre la nouvelle stratégie de formation ministérielle.
Objectif :	Favoriser le renouvellement de la main-d'œuvre, son attraction, sa rétention et sa mobilisation.
Indicateurs de résultat :	Représentativité des nouveaux employés selon les objectifs de recrutement gouvernemental. Nombre d'employés promus. Taux de mobilité.
Action envisagée :	Poursuivre les travaux de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.
Objectif :	Poursuivre la mise en place du cadre de gestion axée sur les résultats.
Indicateur de résultat :	Degré d'atteinte des objectifs du Plan gouvernemental de modernisation de la gestion publique.
Action envisagée :	Donner suite à la révision du cadre organisationnel et de gestion.

Objectif :	Moderniser les systèmes technologiques et informatiques et les outils d'aide à la tâche du personnel.
Indicateur de résultat :	(Aucun indicateur en 2003-2004).
Action envisagée :	Poursuivre les travaux de développement liés principalement à la refonte des systèmes de l'impôt des particuliers et de l'impôt des sociétés ainsi qu'à la taxe sur les produits et services (TPS).

LA STRATÉGIE D'OBTENTION DES FICHIERS DE RENSEIGNEMENTS

Pour répondre aux exigences de l'article 71.0.11 de la *Loi sur le ministère du Revenu* (L.R.Q., c. M-31), cette section présente la stratégie d'obtention de fichiers de renseignements aux fins de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des données.

Le recours aux technologies permet un traitement massif de l'information et assure une meilleure détection des déclarations de revenus et rapports de remise erronés, faux ou incomplets ainsi que de la non-production des déclarations. Le Ministère peut ainsi corroborer et compléter les informations qu'il détient déjà.

La stratégie du Ministère en matière d'obtention de renseignements demeure la même que par le passé. Les extraits de banques de données obtenus couvrent l'ensemble de la population visée par ces banques afin de permettre la détection des cas présentant un risque d'évasion fiscale. Ces extraits contiennent uniquement les renseignements nécessaires à l'application des lois fiscales, soit les variables d'identification et celles liées aux données financières. Ces renseignements sont demandés tant au regard des entreprises que des particuliers. Par ailleurs, le Ministère a établi un calendrier de conservation et de destruction des fichiers obtenus. Le délai de conservation et de destruction s'harmonise avec la période de prescription fiscale habituelle, soit l'année en cours de cotisation et les trois années précédentes. Ces fichiers sont détruits dès qu'ils ne sont plus utiles ou à l'expiration du délai applicable.

L'acquisition d'extraits de banques de données s'effectue avec rigueur et transparence. Le plan d'utilisation initial d'extraits de banques de données de 1996 a été soumis à la Commission d'accès à l'information (CAI), puis déposé à l'Assemblée nationale. Par la suite, le Ministère a produit trois mises à jour du plan d'utilisation. Le Ministère a entrepris récemment une révision importante de ses besoins en renseignements externes et une quatrième mise à jour du plan d'utilisation a été soumis pour avis à la CAI le 30 janvier 2003.

Concernant la reddition de comptes, le Ministère soumet annuellement à l'Assemblée nationale un rapport d'activités faisant état de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements reçus en vertu de l'article 71 de la *Loi sur le ministère du Revenu* (L.R.Q., c. M-31), et inscrits au plan d'utilisation. Ce rapport, produit au 31 mars de chaque année, inclut un avis de la CAI. Le rapport d'activités au 31 mars 2002, déposé à l'Assemblée nationale en octobre 2002, constitue le sixième rapport produit par le Ministère. Finalement, le Ministère tient un registre des extraits de banques de données reçus en vertu du plan d'utilisation. Tel que prévu à la *Loi sur le ministère du Revenu* (L.R.Q., c. M-31), ce registre est accessible au public sur demande.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Des travaux d'évaluation de programmes sont conduits sur la base d'une planification annuelle établie en lien avec les orientations stratégiques et ses objectifs, la déclaration de services aux citoyens et le plan d'amélioration des services. La Direction de l'évaluation des programmes du Ministère poursuivra ou entreprendra en 2003-2004 les travaux suivants :

- Mesure des attentes et de la satisfaction de la clientèle (relance des consultations);
- Appréciation de la qualité des renseignements fournis à la clientèle (activité récurrente);
- Évaluation formative des services d'aide aux entreprises en démarrage;
- Évaluation de l'administration conjointe TVQ-TPS (phase 2 portant sur l'efficience);
- Évaluation des effets des changements apportés en 2001 à la *Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires* (L.R.Q., c. 55).

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Tout le budget du ministère du Revenu du Québec est regroupé dans le programme Administration fiscale. Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Administration fiscale	693 194,9	(52 691,5)	745 886,4	744 978,0
Total	693 194,9	(52 691,5)	745 886,4	744 978,0
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	7 052	94	6 958	—

Pour l'exercice 2002-2003, la dépense probable du Ministère s'établit à 745,0 M\$, soit d'un montant de 0,9 M\$ inférieur au budget de dépenses comparatif de 2002-2003. Cet écart est attribuable aux sommes additionnelles obtenues du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche en vue de mettre en place les mesures annoncées lors du Discours sur le budget 2002-2003 du 1^{er} novembre 2001 contrebalancé par une réduction des dépenses répondant ainsi aux objectifs fixés par le gouvernement.

Le budget de dépenses de 2003-2004 est de 693,2 M\$, soit une diminution de 52,7 M\$ par rapport au budget comparatif de 745,9 M\$ en 2002-2003. Cet écart s'explique ainsi :

	M\$
— Indexation salariale et ajout de personnel en place	17,9
— Croissance des coûts liés aux dépenses de fonctionnement incluant les loyers	9,8
— Report de crédits votés	4,7
— Croissance des coûts du Fonds des pensions alimentaires et du Fonds de perception	1,9
— Diminution de la Provision pour mauvaises créances	(87,0)

Pour l'exercice 2003-2004, l'effectif total du Ministère est de 8 488 équivalents temps complet (ETC) dont 7 052 pour les activités régulières, tel que présenté au tableau du budget de dépenses par programmes. Ce nombre inclut le personnel chargé du compte de gestion de la TPS qui totalise 1 477 ETC dont 159 ETC sous la responsabilité du Fonds de perception.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	4 138,5	4 208,2
Prêts, placements et avances	15,0	16,9

En 2003-2004, le Ministère prévoit faire l'acquisition de véhicules automobiles, de matériel audiovisuel ainsi que des équipements liés au courrier et à la sécurité des immeubles.

LES FONDS SPÉCIAUX

Fonds de perception

	PRÉVISIONS	PROBABLES
	2003-2004	2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	73 323,8	74 802,5
Dépenses	75 556,6	74 011,5
Excédent (déficit)	(2 232,8) ⁽¹⁾	791,0
Investissements	2 399,0	2 425,4
Effectif (ETC)	743 ⁽²⁾	748 ⁽³⁾

1 En 2003-2004, le Centre de perception fiscale (CPF) subira une compression de 732 000 \$ dans les honoraires versés par le Fonds des pensions alimentaires en plus des coûts de croissance qui ne sont pas totalement pourvus en crédits dans les honoraires que lui verse le ministère du Revenu. Par conséquent, le maintien des effectifs en place résulte en un déficit de 2,2 M\$ qui sera assumé par les surplus accumulés au 31 mars 2003, lesquels devraient atteindre 6,9 M\$.

2 Pour 2003-2004, le Fonds de perception inclut 109 ETC financés par le Fonds des pensions alimentaires, mais il exclut 10 ETC affectés aux activités de recherche et de développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale ainsi que 159 ETC financés par le compte de gestion de la TPS, ce qui correspond à un effectif total de 912 ETC.

3 Pour 2002-2003, le Fonds de perception inclut 119 ETC financés par le Fonds des pensions alimentaires, 10 ETC affectés aux activités de recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale, mais il exclut 159 ETC financés par le compte de gestion de la TPS, ce qui correspond à un effectif total de 907 ETC.

Le Fonds de perception a pour objet le financement des activités de recouvrement des sommes dues au Ministère en impôts, en taxes, en droits ou en contributions à des régimes sociaux et à des pensions alimentaires impayées.

Fonds des pensions alimentaires

	PRÉVISIONS	PROBABLES
	2003-2004	2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	46 245,7 ⁽¹⁾	45 333,8
Dépenses	46 245,7	45 333,8
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	1 833,3	1 792,6
Effectif (ETC)	693 ⁽²⁾	683 ⁽³⁾

1 En 2003-2004, les revenus du Fonds proviennent du Ministère (affectation d'un montant de 44,3 M\$) et de la facturation de frais administratifs (1,9 M\$).

2 En 2003-2004, allocation de 693 ETC du programme 1, excluant les 109 ETC pour le CPF.

3 En 2002-2003, allocation de 683 ETC du programme 1, excluant les 119 ETC pour le CPF.

Le Fonds des pensions alimentaires a pour objet le financement des services rendus à la clientèle bénéficiant du Programme de perception des pensions alimentaires.

Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu

	PRÉVISIONS	PROBABLES
	2003-2004	2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus ⁽¹⁾	40 528,4	35 883,9
Dépenses	40 528,4	35 883,9
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	74 574,0	60 077,2
Effectif (ETC)⁽²⁾	—	—

1 En 2002-2003 et en 2003-2004, les revenus de gestion et de location d'équipements et de systèmes informatiques proviennent du Ministère et d'autres sommes reçues pour l'administration de la TPS.

2 La dépense de rémunération imputée au Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu correspond à 270 ETC en 2002-2003 et 2003-2004. Ces effectifs sont inclus dans les effectifs autorisés du Ministère.

Le Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu (FTI) permet au Ministère de financer l'amélioration et le développement des systèmes informatiques actuels et futurs. L'objectif du développement est d'accroître l'efficacité de l'organisation dans le but, notamment, de rendre des services de meilleure qualité aux citoyens et de simplifier certaines démarches qui faciliteront les échanges électroniques avec la clientèle.

Les investissements du Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu

	PRÉVISIONS	PROBABLES
	2003-2004	2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Développement informatique	51 023,2	34 289,6
Améliorations et mises à niveau	23 550,8	25 787,6
TOTAL	74 574,0	60 077,2

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du secteur de la santé et des services sociaux est de maintenir, améliorer et restaurer la santé et le bien-être des Québécoises et des Québécois en rendant accessible un ensemble de services de santé et de services sociaux intégrés et de qualité, contribuant ainsi au développement social et économique du Québec.

Le rôle du Ministère porte principalement sur la régulation du système et du réseau, sur son orientation générale en matière de politiques de santé et de bien-être et sur l'évaluation des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés. Il doit aussi assurer le financement du système et la coordination interrégionale, établir les politiques d'adaptation de la main-d'œuvre et négocier les ententes et les conventions collectives.

À titre de mandataires du Ministère dans chacune des régions, les régies régionales de la santé et des services sociaux sont responsables de la planification, de l'organisation, de la coordination des programmes et des services ainsi que de l'allocation des ressources sur leur territoire. Elles ont également pour mandat d'adapter les services sociosanitaires aux besoins et aux réalités des divers groupes qui composent la population de leur territoire.

Les établissements de santé et de services sociaux, quant à eux, produisent et dispensent les services directs à la population selon les clientèles spécifiques auxquelles ils s'adressent et la nature des services à dispenser, conformément aux fonctions qui leur sont confiées par la loi.

La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) administre le régime d'assurance maladie, le programme d'assistance maladie et le régime général d'assurance médicaments, ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie (Ex. : programme de soins dentaires pour enfants). De plus, la RAMQ agit comme mandataire de la gestion des banques d'information sociosanitaire d'intérêt commun et assure la diffusion des informations aux intervenants du secteur de la santé et des services sociaux.

Enfin, la mission de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) est d'assurer l'exercice des droits des personnes handicapées et de favoriser leur intégration sociale pleine et entière. L'Office s'assure de la cohérence, de la complémentarité et de l'harmonisation des interventions à l'égard des personnes handicapées et ce, de concert avec les ministères et organismes concernés.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Le « Plan de la santé et des services sociaux », rendu public en novembre 2002, a défini les orientations et les priorités nationales d'action qui devront être mises en œuvre, au cours des prochaines années, afin d'améliorer l'accessibilité des services sociaux et de santé. Ce Plan concrétise en grande partie les recommandations de la *Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux* (Commission Clair).

Pour assurer les services à la population et procéder à la mise en œuvre du Plan, les crédits additionnels accordés pour l'année 2003-2004 totalisent 1,4 milliard de dollars. Ce montant comprend près de 900 M\$ pour couvrir les coûts de système du secteur sociosanitaire, entre autres les hausses de rémunération prévues par les conventions collectives et par les ententes avec les professionnels de la santé, l'indexation des dépenses de fournitures médicales et chirurgicales et la hausse des coûts des

médicaments. Il comprend également un montant de 500 M\$ pour assurer la mise à niveau des services prévue dans le Plan de la santé et des services sociaux.

À cet égard, les actions qui auront des implications budgétaires pour l'année 2003-2004 visent à changer la façon dont les services sont actuellement organisés. Elles portent spécifiquement sur quatre grandes priorités :

- Offrir aux gens des services de première ligne et de proximité;
- Offrir aux personnes âgées des soins à domicile et des services en centre d'hébergement;
- Réduire les listes d'attente des services médicaux et hospitaliers spécialisés et les délais d'attente à l'urgence;
- Prendre le virage de la prévention.

Les montants additionnels accordés pour la mise à niveau et pour le développement des services seront répartis entre les régions en tenant compte de l'équité interrégionale. Le modèle de partage utilisé est remplacé graduellement par un nouveau mode d'allocation des ressources. Un comité à cet effet a été mis en place par le ministre et comprend des représentants des associations d'établissements et des régies régionales. Conformément au partage des responsabilités entre le Ministère et les régies régionales, il appartiendra aux régies d'établir et de faire approuver par le Ministère les sommes qui seront consacrées aux services, en fonction des besoins et des priorités de leur région.

Des résultats à atteindre (objectifs de résultats) seront convenus avec chacune des régies régionales et chacun des établissements du réseau dans le cadre d'une entente de gestion et d'imputabilité (contrat de performance).

Orientation 1 : Offrir aux gens des services de première ligne et de proximité

IMPLANTER DES GROUPES DE MÉDECINE DE FAMILLE (GMF)

OFFRIR DES SERVICES UNIFORMES ET PLUS COMPLETS DANS LES 147 CLSC DU QUÉBEC ET AMÉLIORER L'ACCÈS À INFO-SANTÉ

OFFRIR AUX PERSONNES QUI ONT DES BESOINS MULTIPLES OU PLUS SPÉCIFIQUES DES SERVICES LEUR PERMETTANT DE RESTER DANS LEUR MILIEU DE VIE

Pour que la population ait moins besoin de se rendre à l'hôpital, particulièrement à l'urgence, la pyramide actuelle de l'offre de service doit être inversée de manière à consacrer plus de ressources aux services de première ligne et de proximité. À cette fin, des GMF seront implantés partout au Québec. Tous les CLSC rendront accessibles les mêmes services de base et assureront l'accès rapide aux services d'Info-Santé. De plus, le réseau offrira des services adaptés à certaines clientèles (Ex. : jeunes en difficulté, autistes, personnes souffrant de troubles mentaux graves), afin de leur permettre de rester dans leur milieu de vie.

Objectifs 2003-2006 :	Mettre en place 300 GMF d'ici 2005 avec une responsabilité quant à l'accès aux services 24 heures par jour / 7 jours par semaine (24/7), à la disponibilité des services médicaux généraux et au suivi approprié des clientèles inscrites.
-----------------------	--

Garantir, d'ici trois ans, dans tous les territoires de CLSC du Québec, une offre de services généraux composée des éléments suivants : des services généraux de santé et psychosociaux courants accessibles 80 heures par semaine, des services généraux de nutrition et de réadaptation, des services préventifs et un accès à des services de prélèvements.

Garantir en tout temps et à toute la population, un accès aux services d'information, de conseil, de référence et d'orientation d'Info-Santé 24/7 dans un délai maximal de 4 minutes.

Rendre accessibles des services généraux et spécialisés d'intervention et de soutien à l'intégration sociale pour les personnes ayant des troubles envahissants du développement et consolider les mesures de soutien aux familles.

Mettre en place et consolider les services de soutien dans la communauté pour les personnes qui souffrent de troubles mentaux graves.

Assurer l'accès de la population de chaque région à des services de réponse aux situations de crise, offerts en réseau, pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale et les personnes suicidaires.

Rendre disponible, dans chaque territoire de CLSC, une équipe d'intervention jeunesse qui assure une offre de service coordonnée du réseau de la santé et des services sociaux et d'autres secteurs d'activité, dont le milieu scolaire et les centres de la petite enfance, pour les enfants et les jeunes aux prises avec des problèmes complexes.

Garantir l'accès dans les délais prescrits aux services d'évaluation en protection de la jeunesse à tout enfant dont le signalement est retenu.

Assurer, dans tous les territoires de CLSC, un accès à des services intégrés pour les personnes atteintes de maladies chroniques (diabète, problèmes cardiovasculaires, cancer, etc.).

Indicateurs de résultat
2003-2004 :

Nombre de GMF implantés et pourcentage de la population rejointe.

Proportion de CLSC offrant des services infirmiers et psychosociaux 70 heures par semaine/7 jours par semaine ainsi que l'évolution du nombre d'interventions en soins infirmiers et services psychosociaux et le nombre de personnes ayant reçu ce type de services.

Volume d'appels traités à Info-Santé localement et centralement et proportion d'appels traités dans un délai de moins de 4 minutes localement et centralement.

Nombre de personnes additionnelles par groupe d'âge souffrant de troubles envahissants du développement qui reçoivent des services.

	<p>Proportion de territoires de CLSC desservis par des services de soutien dans la communauté en santé mentale, proportion de personnes rejointes par les services de soutien dans la communauté et proportion des régions desservies par des services d'intervention de crise.</p> <p>Écart entre le délai moyen d'attente à l'évaluation observé en jours de calendrier et le délai moyen visé de 12 jours en protection de la jeunesse.</p>
Actions envisagées 2003-2004 :	<p>Assurer la présence d'un GMF en opération par territoire de CLSC (147) au 31 mars 2004.</p> <p>Garantir dans tous les territoires de CLSC, l'accessibilité aux services généraux infirmiers et psychosociaux, 70 heures par semaine / 7 jours par semaine, notamment pour les personnes atteintes de troubles de santé mentale transitoires.</p> <p>Augmenter le volume d'appels traités à Info-Santé localement et centralement et augmenter la proportion à 90 % d'appels traités à Info-Santé à l'intérieur d'un délai de 4 minutes localement et centralement.</p> <p>Planter un programme d'intervention comportementale intensive pour les enfants de moins de 5 ans atteints de troubles envahissants du développement; mettre en place des services de soutien pour les enfants d'âge scolaire, des services d'adaptation-réadaptation et de soutien à l'intégration sociale pour adultes et des mesures de soutien pour les familles.</p> <p>Cible : Réduire à 12 jours le délai moyen d'attente à l'évaluation en protection de la jeunesse.</p> <p>Augmenter le nombre de personnes rejointes par les services de soutien dans la communauté en santé mentale, incluant les services d'intervention de crise.</p>

Orientation 2 : Offrir aux personnes âgées des soins à domicile et des services en centre d'hébergement

OFFRIR AUX PERSONNES ÂGÉES EN PERTE D'AUTONOMIE PLUS DE SERVICES DANS LEUR MILIEU DE VIE

AMÉLIORER LES SERVICES OFFERTS AUX PERSONNES HÉBERGÉES EN MILIEU DE VIE SUBSTITUT

S'ASSURER QUE LES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE REÇOIVENT LES SERVICES DONT ELLES ONT BESOIN, QUEL QUE SOIT LE MILIEU DE RÉSIDENCE

Afin de réduire le recours à l'institutionnalisation et à l'urgence, le réseau de la santé et des services sociaux desservira plus de personnes âgées à domicile, peu importe leur milieu de vie, et rehaussera le niveau des soins à celles hébergées en centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD).

Objectifs 2003-2006 :	<p>Rehausser l'offre globale de services à domicile.</p> <p>Rehausser les soins et les services pour les personnes actuellement hébergées en centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD).</p>
-----------------------	--

Indicateurs de résultat 2003-2004 :	<p>Nombre de personnes âgées en perte d'autonomie desservies par les services à domicile pour les groupes d'âge de 65 à 74 ans et de 75 ans et plus, et nombre moyen d'interventions à domicile rendues par personne.</p> <p>Nombre d'heures de services dispensés pour la clientèle âgée en CHSLD.</p>
Actions envisagées 2003-2004 :	<p>Augmenter la proportion de la population rejointe en services à domicile de longue durée chez les personnes âgées de 65 ans et plus et rehausser l'intensité des services rendus à domicile.</p> <p>Augmenter le nombre d'heures travaillées en moyenne par personne hébergée en CHSLD pour les soins infirmiers et d'assistance, de même que pour les autres services professionnels.</p>

Orientation 3 : Réduire les listes d'attente des services médicaux et hospitaliers spécialisés et les délais d'attente à l'urgence

RESPECTER LES DÉLAIS D'ACCÈS AUX SERVICES SPÉCIALISÉS

RÉDUIRE LES DÉLAIS D'ATTENTE À L'URGENCE

REHAUSSER LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR POUR DES CLIENTÈLES PROVENANT DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES

Afin de réduire les listes d'attente trop longues pour certains services spécialisés, des mesures seront mises en place pour que les personnes soient traitées à l'intérieur de délais maximums sur lesquels s'entendent les médecins. Afin de réduire les délais d'attente à l'urgence, chaque hôpital devra implanter un plan d'action conforme au *Plan national sur les urgences* et appliquer le *Guide de gestion de l'unité d'urgence*. Enfin, il faudra soutenir l'accès des clientèles des régions éloignées aux services spécialisés et ultraspecialisés des centres urbains par une politique adéquate de remboursement des frais de déplacement et de séjour des usagers.

Objectifs 2003-2006 :	<p>Réduire la proportion des cas en attente au-delà de délais convenus.</p> <p>Rehausser le remboursement des frais de déplacement et de séjour aux personnes des régions éloignées devant se déplacer hors de leur région pour obtenir des services spécialisés et ultraspecialisés.</p> <p>Implanter un plan d'action dans chaque établissement, sous la responsabilité de la régie régionale, de façon à ce que le séjour moyen sur civière à l'urgence n'excède pas 12 heures et qu'il n'y ait pas de séjour de plus de 48 heures.</p>
Indicateurs de résultat 2003-2004 :	<p>Nombre et pourcentage des cas en attente excédant les délais visés, par spécialité et par région.</p> <p>Séjour moyen sur civière à l'urgence et proportion de séjours sur civière de plus de 48 heures.</p> <p>Proportion des dépenses remboursées aux usagers.</p>

Actions envisagées
2003-2004 :

Réduire le nombre de patients qui attendent plus de :

- deux mois en hémodynamie;
- trois mois en chirurgie cardiaque, en électrophysiologie, en radio-oncologie et pour le remplacement de la hanche ou du genou;
- six mois en chirurgie pour les cataractes.

Maintenir le séjour moyen sur civière à l'urgence à 12 heures ou moins dans la majorité des régions, et n'enregistrer aucun séjour sur civière de plus de 48 heures.

Augmenter les barèmes de remboursement des frais de déplacement et de séjour pour des clientèles des régions éloignées.

Orientation 4 : Prendre le virage prévention

INFORMER LA POPULATION SUR LES MOYENS À PRENDRE POUR RESTER EN SANTÉ

OFFRIR PLUS DE SERVICES PRÉVENTIFS DANS L'ENSEMBLE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Pour permettre à la population de prendre les moyens appropriés pour éviter l'apparition de problèmes sociaux et de santé, une campagne de promotion des saines habitudes de vie sera réalisée dans l'ensemble du Québec. De plus, les CLSC, en collaboration avec les organismes du milieu, mèneront des actions préventives auprès de la population et auprès des familles qui vivent en contexte de vulnérabilité. De nouveaux vaccins seront également introduits au programme québécois de vaccination.

Objectifs 2003-2006 :

Réaliser, en lien avec le Programme national de santé publique 2003-2012, des campagnes de promotion de la santé et du bien-être qui portent sur les habitudes de vie, le développement et l'adaptation sociale et sur les maladies transmises sexuellement.

Déployer, dans tous les territoires de CLSC, des services intégrés de promotion et de prévention pour les familles qui vivent en contexte de vulnérabilité. (Naître égaux et Grandir en santé, Programme de soutien aux jeunes parents).

Introduire dans le programme de vaccination de nouveaux vaccins contre la varicelle, la coqueluche à l'adolescence, le méningocoque du sérotype C et le pneumocoque.

Indicateurs de résultat
2003-2004 :

Proportion de CLSC qui offrent les services intégrés de promotion et de prévention auprès des bébés à naître, des parents et des enfants qui vivent dans un contexte de vulnérabilité.

Proportion de la clientèle rejointe par les services intégrés de promotion et de prévention pour les familles qui vivent en contexte de vulnérabilité.

Proportion des clientèles vaccinées contre le méningocoque du sérogroupe C et contre le pneumocoque.

Actions envisagées
2003-2004 :

Dans le cadre des services intégrés de promotion et de prévention pour les familles qui vivent en contexte de vulnérabilité, implanter le Programme de soutien pour les jeunes parents dans tous les territoires de CLSC du Québec et rejoindre la clientèle visée par les services intégrés de promotion et de prévention pour les familles qui vivent en contexte de vulnérabilité, soit :

- 75 % (2 250) des femmes enceintes et mères de moins de 20 ans et leur famille;
- 50 % (6 000) des femmes enceintes et mères de 20 ans et plus, sous-scolarisées et vivant sous le seuil de pauvreté, de même que leur famille.

Introduction au programme de vaccination de nouveaux vaccins contre le méningocoque du sérogroupe C et contre le pneumocoque.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Les évaluations de programmes réalisées au cours de l'année 2002-2003 ont contribué, entre autres, à la réflexion en vue du renouvellement de la Politique de la santé et du bien-être et ont permis d'introduire, dans le Plan d'action face au suicide, des mesures permettant de combler certaines lacunes identifiées par l'évaluation de la stratégie d'action. Pour 2003-2004, le Ministère entend engager ou poursuivre une série de travaux d'évaluation portant principalement sur quatre grands thèmes :

- Les services de première ligne (Ex. : implantation des groupes de médecine de famille);
- La qualité, la continuité et la coordination des services (Ex. : services de maintien à domicile);
- La prévention auprès des travailleurs et des travailleuses du réseau (Ex. : environnement psychosocial et organisationnel au travail du personnel soignant);
- La gouverne (évaluation de la contribution et du niveau d'activité des forums de la population).

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses de l'exercice 2003-2004 augmente de 1 388,5 M\$ par rapport au budget de dépenses de 2002-2003.

L'augmentation du budget pour l'exercice 2003-2004 permet d'assurer le financement des coûts reliés aux ajustements salariaux prévus aux ententes, à l'augmentation des prix des biens et services et à la prévision d'augmentation du programme des médicaments pour un montant de 888,5 M\$ et à la mise à niveau des services pour un montant de 500 M\$.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Fonctions nationales	230 218,8	6 606,5	223 612,3	213 288,0
2. Fonctions régionales	13 972 372,1	968 008,2	13 004 363,9	13 026 385,2
3. Office des personnes handicapées du Québec	47 149,3	1 179,1	45 970,2	55 707,8
4. Régie de l'assurance maladie du Québec	4 853 338,3	412 669,9	4 440 668,4	4 440 668,4
Total	19 103 078,5	1 388 463,7	17 714 614,8	17 736 049,4
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	994	10	984	—

Programme 1 : Fonctions nationales

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en œuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux; il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 223,6 M\$ à 230,2 M\$. Cette variation découle principalement de l'indexation des salaires, de la mise en place du Conseil du médicament et de la croissance des coûts reliés à l'assurance hospitalisation hors Québec.

Programme 2 : Fonctions régionales

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la Politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

La croissance de ce programme est de 968,0 M\$. Cette croissance est attribuable notamment aux ajustements salariaux prévus aux ententes, à l'avancement du personnel du réseau dans les échelles salariales, à l'augmentation des prix des biens et services ainsi qu'aux ajustements budgétaires de 500,0 M\$ pour la mise à niveau des services. Elle comprend aussi les coûts supplémentaires attribuables au service de la dette, au régime de retraite et au système du sang.

Programme 3 : Office des personnes handicapées du Québec

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

Le budget de ce programme augmente de 1,2 M\$. Cette croissance découle essentiellement de l'indexation des subventions pour les centres de travail adapté et de l'indexation salariale pour l'administration de l'OPHQ.

Programme 4 : Régie de l'assurance maladie du Québec

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et celui des frais d'administration dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments.

Le budget de ce programme augmente de 412,7 M\$. Cette augmentation découle principalement des ententes avec des professionnels de la santé et des prévisions d'augmentation des coûts des médicaments et des aides techniques.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	1 477,6	1 167,4
Prêts, placements et avances	—	—

Les investissements du Ministère en 2003-2004 porteront principalement sur le renouvellement du parc informatique.

Le Fonds de l'assurance médicaments⁽¹⁾

	Prévisions 2003-2004 (000 \$)	Probable 2002-2003 (000 \$)
Revenus	2 205 660,7	1 592 170,4
Dépenses	2 205 660,7	1 592 170,4
Excédent (Déficit)	0,0	0,0
Investissement	-	-
Effectif (ETC)	-	-

⁽¹⁾ Depuis juillet 2002, le Fonds inclut les services aux personnes âgées de 65 ans ou plus, aux prestataires d'assistance-emploi et leurs enfants. Cette modification est prise en compte pour une période de 9 mois aux revenus et dépenses probables de l'exercice 2002-2003 et pour une période de 12 mois aux prévisions de l'exercice 2003-2004.

Le Fonds de l'assurance médicaments a été institué en vertu de la *Loi sur l'assurance médicaments* (L.R.Q., c. A-29.01) et modifié en juillet 2002 par la Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments et d'autres dispositions législatives. Il a pour objet d'assumer le coût des médicaments, des services pharmaceutiques et des frais d'administration afférents de la couverture de toute personne admissible qui n'est pas tenue d'adhérer à un contrat d'assurance collective ou à un régime d'avantages sociaux. Il inclut, depuis juillet 2002, les services aux personnes âgées de 65 ans ou plus, aux prestataires d'assistance-emploi et leurs enfants.

Le Fonds est d'abord constitué d'une somme versée par le ministre des Finances pour couvrir les dépenses de médicaments et les frais d'administration encourus pour les personnes âgées de 65 ans ou plus et pour les prestataires d'assistance-emploi. Y sont également versées les primes des personnes qui, peu importe leur âge, ne bénéficient pas des garanties prévues en vertu d'une assurance collective ou d'un régime d'avantages sociaux. Les primes sont déterminées en fonction du revenu gagné au cours de l'année civile. Des exonérations de primes sont accordées dans la loi pour certaines catégories de personnes, dont les enfants et les prestataires d'assistance-emploi.

Le Fonds est administré par la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les modalités de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont énoncées dans sa loi constitutive. En vertu de cette loi, l'ensemble des sommes versées au Fonds doit permettre à long terme le paiement de ses obligations.

La loi stipule également que la prime annuelle et les paramètres de contribution (franchise, coassurance et contribution maximale annuelle) sont ajustés le 1^{er} juillet de chaque année de façon à permettre le paiement des obligations du Fonds.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le ministère de la Sécurité publique a pour mission de s'assurer que les Québécoises et les Québécois bénéficient d'un milieu de vie sécuritaire propice à leur développement collectif, ceci dans le respect de leurs droits et de leurs libertés individuelles. Cette mission du Ministère s'articule autour de quatre créneaux d'activités :

- Concourir sur tout le territoire québécois au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes et à la protection de leurs biens, à la prévention et à la répression des infractions aux lois municipales, provinciales et fédérales ainsi que soutenir la communauté policière, coordonner des opérations policières d'envergure, contribuer à l'intégrité des institutions étatiques et assurer l'intégrité des réseaux de transport québécois;
- Faire respecter les lois et les règlements qui relèvent de sa compétence et qui régissent la vie en société;
- Fournir un éclairage aux tribunaux et à la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC), administrer certaines de leurs décisions en assurant la prise en charge, dans la communauté et en détention, des personnes qui leur sont confiées, tout en favorisant la réinsertion sociale des personnes contrevenantes et ce, dans le respect de la protection de la société et des décisions des tribunaux, en association avec les ressources de la communauté;
- Veiller à la prévention des incendies et des sinistres ainsi qu'à la protection des personnes et de leurs conditions de vie dans l'éventualité de tels événements.

Pour réaliser cette mission, le Ministère peut compter sur cinq directions générales (Affaires ministérielles, Services à la gestion, Services correctionnels, Affaires policières, prévention et services de sécurité, Sécurité civile et sécurité incendie), ainsi que sur la Sûreté du Québec. De plus, sept organismes et un conseil relevant du ministre de la Sécurité publique contribuent, à divers titres, à la mission de sécurité publique. Il s'agit de la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ), de la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC), du Bureau du coroner, du Commissaire à la déontologie policière, du Comité de déontologie policière, de l'École nationale de police du Québec, de l'École nationale des pompiers du Québec et du Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Les plans stratégiques en matière de sécurité publique, soit ceux du ministère de la Sécurité publique, de la Sûreté du Québec et des organismes budgétaires relevant du ministre, ont fait l'objet d'un dépôt à l'Assemblée nationale en avril 2001. Les choix budgétaires retenus en 2003-2004 sont en relation avec l'une ou l'autre des trois orientations ministérielles suivantes : « Assumer le leadership dans l'adaptation du système québécois de sécurité publique », « Développer l'approche préventive et une véritable culture de prévention » et « Améliorer les services aux personnes et aux collectivités, moderniser la gestion des ressources et des activités et consolider les partenariats stratégiques ».

Pour l'exercice 2003-2004, le Ministère entend maintenir et consolider les activités essentielles à l'accomplissement de sa mission.

Orientation 1 : Assumer le leadership dans l'adaptation du système québécois de sécurité publique

ASSUMER LES FONCTIONS ESSENTIELLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Maintenir les activités essentielles en assurant la paix et l'ordre public sur tout le territoire du Québec, en renforçant l'encadrement ministériel des organisations policières et de la sécurité privée, en améliorant l'évaluation des personnes contrevenantes et les modes d'intervention, en favorisant l'amélioration de l'organisation municipale en sécurité civile et en sécurité incendie et en s'assurant d'une lutte concertée au crime organisé et au terrorisme. Par son implication et ses actions dans les domaines suivants, le Ministère contribue à l'amélioration de la sécurité publique :

- Le programme ACCÈS « Actions concertées pour contrer les économies souterraines » : des crédits de 10,0 M\$ ont été octroyés au Ministère pour la mise en œuvre d'un plan d'action 2002-2003. Pour 2003-2004, ce programme est reconduit :
 - ACCÈS-ALCOOL : ce volet vise à enrayer le commerce illégal des boissons alcooliques. Des crédits de 8,0 M\$ ont été octroyés au Ministère en 2003-2004;
 - ACCÈS-TABAC : ce volet vise à enrayer le commerce illégal du tabac. Des crédits de 2,0 M\$ ont été consentis en 2003-2004 afin de permettre le financement des opérations des services policiers et de soutien que le Ministère doit assumer dans le cadre des contrôles visant à contrer le commerce illégal du tabac.
- Le programme conjoint de protection civile (PCPC) : ce programme finance une partie des coûts de prévention et d'amélioration de la capacité d'intervention d'urgence au moyen de divers projets en sécurité civile.
- Les engagements au Nunavik : l'entente de partenariat sur le développement économique et communautaire conclue entre les Inuits et les gouvernements du Québec et du Canada prévoit notamment la construction d'un centre de détention, d'un centre résidentiel communautaire, de postes de police ainsi que l'amélioration des services de police.
- La Sûreté du Québec entend poursuivre le redéploiement de la desserte policière sur le territoire québécois découlant de la redéfinition de la carte policière; de plus, avec la réorganisation des services policiers et un nouveau partage des responsabilités entre ceux-ci, la Sûreté du Québec doit réviser et adapter son organisation du travail pour bien assurer les services nationaux à la communauté policière et au gouvernement du Québec.

Objectif :	Renforcer l'encadrement ministériel des organisations policières et l'éthique de la fonction policière.
Indicateurs de résultat :	Nombre de services de police inspectés dans le cadre des inspections thématiques en 2003-2004.
	Nombre de pratiques policières revues et développées.
	Nombre d'allégations à des infractions criminelles ayant donné lieu au dépôt d'accusations par le Procureur général.

Actions envisagées :	Réaliser annuellement au moins 2 inspections thématiques pour 100 % des corps de police.
	Finaliser la révision de l'ensemble des pratiques policières.
Objectif :	Assurer à la population l'accès à des services de sécurité privée adéquats.
Indicateur de résultat :	Suites données au rapport du Comité consultatif sur la sécurité privée.
Action envisagée :	Préparation d'un projet de loi pour dépôt à l'Assemblée nationale.
Objectif :	Procéder à un redéploiement cohérent et efficace de la desserte policière des MRC et des municipalités en harmonie avec la redéfinition de la carte policière, à la Sûreté du Québec.
Indicateur de résultat :	Nombre d'ententes renouvelées.
Action envisagée :	Coordonner et mettre en œuvre la <i>Loi concernant l'organisation des services policiers</i> (L.Q. 2001, c. 19) en renouvelant les 84 ententes de services existantes venant à échéance et celles comportant une intégration de corps policier municipal.
Objectif :	Améliorer la qualité et la disponibilité des services spécialisés à la Sûreté du Québec.
Indicateurs de résultat :	Taux de satisfaction à l'égard des services spécialisés.
	Productions et biens livrés par les unités de soutien à l'échelle locale et régionale.
Actions envisagées :	Adapter le système utilisé à la Sûreté du Québec pour l'identification des criminels.
	Acquérir un système de communications opérationnelles sécurisé pour le Service de la surveillance physique et de l'infiltration.
Objectif :	En matière de protection et de surveillance du territoire, maintenir une gestion concertée et efficace, à la Sûreté du Québec, des divers plans et programmes de sécurité sur le réseau autoroutier et lors d'événements ou de phénomènes majeurs.
Indicateurs de résultat :	Taux de victimisation, gravité des blessures et importance des dommages matériels.
	Taux de satisfaction de la population.
	Nombre de programmes conjoints et nombre de partenaires.
Action envisagée :	Procéder à un déploiement cohérent des ressources supplémentaires sur le réseau autoroutier et en mesurer l'efficacité.

Objectif : En matière de services de soutien à la Sûreté du Québec, augmenter la disponibilité et la qualité des services.

Indicateurs de résultat : Taux de satisfaction à l'égard des services de soutien.

Productions et biens livrés par les services de soutien et mis à la disposition de la communauté policière.

Action envisagée : Moderniser la banque de renseignements criminels.

Objectif : Assurer, à la Sûreté du Québec, la mise à jour continue des méthodes de travail.

Indicateur de résultat : État d'avancement des normes, références, guides.

Action envisagée : Implanter un système de gestion des salles des pièces à conviction à l'ensemble de l'organisation.

Objectif : Améliorer les modes d'évaluation et d'intervention auprès de toutes les personnes contrevenantes en milieu ouvert ou en milieu fermé.

Indicateurs de résultat : Nombre de personnes contrevenantes qui font l'objet d'une évaluation individualisée selon des modalités compatibles avec la durée de la peine, le statut de la personne et la nature du délit.

Nombre de personnes condamnées en milieu ouvert ou fermé qui font l'objet d'un profil de prise en charge, d'une évaluation sommaire ou approfondie, d'un plan d'intervention, d'un projet de réinsertion sociale ou d'un plan de séjour et d'un suivi.

Action envisagée : Poursuivre l'amélioration des modes d'évaluation et d'intervention.

Objectif : Mettre en œuvre la *Loi sur la sécurité civile* (L.Q. 2001, c. 76).

Indicateur de résultat : Nombre d'autorités régionales ayant reçu un avis du ministre pour l'élaboration des schémas de sécurité civile.

Action envisagée : Émission graduelle des avis aux autorités régionales jusqu'en 2005.

Objectif : Améliorer l'organisation municipale en sécurité incendie conformément à la *Loi sur la sécurité incendie* (L.R.Q., c. S-3.4).

Indicateur de résultat : Nombre de schémas de couverture de risques en sécurité incendie réalisés par les autorités régionales.

Actions envisagées : Poursuivre l'encadrement des autorités régionales de manière à ce qu'elles complètent les différentes étapes d'élaboration de leurs schémas selon les échéances prévues à leur programme de travail.

Obtenir 30 % des schémas de couverture de risques en sécurité incendie des autorités régionales en 2003-2004, pour approbation du ministre.

Objectif :	Procéder à la mise en œuvre des décisions prises par le gouvernement en regard de la phase II de la réforme sur le bingo et ce, en tenant compte du financement obtenu.
Indicateur de résultat :	Mise en œuvre du Secrétariat de l'industrie du bingo et du Forum des titulaires de licences de bingo.
Action envisagée :	Préparation et dépôt d'un rapport au ministre de la Sécurité publique.
Objectif :	Optimiser les moyens relatifs à l'évaluation du risque dans le cadre des processus décisionnels en matière de permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle et en libération conditionnelle.
Indicateur de résultat :	Pourcentage de dossiers conformes aux dispositions de l'article 19 de la <i>Loi sur le système correctionnel du Québec</i> (L.Q. 2002, c. 24), relatives au contenu du dossier qui doit être communiqué à la Commission québécoise des libérations conditionnelles.
Action envisagée :	Constitution, conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur le système correctionnel du Québec</i> (L.Q. 2002, c. 24), par la Direction générale des services correctionnels, du dossier contenant l'information nécessaire à la prise de décisions éclairées lors des audiences de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.
Objectif :	S'assurer que le Bureau du Coroner est apte à répondre à tout événement majeur impliquant des décès multiples.
Indicateur de résultat :	Le plan d'intervention en cas d'urgence est mis à jour de façon continue.
Action envisagée :	Mise à jour continue du plan d'intervention.

Orientation 2 : Développer l'approche préventive et une véritable culture de prévention

DÉVELOPPER UN CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LA PRÉVENTION EN SÉCURITÉ PUBLIQUE

Développer l'aspect préventif en matière de sécurité publique et maintenir la prestation actuelle de services notamment en matière de criminalité, de récidive, de préparation en cas de sinistres et de changements climatiques. L'approche préventive doit être favorisée en déontologie policière et dans l'utilisation des appareils de jeu vidéo. À cet égard, le Ministère s'est impliqué dans les secteurs suivants :

- La mise sur pied du Consortium Ouranos « Programme de recherche sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques » : investissement d'un ETC et de 150 000 \$ générant en partenariat un Fonds supérieur à 9,0 M\$ par année, sur une base récurrente, regroupant 9 ministères et organismes, 4 universités et plus de 200 chercheurs scientifiques.

- Les avalanches : au cours des derniers mois, le Ministère a reçu 86 nouvelles demandes d'analyses du risque d'avalanche en Basse-Côte-Nord. Un programme de surveillance est en place. L'utilisation des crédits permanents permet de défrayer des coûts importants causés par des avalanches (coûts cumulatifs de 9,3 M\$).
- La Stratégie nationale sur la prévention du crime : un protocole a été signé conjointement par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada. Pour 2003-2004, les budgets totaux prévus à ce programme sont de l'ordre de 10,8 M\$, au bénéfice des initiatives communautaires en prévention du crime.
- La répartition des produits de la criminalité : un décret gouvernemental prévoit que 25 % des produits saisis provenant du crime organisé soient distribués aux organismes communautaires. Le taxage chez les jeunes a été reconnu comme thème de financement pour la période triennale ayant débuté en 2001-2002.
- La prévention du jeu pathologique et appareils de jeu vidéo : le 12 mars 2002, la Régie des alcools, des courses et des jeux se voyait confier le mandat de mettre sur pied un programme d'exclusion volontaire applicable à tous les sites d'exploitation des appareils de loterie vidéo pour aider les personnes aux prises avec un problème de jeu. Le plan d'action 2003-2006 rendu public par Loto-Québec le 8 novembre 2002 confirme la mise en place du programme dont le coût sera assumé à même une enveloppe annuelle de 20,0 M\$. Ainsi, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Régie des alcools, des courses et des jeux recevront respectivement 17,0 M\$ et 3,0 M\$ en 2003-2004.

Objectif :	Coordonner le développement de la prévention en sécurité publique.
Indicateur de résultat :	Projet de politique de prévention en sécurité publique.
Action envisagée :	Dépôt d'un projet de politique basé sur les études préliminaires portant sur la sécurité et la prévention en sécurité publique.

Objectif :	Développer une approche québécoise en prévention de la criminalité.
Indicateur de résultat :	Nombre d'organismes communautaires qui réalisent des projets en prévention.
Actions envisagées :	Mobilisation des partenaires en prévention de la criminalité. Poursuivre le financement des projets.

Objectif :	Mise sur pied d'un programme d'exclusion volontaire pour contrer le jeu pathologique.
Indicateur de résultat :	Tenue d'expériences pilote.
Action envisagée :	Réaliser 2 expériences pilote régionale et procéder à leur évaluation.

Objectif :	Améliorer la qualité et la disponibilité de l'information sur la clientèle détenue aux fins d'une décision de remise en liberté.
Indicateurs de résultat :	Contenu détaillé des dossiers pour les personnes condamnées à une peine de six mois et plus d'emprisonnement, toute personne présentant un risque documenté pour la sécurité du public et les personnes pour lesquelles la Cour a demandé un rapport présentenciel. Qualité et disponibilité des renseignements contenus dans le dossier informatisé unique et continu (articles 16 à 20 de la <i>Loi sur le système correctionnel du Québec</i> (L.Q. 2002, c. 24)).
Action envisagée :	Conclure des ententes avec le gouvernement du Canada et le ministère de la Justice du Québec pour disposer de l'ensemble des renseignements sur les personnes contrevenantes.
Objectif :	Favoriser une approche préventive en sécurité civile.
Indicateur de résultat :	Mesures correctives pour se prémunir contre les risques d'avalanche.
Action envisagée :	Mettre en place des mesures correctives pour 2004.
Objectif :	Augmenter la connaissance en gestion des risques de sinistres.
Indicateurs de résultat :	Réalisation en partenariat de la programmation et des biens livrables du Consortium Ouranos. Plan d'action pour la gestion des risques de glissement de terrain.
Actions envisagées :	Réaliser les actions prévues en 2003-2004 du Consortium Ouranos. Réaliser 25 % du plan d'action pour la gestion des risques de glissement de terrain pour 2004.
Objectif :	Responsabiliser les intervenants afin qu'ils développent une véritable culture de prévention en déontologie policière.
Indicateur de résultat :	Actions réalisées à cette fin auprès des intervenants externes, par le Commissaire à la déontologie policière.
Action envisagée :	Documenter les actions prises par les différents intervenants en matière de prévention.

Orientation 3 : Améliorer les services aux personnes et aux collectivités, moderniser la gestion des ressources et des activités et consolider les partenariats stratégiques

POURSUIVRE LA DÉMARCHE D'AMÉLIORATION DES SERVICES AUX CITOYENS ET DE MODERNISATION

Réaliser les objectifs d'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens en modernisant la gestion des ressources et des activités du Ministère et des organismes. Le Ministère bénéficiera, avec le ministère de la Santé et des Services Sociaux et le ministère de la Justice du Québec, de l'impact du Système intégré d'information de justice (SIJ). Le Ministère préparera l'implantation du système de gestion intégrée des ressources (GIRE) et travaillera au développement de la prestation électronique de services.

Objectif :	Augmenter la connaissance et l'accessibilité des services du Ministère.
------------	---

Indicateur de résultat :	Nombre de formulaires accessibles par voie électronique aux citoyens et partenaires.
--------------------------	--

Action envisagée :	Rendre 100 % des formulaires les plus fréquemment utilisés du ministère de la Sécurité publique accessibles par voie électronique aux citoyens et partenaires.
--------------------	--

Objectif :	Augmenter le recours aux technologies de l'information dans la gestion des opérations courantes du Ministère et assurer la sécurité des actifs informationnels.
------------	---

Indicateur de résultat :	Pourcentage de mise en œuvre du plan des technologies de l'information des services correctionnels.
--------------------------	---

Actions envisagées :	Poursuivre la mise en œuvre du plan des technologies de l'information des services correctionnels.
----------------------	--

	Développer la prestation de services électroniques et l'infrastructure au sein du Ministère et des organismes.
--	--

Objectif :	Moderniser la gestion du Ministère.
------------	-------------------------------------

Indicateur de résultat :	Degré de mise en œuvre du plan d'action ministériel.
--------------------------	--

Action envisagée :	Réaliser les actions prévues en 2003-2004, au plan d'action ministériel 2001-2005.
--------------------	--

Objectif :	Améliorer la connaissance du programme de libération conditionnelle de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.
------------	--

Indicateur de résultat :	Nombre d'interventions de communication.
--------------------------	--

Action envisagée :	Réaliser un plan de communication d'ici mars 2004.
--------------------	--

Objectif :	Réduire le délai d'analyse des dossiers du Commissaire à la déontologie policière.
Indicateur de résultat :	Durée moyenne de l'analyse des dossiers après enquête.
Action envisagée :	Diminuer de 90 jours à 45 jours le délai moyen pour disposer d'une enquête par rejet de la plainte.
Objectif :	Moderniser les instruments de gestion et d'évaluation de la performance du Comité de déontologie policière.
Indicateur de résultat :	Rapports d'étape et instruments développés.
Action envisagée :	Poursuivre le développement et l'implantation du système informatisé de gestion et déposer des rapports d'étape portant sur la performance du Comité de déontologie policière.
Objectif :	Diffuser plus largement l'information aux citoyens sur le système déontologique.
Indicateur de résultat :	Développement par le Commissaire à la déontologie policière et le Comité de déontologie policière d'un site Internet officiel commun.
Action envisagée :	Développement, mise à jour et amélioration continue du Web en déontologie policière.
Objectif :	Promouvoir la rigueur et l'intégrité dans l'exécution et l'encadrement des activités de la Sûreté du Québec.
Indicateurs de résultat :	Nombre de plaintes en déontologie et en discipline. Nombre de décisions judiciaires comportant des blâmes.
Action envisagée :	Mettre en place un programme d'analyse de la déviance policière.
Objectif :	Assurer la sécurité de l'information numérique et des échanges numériques.
Indicateur de résultat :	Nombre de demandes d'expertise traité, nombre de séances de sensibilisation, nombre de certificats émis.
Action envisagée :	Implanter une nouvelle architecture de sécurité et de confidentialité des données de la Sûreté du Québec.
Objectif :	Améliorer, à la Sûreté du Québec, la gestion de l'information policière en favorisant l'accès rapide aux renseignements policiers.
Indicateurs de résultat :	Vitesse des liens de télécommunications. Nombre de transactions.
Action envisagée :	Implanter des terminaux véhiculaires dans 130 véhicules de patrouille de la Sûreté du Québec.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Conformément au CT 198345 adopté le 28 mai 2002, le Ministère considère, à l'instar du Conseil du trésor, que l'évaluation de programmes s'avère une fonction importante pour l'exercice des contrôles relatifs à la gestion axée sur les résultats, notamment pour :

- Le suivi de certaines recommandations du rapport Corbo sur la libération et l'encadrement des détenus « Pour rendre plus sécuritaire un risque nécessaire », notamment en ce qui concerne l'évaluation et l'intervention auprès des personnes contrevenantes, les échanges d'information permettant de constituer des dossiers mieux étoffés à des fins de prise de décision et les nouveaux processus menant à une remise en liberté dans le cadre de permissions de sortir;
- L'évaluation de la nécessité de recourir à l'incarcération pour le non-paiement d'amendes et la recherche d'autres mesures avec la collaboration du ministère de la Justice du Québec et de la Société de l'assurance automobile du Québec (données ayant servi à la présentation du projet de loi no 156 *Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes*);
- L'allégement réglementaire et administratif dans l'attribution des permis relatifs aux alcools, aux courses et aux jeux;
- La réalisation d'une analyse fonctionnelle afin d'optimiser le fonctionnement des unités administratives à la Direction générale des affaires ministérielles.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le plan budgétaire soumis en 2003-2004 vise à maintenir et consolider les activités essentielles à l'accomplissement de sa mission. Le budget de dépenses alloué au portefeuille « Sécurité publique » en 2003-2004 s'élève à 831,8 M\$, ce qui représente une augmentation de 36,8 M\$ ou 4,6 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'écart entre la dépense probable 2002-2003 et le budget de dépenses 2002-2003 s'explique principalement par des dépenses plus élevées que prévues aux services correctionnels, les frais de transition et d'implantation non récurrents reliés à la réorganisation policière à la Sûreté du Québec de même que par l'aide financière aux sinistrés à la suite des pluies abondantes de juillet 2002.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Sécurité, prévention et gestion interne	407 198,8	31 400,8	375 798,0	386 522,3
2. Sûreté du Québec	399 130,5	5 228,5	393 902,0	419 320,7
3. Organismes relevant du ministre	25 456,2	185,2	25 271,0	26 965,0
Total	831 785,5	36 814,5	794 971,0	832 808,0
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	6 895	(88)	6 983	—

Programme 1 : Sécurité, prévention et gestion interne

Ce programme regroupe les principales activités qui représentent les fonctions propres du Ministère à savoir les Services de soutien à la gestion (incluant notamment les enveloppes centrales affectées aux contributions d'employeur, aux loyers, aux télécommunications et à l'amortissement), les Services correctionnels, les Expertises judiciaires, les Affaires policières et de sécurité-protection, la Sécurité civile et la sécurité incendie et le Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec. Ce programme est doté d'un budget de dépenses de 407,2 M\$, en hausse de 31,4 M\$ par rapport à l'exercice 2002-2003. Cette variation s'explique par l'ajustement des budgets liés aux services correctionnels de 21,1 M\$, l'augmentation de la rémunération prévue aux conventions collectives pour un montant de 5,2 M\$, la hausse des subventions à l'École nationale de police du Québec de 4,1 M\$ et la hausse des dépenses liées aux ententes autochtones de 1,0 M\$.

Programme 2 : Sûreté du Québec

À titre de police nationale, la Sûreté du Québec concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens. La Sûreté du Québec soutient aussi l'organisation policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport et de communication qui relèvent du Québec.

Le budget de dépenses de ce programme est de 399,1 M\$, en hausse de 5,2 M\$ par rapport à celui de l'exercice précédent. Cette variation s'explique essentiellement par les ajustements dus à la réforme de la carte policière.

Les activités de la Sûreté du Québec sont en partie financées par des revenus provenant de la somme payable par les municipalités pour les services généraux fournis par la Sûreté du Québec, estimés à 215,5 M\$, et par ceux en provenance du gouvernement fédéral, d'une part pour le contrôle des armes à feu au montant de 10,5 M\$ et d'autre part pour la desserte policière des ponts Jacques-Cartier et

Champlain au montant de 3,3 M\$. Ces revenus gérés dans un fonds spécial et dans un compte à fin déterminée pour le contrôle des armes à feu portent le niveau des dépenses prévues de la Sûreté du Québec à 628,4 M\$.

Programme 3 : Organismes relevant du ministre

Ce programme comprend cinq organismes dont la Régie des alcools, des courses et des jeux chargée de l'administration des lois et règlements relatifs aux permis de fabrication et de commercialisation d'alcools, aux infractions en matière de boissons alcooliques, de courses, de bingos et tirages, d'appareils de jeu et d'amusement, de concours publicitaires et de l'administration du chapitre V de la *Loi sur la sécurité dans les sports* (L.R.Q., c. S-3.1) portant sur les sports de combat pratiqués par des professionnels, la Commission québécoise des libérations conditionnelles qui a pour mandat d'examiner les cas de personnes détenues admissibles et d'octroyer ou de refuser une libération sous condition et le Bureau du coronar chargé d'enquêter sur les décès survenus dans des circonstances obscures ou violentes. Ce programme comprend également le Commissaire à la déontologie policière qui permet le traitement des plaintes formulées contre les policiers dans l'exercice de leurs fonctions et le Comité de déontologie policière qui, à titre de tribunal administratif spécialisé, a pour fonction de réviser les décisions du Commissaire rejetant une plainte après enquête et de disposer de toute citation déposée par le Commissaire. Un budget de 25,5 M\$ est alloué à ce programme, comparable à celui de l'exercice précédent.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	30 309,5	19 498,6
Prêts, placements et avances	61,4	61,4

Le budget d'investissements du Ministère est de 30,3 M\$. De ce montant, 20,6 M\$ sont alloués aux activités de la Sûreté du Québec et 9,7 M\$ sont utilisés au développement des systèmes et à l'acquisition d'équipements informatiques et autres matériels pour les autres activités propres au Ministère.

À la Sûreté du Québec, le budget d'investissements de 20,6 M\$ se répartit comme suit : 8,0 M\$ pour le renouvellement du parc automobile affecté aux enquêtes, aux autoroutes et aux services spécialisés et 12,6 M\$ aux équipements spécialisés et au développement informatique.

LES FONDS SPÉCIAUX

Le fonds des services de police

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	373 063,0	355 056,0
Dépenses	373 063,0	355 056,0
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	23 381,3	22 071,1
Effectif (ETC)	2 814	2 814

Le Fonds des services de police est affecté au financement du coût des biens et services fournis par la Sûreté du Québec aux municipalités et à tout organisme autre qu'une municipalité, à la suite d'une entente conclue conformément à la *Loi sur la police* (L.Q. 2000, c. 12). Il s'agit en somme de la desserte policière dans les municipalités régionales de comté (MRC) basée sur le modèle de police de proximité.

L'adoption de la *Loi concernant l'organisation des services policiers* (L.Q. 2001, c. 19) a un impact important sur les dépenses du Fonds des services de police. La desserte de nouveaux territoires municipaux par la Sûreté du Québec engendre l'intégration d'effectifs policiers municipaux au sein de la Sûreté provenant des corps policiers municipaux abolis. Ainsi, la Sûreté a un plus grand territoire à desservir et des coûts additionnels sont à considérer.

Le budget de dépenses s'élève à 373,1 M\$ en 2003-2004, en augmentation de 18,0 M\$ par rapport aux dépenses probables 2002-2003. Cette variation s'explique principalement par une augmentation des dépenses liées aux intégrations de corps policiers municipaux en 2002-2003.

Les revenus proviennent d'une part de la tarification aux municipalités en vertu du Règlement sur la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec, au montant prévu de 215,5 M\$, par ceux en provenance du gouvernement fédéral pour la desserte policière des ponts Jacques-Cartier et Champlain au montant de 3,3 M\$ et d'autre part, d'une affectation du budget de dépenses du programme 2 pour en assurer l'équilibre financier se situant à 154,3 M\$. L'investissement prévu de 23,4 M\$ tient compte de la nouvelle desserte policière; cette somme comprend un montant de 9,8 M\$ pour le renouvellement et l'acquisition des véhicules de police dans les postes des MRC et un montant de 13,6 M\$ pour des équipements et du développement informatique ainsi que pour des équipements spécialisés.

TOURISME, LOISIR ET SPORT

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Tourisme Québec et le Secrétariat au loisir et au sport ont la responsabilité de gérer le budget pour le tourisme, le loisir et le sport, en ce qui a trait à leurs champs d'intervention respectifs. La mission de Tourisme Québec consiste à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec. Pour sa part, les activités du Secrétariat au loisir et au sport (SLS) visent le développement du loisir et du sport, dans un cadre sain et sécuritaire, et la promotion d'un mode de vie physiquement actif auprès de la population québécoise. Enfin, soulignons que le portefeuille Tourisme, Loisir et Sport comprend également les activités de la Société du Centre des congrès de Québec.

Pour remplir sa mission, Tourisme Québec concentre ses ressources et ses efforts sur trois mandats stratégiques et les activités qui en découlent, à savoir :

- Orienter et concerter l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme en développant la connaissance touristique et l'information de gestion, en élaborant et mettant en œuvre des politiques, plans d'action et programmes et en fournissant une expertise touristique aux partenaires publics et privés;
- Susciter et soutenir le développement de l'offre touristique en ciblant et structurant les occasions de développement de l'offre, en soutenant et accompagnant les initiatives de développement de l'offre et en faisant la promotion de la qualité des services touristiques;
- Assurer la mise en marché du Québec et de ses expériences touristiques en soutenant la commercialisation des expériences touristiques, en faisant la promotion du Québec comme destination touristique et en facilitant la consommation des expériences touristiques.

Par ailleurs, le Secrétariat au loisir et au sport, par ses interventions en collaboration avec un grand nombre de partenaires nationaux, régionaux et locaux, exploite les créneaux d'activités suivants :

- Le développement du loisir avec des responsabilités spécifiques au loisir socio-éducatif, au plein air et au loisir touristique;
- Le développement du sport, dans les quatre sphères qui constituent la dynamique de la pratique sportive, soit l'initiation, la récréation, la compétition et l'excellence;
- La promotion d'un mode de vie physiquement actif;
- La promotion de la sécurité, la protection de l'intégrité et la prévention des traumatismes qui surviennent à l'occasion de la pratique d'activités de loisir et de sport.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Tourisme Québec prévoit consacrer la principale partie de son budget à la réalisation de trois des cinq orientations de son plan stratégique, à savoir :

- Poursuivre le virage client;

- Consolider les marchés actuels et en conquérir de nouveaux;
- Consolider le financement de l'industrie touristique.

Dans le cadre de la modernisation, Tourisme Québec réalisera une réflexion en vue d'élaborer un nouveau plan stratégique en 2004. Il mettra également en œuvre un plan d'amélioration de ses services et entend, dans ce cadre, consacrer des ressources à l'évaluation des attentes des clientèles à l'égard de ses produits et services.

Le Secrétariat au loisir et au sport entreprend la dernière année de son plan stratégique 2001-2004. Le budget 2003-2004 sera principalement affecté aux quatre orientations suivantes :

- Lutter contre la sédentarité;
- Favoriser le développement du loisir et du sport;
- Veiller à ce que la sécurité et l'intégrité des personnes soient assurées à l'occasion de la pratique d'activités de loisir et de sport;
- Favoriser le développement de l'excellence sportive.

En 2003-2004, le SLS produira trois plans d'action quinquennaux résultant de réflexions stratégiques sectorielles qui alimenteront notamment la prochaine édition du plan stratégique de l'organisation. Le SLS consacrera également des ressources afin de poursuivre les efforts liés à la modernisation et à l'amélioration de sa performance, tant sur le plan opérationnel qu'administratif.

SECTEUR TOURISME

Orientation 1 : Poursuivre le virage client

CONNAISSANCE TOURISTIQUE

La connaissance des clientèles touristiques est indispensable pour Tourisme Québec et l'industrie touristique québécoise. Les besoins des clientèles, leurs champs d'intérêt et leurs comportements sont autant d'aspects à approfondir. Cette information stratégique est nécessaire pour assurer la compétitivité des entreprises touristiques québécoises sur les marchés touristiques prioritaires qui font l'objet d'une vive sollicitation. Tourisme Québec consacrera l'équivalent de 2,2 M\$ à la réalisation des activités reliées à ce mandat.

Objectif :	Accroître l'information stratégique disponible sur les marchés, régions, produits et clientèles. Réaliser 30 productions et 30 mises en réseau.
Indicateur de résultat :	Nombre de productions réalisées et mises en réseau.
Actions envisagées :	Déploiement du Réseau de gestion des connaissances. Élaboration et mise en réseau de fiches d'information sur les marchés, régions, produits et secteurs.

Implantation d'un réseau externe de veille en tourisme.

Cueillette et production de données sur les utilisateurs du réseau d'accueil de Tourisme Québec.

MISE EN VALEUR DE LA QUALITÉ DES PRODUITS ET SERVICES TOURISTIQUES

Tourisme Québec, en collaboration avec la Corporation de l'industrie touristique du Québec, a entrepris d'inciter les différents secteurs de l'industrie à adhérer au Programme qualité, afin d'améliorer leur compétitivité. Également, dans un souci de mieux encadrer le développement du réseau d'accueil et de renseignements touristiques et d'optimiser les sources de financement disponibles, la mise en application de la nouvelle politique ministérielle des lieux d'accueil et de renseignements touristiques assurera une plus grande stabilité du réseau d'accueil tout en améliorant la qualité de ses services. Un montant de 2,4 M\$ provenant du Fonds de partenariat touristique permettra l'atteinte des objectifs fixés.

Objectif :	Susciter l'adhésion des entreprises des différents secteurs touristiques au Programme qualité et certifier 100 entreprises en 2003.
------------	---

Indicateur de résultat :	Nombre d'entreprises certifiées.
--------------------------	----------------------------------

Actions envisagées :	Implantation du programme de certification à compter du 1er avril 2003.
	Mise en place des mesures incitatives pour accroître l'adhésion au programme.

Objectif :	Délivrer les attestations de classification à toutes les entreprises visées par la <i>Loi sur les établissements d'hébergement touristique</i> (L.R.Q., c. E-14.2) et le <i>Règlement sur les établissements d'hébergement touristique</i> (L.R.Q., c. E-14.2, r.1). Délivrer 6 200 attestations aux entreprises détenant des autorisations d'exploitation et de classification.
------------	--

Indicateurs de résultat :	Nombre d'entreprises détenant une autorisation d'exploitation.
---------------------------	--

	Nombre d'entreprises détenant une attestation de classification.
--	--

Actions envisagées :	Poursuite du processus d'attestation des établissements en exploitation.
----------------------	--

	Intégration du secteur du camping au programme de classification.
--	---

	Identification des contrevenants (exploitation au noir) et incitation à se conformer.
--	---

Objectif :	Implanter la politique ministérielle des lieux d'accueil et de renseignements touristiques. Pour 2003, l'objectif est d'agréer 277 lieux d'accueil et de les autoriser à s'afficher.
------------	--

Indicateurs de résultat :	Nombre de lieux autorisés à s'afficher.
---------------------------	---

	Nombre de lieux agréés.
--	-------------------------

Actions envisagées : Poursuite des visites d'inspection en vue de l'agrément.

Incitation auprès des gestionnaires des lieux d'accueil à se conformer à l'ensemble des critères de la politique et aux dispositions prévues dans la *Loi sur les établissements d'hébergement touristique* (L.R.Q., c. E-14.2) et le *Règlement sur les établissements d'hébergement touristique* (L.R.Q., c. E-14.2, r.1).

Orientation 2 : Consolider les marchés actuels et en conquérir de nouveaux

CHOIX DES MARCHÉS OFFRANT LE MEILLEUR RETOUR SUR L'INVESTISSEMENT

Les comportements touristiques ont changé depuis les événements du 11 septembre 2001. Les clientèles internationales qui viennent au Québec par voie aérienne sont en baisse alors que celles qui viennent par automobile, en particulier la clientèle américaine, ont connu une forte hausse en 2002 (+ 8 %). Cette situation amène Tourisme Québec à réduire ses investissements promotionnels sur le marché québécois et à consacrer 70 % de ses budgets au marché américain. Les investissements promotionnels sur les marchés d'outre-mer seront maintenus, car une modeste reprise est anticipée. Une enveloppe de 33,7 M\$ provenant du Fonds de partenariat touristique est réservée à des fins promotionnelles, ce qui inclut les services de renseignements et de réservations touristiques par Bonjour Québec.com.

Objectif : Accroître le volume de touristes en 2003 selon le marché d'origine : Québec : 3 %, Canada : 3 %, États-Unis : 4 %, Outre-mer : 4 %.

Indicateurs de résultat : Volume de touristes selon les marchés.

Entrées de touristes internationaux au Canada par le Québec.

Hôtellerie : nombre de chambres occupées, taux d'occupation.

Actions envisagées : Réalisation de campagnes promotionnelles auprès des consommateurs sur les marchés français, américain, ontarien et québécois en utilisant la télévision, les quotidiens et les brochures de forfaits.

Offre de services de renseignements touristiques par téléphone, par Internet et au comptoir.

Objectif : Développer la visibilité et la fréquentation de Bonjour Québec.com et de ses services en visant un achalandage de 7 millions de visiteurs pour 2003-2004.

Indicateurs de résultat : Nombre de visiteurs.

Durée des visites.

Nombre d'actes de renseignement.

Action envisagée : Poursuite de l'amélioration des fonctionnalités d'information, de réservation, de cartographie, de campagnes bannières et d'indexation.

Orientation 3 : Consolider le financement de l'industrie touristique

MAXIMISATION DE L'UTILISATION DE LA TAXE SPÉCIFIQUE SUR L'HÉBERGEMENT

Pour maximiser l'impact positif du développement touristique sur les régions du Québec, Tourisme Québec a misé sur de nouvelles avenues de financement, plus particulièrement sur l'instauration volontaire d'une taxe spécifique sur l'hébergement, dont les revenus sont retournés par Tourisme Québec aux associations touristiques régionales participantes. En 2003-2004, près de 19,0 M\$ seront remis aux régions pour le financement de leurs activités promotionnelles.

Objectif :	Accroître de 8 à 10 le nombre de régions adhérant à la taxe spécifique sur l'hébergement d'ici 2005.
Indicateur de résultat :	Nombre de régions adhérant à la taxe.
Action envisagée :	Appui à l'instauration de la taxe auprès de l'industrie et des régions touristiques en réflexion.

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT ET À LA PROMOTION TOURISTIQUES DES RÉGIONS

L'augmentation des investissements publics et privés consentis tant au chapitre du développement de l'offre qu'à celui de la promotion touristique est une préoccupation constante. Dans ce cadre, Tourisme Québec poursuivra son soutien financier et technique au développement de l'offre touristique. Il appuiera le développement touristique des régions ressources par l'entremise d'ententes spécifiques en tourisme et augmentera son soutien financier à la réalisation des plans d'action des associations touristiques régionales (ATR). L'équivalent d'un montant de 27,0 M\$ du Fonds de partenariat touristique sera affecté à cette fin en 2003-2004.

Objectif :	Signer 15 ententes spécifiques en tourisme d'ici 2005.
Indicateurs de résultat :	Nombre d'ententes spécifiques signées. Investissements générés et emplois créés par le Programme de soutien au développement de l'offre touristique et par les ententes spécifiques en tourisme.
Actions envisagées :	Finalisation de l'entente spécifique avec les Cris. Signature d'ententes spécifiques avec les régions centrales de Charlevoix, des Cantons-de-l'Est et de l'Outaouais.

SECTEUR LOISIR ET SPORT

Orientation 1 : Lutter contre la sédentarité

PROMOTION D'UN MODE DE VIE PHYSIQUEMENT ACTIF AUPRÈS DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE

Le Secrétariat au loisir et au sport (SLS) poursuit ses efforts en vue de contribuer à réduire le nombre de personnes qui ne pratiquent pas suffisamment d'activités physiques pour en retirer des bénéfices pour la santé. Kino-Québec demeure le véhicule privilégié pour promouvoir un mode de vie physiquement actif, le SLS consacrant près de 2,6 M\$ au soutien de ce programme et à la réalisation de son plan d'action 2000-2005, ainsi qu'au projet « Québec en forme », en partenariat avec d'autres ministères et des organismes du milieu.

Objectif :	D'ici 2005, freiner le désengagement des jeunes à l'égard de l'activité physique et diminuer la proportion des personnes âgées de 15 à 19 ans qui ne fait pas suffisamment d'activités physiques pour en retirer des bénéfices pour la santé.
Indicateur de résultat :	Proportion des jeunes de 15 à 19 ans qui ne fait pas suffisamment d'activités physiques.
Actions envisagées :	Actions de promotion d'un mode de vie physiquement actif en milieu scolaire. Développement d'opportunités et d'environnements facilitant la pratique d'activités physiques dans les écoles.
Objectif :	D'ici 2005, diminuer la proportion de la population québécoise âgée de 25 à 44 ans qui ne fait pas suffisamment d'activités physiques pour en retirer des bénéfices pour la santé.
Indicateur de résultat :	Proportion de la population québécoise âgée de 25 à 44 ans qui ne fait pas suffisamment d'activités physiques.
Actions envisagées :	Actions de promotion d'un mode de vie physiquement actif. Développement d'opportunités et d'environnements facilitant la pratique d'activités physiques en milieu de travail et en milieu municipal.
Objectif :	D'ici 2005, freiner l'augmentation de la population québécoise âgée de 55 ans et plus qui ne fait pas suffisamment d'activités physiques pour en retirer des bénéfices pour la santé.
Indicateur de résultat :	Proportion de la population québécoise âgée de 55 ans et plus qui ne fait pas suffisamment d'activités physiques.
Actions envisagées :	Actions de promotion d'un mode de vie physiquement actif. Analyse des besoins spécifiques du groupe de 55-64 ans en matière d'activités physiques.

Orientation 2 : Favoriser le développement du loisir et du sport

SOUTIEN AUX INTERVENTIONS DES ACTEURS DU LOISIR ET DU SPORT AU QUÉBEC

Pour atteindre ses objectifs, le SLS compte sur la collaboration de nombreux partenaires œuvrant dans les milieux du loisir et du sport qu'il soutient tant au plan professionnel que financier. Ses interventions visent à promouvoir le loisir et le sport, à favoriser une meilleure accessibilité aux lieux de pratique et un meilleur encadrement des participants. Une somme de 46,5 M\$ est ainsi consacrée au développement du loisir et du sport.

Objectif :	Renforcer la capacité des acteurs à améliorer les services offerts à leurs clientèles respectives en matière de loisir et de sport.
------------	---

Indicateur de résultat :	Adoption de deux plans d'action sectoriels (loisir et sport) précisant les objectifs à atteindre et les responsabilités des acteurs pour la période 2003-2008.
--------------------------	--

Actions envisagées :	Rédaction de deux plans d'action sectoriels.
	Diffusion et mise en œuvre concertée avec les acteurs du milieu.

Objectif :	Contribuer au développement, à la formation et au perfectionnement des intervenants et des bénévoles en loisir et en sport.
------------	---

Indicateurs de résultat :	Nombre de stages offerts.
	Nombre d'intervenants formés.
	Développement d'un réseau québécois de ressources en formation des bénévoles.

Actions envisagées :	Soutien au Programme national de certification des entraîneurs et implantation d'un programme de formation par compétences.
	Suivi de l'étude sur le bénévolat au Québec et mise en œuvre des recommandations.
	Plan de développement visant la mise en place d'un réseau québécois de ressources en formation de bénévoles.
	Organisation du Prix du bénévolat Dollard-Morin.

Objectif :	Augmenter la participation des Québécois aux activités de loisir et de sport.
------------	---

Indicateur de résultat :	Nombre de participants lors de certains événements ciblés (ex. : Jeux du Québec).
--------------------------	---

Actions envisagées :	Collaborations interministérielles (ex. : Ça bouge après l'école).
	Soutien de projets et d'initiatives visant à augmenter le volume d'activités et de participants.
	Concertation accrue avec les organismes du milieu.

Orientation 3 : Veiller à ce que la sécurité et l'intégrité des personnes soient assurées à l'occasion de la pratique d'activités de loisir et de sport

PROMOTION DE LA SÉCURITÉ, PROTECTION DE L'INTÉGRITÉ ET PRÉVENTION DES TRAUMATISMES

La protection et l'intégrité des personnes font partie des valeurs garanties par l'État dans une société évoluée. Aussi, le SLS doit veiller à ce que chaque citoyen puisse pratiquer ses activités de loisir et de sport dans un contexte sain et sécuritaire. Les investissements relatifs à ce dossier se fondent aux budgets consentis pour d'autres aspects du plan stratégique. Mentionnons cependant qu'un programme permet d'encourager les fédérations nationales de loisir et de sport dans leurs initiatives de promotion de la sécurité (0,1 M\$).

Objectif :	Renforcer la capacité des acteurs à mettre en place des occasions de pratique d'activités de loisir et de sport saines et sécuritaires.
Indicateur de résultat :	Adoption d'un plan d'action sectoriel en matière de sécurité et d'intégrité dans les activités de loisir et de sport précisant les objectifs à atteindre et les responsabilités des acteurs pour la période 2003-2008.
Actions envisagées :	Rédaction du plan d'action sectoriel.
	Consultation des partenaires quant aux objectifs et aux responsabilités des acteurs.
	Diffusion et mise en œuvre concertée.

Orientation 4 : Favoriser le développement de l'excellence sportive

DÉVELOPPEMENT ET ENCADREMENT DES ATHLÈTES DE HAUT NIVEAU

Plusieurs interventions du SLS favorisent le développement de l'élite sportive québécoise. En ce sens, il déploie les ressources et les moyens appropriés pour soutenir les athlètes et leurs entraîneurs dans leur cheminement vers les plus hauts niveaux de compétition. Près de 16,0 M\$ sont consentis en ce sens.

Objectif :	Renforcer la capacité des acteurs concernés à mettre en place pour les athlètes de haut niveau et pour leurs entraîneurs des conditions de pratique qui favorisent leur ascension vers les plus hauts niveaux de performance.
------------	---

Indicateurs de résultat :	<p>Nombre d'athlètes engagés dans la poursuite de l'excellence.</p> <p>Nombre d'athlètes et d'entraîneurs québécois au sein des délégations canadiennes.</p>
Actions envisagées :	<p>Soutien aux fédérations sportives dans la mise en œuvre de leurs plans de développement de l'excellence sportive.</p> <p>Mesures de soutien directes offertes aux athlètes de haut niveau, aux entraîneurs, aux réseaux de compétitions et camps d'entraînement, aux équipements et au développement de services périphériques pour les athlètes.</p> <p>Soutien au programme Sport-Études, soutien aux organismes de concertation et de services en matière de sport de haut niveau.</p>

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

En 2003-2004, Tourisme Québec prévoit poursuivre ses travaux reliés à la définition d'indicateurs de performance dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau plan stratégique. Le tout sera complété par des travaux de vérification interne dont l'une des priorités est l'implantation du processus d'évaluation de programme.

Le Secrétariat au loisir et au sport, quant à lui, entend revoir certains aspects de ses programmes de soutien financier aux fédérations nationales de loisir et de sport. La production de plans d'action sectoriels prévue en 2003-2004 offrira également au SLS l'opportunité de se doter d'objectifs opérationnels, pour réaliser les orientations et faire face aux enjeux présents dans l'environnement. Des indicateurs de performance en découleront, ce qui favorisera la mise en place d'une gestion davantage axée sur les résultats de même que la planification d'un cadre plus formel d'évaluation de programme.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le portefeuille Tourisme, Loisir et Sport se scinde en deux programmes, soit « Promotion et développement touristique » dont la gestion est confiée à Tourisme Québec et « Développement du loisir et du sport » sous la responsabilité du Secrétariat au loisir et au sport.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Promotion et développement du tourisme	60 060,4	(1 393,0)	61 453,4	90 235,0
2. Développement du loisir et du sport	72 743,4	5 261,2	67 482,2	67 899,4
Total	132 803,8	3 868,2	128 935,6	158 134,4
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	72	—	72	—

Programme 1 : Promotion et développement du tourisme

Le budget de dépenses du portefeuille du Tourisme pour l'année financière 2003-2004 s'élève à 60,1 M\$ et se répartit de la façon suivante :

	M\$
– Affectation au Fonds de partenariat touristique	45,1
– Subvention à la Société du Centre des congrès de Québec	15,0

Les effectifs pour le programme 1 sont compris dans le Fonds de partenariat touristique.

Programme 2 : Développement du loisir et du sport

Le budget de dépenses du Secrétariat au loisir et au sport pour l'année financière 2003-2004 s'élève à 72,7 M\$ réparti de la façon suivante :

	M\$
– Promotion du loisir et de l'action bénévole	38,7
– Promotion du sport	25,0
– Promotion de la sécurité et recherche	2,2
– Administration du loisir et du sport	6,8

La variation de 5,3 M\$ par rapport au budget 2002-2003 s'explique principalement par un ajout de crédits au Programme de développement de l'excellence (Programme Équipe Québec).

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	600,0	683,0
Prêts, placements et avances	—	—

LES FONDS SPÉCIAUX**Le Fonds de partenariat touristique**

	PRÉVISIONS 2003-2004 (000 \$)	PROBABLES 2002-2003 (000 \$)
Revenus	101 057,0	115 785,0
Dépenses	102 047,0	114 757,0
Excédent (déficit)	(990,0)	1 028,0
Investissements	600,0	600,0
Effectif (ETC)	363	363

Le Fonds de partenariat touristique a été créé le 1^{er} avril 1997 afin de renforcer la promotion et le développement touristique du Québec.

La variation des dépenses du Fonds s'explique notamment par la non-réurrence de projets financés en 2002-2003.

Les sommes affectées à ce Fonds en 2003-2004 :	M\$
– Affectation au Fonds par Tourisme Québec	45,1
– Provision du Conseil exécutif concernant les activités promotionnelles	18,6
– Taxe spécifique sur l'hébergement	18,7
– Montant forfaitaire provenant de la taxe de vente du Québec	10,0
– Provision du ministère des Régions (régions ressources)	5,0
– Partenariat et commercialisation des produits et services	1,9
– Revenus reportés	2,2

TRANSPORTS

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le Ministère a comme mission d'assurer, sur tout le territoire du Québec, la mobilité des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires qui contribuent au développement économique, social et durable du Québec.

Il élabore et propose au gouvernement des politiques relatives aux services, aux réseaux et aux systèmes de transport. Ces dernières se matérialisent par les activités suivantes :

- Planifier, concevoir et réaliser les travaux d'amélioration, de réfection, d'entretien et d'exploitation du réseau routier et des autres infrastructures de transport qui sont sous sa responsabilité;
- Soutenir techniquement et financièrement les municipalités pour l'entretien et la réfection du réseau routier local;
- Soutenir les systèmes de transport des personnes, notamment le transport en commun en milieu urbain, le transport adapté et le transport aérien dans les régions;
- Promouvoir le développement et la mise en œuvre de programmes de sécurité et de prévention des accidents en transport;
- Soutenir le transport des marchandises en favorisant l'intermodalité et l'utilisation des différents modes de transport (routier, ferroviaire et maritime).

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le Ministère a comme première orientation d'accroître l'efficacité des différents systèmes de transport afin d'assurer le développement socio-économique du Québec et de ses régions. Il poursuivra ses efforts en ce sens en 2003-2004 par ses investissements dans le réseau routier à même le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et de ses différents programmes d'aide.

La deuxième orientation porte sur la sécurité en transport qu'il entend promouvoir en collaboration avec tous les organismes privés et publics concernés. Le Ministère entend intensifier ses efforts de concertation avec tous les intervenants et les partenaires concernés afin d'améliorer le bilan de la sécurité dans les transports par des actions mieux ciblées, plus efficaces et mieux harmonisées.

La dernière orientation vise à améliorer la performance de l'organisation de façon à assurer de meilleurs services à la population.

Orientation 1 : Des systèmes de transport plus efficaces au service du développement socio-économique du Québec et de ses régions

DES INVESTISSEMENTS DE 648,0 M\$ DANS LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU ROUTIER SUPÉRIEUR QUÉBÉCOIS

Le ministère des Transports entend poursuivre ses investissements dans le réseau routier supérieur en y injectant 1 130,0 M\$ via le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, dont 648,0 M\$ pour des travaux de conservation et de développement. Ces investissements favoriseront la compétitivité du Québec tout en appuyant le développement socio-économique des régions.

Des travaux de 257,0 M\$ seront effectués en conservation des chaussées et de 177,0 M\$ en conservation des structures sur l'ensemble du réseau supérieur dont une partie importante, soit 249,0 M\$, sera réalisée sur le réseau stratégique en soutien au commerce extérieur.

Le réseau routier supérieur constitue l'ensemble du réseau sous la responsabilité du Ministère et regroupe environ 29 000 kilomètres de chaussées et près de 5 000 structures. Le réseau stratégique en soutien au commerce extérieur est un sous-ensemble du réseau supérieur. Il comprend les principales infrastructures de transport qui supportent le commerce extérieur québécois effectué tant avec le reste du Canada qu'avec les États-Unis. Celui-ci est composé essentiellement d'autoroutes et de routes nationales. En outre ce réseau, avec 28 % du kilométrage du réseau supérieur, assure la desserte de plus de 88 % de la population et plus de 92 % des emplois totaux du Québec.

Par ailleurs, des travaux de 214,0 M\$ seront consacrés au développement du réseau supérieur, particulièrement dans le cadre du Plan de gestion des déplacements de la région métropolitaine de Montréal.

Objectif :	Améliorer la qualité et le niveau de service du réseau routier stratégique québécois, d'une part, en réduisant de moitié, d'ici 2005, l'écart entre la qualité des routes du réseau stratégique en soutien au commerce extérieur et celle des routes du réseau stratégique des États du nord-est américain et, d'autre part, en contribuant à réduire la congestion sur les routes du réseau stratégique montréalais.
Indicateurs de résultat :	Proportion des chaussées du réseau stratégique en soutien au commerce extérieur en bon état.
	Cible : 75,0 % en 2003-2004 comparativement à un résultat de 74,8 % en 2002-2003 avec un objectif de 76,5 % en 2004-2005.
	Proportion des structures du réseau stratégique en soutien au commerce extérieur en bon état.
	Cible : 61,3 % en 2003-2004 comparativement à un résultat de 61,1 % en 2002-2003 avec un objectif de 64,0 % en 2004-2005.
	État d'avancement du Plan de gestion des déplacements de la région métropolitaine de Montréal.
Actions envisagées :	Réaliser 164,0 M\$ de travaux de conservation des chaussées sur le réseau stratégique en soutien au commerce extérieur permettant de réhabiliter environ 475 kilomètres de chaussées.

Réaliser 85,0 M\$ de travaux de conservation des structures sur le réseau stratégique en soutien au commerce extérieur pour la réhabilitation d'une soixantaine de structures.

Poursuivre la mise en œuvre du Plan de gestion des déplacements de la région métropolitaine de Montréal, notamment par la réfection du rond-point l'Acadie sur l'autoroute 40 à Montréal ainsi que la reconstruction de l'autoroute 15 à Boisbriand.

Poursuivre les travaux de modernisation du réseau de parcs routiers en mettant en service quatre nouveaux parcs en 2003-2004.

Objectif :	Adapter les systèmes de transport et leur niveau de service afin de mieux soutenir le développement des régions, d'une part, en ciblant les interventions prioritaires par l'adoption de 14 plans de transport régionaux et, d'autre part, en maintenant la qualité du réseau routier supérieur québécois.
Indicateurs de résultat :	<p>Nombre de plans de transport régionaux adoptés au 31 mars 2004.</p> <p>Cible : 14 plans adoptés.</p> <p>Proportion des chaussées du réseau routier supérieur québécois en bon état.</p> <p>Cible : 65,0 % en 2003-2004 comparativement à un résultat de 64,3 % en 2002-2003 avec un objectif de 66,0 % en 2004-2005.</p> <p>Proportion des structures du réseau routier supérieur québécois en bon état.</p> <p>Cible : 58,1 % en 2003-2004 comparativement à un résultat de 58,1 % en 2002-2003 avec un objectif de 60,0 % en 2004-2005.</p>
Actions envisagées :	<p>Adopter quatre plans de transport en 2003-2004 afin de compléter l'adoption des 14 plans de transport régionaux, tel que prévu au plan stratégique.</p> <p>Réhabiliter environ 1 535 kilomètres de chaussées au coût de 257,0 M\$ et environ 160 structures au coût de 177,0 M\$ sur l'ensemble du réseau routier supérieur québécois.</p>

DES DÉPENSES DE 254,0 M\$ EN AIDE AU TRANSPORT EN COMMUN

L'aide au transport en commun se compose principalement de l'aide aux immobilisations des organismes publics de transport (OPT) ainsi que de l'aide au fonctionnement des organisations de transport adapté et aux corporations intermunicipales de transport. Ces programmes d'aide demeurent une priorité pour 2003-2004 et le Ministère entend poursuivre ses actions afin de favoriser le développement des réseaux de transport en commun. Il entend aussi procéder à la révision du cadre financier actuel.

Objectif :	Faciliter les déplacements dans les grandes agglomérations en accroissant l'utilisation du transport en commun.
Indicateur de résultat :	Achalandage du transport en commun dans les grandes agglomérations.

Actions envisagées : Poursuivre la réalisation des différents plans de transport, principalement le Plan de gestion des déplacements de la région métropolitaine de Montréal, en assumant le financement de 340,0 M\$ d'immobilisations sur un total de 540,0 M\$ prévues par les sociétés de transport en commun et l'Agence métropolitaine de transport en 2003; ces investissements porteront notamment sur le prolongement du métro à Laval, la rénovation des équipements fixes du métro, le renouvellement du parc d'autobus, l'ajout ou le prolongement de lignes de train de banlieue, ainsi que la construction de stationnements, gares et voies réservées.

Revoir le cadre financier du transport en commun d'ici le 1^{er} janvier 2004, à la lumière des rapports des mandataires chargés par le Ministère d'examiner le financement de ce type de transport.

Orientation 2 : Des transports plus sécuritaires en collaboration avec tous les organismes privés et publics concernés

DES DÉPENSES DE 390,0 M\$ POUR L'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES ET DES TRAVAUX DE 241,0 M\$ POUR L'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

L'exploitation des quelque 29 000 kilomètres de routes et d'autoroutes ainsi que des autres infrastructures sous la gestion du Ministère (quais, aéroports, etc.) demeurera une priorité en 2003-2004. Un haut niveau de qualité sera maintenu pour les éléments d'importance en termes de sécurité et pour la viabilité hivernale. De plus, les travaux d'amélioration du réseau permettront d'intervenir sur plusieurs sites à risque en corrigeant des pentes et des courbes ou en élargissant les chaussées et les accotements de façon à les ajuster aux normes actuelles.

Objectif : Contribuer à réduire le nombre de morts et de blessés graves dus aux accidents routiers d'ici 2005 en accordant la priorité aux interventions d'entretien visant la sécurité.

Indicateurs de résultat : Morts et blessés graves.

Cible : Moins de 650 morts et de 4 750 blessés graves en 2005.

Nombre de kilomètres de marquage réalisés.

Cible : 70 000 kilomètres en 2003-2004.

Pourcentage des accotements en gravier dont la hauteur a été ramenée à celle du revêtement d'asphalte.

Cible : 100 % des accotements, soit l'équivalent du résultat visé en 2002-2003.

Actions envisagées : Réaliser pour 241,0 M\$ de travaux d'amélioration sur l'ensemble du réseau routier supérieur québécois afin d'en corriger les lacunes en accordant la priorité aux sites les plus à risque.

Au niveau de l'exploitation, accorder la priorité aux opérations de viabilité hivernale ainsi qu'aux opérations à forte connotation de sécurité, tels le marquage, la mise en forme des accotements et la réparation des glissières de sécurité.

Assurer la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action en matière de sécurité sur les sites de travaux routiers et obtenir la collaboration de la Sûreté du Québec pour renforcer la surveillance policière sur les chantiers routiers.

Orientation 3 : Une organisation plus performante afin d'améliorer les services à la population

UN BUDGET DE 56,0 M\$ EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Afin d'améliorer la performance de l'organisation, le Ministère poursuivra, en 2003-2004, l'implantation de la gestion par résultats et la modernisation de ses systèmes de gestion, notamment par la poursuite des travaux en vue de l'implantation d'un système de gestion intégré des ressources.

IMPLANTATION D'UN CADRE DE GESTION DES PERSONNES

En vue de revoir son cadre de gestion des personnes, le Ministère s'est doté des cinq chantiers suivants : la responsabilisation des gestionnaires et des employés, la qualité de vie au travail, la mobilisation par la participation des personnes, la gestion de la contribution et la reconnaissance des personnes, le maintien, le développement et le renouvellement de l'expertise.

Objectif :	Améliorer la performance de l'organisation.
Indicateur de résultat :	État d'avancement de la mise en place du système de gestion intégré.
	Cible : Implantation du module 1 (ressources humaines – rémunération) pour octobre 2003 et du module 2 (ressources humaines – dotation) pour mars 2004.
Actions envisagées :	Investissement de 14,0 M\$ pour le déploiement du projet GIREs au sein du Ministère.
	Investissement de 9,0 M\$ pour l'amélioration des infrastructures technologiques.
	Investissement de 6,0 M\$ dans des systèmes reliés à la gestion de projets et à l'entretien du réseau.
	Investissement de 1,0 M\$ pour la prestation électronique de services.
	Plan d'action des groupes de travail pour chacun des cinq chantiers en gestion des personnes.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

La fonction évaluation prend une importance nouvelle au fur et à mesure que prend place le nouveau cadre de gestion axée sur les résultats instauré par la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01). Dans ce contexte, le ministère des Transports du Québec a sensibilisé ses directions générales aux avantages de l'évaluation. Il a mis en place un comité consultatif en évaluation de programme et il a élaboré un document de référence et un guide pratique d'une démarche d'évaluation.

Les cadres d'évaluation prévus dans le Plan annuel de gestion des dépenses 2002-2003 concernant le programme d'Aide au transport adapté et le programme de Réduction des tarifs aériens ont été produits. Pour ces programmes, les stratégies d'évaluation couvrent un horizon de plusieurs années. Un comité de suivi de l'évaluation est mis en place pour chacune de ces évaluations de façon à assurer la participation des gestionnaires et des professionnels impliqués dans la mise en œuvre du programme. L'évaluation du programme d'Aide à la voirie locale démarrera lors de l'exercice financier 2003-2004.

Quant aux autres activités d'évaluation, le Ministère avait manifesté son intention de réévaluer en profondeur l'encadrement financier du transport en commun au Québec. À cet effet, il a nommé trois mandataires chargés d'examiner toute la question du financement du transport en commun dans les grandes agglomérations urbaines du Québec. Ceux-ci ont déposé leur rapport en janvier 2003. C'est à partir du contenu de ces rapports que le Ministère entend revoir le cadre financier du transport en commun d'ici le 1^{er} janvier 2004.

En 2003-2004, le Ministère poursuivra la promotion de l'évaluation de programme et le développement d'outils nécessaires favorisant l'implantation d'une fonction d'évaluation structurée dans les processus de gestion. De plus, le Ministère prévoit poursuivre ou initier les évaluations suivantes en lien avec les grands dossiers ou les orientations stratégiques.

— Évaluations prévues pour l'année 2003-2004 :

- programme de Réduction des tarifs aériens;
- programme d'Aide au transport adapté (bilan de l'implantation du programme);
- programme d'Aide à la voirie locale;
- programme d'Aide à l'amélioration des infrastructures de transport ferroviaire;
- plan d'action en matière de sécurité sur les sites de travaux routiers.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le plan budgétaire 2003-2004 tient compte des principaux objectifs du plan stratégique et des ressources disponibles. Ainsi, en 2003-2004, le Ministère poursuivra ses investissements majeurs dans la conservation, l'amélioration et le développement du réseau routier en y investissant pas moins de 1 129,8 M\$. De plus, au niveau de l'exploitation, les ressources consacrées à la viabilité hivernale seront légèrement augmentées alors que les opérations d'entretien seront revues afin d'accorder la priorité à celles ayant le plus d'impact sur la sécurité.

Au chapitre des transferts, les programmes Aide à la voirie locale, Aide au transport adapté et Aide au fonctionnement des organismes intermunicipaux de transport en commun sont maintenus malgré certaines variations dans les budgets dues au rétablissement des calendriers de versement. En ce qui concerne le programme d'Aide aux immobilisations du transport en commun, celui-ci verra son budget augmenter d'environ 13,0 M\$ afin de permettre aux sociétés de transport et à l'Agence métropolitaine de

transport d'investir environ 530,0 M\$, notamment dans le renouvellement de la flotte d'autobus, l'ajout de trains de banlieue, la rénovation des équipements fixes du métro et son prolongement à Laval.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Infrastructures de transport	1 110 911,6	140 489,4	970 422,2	1 037 260,5
2. Systèmes de transport	348 702,2	50 083,6	298 618,6	298 653,1
3. Administration et services corporatifs	100 349,8	5 202,6	95 147,2	95 831,2
Total	1 559 963,6	195 775,6	1 364 188,0	1 431 744,8
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	3 838	(27)	3 865	—

Le budget de dépenses du Ministère présenté au tableau précédent augmente de 195,8 M\$ entre 2002-2003 et 2003-2004, passant de 1 364,2 M\$ à 1 560,0 M\$. Cette variation s'explique principalement par les facteurs suivants :

- Augmentation de 135,3 M\$ de l'affectation à des fonds spéciaux, essentiellement à titre de contribution au financement du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier;
- Augmentation de 50,8 M\$ des dépenses prévues de transfert, laquelle résulte principalement du rétablissement du calendrier de versement des subventions dans les programmes Aide au transport adapté pour les personnes handicapées et Aide au fonctionnement des organismes municipaux de transport en commun pour l'année 2003, ainsi que d'une augmentation de 12,7 M\$ au chapitre de l'Aide à l'acquisition d'immobilisations de transport en commun;
- Augmentation de 5,8 M\$ des dépenses prévues de fonctionnement, laquelle s'explique par l'augmentation de la dépense d'amortissement relative aux immobilisations autres que celles réalisées dans le cadre du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier;
- Augmentation de 3,9 M\$ des dépenses prévues de la rémunération, résultant notamment des indexations prévues aux conventions collectives.

Programme 1 : Infrastructures de transport

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Contribution au financement du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	548,1
– Entretien des infrastructures de transport	390,4
– Amortissement des infrastructures routières (avant la création du Fonds de conservation et l'amélioration du réseau routier) et des autres infrastructures de transport	105,6
– Programme d'aide financière au réseau routier local	65,9
– Autres activités	0,9

L'augmentation de 140,5 M\$ du budget de dépenses en 2003-2004 est essentiellement le résultat net de variations touchant quelques activités.

La principale a trait à la contribution du Ministère au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, laquelle augmente de 138,3 M\$. Le coût de l'amortissement des autres infrastructures de transport augmente de 11,9 M\$. L'entretien des infrastructures est, pour sa part, réduit de 9,7 M\$ à la suite de mesures de rationalisation de certaines opérations.

Programme 2 : Systèmes de transport

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Aide à l'acquisition d'immobilisations de transport en commun	180,9
– Aide au fonctionnement de certains services de transport en commun	80,4
– Aide au transport maritime, incluant la contribution au financement de la Société des traversiers	54,0
– Fonctionnement de la Commission des transports du Québec	13,1
– Aide au transport ferroviaire	3,0
– Aide au transport aérien	6,7
– Autres activités	10,6

L'augmentation de 50,1 M\$ du budget de dépenses en 2003-2004 résulte principalement de variations dans les transferts. En premier lieu, la modification du calendrier de versements des subventions relatives aux programmes Aide au transport adapté pour les personnes handicapées et Aide aux organismes municipaux et intermunicipaux de transport en commun occasionne une augmentation de 40,1 M\$. En second lieu, l'aide à l'acquisition d'immobilisations de transport en commun augmente de 12,7 M\$ suite aux investissements réalisés par les différents partenaires, dont l'acquisition de nouveaux autobus et le prolongement du métro à Laval. On observe en outre une croissance de 5,0 M\$ de l'aide au transport aérien régional. Par ailleurs, certaines mesures de rationalisation ont permis de réduire l'enveloppe budgétaire des autres programmes d'aide de 7,5 M\$.

Programme 3 : Administration et services corporatifs

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Planification, direction et coordination des ressources humaines, physiques, financières et informationnelles	65,0
– Élaboration des orientations et des politiques ministérielles et interventions en matière de recherche et développement	20,0
– Amortissement des immobilisations autres que les infrastructures de transport	15,3

L'augmentation de 5,2 M\$ du budget de dépenses en 2003-2004 résulte, d'une part, d'une hausse de 2,2 M\$ de la rémunération et, d'autre part, d'une augmentation de 3,0 M\$ des dépenses de fonctionnement, principalement le coût prévu de l'amortissement des immobilisations autres que les infrastructures de transport.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	49 713,0	39 316,1
Prêts, placements et avances	200,0	200,0

Le budget d'investissements de 49,9 M\$ permet au Ministère d'assumer ses besoins aux chapitres suivants : travaux relatifs à des infrastructures de transport maritime et aérien, développements informatiques et acquisition de matériel et d'équipement.

L'augmentation de 10,4 M\$ par rapport à l'exercice précédent s'explique par l'accélération des développements informatiques, notamment pour l'adaptation des systèmes ministériels en vue de l'implantation du système gouvernemental de gestion intégrée des ressources (GIREs), ainsi que par l'ajout de nouveaux investissements dans le secteur aérien.

LES FONDS SPÉCIAUX

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	550 084,5	416 308,5
Dépenses	550 084,5	416 308,5
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	1 013 142,5	1 277 329,1
Effectif (ETC)	2 241	2 215

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier est un fonds d'investissement affecté depuis le 1^{er} avril 1996 au financement des travaux de conservation des chaussées et des structures et des travaux d'amélioration et de développement du réseau routier.

L'ensemble des déboursés prévus en 2003-2004 totalise 1 129,8 M\$, soit un montant inférieur de 260,4 M\$ à celui de l'exercice précédent. Cet écart s'explique principalement par la non-récurrence du Plan d'accélération des investissements publics de 400,0 M\$ en 2002-2003 et par la fin du Plan des régions qui a représenté des investissements totaux de 200,0 M\$, soit 100,0 M\$ pour chacune des années 2001-2002 et 2002-2003. Le tout a cependant été partiellement compensé par l'ajout de 200,0 M\$ dans le cadre du Plan de réhabilitation et de reconstruction du réseau routier et d'une augmentation d'environ 40,0 M\$ dans le cadre du Plan de gestion des déplacements de la région métropolitaine de Montréal.

Ces investissements se subdivisent en deux catégories :

- Des investissements de 1 013,1 M\$ ayant pour effet d'accroître le potentiel de service et qui sont capitalisés et amortis en fonction de leur durée de vie utile, soit entre 10 et 30 ans;
- Des coûts indirects estimés à 116,7 M\$ qui sont considérés comme des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses du Fonds sont estimées à 550,1 M\$ en 2003-2004 et correspondent au coût des dépenses de fonctionnement de l'année en cours et à celui du service de la dette des immobilisations réalisées depuis sa création. Ces dépenses sont assumées majoritairement par une contribution du Ministère de 548,0 M\$ et par certains partenaires, dont le gouvernement fédéral.

Le Fonds de gestion de l'équipement roulant

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	67 277,0	63 317,0
Dépenses	67 277,0	63 317,0
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	20 000,0	23 429,0
Effectif (ETC)	280	280

Le Fonds de gestion de l'équipement roulant est affecté depuis le 1^{er} avril 1998 au financement des activités du Centre de gestion de l'équipement roulant. L'objectif premier du Centre est d'assurer la gestion intégrée du parc de matériel roulant du Ministère. Il offre en outre un service semblable aux différents organismes publics du Québec.

Pour 2003-2004, le Fonds présente un budget équilibré de 67,3 M\$, financé en grande partie par le Ministère pour un montant de 50,3 M\$. Un budget d'immobilisations de 20,0 M\$ est également prévu pour le renouvellement du parc de matériel roulant du Ministère et des organismes clients.

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	63 803,8	62 632,6
Dépenses	63 803,8	62 632,6
Excédent (déficit)	0,0	0,0
Investissements	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun est en opération depuis le 1^{er} janvier 1992. Il vise à favoriser le développement des services de transport en commun en milieu urbain. Son financement est assumé par une contribution de 30,00 \$ prélevée auprès des propriétaires de véhicules des agglomérations urbaines du Québec lors du renouvellement de l'immatriculation.

En 2003-2004, les revenus de ce Fonds, estimés à 63,8 M\$, seront entièrement redistribués aux organismes publics de transport en commun.

Le Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports

	PRÉVISIONS 2003-2004	PROBABLES 2002-2003
	(000 \$)	(000 \$)
Revenus	4 607,0	7 009,2
Dépenses	4 597,6	7 155,3
Excédent (déficit)	9,4	(146,1)
Investissements	40,0	1 426,0
Effectif (ETC)	32	31

Depuis l'exercice financier 2001-2002, le Centre de signalisation du ministère des Transports a été converti en une agence par le Ministère, conformément au nouveau cadre de gestion établi par la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01).

Le Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports est affecté, depuis le 1^{er} avril 2001, au financement des activités reliées aux biens et services fournis par le Centre de signalisation, notamment pour le développement et la fabrication de panneaux de signalisation routière et d'information et pour des services d'urgence en signalisation aux ministères et organismes, tant publics que privés.

Pour 2003-2004, le Fonds présente un budget avec des revenus de 4,6 M\$ tirés de la vente de produits de signalisation et prévoit un léger excédent.

TRAVAIL

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du ministère du Travail est d'assurer aux personnes des conditions de travail équitables et de promouvoir des rapports de travail qui favorisent le respect et l'harmonie dans les milieux du travail ainsi que la performance des organisations. Ses principaux créneaux d'activités sont :

- Le développement des lois et des politiques du travail;
- La prévention et la résolution des mésententes dans les milieux du travail;
- L'amélioration des pratiques en relations du travail et en gestion des ressources humaines;
- L'information et la production de données sur le travail.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Le budget du ministère du Travail, excluant les crédits de transfert, est essentiellement consacré à la rémunération du personnel qui compte pour 75 %, le reste étant principalement affecté au loyer d'espaces et aux frais de déplacement. Cette répartition des ressources n'appelle pas de choix budgétaire particulier. C'est plutôt la mobilisation des ressources humaines vers la réalisation des objectifs du plan stratégique qui motive des choix spécifiques sans avoir toutefois d'incidence budgétaire. Le plan stratégique 2003-2006, en cours d'élaboration, comprend trois orientations stratégiques qui couvrent l'ensemble des produits et services.

À compter de 2003-2004, un montant de 4,6 M\$, issu des crédits de rémunération et de fonctionnement, a été inscrit au budget de transfert et fera partie de la contribution du Ministère à verser au fonds de la nouvelle Commission des relations du travail.

Orientation 1 : Assurer une législation et des politiques du travail adaptées aux mutations économiques et sociales

LÉGISLATION ET POLITIQUES DU TRAVAIL

Cette orientation met en valeur la responsabilité législative du Ministère. La réalisation des objectifs qui en découlent s'appuie sur la recherche et le développement, le suivi et l'évaluation, la consultation des milieux du travail et le partenariat avec les organismes du portefeuille. L'ensemble des activités reliées à cette orientation représente environ 15,4 % du budget ministériel.

Objectif : Soutenir efficacement la prise de décision ministérielle et gouvernementale.

Indicateurs de résultat : Proposition de modifications législatives ou réglementaires dans les matières suivantes :

- normes sectorielles dans l'industrie du vêtement (juin 2003);
- rapports collectifs de travail en milieu forestier (décembre 2003);
- taux du salaire minimum (mémoire en avril 2003).

Étude d'impact sur l'établissement de normes sectorielles dans l'industrie du vêtement (mai 2003).

Action envisagée : Consultation des parties dans les différentes matières.

Objectif : Évaluer les effets de l'application des dispositions législatives et réglementaires.

Indicateurs de résultat : Rapport d'évaluation des effets de l'introduction de l'interdit relatif aux clauses de disparité de traitement dans la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q., c. N-1.1) (31 mars 2004).

Rapport d'évaluation complémentaire des effets des modifications au *Code du travail* (L.R.Q., c. C-27) concernant le déplaçonnement des conventions collectives (décembre 2003).

Orientation 2 : Contribuer à la prévention et à la résolution des mécontentements en misant sur la responsabilisation des acteurs et sur l'amélioration des pratiques

SERVICES EN RELATIONS DU TRAVAIL

Cette orientation concerne les services en relations du travail qui sont offerts aux parties, que ce soit lors de la négociation d'une convention collective, durant son application ou en marge de celle-ci. Elle implique aussi des interventions visant l'amélioration des pratiques en relations du travail et en gestion des ressources humaines. L'ensemble des activités reliées à cette orientation représente environ 65,2 % du budget ministériel.

Objectif : Offrir aux clientèles des services en relations du travail qui soient adaptés à leur situation.

Indicateurs de résultat : Réduction des avis médicaux complémentaires à un taux de 2,35 %.

Amélioration de 10 % de la qualité des avis médicaux.

Actions envisagées : Intégrer aux outils actuels un volet sur la fonction, l'approche et les réalisations des médiateurs-conciliateurs.

Réaliser une étude de faisabilité sur la production d'un nouvel outil d'information et de promotion sur notre rôle de tiers intervenant.

Objectif : Promouvoir et soutenir l'amélioration des pratiques en relations du travail et en gestion des ressources humaines.

Indicateurs de résultat : Développement des outils d'information, de promotion et de diffusion des services en relations du travail (été 2003).

Diversification des clientèles et développement d'outils novateurs pour favoriser l'amélioration des milieux du travail (conciliation travail-famille, santé mentale, gestion de la diversité).

Organiser le Forum sur la concertation patronale-syndicale en novembre 2003 et atteindre 300 inscriptions.

Action envisagée : Production d'une série de documents pour le Forum sur la concertation patronale-syndicale (études de cas, recueil de clauses, références).

Orientation 3 : Fournir à nos clientèles une information et des connaissances sur le travail qui répondent à leurs besoins, qui soient fiables, accessibles et de qualité

INFORMATION SUR LE TRAVAIL

L'information, la référence et la production de données sur le travail sont des dimensions essentielles du service d'aide à la clientèle. La réalisation de l'ensemble des activités reliées à cette orientation représente environ 19,4 % du budget ministériel.

Objectif : Offrir aux citoyens des services de renseignement et de référence qui soient efficaces, courtois et diligents.

Indicateur de résultat : Mise à jour du site Internet ministériel (été 2003).

Action envisagée : Numérisation de l'ensemble des conventions collectives, des ententes négociées et des sentences arbitrales.

Objectif : Produire et diffuser des données statistiques et des études sur le travail qui soient pertinentes, fiables et régulièrement mises à jour.

Indicateurs de résultat : Analyse de 800 conventions collectives.

Mise en ligne de 180 nouveaux résumés d'ententes négociées.

Publication du « *Bilan des relations du travail au Québec en 2003* » (janvier 2004).

Diffusion trimestrielle des chroniques sur l'indice de croissance des taux de salaire négociés.

Diffusion mensuelle et bilan annuel sur les arrêts de travail au Québec.

Réalisation et mise à jour d'études comparatives sur les lois du travail au Canada et aux États-Unis (normes minimales et rapports collectifs).

Mise à jour de l'étude des dispositions des conventions collectives facilitant la conciliation travail-famille (décembre 2003).

Actions envisagées : Mise en ligne du rapport sur la prévention du harcèlement psychologique au travail et d'outils d'information (printemps 2003).

Mise en ligne d'un nouveau bulletin d'information sur les relations du travail et développement d'un réseau d'échange avec les milieux de la recherche.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission de la Régie du bâtiment du Québec est d'assurer la qualité des travaux de construction et la sécurité des personnes qui accèdent à un bâtiment ou à un équipement destiné à l'usage du public ou qui utilisent une installation non rattachée à un bâtiment. Ses principaux créneaux d'activités sont :

- La normalisation de la qualité des travaux de construction et la sécurité du public;
- La qualification professionnelle;
- La surveillance de l'application de la réglementation;
- La détection des travaux de construction effectués sans licence.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

La Régie entend promouvoir et accroître son leadership en ce qui concerne la normalisation, notamment en terminant les travaux permettant l'entrée en vigueur des chapitres des codes de construction et de sécurité. En matière de surveillance, elle entend innover avec une approche basée sur le principe de responsabilisation des intervenants et sur la modernisation du système de qualification professionnelle des entrepreneurs de construction. Enfin, la Régie poursuivra la modernisation de ses processus d'affaires.

Orientation 1 : Promouvoir et accroître le leadership de la Régie en ce qui concerne la normalisation des exigences de construction et de sécurité dans les bâtiments, équipements et installations

EXIGENCES DE CONSTRUCTION ET DE SÉCURITÉ

Objectif : Finaliser le passage réglementaire prévu à la *Loi sur le bâtiment* (L.R.Q., c. B-1.1) pour les chapitres du *Code de construction* et du *Code de sécurité*.

Indicateur de résultat : Dépôt des propositions en 2003.

Actions envisagées : Prépublication des chapitres Appareils de levage et Appareils sous pression des codes de construction et de sécurité et du chapitre Bâtiment du *Code de sécurité*, et publication du chapitre Gaz des codes de construction et de sécurité.

Proposition de modifications réglementaires élargissant le champ d'application du chapitre *Bâtiment* du *Code de construction* à tous les bâtiments.

Objectif : Affirmer le leadership de la Régie en matière de normes de construction et de sécurité.

Indicateurs de résultat : Approbation du cadre de gestion à l'automne 2003.

Nombre et types de consultations.

Nombre et contenu des rapports de participation.

Actions envisagées : Élaborer et mettre en œuvre le cadre de gestion en matière de normalisation.

Mettre en place un mécanisme de concertation des ministères et organismes ainsi que des intervenants du milieu pour l'adoption des codes.

Participation aux forums internationaux, canadiens et autres sur l'élaboration des normes.

Orientation 2 : Innover avec une approche d'intervention où la Régie met l'accent sur le principe de responsabilisation des intervenants et de gestion du risque

RESPONSABILISATION DES INTERVENANTS

Objectif : Revoir les programmes de surveillance dans une perspective de responsabilisation des intervenants et en intégrant mieux la gestion du risque dans la planification des interventions.

Indicateurs de résultat : Plans de surveillance annuelle.

Nombre de nouvelles délégations signées par année et pourcentage de la population visée.

Actions envisagées : Implanter graduellement le cadre de gestion des interventions de surveillance.

Intensifier les efforts de délégation aux municipalités de la surveillance du chapitre Bâtiment du *Code de construction* et du *Code de sécurité*.

Objectif : Moderniser le système de qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

Indicateurs de résultat : Dépôt des modifications au printemps 2003.

Dépôt du plan de mise en œuvre à l'été 2003.

Actions envisagées : Soumettre les modifications législatives et réglementaires nécessaires.

Élaborer le plan de transition et de mise en œuvre du nouveau système de qualification professionnelle.

Objectif : Évaluer et faire un bilan d'application du Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs.

Indicateurs de résultat : Taux de satisfaction.

Rapport et recommandations au ministre du Travail au printemps 2003.

Action envisagée : Consulter les personnes intéressées et évaluer les retombées et la pertinence d'en maintenir l'application ou de le modifier.

Orientation 3 : Accélérer la modernisation de la gestion et doter la Régie des technologies de l'information appropriées pour assurer la réalisation de sa mission

MODERNISATION DES PROCESSUS D'AFFAIRES

Objectif : Moderniser et revoir tous les processus administratifs et les systèmes informatiques de la Régie.

Indicateur de résultat : Respect de l'échéancier de déploiement des processus (2003 à 2006).

Action envisagée : Développer et mettre en œuvre les processus d'affaires.

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La mission du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre est de développer et maintenir la concertation entre les organisations patronales et syndicales afin d'orienter et soutenir l'action gouvernementale en matière de travail et de main-d'œuvre. Ses principaux créneaux d'activités sont :

- La consultation des parties patronales et syndicales en vue de conseiller le gouvernement;
- Les études et la recherche;
- Le soutien à l'administration de la législation du travail.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Orientation 1 : Orienter et soutenir, de façon proactive, l'action gouvernementale en matière de travail et de main-d'œuvre

CONSULTATION ET CONCERTATION

Objectif : Favoriser et faire connaître les positions consensuelles des parties.

Indicateur de résultat : Pertinence et diffusion des consensus réalisés.

Actions envisagées : Poursuivre les travaux en matière de santé psychologique au travail.

Poursuivre le développement et le transfert de l'expertise en matière de concertation et de paritarisme.

Objectif : Consolider le processus consultatif entre le gouvernement et le Conseil.

Indicateur de résultat : Efficacité du processus consultatif.

Action envisagée : Poursuivre et intensifier les collaborations avec le ministère du Travail.

Orientation 2 : Développer au Conseil la fonction Recherche en soutien à la mission et à l'approche concertée

RECHERCHE ET PARTENARIAT

Objectif : Assurer la valorisation et le transfert d'outils d'information et d'analyse vers les milieux de travail.

Indicateur de résultat : Nombre et diffusion des outils produits.

Action envisagée : Poursuivre le développement et la diffusion d'outils en lien avec les sujets d'intérêt prioritaire du Conseil.

Objectif : Augmenter la capacité du Conseil à réaliser ou à faire réaliser des recherches et des études.

Indicateur de résultat : Nombre de partenariats de recherche.

Actions envisagées : Poursuivre le développement de partenariats avec les milieux de la recherche.
Poursuivre et intensifier les collaborations avec le ministère du Travail en matière de recherche.

Orientation 3 : Adapter le régime d'arbitrage des griefs aux nouvelles réalités du monde du travail

MODES DE RÉOLUTION DE CONFLITS

Objectif : Consolider les nouveaux mécanismes de confection et de gestion de la liste des arbitres de grief.

Indicateur de résultat : Relève et renouvellement du corps arbitral.

Action envisagée : Appliquer et compléter les nouveaux mécanismes de confection et de gestion de la liste des arbitres.

Objectif : Identifier et promouvoir les modes alternatifs de résolution des conflits.

Indicateur de résultat : Nombre d'interventions de promotion.

Action envisagée : Poursuivre les travaux pour le développement et le transfert de l'expertise sur les modes alternatifs de résolution des conflits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

La Commission œuvre à l'atteinte de l'équité salariale au Québec. Ainsi, elle fait la promotion du principe de l'équité salariale et de la loi et elle s'assure de son application et de son respect. Ses créneaux d'activités sont :

- La réalisation d'enquêtes visant l'application de la loi;
- La promotion du processus de conciliation;
- Le contrôle de la conformité à la loi par un programme de vérification;
- La formation et le développement des compétences du personnel;
- La diffusion d'information auprès de ses principales clientèles et de la population en général;
- La formation et l'assistance spécialisée;
- La réalisation d'études et de recherches, de concert avec les partenaires du milieu des relations du travail et du milieu universitaire.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Orientation 1 : Faciliter l'application et le maintien de l'équité salariale dans les entreprises visées par la loi

AIDE À L'APPLICATION DE LA LOI

En 2003-2004, la Commission souhaite allouer des efforts plus importants à la formation des clientèles et au développement d'outils supplémentaires pour que toutes les entreprises aient complété l'exercice.

Objectif :	Compléter l'élaboration des outils nécessaires à la réalisation de l'exercice d'équité salariale.
Indicateur de résultat :	Taux d'utilisation des outils.
Actions envisagées :	Développement d'un progiciel pour les entreprises incluant une formation sur mesure.
	Nouvelles sessions de formation.

Orientation 2 : Assurer une meilleure connaissance de la *Loi sur l'équité salariale* (L.R.Q., c. E-12.001)

INFORMATION SUR LA LOI

Objectif : Accroître la connaissance du principe de l'équité salariale et du rôle de la Commission.

Indicateur de résultat : Taux de connaissance de la loi.

Actions envisagées : Sondage auprès des clientèles.
Partenariats avec les milieux de la recherche.
Promotion et publicité.

Objectif : Faire en sorte que les travailleuses non syndiquées connaissent leurs droits et les recours existants.

Indicateur de résultat : Degré de sensibilisation des travailleuses.

Action envisagée : Accroître les contacts avec les travailleuses non syndiquées au moyen d'ententes de partenariat.

Orientation 3 : Assurer le traitement efficace des plaintes et des différends soumis à la Commission de l'équité salariale et le respect de la loi

TRAITEMENT DES PLAINTES ET DIFFÉRENDS

Objectif : Effectuer les enquêtes dans les meilleurs délais.

Indicateur de résultat : Délai de traitement.

Objectif : Mettre en place des mécanismes de traitement efficaces de ces demandes.

Indicateur de résultat : Degré de développement et d'efficacité des mécanismes de traitement.

Actions envisagées : Systématisation du programme de vérification de la conformité à la loi.
Mise en place d'un programme de vérification de l'application des décisions rendues par la Commission.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

1. LA MISSION ET LES CRÉNEAUX D'ACTIVITÉS

Le Conseil des services essentiels a pour mission de s'assurer que le public continue de bénéficier de services jugés essentiels lorsque des salariés exercent leur droit de grève dans certains services publics, au sein de la fonction publique et dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux. Le Conseil doit ainsi assurer la protection de la santé ou de la sécurité publique sans empêcher l'exercice du droit de grève. Il doit aussi assurer au public les services auxquels il a droit à l'occasion d'actions concertées illégales. Ses créneaux d'activités sont :

- L'évaluation des services essentiels;
- Les pouvoirs de redressement et de réparation;
- La médiation et les enquêtes;
- L'émission de décisions;
- L'information du public et des parties.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Orientation 1 : S'assurer de la qualité des services offerts à nos clientèles

QUALITÉ DES SERVICES

Le Conseil évolue dans un contexte d'imprévisibilité où il doit intervenir dans de courts délais.

Objectif :	Maintenir ou améliorer les délais d'intervention auprès de ses clientèles.
Action envisagée :	Développer un outil de mesure et de suivi des délais d'intervention.

Objectif :	Obtenir de façon continue et au bon moment le maximum d'information auprès de différentes sources sur les risques de conflits.
Action envisagée :	Maintenir et accroître les contacts avec les intervenants patronaux et syndicaux et identifier de nouvelles sources d'information.

Objectif :	Vérifier la satisfaction des clientèles à l'égard du fonctionnement du Conseil.
Action envisagée :	Consulter les parties patronale et syndicale et les intervenants.

Orientation 2 : Poursuivre le développement des mécanismes de communication

INFORMATION ET COMMUNICATION

Le Conseil entend poursuivre le développement de ses communications tant sur le plan technologique que sur celui de l'échange d'expertise.

Objectif :	Favoriser les échanges électroniques avec nos clientèles.
Action envisagée :	Concernant les services publics, revoir le contenu des formulaires de travail.
Objectif :	Favoriser les échanges d'expertise avec différents organismes.
Action envisagée :	Planifier la tenue d'un événement spécial pour marquer le 25 ^e anniversaire du Conseil.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

Le ministère du Travail se propose de produire deux rapports d'évaluation portant sur :

- les effets des modifications au *Code du travail* (L.R.Q., c. C-27) concernant le déplaçonnement des conventions collectives (décembre 2003);
- les effets de l'introduction de l'interdit relatif aux clauses de disparité de traitement dans la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q., c. N-1.1) (mars 2004).

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2003-2004		2002-2003	
	BUDGET DE DÉPENSES (000 \$) (1)	VARIATION (000 \$) (2)=(1)-(3)	BUDGET DE DÉPENSES (000 \$) (3)	DÉPENSE PROBABLE (000 \$) (4)
1. Travail	64 312,7	1 681,0	62 631,7	65 332,8
Total	64 312,7	1 681,0	62 631,7	65 332,8
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	770	—	770	—

Le portefeuille du Travail comporte un seul programme. Ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de qualité des bâtiments et de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du portefeuille.

Le budget de dépenses 2003-2004 est de 64,3 M\$ en hausse de 1,7 M\$ par rapport à celui de 2002-2003. L'augmentation s'explique essentiellement par les impacts financiers de la prolongation des conventions collectives du secteur public, le niveau de contribution requis du Ministère pour le fonds de la nouvelle Commission des relations du travail et par la révision triennale des tarifs des loyers d'espaces payables à la Société immobilière du Québec.

La dépense probable 2002-2003 dépasse de 2,7 M\$ le budget de dépenses et ce, notamment en raison des sommes transférées de la provision du ministère des Finances pour percevoir tous les revenus dus au gouvernement dans le cadre de la lutte au travail au noir dans l'industrie de la construction.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2003-2004 (000 \$)	2002-2003 (000 \$)
Immobilisations	15 016,9	2 817,4
Prêts, placements et avances	1,0	2,7

La variation entre le budget d'investissements 2003-2004 et celui de 2002-2003 est essentiellement attribuable aux dépenses d'immobilisations requises pour le projet de modernisation des systèmes et des processus d'affaires de la Régie du bâtiment du Québec.